

Gérard Chaliand

avec la collaboration de Michel Jan

**VERS UN NOUVEL  
ORDRE DU MONDE**

Seuil

## Des mêmes auteurs

OUVRAGES DE GÉRARD CHALIAND

Mythes révolutionnaires du Tiers-monde  
*Éditions du Seuil, « Points. Politique », n° P98, 1979*

Atlas stratégique Géopolitique des rapports de forces dans le monde avec Jean-Pierre Rageau  
*Fayard, 1983, Complexe, « Historiques », n° 48, 1994*

Atlas des diasporas  
avec Jean-Pierre Rageau  
*Odile Jacob, 1991*

Les Bâisseurs d'histoire  
*Arléa, 1995, Pocket, n° 280, 2005, Magellan & Cie, 2013*

## Les Empires nomades

De la Mongolie au Danube  
*Perrin, 1998, « Tempus », n° 117, 2006*

Anthologie mondiale de la stratégie  
Des origines au nucléaire  
*Robert Laffont, « Bouquins », 2001, 2009*

Guerres et civilisations  
De l'Assyrie à l'ère contemporaine  
*Odile Jacob, 2005, 2009*

De l'esprit d'aventure  
avec Patrice Franceschi et Jean-Claude Guilbert « *J'ai lu, Arthaud Poche* », n° 9743, 2011

Mémoire de ma mémoire  
*Julliard, 2003*

Les Guerres irrégulières  
Guérillas et terrorismes  
*Gallimard, Folio actuel, n° 135, 2008*

Le Nouvel Art de la guerre  
*Archipel, 2008, Pocket, n° 13987, 2009*

Guérillas  
Du Viêt-nam à l'Irak  
*Hachette Littératures, « Pluriel. Histoire », 2008*

Géopolitique des empires  
Des pharaons à l'imperium américain  
avec Jean-Pierre Rageau  
*Arthaud, 2010, Flammarion, « Champs. Essais », n° 1048, 2012*

L'Impasse afghane  
*Éditions de l'Aube, 2011*

La Pointe du couteau  
Mémoires  
*Robert Laffont, 2011*

Miroirs d'un désastre  
Chronique de la conquête espagnole de l'Amérique *Plon, 1990, Pocket, n° 120, 1992,*  
*Éditions de l'Aube, « L'Aube poche essai », 2005*

Histoire du terrorisme  
De l'Antiquité à Al Qaida

avec Arnaud Blin  
*Bayard, 2006*

OUVRAGES DE MICHEL JAN

La vie chinoise  
« Que sais-je ? », Presses universitaires de France, 1976, 1978

La Chine face au monde  
La stratégie chinoise, constante et évolutions Avec Philippe de Beauregard, Jean-Luc Domenach, François  
Godement, François Joyaux  
*Robert Laffont, 1983*

Le Milieu des empires  
Entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale avec René Cagnat  
*Robert Laffont, 1990*

Le Voyage en Asie centrale et en Tibet  
*Robert Laffont, « Bouquins », 1992, 2005 (5<sup>e</sup> édition)*

Atlas du nucléaire

Civil et militaire  
avec Gérard Chaliand  
*Payot, 1993*

Atlas historique des migrations  
avec Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau *Éditions du Seuil*, 1994

Atlas de l'Asie orientale  
Histoire et stratégies  
avec Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau *Éditions du Seuil*, 1997

Le Réveil des Tartares  
En Mongolie sur les traces de Guillaume de Rubrouk *Payot*, « *Voyageurs* », 1998 « *Petite bibliothèque  
Payot* », n° 1379, 2000,  
« *Petite bibliothèque Payot. Voyageurs* », n° 379, 2002

La Grande Muraille de Chine avec les photographies de Roland et Sabrina Michand *Imprimerie nationale*,  
2000  
*Payot*, « *Petite bibliothèque Payot* », n° 472, 2003

Cruelle est la terre des frontières  
*Payot*, « *Voyageurs* », 2003  
« *Petite bibliothèque Payot. Voyageurs* », n° 599, 2006

ISBN 978-2-02-110724-1

© Éditions du Seuil, avril 2013

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)*

## **Sommaire**

[Couverture](#)

[Des mêmes auteurs](#)

[Copyright](#)

[Table des matières](#)

[Introduction](#)

[I - La première mondialisation et ses suites](#)

[D'une politique de comptoirs à l'investissement des  
Hinterland](#)

[Coloniser l'Asie](#)

[Le vrai choc des civilisations](#)

[L'exception japonaise](#)

[L'Europe impériale](#)

[L'illusion tiers-mondiste](#)

[Comment exporter la démocratie](#)

## II - Le grand tournant de 1979

Les derniers échecs de l'URSS

L'essentielle dimension démographique

## III - L'Amérique en crise

Expédition punitive en Afghanistan

Guerre de choix en Irak

## IV - La Russie en reconstruction

L'arme des hydrocarbures

## V - De la crise asiatique aux États « émergents »

Les BRIICS entrent en scène

Le Brésil et ses ambitions

L'Inde, ou les faiblesses d'un géant

Le Pakistan, épice de crise durable

La Turquie, nouveau pivot géopolitique

Le tournant de l'AKP

La Turquie et l'Union européenne

VI - Quand l'Europe atteint la cote d'alerte

VII - Où va le monde arabe ?

VIII - L'Iran à l'heure des choix

IX - À l'autre bout du monde oriental

X - La Chine entre continuité impériale et modernité

XI - Lorsque la Chine s'est éveillée (1979-1989)

Deng Xiaoping, l'artisan des réformes économiques

Les courants et les factions face aux transformations

La « leçon » du Viêt-nam

La crise de mai et juin 1989

XII - Les prémisses d'une ère nouvelle (1989-2012)

Les conséquences de Tian'anmen

Les effets pervers du legs de Deng Xiaoping

La préparation du XVIIIe Congrès du PCC

XIII - Naissance d'une nouvelle puissance militaire

Les relations chaotiques entre le parti et l'armée

XIV - Ce que veulent les dirigeants chinois

Une nouvelle équipe

Un objectif : « le renouveau de la nation chinoise »

## XV - Deux mondes face à face

### Conclusion

Le déclin des États-Unis demeure relatif

De quelques facteurs qui pèseront demain sur  
l'équilibre du monde

Europe, dernière chance

### Bibliographie

Tables - Table des cartes

# Introduction

Ce livre se propose d'explorer les tenants et les aboutissants du changement d'équilibre géopolitique qui s'opère sous nos yeux, sur fond de crise financière et économique, aux États-Unis et plus particulièrement en Europe. Cette crise intervient alors que plusieurs États, naguère dominés par l'Europe, mais qui furent par le passé, surtout en Asie, des puissances considérables, se redressent, autrement dit réémergent, et viennent modifier un ordre du monde que l'Occident considérait comme intangible. Mais cette pérennité n'était que fictive : l'ordre censé s'installer dans la durée n'avait pas encore commencé à s'établir en Asie il y a plus de deux cent cinquante ans.

La formidable puissance que sont les États-Unis – lesquels se sont hissés au premier plan dès le début du siècle dernier, ont réaménagé le monde après la Seconde Guerre mondiale et ont si activement contribué à l'effondrement de l'adversaire soviétique en 1991 – connaît depuis peu un relatif déclin. Il lui faut retrouver son dynamisme interne, assainir ses finances, rajeunir son infrastructure et éponger deux échecs politiques, en Irak et en Afghanistan. Ayant réorienté sa stratégie vers l'Asie/Pacifique, Washington, avec l'aide de ses alliés, va s'efforcer de préserver aussi longtemps que possible sa prééminence sur la masse eurasiatique.

Bien sûr, les États-Unis disposent d'une avance importante dans des domaines essentiels : militaire, technologique, scientifique, ainsi que dans leur capacité d'innovation et d'adaptation, sans compter une considérable politique d'influence, qu'elle soit culturelle ou non, ce qu'on peut désigner en français par l'expression de *pouvoir feutré*. Cependant, comme nous l'avons déjà écrit<sup>1</sup> : « Ce qui s'esquisse sous nos yeux, au-delà du brouillard de la crise, annonce le

début de la fin de l'hégémonie absolue exercée par l'Occident depuis quelque trois siècles. »

Au cours de la décennie écoulée, cette « hégémonie absolue » touchait à sa fin. Même si les États-Unis restent, et de loin, les premiers, réapparaît un monde rappelant celui du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque la Chine des Qing, l'Inde moghole, la Perse séfévide et l'Empire ottoman étaient des puissances redoutables.

Ce basculement géopolitique est illustré par la crise financière et économique révélée en 2007-2008 et par l'accession de la Chine au rang de deuxième puissance mondiale, ainsi que par l'essor d'autres pays réémergents, comme l'Inde, tous facteurs qui sont loin d'avoir épuisé leurs effets. Bien qu'urgentes, les mesures qui s'imposent pour s'adapter à cette nouvelle donne, particulièrement dans une Europe affaiblie par la crise de l'euro, paraissent encore insuffisantes. L'avenir s'annonce difficile pour nombre de pays industriels.

Envisagée dans le temps long, la domination exercée par l'Europe et, plus récemment, par les États-Unis, aura-t-elle duré un demi-millénaire comme on nous l'a enseigné ? Ou faut-il la regarder comme le fruit de l'expansion, impériale à l'échelle asiatique et africaine, principalement liée à la révolution industrielle et à la croissance démographique qui caractérisent l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle ?

De fait, le regard porté sur l'histoire est fonction d'un esprit du temps qui change rapidement. La perspective, pour n'être pas anachronique, doit être datée. À l'école communale, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la conquête espagnole de l'Amérique était présentée comme une flamboyante épopée au cours de laquelle une poignée d'hommes courageux renversait des empires. Aujourd'hui, la compassion pour les victimes transforme les conquistadors en bourreaux. L'évaluation sereine, dégagée autant que faire se peut de l'idéologie, cherche à établir les faits aussi rigoureusement que possible. Par ailleurs, si l'on est soucieux de comprendre, mieux vaut chercher à refléter la perception des protagonistes que supposer qu'ils partagent une même appréhension des réalités. Aussi s'efforcera-t-on de rendre sensibles des visions et des intérêts antagonistes.

Dans cet esprit, cet ouvrage ne traite pas seulement de l'actualité immédiate née de la crise et de ses conséquences politiques et économiques. Il s'efforce, au

contraire, à l'heure de son déclin relatif, de décrire l'impact de l'Occident sur le reste du monde durant les deux derniers siècles, et de faire mieux comprendre, sur la durée, le flux et le reflux de sa puissance politique, économique et démographique. Avec ses ombres et ses lumières, l'Europe a imprimé un choc salutaire sur bien des sociétés et a même constitué, pendant un moment, un modèle sans concurrent. Elle a fourni aussi aux autres, bon gré mal gré, les clés et les armes pour qu'ils se libèrent de sa propre domination.

En effet, les valeurs universelles dont se réclame l'Occident, et qu'il ne défend pas toujours sans hypocrisie, restent liées à l'éminente dignité de la personne et au droit à la liberté de conscience, à l'égalité devant la loi, au droit de demander des comptes aux élus auxquels est délégué, pour une période donnée, un pouvoir limité par des institutions. Ce n'est pas tout, puisqu'il faut aussi compter sur le droit à la révolte en cas de violation du contrat social et sur celui au bonheur, cette singulière exigence. Ces valeurs méritent toujours d'être proposées au monde et d'être défendues.

La crise actuelle n'a pas seulement pour origine la hausse des prix des hydrocarbures ou, depuis peu, les excès de la dérégulation américaine ou encore l'endettement que tous les États industrialisés ont contracté en continuant de mener un train dont ils n'avaient plus les moyens. Elle vient, au premier chef, du retour de ceux qui s'étaient laissé distancer par les avancées de l'Occident à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Il y a soixante ans, à Bandoeng, les pays qui s'étaient libérés de la tutelle de l'Europe proclamaient leur volonté de participer à nouveau, de façon active, aux affaires du monde. Aujourd'hui, ayant, comme le Japon en son temps, entrepris un rétablissement économique spectaculaire, ces États, ou du moins les plus dynamiques d'entre eux, sont en train d'établir un nouvel équilibre. Le plus puissant, la Chine, aspire à l'instauration d'un ordre international plus conforme à ses intérêts, sinon à tenter de se substituer à la puissance qui, jusqu'à présent, a tenu la première place.

Michel Jan, qui a une longue familiarité avec la Chine, son histoire passée et récente, traite dans plusieurs chapitres de ce rival majeur, celui que l'Occident considère comme l'Autre. Contrairement à la perspective cavalière que j'ai adoptée, compte tenu de la diversité des aires que j'aborde dans la durée, Michel Jan, lui, s'est efforcé de cerner son sujet au plus près. Ce faisant, il rend compte de façon rigoureuse et précise de la Chine depuis le grand tournant entrepris par Deng Xiaoping, il y a maintenant trente-cinq ans, et qui a porté ce pays au deuxième rang mondial. Nos deux approches se complètent puisque Michel Jan

décrit et analyse la puissance montante de l'ordre international qui se met en place sous nos yeux.

La progression de la Chine et ses choix, dans les décennies à venir, sont la grande inconnue dont dépend l'équilibre du monde. L'affaire méritait qu'on lui consacre plusieurs chapitres. Michel Jan en indique, sans illusion, les paramètres.

- [1.](#) G. Chaliand et J.-P. Rageau, *Géopolitique des empires. Des pharaons à l'Imperium américain*, Paris, Arthaud, 2010 (rééd. Champs-Flammarion, 2012).

# I

## La première mondialisation et ses suites

La première mondialisation du monde connu, celle qui survient du VIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle et au-delà, a de fait été réalisée par les musulmans. Les Arabes et autres islamisés, notamment persans et par la suite turcophones, occupent alors tout l'espace qui s'étend de l'Espagne à l'Inde du Nord et à l'Asie centrale. C'est ainsi que les routes de la soie sont d'abord musulmanes, même s'il existe aussi un réseau issu de l'Empire romain d'Orient (Byzance), qui s'appuie entre autres sur des chrétiens nestoriens, avant que ceux-ci ne soient éliminés par Timour Leng (Tamerlan). Surtout, le grand océan des échanges mondialisés est l'océan Indien, où le commerce est principalement tenu par les musulmans. Trois mois par an les vents soufflent d'ouest en est, suivis de périodes d'accalmie, puis durant trois autres mois ils soufflent d'est en ouest, permettant ainsi de commercer, de l'Hadramaout et Oman vers l'Inde, Ceylan et, par le détroit de Malacca, jusqu'à Canton, en passant par l'Indonésie. Jusqu'à ce que l'Empire britannique règne sans partage sur l'océan Indien à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on rencontrait dans les ports des réseaux de marchands arabes, persans, juifs, arméniens, indiens ou chinois. Les Cholas du sud de l'Inde déploient également une importante activité maritime, du X<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, des Maldives jusqu'aux côtes chinoises et plus particulièrement dans l'archipel malais. Ils prennent la suite de l'État thalassocratique du Srivijaya en Insulinde (VII<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle).



### *Les comptoirs de l'océan Indien*

Au xv<sup>e</sup> siècle, alors que les Portugais n'ont pas encore atteint le cap Bojador, à la latitude des Canaries, sept grandes expéditions maritimes chinoises commanditées par la dynastie Ming sillonnent, à partir de 1405, l'océan Indien jusqu'à l'Afrique orientale. Bien avant encore, la Chine des Song (xi<sup>e</sup> siècle) avait entrepris la construction de jonques de bonnes tailles (la boussole est inventée au xi<sup>e</sup> siècle et la poudre à canon était déjà connue sous les Tang, au x<sup>e</sup> siècle). Durant la période d'hégémonie arabe puis ottomane, l'Afrique orientale joue un rôle important de réserve d'esclaves avec pour relais essentiels : Zanzibar, Mombasa, Kilwa, Sofala et Qelimane.

Rappelons que, à l'heure où l'Espagne triomphe, l'Empire ottoman domine en réalité la moitié du bassin méditerranéen, les Balkans et les pays danubiens, jusqu'à Budapest. Le siège de Vienne (1529) est le seul échec des Ottomans dont la flotte dispute, victorieusement, la mer Rouge et la partie occidentale de l'océan Indien aux Portugais. Lorsque les Espagnols débarquent aux Philippines, au xvi<sup>e</sup> siècle, ils sont surpris de voir des musulmans à Mindanao. Ils vont, comme à leur habitude, les désigner comme *Moros* (Maures). La ville d'Europe la plus peuplée est alors Constantinople, estimée à quelque 700 000 habitants. La Chine des Ming, au xvi<sup>e</sup> siècle, a quelque 60 millions d'habitants. Nankin et Pékin sont d'une taille très supérieure aux capitales européennes. La suzeraineté de la Chine est, bon gré, mal gré, reconnue par les États périphériques. Entre-

temps, l'islam se propage pacifiquement, à travers les échanges, en Indonésie (Aceh, Java, Bornéo, Sumatra) et en Malaisie, du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle.

En Méditerranée, une alliance chrétienne – la dernière en date – entre la Sainte Ligue (Espagne, Venise, États pontificaux) et l'archiduc d'Autriche l'emporte en 1571 à Lépante et détruit les galères ottomanes ; cependant, dès l'année suivante, la flotte musulmane est reconstituée et les Portugais se heurtent à la puissance de cette marine qui, jusqu'en 1580, demeure en pleine expansion. Plutôt que de s'en prendre aux comptoirs, les capitaines ottomans cherchent à détruire les navires portugais. Ceux-ci ne peuvent plus prétendre au contrôle de l'océan Indien et de la mer Rouge.

Déjà, les États dynastiques européens n'ont plus les mêmes intérêts : on ne se bat plus au nom de la chrétienté. La France s'oppose aux Habsbourg et va même jusqu'à s'allier, brièvement, à Soliman, qui, de son côté, favorise les protestants contre les Habsbourg. Ces derniers recherchent une alliance de revers avec la Perse séfévide, rivale des Ottomans.

## D'une politique de comptoirs à l'investissement des *Hinterland*

On nous a enseigné que l'expansion européenne menant à la domination du monde datait de 1492. À cette date, tandis que Grenade, tenue par les musulmans depuis le <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, revient aux mains espagnoles, Christophe Colomb, à la recherche d'une voie maritime vers les Indes, aborde le continent américain au nom de la monarchie espagnole. C'est la fin de la Reconquista, entamée peu après le début des croisades ; l'Islam recule et bientôt s'efface de la péninsule Ibérique. Au Portugal, Henri, le navigateur, pousse déjà ses capitaines à braver la mer le long des côtes d'Afrique pour chercher un accès maritime aux épices des Indes, car la voie terrestre est encore tenue par les musulmans.

L'épopée maritime portugaise porte ceux-ci, en un siècle, jusqu'au Japon. Elle est célébrée par Camoens dans les *Lusiades*. La conquête espagnole se déploie au Mexique, puis au Pérou et, par la suite, dans le cône Sud du continent américain. Pendant un siècle et demi, l'Espagne domine une partie du monde, tout en demeurant la première puissance en Europe. Elle donne alors naissance au grand Francisco de Vitoria, qui invente le « droit des gens » (et celui des Indiens), à Las Casas, à Cervantès, à Francisco de Quevedo et au théâtre du Siècle d'Or, tout cela dans une langue d'une admirable sobriété.

Tandis que les Portugais ont doublé Le Cap (1487) et atteignent la côte occidentale de l'Inde (1498), la circumnavigation de Magellan et d'El Cano démontre qu'on peut, par voie maritime, faire le tour du monde.

Deux croisades tardives, aux Balkans, à Nicopolis (1396) et Varna (1444), sont des échecs. Les Ottomans s'emparent de Constantinople (1453) alors que les Balkans étaient déjà sous domination musulmane. Les voies d'accès terrestres vers l'Orient étant devenues problématiques, l'investissement du continent américain et d'une route maritime vers l'Orient met un terme à l'isolement géographique de l'Europe occidentale.

La conquête du Mexique est réalisée par Hernán Cortés avec un peu plus d'un millier d'Espagnols, secondés par des forces locales importantes, et ce en moins de dix-huit mois. Cette victoire est due à l'habileté diplomatique de Cortés, et à la supériorité militaire des Espagnols (qualité de l'armement, cavalerie, discipline). Mais l'effondrement de l'Empire aztèque paraît avoir eu surtout des causes d'ordre culturel. Jamais, par exemple, au cours des croisades, l'adversaire vaincu n'a eu le sentiment d'être abandonné par ce qui constituait le socle de sa foi. Lorsque Pizarre débarque sur la côte péruvienne avec un peu plus de 150 hommes, en 1532, il ignore que l'Empire inca vient de connaître une guerre de succession gagnée par le prétendant illégitime, Atahualpa. Il dresse une embuscade pour s'emparer de l'Inca, et peut dès lors investir la capitale, Cusco. Lorsque la révolte finit par éclater, il est trop tard. Les Espagnols, désormais plus nombreux, tiennent Lima et reprennent l'avantage.

L'or et surtout l'argent affluent vers l'Espagne, et la navigation transatlantique tient de la course entre Espagnols, Hollandais, Anglais et Français. La traite négrière prend lentement son essor, aux fins de se substituer à la main-d'œuvre locale, moins robuste. Cependant, si les bénéfices financiers et commerciaux sont substantiels, la population américaine, durement frappée par les épidémies, ne fait que se réduire et, en 1700, la population « blanche » totale du continent reste extrêmement modeste (400 000 habitants peut-être du Mexique à la Plata). En ce qui concerne les treize colonies de Nouvelle-Angleterre sur lesquelles nous disposons de statistiques fiables, on comptait 251 000 Blancs et 27 800 Noirs. En 1750, la population entière du continent américain est près de moitié moins importante que celle de la France. À la même époque, la Chine des Qing à l'apogée de sa puissance, le plus vaste empire d'alors, compte environ 250 millions d'habitants et produit près d'un tiers de la production mondiale. La masse eurasiatique et le pourtour méditerranéen

constituent, de très loin, comme tout au long de l'histoire, l'épicentre démographique et politique du monde.

La geste triomphale des Portugais, interprétée comme une prise de possession impériale par l'Europe, ne leur assure le contrôle que de points d'appui : Ormuz, Diu, Goa, Calicut, Colombo, l'importante place, conquise par Albuquerque, de Malacca (1511), Macao. Le traité de Tordesillas (1494) comme celui de Saragosse (1529), à l'occasion desquels le pape partage le monde entre Espagnols et Portugais, restent virtuels. Ils ne concernent *de facto* que le continent américain, que les Blancs commencent à très modestement occuper tout au long du XVI<sup>e</sup> siècle et du XVII<sup>e</sup> siècle, et les Philippines.

Bien sûr, l'investissement du continent américain, à partir de 1520, est un événement capital, de même que l'accès maritime à l'Asie, accompli par Vasco de Gama. Il faut du reste souligner que le désenclavement de l'Europe est essentiellement maritime. Les routes terrestres, dites « de la soie », empruntées par des caravanes marchandes entre l'Europe et l'Extrême-Asie, sont principalement parcourues par d'autres que les Européens.

À l'extrémité de l'Europe, les Russes ont secoué la domination mongole et commencé à les refouler avec la prise de Kazan (1552) et celle d'Astrakhan (1556). Au cours des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, les cosaques investissent, par les fleuves et la steppe, la Sibérie centrale et débouchent sur la mer d'Okhotsk (1651). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie conquiert la steppe kazakhe ; le khanat de Crimée est éradiqué (1783), et l'Empire ottoman doit abandonner le contrôle de la mer Noire.

Les Pays-Bas, qui à grand-peine se sont libérés du pouvoir espagnol, vont disputer au Portugal ses comptoirs asiatiques – Colombo, Malacca (1641) – et en créer de nouveaux en Insulinde, tout en luttant contre la flotte espagnole afin de s'emparer des métaux précieux qu'elle rapporte d'Amérique. Ils créent, à l'instar des Anglais, une compagnie privée des Indes orientales, ces derniers ayant déjà une East India Company dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle. Plus tardivement, le Français Colbert crée, avec moins de succès, une Compagnie des Indes orientales.

À l'exception des Philippines, où les Espagnols sont présents dans l'*Hinterland*, les Européens ne disposent en Asie que de comptoirs<sup>1</sup> tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle. Le Japon se ferme au commerce avec les Européens de 1640 à 1854. L'unique établissement européen sur la route de l'Asie est celui du Cap (1640).

Sur le plan de la navigation, les avancées technologiques, en Europe, sont substantielles : compas magnétique, quadrants, sextants pour mesurer la hauteur des astres et repérer les latitudes. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, cependant, les Européens ne disposent pas d'avantages techniques ou militaires décisifs par rapport aux grandes puissances asiatiques. Longtemps, sur l'océan Indien, les Européens ont souffert de leur petit nombre, de l'absence quasi totale de cavalerie et de l'éloignement. On ne saurait sous-estimer l'importance de la dimension maritime pour l'Europe, mais il faut rappeler que c'est l'Empire ottoman qui assiège Vienne, pour la seconde fois en 1683, et que son lent recul ne commence qu'à partir de 1699.

Ce sont les mines d'argent et d'or des Amériques<sup>2</sup> qui fournissent aux Européens les moyens d'acheter les denrées asiatiques (épices, soie, porcelaine) qu'ils convoitent. Hollandais, Français et Anglais rivalisent sur mer mais s'en tiennent pour l'essentiel à la politique de comptoirs, au cours de la plus grande partie du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est à partir de la fin de la guerre de Sept Ans (1756-1763) que l'Angleterre est victorieuse sur le terrain en Inde (comme au Canada). Elle a supplanté les Pays-Bas avant de se heurter aux Français. Elle devient le moteur de l'hégémonie européenne, l'agent d'un grand basculement.

## Coloniser l'Asie

En 1757, l'Anglais Clive, de la East India Company, remporte une très nette victoire en Inde orientale, à Plassey, mais il faut attendre 1769 pour que la Compagnie, profitant de la décadence militaire moghole et jouant des divisions internes, pénètre substantiellement au Bengale. L'Inde, sans unité, avant comme après les Moghols, est le ventre mou de l'Asie.

Le territoire indien est investi à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à partir de Calcutta, tandis que les colons américains se révoltent justement contre la domination britannique (1776) et que débute, toujours en Angleterre, la révolution industrielle. Conjugée avec une marine puissante, celle-ci va favoriser l'établissement d'un véritable empire *territorial* en Asie. En 1796, Ceylan devient britannique. Les Hollandais sont désormais confinés aux comptoirs de l'Indonésie. L'année précédente, ils ont perdu Le Cap au profit de l'Angleterre. Le plus vaste empire territorial européen, en 1750, est celui de l'Espagne et se

situé aux Amériques. En Asie, elle n'est présente, jusqu'en 1898, qu'aux Philippines, depuis le partage de Saragosse.

Dès 1707, en Inde, la dynastie des grands Moghols s'est effondrée, laissant la place aux Mahrâtes. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la présence territoriale européenne n'est effective que sur une très petite partie du nord-ouest de Java et au Bengale. La pénétration des Anglais au Bengale s'est avérée relativement facile. L'Inde, traditionnellement, se conquiert par le nord-ouest depuis les temps les plus reculés, et c'est précisément dans cette aire que l'on trouve les populations les plus martiales. Le Bengale, protégé par la barrière himalayenne, n'a pas de tradition guerrière et, la diplomatie aidant, l'investissement du nord-est de l'Inde s'est fait sans grande difficulté, sous la bannière privée de l'East India Company.

En 1784, avec l'India Act, la Grande-Bretagne jette les bases de l'administration coloniale en Inde orientale. Le premier représentant du gouvernement de Sa Majesté arrive en Inde en 1786. Le Bengale devient entièrement administré. Durant les années de lutte qui l'oppose en Europe aux appétits impériaux de Napoléon, la Grande-Bretagne continue de mener une politique d'expansion territoriale. Delhi, la vieille capitale moghole, est occupée (1805), de même qu'une partie de la côte occidentale. La suprématie de la Grande-Bretagne est grandement facilitée par les divisions d'un pays très morcelé. Mais aussi par de nouveaux facteurs économiques. Si l'Europe, jusqu'alors, achetait des produits asiatiques et vendait peu, l'Angleterre industrielle fournira désormais les produits textiles dont le coût de production, grâce aux nouvelles machines à filer et à tisser mécaniques, ne peut être concurrencé par les producteurs indiens.

La grande parenthèse des guerres de la Révolution et de l'Empire (1789-1815) va retarder l'investissement territorial réel de l'Asie d'un quart de siècle, mais après cette date, la constitution des empires coloniaux outre-mer bat son plein jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. La Russie, elle, s'étend par continuité territoriale tout au long de la Sibérie dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Son expansion proprement coloniale commence à la fin du XVIII<sup>e</sup> et s'étend vigoureusement au siècle suivant en Asie centrale et au Caucase, au détriment de l'Iran, de l'Empire ottoman et de ses alliés de Crimée. La rivalité avec la Grande-Bretagne s'amorce déjà en Asie, mais la Chine des Qing, dont la superficie a quasiment doublé et dont le poids démographique a été multiplié par deux, puisqu'elle atteint alors près du tiers de la population mondiale, bloque, avec le traité de Nertchinsk (1689), l'avancée russe pour près de deux siècles.

La domination territoriale de l'Europe en Asie, à peine entamée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'étend de façon résolue de 1815 à 1920, soit en un peu plus d'un siècle. On peut, du point de vue de la durée de l'expansion jusqu'aux marches de l'Inde, la comparer à celle de l'Islam (636-751), cent quinze ans environ, ou à celle des Mongols (1206-1279).

Bientôt, avec des machines et des navires à vapeur, des avancées en matière de puissance de feu, le télégraphe et plus tard le chemin de fer, les Européens vont imposer leur domination sur quasiment toute l'Asie et l'ensemble de l'Afrique, à l'exception de l'Éthiopie chrétienne. Mais cette hégémonie sera plus brève que prévue.

L'archipel indonésien a depuis longtemps joué un rôle majeur dans le réseau qui s'étend du Sud arabe à la Chine et au Japon avec, pour voies de passage, les détroits de Malacca et de Sunda. L'Indonésie fournissait des épices et de l'or, la Chine le thé, la soie, la porcelaine, l'Inde le poivre et le coton. En Indonésie, longtemps dénommée Indes néerlandaises, la présence côtière est hollandaise, le contrôle territorial à Java se limite à l'*Hinterland* de Batavia (Djakarta). L'autorité coloniale réelle s'installe au XIX<sup>e</sup> siècle. La guerre d'Aceh (Sumatra), qui débute en 1873 et dure près de dix années, permet, après la victoire des Pays-Bas, de contrôler l'Indonésie de façon systématique. De même, c'est la grande mutinerie des Cipayes (1857) qui provoque l'organisation rigoureuse de la mainmise britannique sur l'ensemble du sous-continent indien.

La Chine des Qing (1644-1911) entre en décadence au cours de la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. La guerre de l'opium (1839-1842) est menée par la Grande-Bretagne, et la Chine est graduellement et activement investie par les Européens, Britanniques toujours en tête. La puissante révolte des Taiping (1851-1864), une secte millénariste, se transforme en guerre civile très coûteuse en vies humaines et nécessite la participation de forces européennes. Une seconde guerre anglo-française, en 1856-1858, achève d'affaiblir la dynastie. Des traités établissent le système des concessions portuaires (Shanghai, Canton), et un semi-colonialisme s'instaure tandis que la Russie, par continuité territoriale, s'empare de 2,5 millions de kilomètres carrés grâce à des traités inégaux, en poussant vers l'Oussouri et le fleuve Amour. C'est ainsi qu'est fondé Vladivostok. En 1895, le Japon, vainqueur de la Chine grâce aux avancées du Meiji, exige des concessions et occupe Formose (Taiwan).

La conquête du Viêt-nam (Cochinchine, Annam, Tonkin) s'étend sur la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle. La Cochinchine devient colonie en 1867. Déjà, la France avait établi un protectorat au Cambodge (que convoitaient les Vietnamiens). Après l'investissement de l'Annam, la conquête du Tonkin, habilement menée par le général Gallieni, ne s'achève qu'en 1896, quelques années à peine avant que n'apparaisse le premier mouvement d'émancipation. Au total, le Viêt-nam aura été pleinement tenu par la France durant moins d'une cinquantaine d'années (1896-1945).

En Afrique, les débuts de la colonisation à grande échelle (Algérie 1830-1847, Tunisie 1881, Égypte 1882) sont parallèles à cette expansion asiatique. Un partage du continent est entériné à Berlin par une conférence où se trouve la demi-douzaine de pays qui entend se partager l'*Hinterland* africain.

## Le vrai choc des civilisations

*Le Choc des civilisations*<sup>3</sup>, livre dans lequel Samuel Huntington s'efforce, au lendemain de la guerre froide, de formuler le paradigme du nouveau monde, celui de l'antagonisme de l'Occident et des « islamo-confucéens », s'est en réalité produit au XIX<sup>e</sup> siècle lors de la formidable irruption des Européens dans le monde asiatique et, par la suite, africain.

Devant le choc colonial, les sociétés qui possédaient une longue histoire étatique, comme l'Égypte ou le Viêt-nam, sous l'influence des représentants des valeurs religieuses ou des élites lettrées, ont d'abord eu tendance à se réfugier dans la tradition comme idéologie de résistance. Chez les musulmans, les hommes de religion prônent ainsi la fidélité à la foi et questionnent la ferveur de ceux qui dirigent. Chez les confucéens, on déplore la perte de la vertu et on se demande si le souverain a toujours le « mandat du ciel ». Ce repli, véhiculé par des élites traditionnelles souvent rurales, ne suffit pas à répondre aux défis posés par un adversaire européen militairement et technologiquement supérieur. Un courant plus tardif, expression d'une génération nouvelle, véhiculé par des élites urbaines connaissant plus ou moins la langue et la culture des colonisateurs, pense alors que la supériorité de ces derniers provient peut-être de leurs institutions. Ainsi voit-on se produire la révolution constitutionnelle en Perse (1905-1909), la révolution « jeune-turque » dans l'Empire ottoman (1908), la

proclamation de la république en Chine (1911). Quant à l'Égypte, elle se dote bientôt d'un parti, le Wafd (1923).

Mais cette nouvelle réponse, qui consiste à imiter les institutions européennes, demeure impuissante face aux défis posés par le dominateur, tandis que ce dernier dispose de la supériorité des armes (la mitrailleuse Maxim est brevetée en 1884, précédée par la Gatling) et de la certitude d'être le plus apte à diriger le monde. S'il fallait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, près de six mois pour aller de Londres au Bengale, il n'en faut plus que deux en 1850. Tout s'accélère, et le darwinisme social achève de donner une teinture pseudo-scientifique à l'expression de la supériorité intrinsèque des « Blancs ».

À la domination et à la dépossession des colonisés, s'ajoute l'humiliation qui est le plus fortement ressentie par les éléments urbanisés plus ou moins frottés à la culture du dominateur. Mais comment répondre ? Le volume du commerce mondial, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à la veille de la Première Guerre mondiale, connaît une croissance de plus de 500 % ! Les révoltes et les résistances sont toutes matées. Au total, la domination de quelque 500 millions d'Asiatiques et d'Africains et l'occupation de plus de 50 millions de kilomètres carrés en l'espace d'un siècle auront coûté aux Européens quelques centaines de milliers d'hommes, sous l'effet, principalement, des épidémies et du climat.

Il faudra attendre la troisième génération, celle de l'entre-deux-guerres, pour comprendre que relever le défi de la modernité consiste d'abord à retourner contre les colonisateurs leur propre idéologie, à savoir celle du nationalisme moderne. Cette prise de conscience reste, au début, confinée à des couches minoritaires de la population, intellectuels ou semi-intellectuels encore isolés vers 1920, mais qui vont trouver, dans le chaos engendré par la Seconde Guerre mondiale et des défaites infligées aux « Blancs » par le Japon (1941-1942), les circonstances favorables à une ample mobilisation. En effet, jusqu'alors, les masses étaient liées à des terroirs, des provinces, voire à d'autres formes traditionnelles d'appartenance. Ce n'est pas un hasard si les mouvements d'émancipation, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se désignent eux-mêmes comme des mouvements de libération nationale.

## L'exception japonaise

Le Japon, dont l'archipel fut abordé en 1542 par les Portugais qui entendaient y commercer et évangéliser les populations, se ferme et élimine par la suite ses convertis au christianisme pour rester isolé de 1640 à 1854. Gouverné par un Shogun qui siégeait à Edo (Tokyo), le pays connaît un système féodal fondé sur l'allégeance des daïmios (seigneurs), et la classe héréditaire des samourais (guerriers). Lorsque le commodore américain Perry exige, au nom des États-Unis, de pouvoir librement commercer avec le Japon (1854), le Shogun cède et, une douzaine d'années plus tard, est destitué. Devant le « péril blanc », les élites japonaises entendent moderniser le pays et entament la révolution du Meiji. L'empereur est désormais considéré comme un demi-dieu. En 1873, le service militaire est institué, mettant fin au statut de samourai. En 1894, le Japon obtient la renégociation des traités inégaux que lui avaient imposés les Américains.

Grâce à sa situation insulaire, son homogénéité ethnique et religieuse et ses traditions martiales, le Japon est le seul État non occidental à échapper à la mainmise des Blancs et à se lancer, avec la révolution du Meiji (1868), dans une course à l'industrialisation. Il parvient, après un quart de siècle de modernisation, à remporter des batailles militaires contre la Chine (1895), au grand dam des élites chinoises, et par la suite contre la Russie, sur terre en Mandchourie et sur mer à Tsushima (1904-1905). Cette première victoire d'une nation dite « de couleur » sur une nation « blanche », à l'ère industrielle, produit une onde de choc en Asie : Chinois, Annamites, Siamois et Birmans se rendent au Japon pour tenter de se mettre à son école. Elle va stimuler les ardeurs anticoloniales du Chinois Sun Yat Sen et de l'Indien Gandhi.

En Europe et aux États-Unis, on évoque le « péril jaune » à l'heure où, sans conteste, la volonté de domination est l'apanage des Blancs. Avec un temps de retard, le Japon fait bientôt partie des pays impériaux : il occupe Taiwan, la Corée, Sakhaline. Mais lorsque, au lendemain de la Première Guerre mondiale, est fondée la Société des Nations (SDN), la seule puissance non blanche qui y siège, le Japon, ne peut obtenir que soit inclus dans le préambule un article condamnant la discrimination raciale. La délégation américaine s'y oppose.

Conséquence de la crise de 1929, et tandis que le marché international leur reste fermé, des courants militaristes se développent au Japon. Le Mandchoukouo (la Mandchourie sous contrôle japonais) est constitué aux dépens de la Chine en 1931. Six ans plus tard, le Japon s'attaque à la Chine et cherche bientôt à créer une sphère de coprosperité asiatique sous sa houlette.

Fallait-il provoquer la guerre avec les États-Unis en bombardant par surprise la base de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 ? La sous-estimation et même, de fait, la profonde ignorance de l'adversaire américain étaient générales. Le Japon, à l'époque puissance industrielle de second ordre, ne pouvait combattre à la fois la Chine, les États-Unis et l'Europe. En réalité, il s'était lui-même condamné à la défaite dès le premier jour du conflit.

## L'Europe impériale

Peu à peu, la critique du colonialisme, dénonçant l'humiliation, l'oppression, l'exploitation, la dépossession des peuples vaincus, a progressé dans les consciences. Mais l'Europe, bon gré mal gré, a également diffusé les idées mêmes qui ont inspiré les colonisés pour s'arracher à la servitude. L'orientaliste Maxime Rodinson<sup>4</sup>, un anticolonialiste qui pensait librement, avait relevé cette dimension : « L'Europe, en même temps qu'elle appesantissait son talon de fer sur les peuples du continent, montrait aussi autre chose. C'était le pays exécré de l'opresseur. Mais à un moment ou à un autre, on y découvrait un modèle de libération, voire plusieurs. Aux élites courbées sans espoir devant le despotisme, l'Occident montrait un modèle de gouvernement sur lequel les intérêts et les aspirations de tous les sujets pouvaient institutionnellement faire sentir leur action. À tous ceux qui s'abîmaient depuis tant de siècles dans l'approbation conformiste, il donne l'exemple d'un monde où la contestation était perpétuelle. Au fur et à mesure que se dévoilait cette face du monde occidental, on comprenait que la lutte pour un État ou une société meilleure était possible. »

De son côté, le mouvement bolchevik appelle également les peuples d'Orient à la révolte contre l'impérialisme et pour leur émancipation (Bakou, 1920), mais cet appel, destiné à secouer le joug du colonialisme, n'est guère entendu que par des élites sans troupes.

Durant toute cette époque de prééminence européenne, seul le Japon avait réussi à s'industrialiser, mais il passait, entre les deux guerres, pour fabriquer un matériel de basse qualité. L'idée que ce pays pourrait, un jour, dépasser la Grande-Bretagne et devenir, au cours des années 1980, la deuxième puissance économique du monde après les États-Unis eût paru saugrenue. Lorsque, durant l'apartheid, j'enseignais au Cap dans une université métisse (un concept qui

n'existe pas aux États-Unis), les Japonais étaient considérés par les Afrikaners comme des « Blancs d'honneur », c'est-à-dire les seuls hommes de couleur dignes d'être considérés comme des égaux.

Longtemps, c'est-à-dire durant un peu plus d'un siècle, l'idée qu'il existe une hiérarchie des sociétés, des races et des civilisations a servi à légitimer la domination coloniale et l'esprit impérial. Les Européens, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, imposaient leur loi, propageaient, lorsque c'était possible, leur foi religieuse et, en cas de soulèvement, exerçaient une répression sévère : connaît-on *SOS Indochine*, ce livre d'Andrée Viollis<sup>5</sup>, préfacé par le jeune André Malraux, qui relate par le menu la répression exercée au Viêt-nam au cours des années 1930, une fois écrasée l'insurrection indépendantiste de Yen Bai ? Connaît-on la liquidation des Hereros dans le Sud-Ouest africain (Namibie), si sévère que Berlin fit rappeler le général Lothar von Trotha qui l'avait ordonnée ?

Cependant, à des degrés variables, l'impact de l'Europe coloniale sur l'évolution des mondes asiatique et africain, du premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux lendemains de la Première Guerre mondiale, a été fondamental. La modernisation du Japon s'est faite en s'inspirant étroitement du monde occidental. Après l'échec des tentatives de réformes du XIX<sup>e</sup> siècle (*Tanzimat*) dans l'Empire ottoman, la Turquie kémaliste emprunte à l'Europe son droit, ses institutions, son alphabet et son sécularisme, et se construit sur le modèle de l'État-nation.

Que dire de l'empreinte britannique sur l'Inde, ses institutions, son unification administrative, sa tradition démocratique ? L'Europe triomphante colonise directement, ou indirectement, l'Asie, puis l'ensemble du continent africain, tandis qu'en un siècle, de 1840 à 1925, près de 60 millions d'Européens choisissent d'émigrer, dans leur écrasante majorité vers les Amériques. En 1898, ce sont justement les États-Unis qui, après avoir vaincu sans mal l'Espagne, s'installent à leur tour à Porto Rico et aux Philippines (1898-1901). Quant aux Caraïbes et à l'Amérique centrale, elles représentent déjà « l'arrière-cour » de la république impériale, comme le disait Raymond Aron.

Dans le même temps, l'Empire ottoman en déclin suscite bien des convoitises, la Russie ne fait pas mystère de sa volonté de contrôler les détroits. L'Allemagne veut construire le chemin de fer Berlin-Bagdad et le prolonger, si possible, jusqu'au golfe Persique, ce qui inquiète la Grande-Bretagne. L'Allemagne est devenue la première puissance industrielle et militaire d'Europe, tandis que la Grande-Bretagne demeure la première puissance navale, financière et coloniale. Le système des alliances européennes est tel à l'époque

que le début d'un conflit entraîne les autres États dans la guerre. Ainsi éclate celle de 1914-1918. La défaite des empires centraux qui en résulte est l'occasion d'un partage des possessions coloniales ou impériales des vaincus, en Extrême-Orient et au Pacifique, en Afrique, mais surtout au Proche-Orient.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les principes wilsoniens reconnaissent le droit des peuples européens, et seulement européens, à l'autodétermination. Celui-ci est accordé aux possessions des Habsbourg et à l'Arménie (1920). Les « quatorze points » du président américain Wilson, dont le pays, en s'engageant dans la guerre en 1917, avait fait pencher la balance du côté des alliés anglo-français, comportaient une clause qui interdisait toute annexion. D'où la solution au Proche-Orient des « mandats » qui, bien que placés sous la tutelle de la Société des Nations (SDN), sont en fait régis par les Britanniques et les Français. Il en est ainsi de la Palestine, de la Transjordanie et de l'Irak par la Grande-Bretagne, de la Syrie et du Liban par la France. Quant aux territoires afro-asiatiques ou pacifiques, ils sont dévolus selon le même principe aux Anglais, aux Français, aux Japonais, à l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Après avoir imposé, par le fer, l'indépendance de l'État turc que les puissances européennes entendaient dépecer, Mustapha Kemal crée la Turquie moderne sur le modèle de l'État-nation. Après l'exemple japonais, celui-ci se met à l'école de l'Europe et pratique, en despote éclairé, ce qu'on pourrait appeler une césarienne culturelle en faveur de la modernisation, trop longtemps différée sous les Ottomans.

En Inde, le mouvement de rejet de la domination étrangère gagne du terrain entre les deux guerres. La personnalité exceptionnelle de Gandhi lui permet de tirer un parti politique efficace de l'usage de la non-violence face à une démocratie. Le mouvement du Quit India s'assure, durant la Seconde Guerre mondiale (1943), que la fin de celle-ci apportera l'indépendance – mais aussi la partition avec le Pakistan.

La Chine traverse plus d'un siècle de défaites et de tourmentes à partir de 1840 : guerres de l'opium, interventions militaires étrangères, soulèvements et révoltes internes (Taiping) ; près de 2 millions et demi de kilomètres carrés sont annexés par la Russie tsariste au terme de traités inégaux. Son territoire est partiellement occupé par des étrangers. Une fois la république instaurée (1911), le Guomindang de Chiang Kai-shek accède au pouvoir. L'agression japonaise en Mandchourie (1931) débouche sur un dur conflit (1937-1945), puis c'est la

guerre civile entre le Guomindang et les communistes, lesquels l'emportent en 1949. Reflux du colonialisme

La Seconde Guerre mondiale produit des effets indirects d'une très grande ampleur en Asie. Les défaites infligées par les Japonais aux Américains aux Philippines, aux Néerlandais en Indonésie, aux Français en Indochine, aux Britanniques à Singapour et en Malaisie, ainsi qu'en Birmanie, montrent aux nationalistes ou révolutionnaires locaux qu'on peut vaincre les colonisateurs et que le chaos créé par le conflit est propice à un changement de *statu quo*.

La courte hégémonie européenne sur l'ensemble du monde asiatique et africain, amorcée par la Grande-Bretagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et réalisée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, a disparu au terme de la Seconde Guerre mondiale. Il faut insister sur ce fait : dans la plupart des cas, la pleine mainmise territoriale et l'administration coloniale n'auront pas même duré trois quarts de siècle. L'empreinte cependant, et plus particulièrement dans certains États comme l'Inde, est profonde. Même lorsque la colonisation a été évitée, comme au Japon ou en Turquie, l'hégémonie européenne, et par la suite américaine, l'impact de leurs idées comme de leurs institutions ont constitué autant de modèles dont les traces perdurent.

Cependant, sur la longue durée, s'il ne fallait retenir que ce qui est irréversible – comme le fut jadis la conquête musulmane – dans ce mouvement perpétuel, ce n'est pas l'irruption de l'Europe en Asie et en Afrique au lendemain de la révolution industrielle qu'il faudrait mettre en relief, mais le graduel investissement du continent américain. Un continent où l'on parle essentiellement des langues européennes et où l'héritage religieux est, lui aussi, originaire d'Europe.

L'Europe, dont les controverses religieuses (le protestantisme, la Contre-Réforme), les débats intellectuels et les avancées scientifiques sont si vifs du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, se lance à la conquête de l'espace maritime et continental aux Amériques. Elle établit une domination du monde sans partage au XIX<sup>e</sup> siècle, puis se délite entre 1914 et 1945. Tandis qu'entre les deux guerres le sentiment de vivre un zénith colonial paraît être appelé à durer, cette Europe est financièrement endettée. Ce sont les États-Unis, déjà première puissance industrielle à l'aube du siècle, qui sont les grands vainqueurs de la Première Guerre mondiale.

Quoi qu'il en soit, le colonialisme, dont la Seconde Guerre mondiale est le fossoyeur, ne pouvait se prolonger très longtemps. Les idées démocratiques ont permis aux jeunes élites, issues des pays colonisés, de se rendre compte du hiatus existant entre ce qui est tenu pour juste dans les métropoles et ce qui est pratiqué dans les pays colonisés. Une telle contradiction ne pouvait indéfiniment perdurer. Il aurait fallu pour cela, soit convaincre l'Autre de son infériorité sans rémission, soit user d'une répression massive. La Seconde Guerre mondiale fit voler en éclats l'univers mental sur lequel reposait la domination coloniale. Comment, après la guerre menée au nom de la démocratie et contre le racisme institutionnel, dénier aux peuples de couleur le droit à l'autodétermination ? C'est précisément ce que la Grande-Bretagne, tenant compte par ailleurs du rapport des forces, comprit en Inde dès 1947.

La Seconde Guerre mondiale remit en cause l'ordre instauré par les colonisateurs et déboucha sur un désir d'indépendance. Les masses, jadis inertes, se mirent à suivre les représentants des mouvements de libération, soucieux de dignité retrouvée. La domination de l'Europe s'effondra alors, tant sous l'effet de la revendication de dignité des élites colonisées que des défaites militaires en Asie en 1941-1942, qui mettaient fin à la toute-puissance des dominateurs. Désormais, les nations européennes, qui, une quinzaine d'années plus tôt, fêtaient leur triomphe à chaque exposition coloniale et qui, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle comme après la Première Guerre mondiale, avaient fait trembler le monde, n'occupent plus les premiers rôles.

La prééminence absolue de l'Europe hier, et des États-Unis depuis, aura donc été battue en brèche dès l'instant où les dominés de naguère se seront dotés des outils dont les Occidentaux s'étaient assurés le monopole depuis la révolution industrielle.

## L'illusion tiers-mondiste

Les idéologies totalitaires paraissent jouer, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, un rôle central. Mais en réalité, on peut se demander si leurs excès n'ont pas obscurci le fait que c'est le nationalisme qui aura sans doute le mieux traversé les deux derniers siècles. Peut-être peut-on aussi considérer le XX<sup>e</sup> siècle comme celui de la fin des empires territoriaux, amorcée beaucoup plus tôt sur le continent américain. Fin de l'empire Habsbourg, de l'Empire ottoman, des empires

coloniaux japonais, britannique, français, belge, portugais, espagnol et, finalement, soviétique.

Comme l'avait laissé prévoir le Japon en 1904-1905, avec sa victoire contre la Russie tsariste, la page du colonialisme est bientôt tournée à Diên Biên Phu, bataille remportée par les Vietnamiens contre les Français. Lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, les États européens prétendent reprendre en main leurs colonies, il ne s'agit plus que de combats destinés à retarder une échéance devenue inéluctable. Car le monde change : on assiste à l'apparition du feu nucléaire, à la suprématie des États-Unis, à la montée en puissance de l'URSS. On imagine la théorie de la dissuasion. Jusqu'en 1973, c'est une période de croissance exceptionnelle, pour un capitalisme trop facilement considéré comme susceptible d'être dépassé par les tenants de l'économie planifiée. C'est aussi l'accélération de l'explosion démographique dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui modifie sensiblement le rapport démographique avec la partie septentrionale de la planète, autrefois qualifiée de « blanche ».

Sur fond d'émancipation coloniale, avec ou sans violence, et de dépérissement graduel de la mentalité impériale, naît et se déploie la guerre froide, dont la première phase (1947-1956) est très tendue. Après la crise de Berlin (1949), l'épicentre du conflit qui oppose l'URSS aux États-Unis et à leurs alliés se déplace vers l'Asie, notamment avec la guerre de Corée entre 1950 et 1953. De fait, l'événement majeur de cette période est sans doute l'arrivée au pouvoir des communistes en Chine (1949).

Mais c'est durant la guerre d'Algérie qu'est né ce qu'on a appelé le « tiers-mondisme ». Ce phénomène, dans lequel les mouvements combattants d'Asie et d'Afrique, puis d'Amérique latine, occupent une place centrale – cette place même que le prolétariat des pays industriels ne paraît alors plus pouvoir tenir –, trouve son origine symbolique à la conférence de Bandoeng (1955), où le monde asiatique, et dans une moindre mesure africain, proclame sa volonté de participer à nouveau activement à l'histoire du monde.

Ce mouvement s'est nourri du désenchantement à l'égard de l'Union soviétique, accéléré par le XX<sup>e</sup> Congrès (1956) du PCUS, lors duquel Nikita Khrouchtchev dénonce les « crimes de Staline ». Par la suite, il a bénéficié indirectement de la révolution cubaine et des positions révolutionnaires proclamées par les Chinois (Lettres en 25 points publiées en 1962) et destinées à disputer à Moscou sa prééminence au sein du « camp socialiste » et du rejet du colonialisme. Frantz Fanon, durant la guerre d'Algérie, en a été le chantre<sup>6</sup>.

Les avancées communistes, notamment en Chine et Corée, sont compensées par un endiguement de l'anneau maritime asiatique, ainsi que l'avait préconisé le géopoliticien américain Spykman, grâce à un réseau d'alliances s'étendant du Japon et de la Corée du Sud aux Philippines et à la Thaïlande, lequel est complété par un effort soutenu pour maintenir le Moyen-Orient dans l'orbite américaine.

À partir de 1965, les États-Unis interviennent massivement au Viêt-nam, et ce jusqu'en 1973. Mais aucune leçon n'est tirée de l'échec français (1946-1954) par les Américains. Bernard Fall<sup>7</sup> met remarquablement en lumière la répétition des mêmes erreurs qui, malgré ses mises en garde, furent commises en dépit ou à cause d'une supériorité militaire manifeste.

Il faut rappeler que la guerre du Viêt-nam a été engagée selon des présupposés erronés : lutter contre l'expansionnisme chinois et éviter qu'un échec au Viêt-nam ne détermine la chute d'une série d'autres États asiatiques aux mains des communistes. Elle a été menée jusqu'en 1968 (offensive du Têt) comme une guerre où la puissance de feu et l'avantage aérien pouvaient triompher d'une insurrection bien enracinée, disposant d'appuis extérieurs sûrs, de sanctuaires et de logistique. Après l'échec politique de l'offensive du Têt menée par le Viêt-cong, et malgré l'opération Phoenix consistant à briser son infrastructure politique clandestine dans les villages, la vietnamisation de la guerre s'est révélée une nouvelle impasse. Paradoxalement, les États-Unis terminaient la guerre en ayant appris ce qu'il eût fallu faire pour ne pas la perdre. Le même processus, dû à la sous-estimation des données culturelles et des particularités des guerres irrégulières, s'est renouvelé en Irak – et davantage encore en Afghanistan.

Au cours de cette période (1956-1973), en Europe occidentale comme en Amérique du Nord, l'esprit du temps a connu un changement profond. C'en est fini du racisme ouvertement prôné, de la mentalité impériale. Le monde cesse d'être divisé entre indigènes et civilisés. Dans la guerre froide s'affrontent deux idéologies et deux camps bien tranchés, mais les réalités sur le terrain sont plus complexes. En URSS, les victimes de la terreur stalinienne se comptent par dizaines de millions. Le régime, en cas de contestation, réprime non seulement ses propres populations, mais aussi celles de l'Europe centrale, qu'il domine. D'un autre côté, Moscou, à partir du milieu des années 1950, soutient la plupart des mouvements de libération combattus par les Français, les Britanniques, les Belges et les Portugais.

Par crainte de la contagion communiste, les États-Unis, nation anticolonialiste et démocratique par excellence – et ce, bien qu'elle n'ait accordé aux Noirs, rebaptisés Afro-Américains, la plénitude de leurs droits civiques qu'au début des années 1960 seulement –, soutiennent des tyrannies : Philippines, Sud-Viêt-nam, Indonésie, Iran, Nicaragua, Cuba (jusqu'en 1958), Haïti, Paraguay, Saint-Domingue, Congo-Zaïre, etc. L'instauration de la coexistence pacifique, après une période de vives tensions avec la crise de Berlin en 1949 et la guerre de Corée, n'empêche pas le retour d'épisodes hautement conflictuels, comme lors de l'érection du mur de Berlin en 1961, ou de la crise des fusées à Cuba en 1962, etc.

Au cours des années 1960, le retentissement, en Amérique latine, de la révolution cubaine, surtout après l'échec américain de Playa Giron (1961), transforme le continent en terrain d'élection des mythes tiers-mondistes attachés à la lutte armée. Mais le modèle du *foco*, foyer stratégique mobile, entamant la lutte armée sans préparation politique des populations qu'il entend entraîner, débouche sur une série d'échecs, notamment en Argentine et au Pérou. À Cuba, il s'était initialement agi d'un combat pour « le pain et la liberté », qui avait rallié divers courants réformistes opposés à la tyrannie et à la corruption du régime de Batista, et bénéficié de la neutralité bienveillante des États-Unis. Mais après les nationalisations de 1960 et les déclarations de Fidel Castro se revendiquant du « marxisme-léninisme », tout mouvement latino-américain se déclarant castriste sera fermement combattu par les États-Unis et le régime en place.

La mort en Bolivie (1967), après un échec complet, de Guevara clôt cette période. On passe alors aux « guérillas urbaines » (Uruguay, Brésil, Argentine), dont le terrorisme débouche sur de nouveaux échecs, non sans avoir fait des émules en Amérique du Nord (États-Unis, Québec) et en Europe (Brigades rouges italiennes, Fraction armée rouge en Allemagne, etc.).

Le tiers-mondisme se focalise sur le sort des Palestiniens après l'effondrement des États arabes (Égypte, Syrie, Jordanie, Irak), durant la guerre de Six-Jours, qui les oppose à Israël. À partir de l'année suivante, les Palestiniens se présentent comme l'avant-garde combattante du monde arabe. Mais le double projet de porter la guérilla en territoire contrôlé par les Israéliens et de l'instauration d'une Palestine démocratique demeure lettre morte. C'est en 1968, l'année même où on passe en Amérique latine à la stratégie de la « guérilla urbaine », que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), l'un des

six mouvements qui composent la résistance palestinienne, se lance dans le « terrorisme publicitaire », ainsi que je l'ai qualifié à l'époque, en détournant un avion de la compagnie israélienne El Al. Du jour au lendemain, les Palestiniens font la Une des médias et l'opinion publique occidentale apprend que le noyau du conflit israélo-arabe est essentiellement israélo-palestinien.

L'engagement massif des troupes américaines au Viêt-nam (1965), qui prend la suite d'une présence plus discrète depuis 1955, débute avec un fort consensus de l'opinion publique américaine. Mais ni le présupposé selon lequel c'est la Chine, en fait, qu'on combat ni la théorie des dominos ne se révèlent pertinents pour justifier cette intervention. En réalité, c'est l'URSS qui appuie le Nord-Viêt-nam, et c'est l'intervention des États-Unis au Cambodge (1970) qui, en écartant le prince Sihanouk, provoquera indirectement l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges (1975).

Cependant, dans un premier temps, comme en témoigne la littérature de l'époque (presse, revues spécialisées et autres publications, déclarations publiques d'hommes politiques ou de spécialistes), tout indique que les perspectives sont favorables aux Américains. Après tout, la contre-insurrection a triomphé aux Philippines (on fait d'ailleurs participer aux affaires vietnamiennes le fameux Lansdale<sup>8</sup>, qui avait été si efficace sur ce théâtre d'opérations), de même en Malaisie (on prend alors pour conseiller le Britannique Sir Robert Thompson<sup>9</sup>). On rappelle que les communistes grecs ont été écrasés. Enfin on pense faire beaucoup mieux que les Français, battus à Diên Biên Phu (1954), de l'expérience desquels il n'y a rien à tirer.

La puissance de feu de l'armée américaine n'est-elle pas largement supérieure à celle de l'armée française ? Quant à la capacité aérienne, on ne peut, notamment en matière d'hélicoptères, établir la moindre comparaison. Les troupes du Viêt-cong, comme on les dénomme, en souffrent terriblement en 1965-1966. La guerre, après l'intervention américaine massive, est menée à outrance. L'aide du Nord-Viêt-nam s'intensifie. Le général Westmoreland déclare, fin 1967, que la « pacification » approche de sa dernière phase.

L'offensive du Têt, menée fin janvier 1968 par le Nord dans une cinquantaine de centres urbains, pulvérise l'idée que la guerre touche à sa fin. Les commandos suicides viêt-cong pénètrent jusque dans l'ambassade américaine de Saigon et s'y maintiennent plusieurs heures. Le choc psychologique est immense, et l'opinion publique, à partir de 1968, cesse de soutenir la guerre de façon unanime. Des négociations sont entamées. Elles dureront quatre années, et il n'est plus question de victoire pour les États-Unis.

Le doute sur le bien-fondé de l'intervention elle-même se fait jour, surtout après l'incursion des forces américaines au Cambodge, où un nouveau régime hostile à celui de Hanoi et du Viêt-cong est installé. Il sera renversé cinq ans plus tard par les Khmers rouges. Ce dégât collatéral coûtera cher : 800 000 Cambodgiens disparaîtront dans les camps de rééducation. L'opération Phoenix, qui passe au peigne fin les villages afin d'y liquider l'infrastructure clandestine du Viêt-cong, vient trop tard.

Mais la contre-insurrection américaine au Viêt-nam, dont on dénonce l'usage du napalm, des défoliants, des bombes à billes, les « *free firing zones* » sur lesquelles sont envoyés des milliers de tonnes de bombes, est de plus en plus impopulaire, y compris aux États-Unis. L'escalade aérienne au Nord est un échec. Le régime refuse de plier et consent à payer le prix de sa politique, qui vise la réunification, après avoir opéré une large dispersion de ses moyens pour réduire l'effet des bombardements. Lorsque les combats prennent fin, après une vague de bombardements intenses sur le Nord en décembre 1972-1973 c'est, pour les États-Unis, sur une non-victoire qui, espère-t-on à Washington, assurera un « intervalle décent » avant la réunification. Cela signifie qu'on espère que le régime du Sud-Viêt-nam, rééquipé et entraîné dans le cadre de la vietnamisation, sera capable de tenir quelques années.

Mais en 1975, l'armée sud-vietnamienne s'effondre rapidement. Saigon tombe sous la poussée des tanks nord-vietnamiens. Washington n'a pas bougé. Pour les États-Unis, c'est un sévère échec. Le « syndrome vietnamien », expression à la fois de la non-victoire et de la perte de 58 000 soldats américains durant le conflit, sera long à effacer.

Durant la période qui s'étend de la fin de la guerre d'Algérie (1962) jusqu'à la chute de Saïgon, le tiers-mondisme et les idéologies d'extrême gauche tiennent le haut du pavé (ce sera une évidence en Mai 68). L'utopie fleurit, marquée par une renaissance du trotskisme et la fascination pour la révolution culturelle chinoise<sup>10</sup>, et bientôt pour les Khmers rouges.

Le mouvement national palestinien mobilise lui aussi, durant les années 1970, une partie des extrêmes gauches, qu'elles soient marxisantes ou chrétiennes. Simplifications et *a priori* idéologiques, à l'œuvre dans les deux camps, n'aident guère à discerner la complexité et la spécificité de la situation. Ainsi, dans la résistance palestinienne, l'avant-garde de la révolution arabe tient de la mythologie. Des slogans comme « Viêt-nam-Palestine, même combat ! » n'ont aucun fondement. Longtemps, les tiers-mondistes ont sous-estimé le

nationalisme israélien, uniquement perçu comme un pion de l'impérialisme américain. L'antisionisme de gauche n'avait pas de connotation antisémite, mais d'autres courants n'ont pas été étrangers à cette confusion. Et les partisans inconditionnels de la politique de l'État israélien, surtout à partir de la montée au pouvoir du Likoud (1977), ont souvent volontairement confondu la critique de la politique menée par Israël avec l'antisémitisme. On a bien assisté, en Cisjordanie, à une multiplication d'implantations se voulant pérennes.

C'est peu après le retrait des troupes américaines du Viêt-nam qu'a lieu, en octobre 1973, une nouvelle confrontation armée, dite guerre du Kippour, entre les États arabes (Égypte, Syrie) et Israël. Celle-ci a pour conséquence une flambée des prix du pétrole, provoquée surtout par les États arabes. En l'espace d'une année, on assiste à un quadruplement des prix. Ce tournant marque la fin du quart de siècle de croissance rapide, liée à l'après-guerre, et qu'on connaît sous l'appellation de « Trente Glorieuses ». Les mises en garde, notamment, en France, de Raymond Barre, à propos de la nécessité de s'adapter aux conséquences de ce phénomène ne sont guère entendues. L'endettement, encore modeste après 1974, ne fera que croître désormais.

Le Japon, au cinquième rang des puissances économiques alliées des États-Unis, après l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, monte à la deuxième place dans les années 1980. Rappelons que, au moment de la conférence de Bandoeng (1955), le Japon ne produisait que 3 % de l'économie mondiale, que l'Indonésie était deux fois plus pauvre que l'Égypte, et que l'Égypte et la Corée du Sud étaient à parité économique. L'Asie tout entière produisait 8 % de la richesse mondiale ; trente ans plus tard elle est passée à 25 %.

La visite en Chine de Richard Nixon (1972) est l'avancée diplomatique la mieux venue de la période. Mais les échecs s'accumulent pour les Américains. Le plus grave, à peine deux ans après le retrait américain du Viêt-nam, est la chute de Saïgon (1975), suivie d'un échec en Angola (1976) où l'Union soviétique transporte 6 000 soldats cubains pour renverser la situation et porter au pouvoir le mouvement qui lui est favorable. Conséquence d'un changement de régime, le meilleur allié africain des États-Unis, l'Éthiopie (1977), se déclare « marxiste-léniniste ». En politique étrangère, les États-Unis essuient une série d'échecs mal compensés par les accords de Camp David, à l'occasion desquels l'Égypte reconnaît Israël en échange de la restitution du Sinaï (démilitarisé).

Le tiers-mondisme épuise sa course dans la seconde partie des années 1970. C'est aussi l'époque où la grande voix de Soljenitsyne se fait entendre. La contre-offensive idéologique des droits de l'homme, menée par les États-Unis du président Carter, intervient au moment où les pays européens – la question coloniale étant désormais réglée, même au Portugal (1974) – ont recouvré une sorte de virginité, tandis que la péninsule Ibérique s'ouvre à la démocratie : Franco disparaît en 1975. Bien sûr, sur le plan international, ces droits brandis bien haut sont à géométrie variable. Il s'agit surtout d'en menacer les adversaires politiques, non les tyrannies ou les dictatures alliées, comme celles de Mobutu au Zaïre, du Shah en Iran ou de Marcos aux Philippines.

Ainsi prend fin une période historique au cours de laquelle l'émancipation des peuples colonisés, en marge de la guerre froide, aura transformé la carte du monde. Le dernier bastion blanc reste l'Afrique du Sud, qui en paraît d'autant plus anachronique. On mesure mal, à l'époque, derrière les succès en politique extérieure de l'URSS, l'essoufflement de l'économie soviétique, prisonnière d'une bureaucratie paralysante. En Chine, la « Bande des Quatre », qui prétend poursuivre la ligne prônée par Mao Zedong, est liquidée en 1977. Bientôt, les Khmers rouges perdent le pouvoir (1979), chassés par les troupes vietnamiennes. On mesure un peu tard l'ampleur des dégâts criminels causés par le zèle des idéologues de l'Ankar, le mouvement politique des Khmers rouges.

C'est aussi l'époque où le Viêt-nam, forgé par des années de lutte inégale contre les États-Unis, révèle son visage bureaucratique et oppressif, dès la chute de Saïgon, par une série de mesures économiques sévères et d'une répression systématique, menant vers les camps de rééducation (1978). Quant à l'intervention au Cambodge, elle aura davantage obéi à des fins géopolitiques qu'à des préoccupations humanitaires. Le conflit sino-vietnamien (1979), qui fera suite à cette intervention vietnamienne et qui se soldera par un échec chinois, est venu rappeler que les intérêts nationaux pèsent plus lourds que la solidarité supposée de pays se réclamant d'une idéologie commune.

## Comment exporter la démocratie

Qu'est-ce qui, en cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, distinguait l'Europe occidentale et les États-Unis du reste du monde ? Pour le comprendre, un retour en arrière sur l'histoire des idées s'impose. Notre époque, celle que l'Europe puis les États-

Unis dominèrent sans vraie concurrence, est née avec les Lumières, elles-mêmes fondées sur un héritage spirituel et des avancées conceptuelles plus anciennes. Elle découle des deux révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant, l'américaine et la française. Elle a permis un changement de paradigme politique et formulé de nouveaux horizons.

Le principe démocratique marque tout d'abord une rupture avec les régimes et les sociétés qui avaient précédé, ce principe établissant que le gouvernement est le représentant des gouvernés. Ceux-ci cessent d'être des sujets pour devenir des citoyens, dont les élus sont les mandataires. L'affirmation selon laquelle les hommes sont égaux en droit (les hommes seulement ; et à l'époque, et aux États-Unis, il va de soi que seuls les hommes blancs sont concernés) est également au cœur du projet démocratique. Il s'ensuit que la vie, la liberté et les biens de l'individu sont désormais protégés contre l'arbitraire.

Autre nouveauté : la fin ultime du système politique démocratique est de favoriser le bonheur terrestre des individus. Quant à la conception de l'État-nation issue de la Révolution française, elle gagne progressivement l'Europe puis s'impose à l'échelle du monde (avec ses contradictions, nées notamment de l'absence d'homogénéité ethnique ou religieuse et de la nécessité d'accorder des droits aux minorités).

Sur le plan militaire, la « levée en masse » décrétée en 1792 modifie radicalement, et pour un siècle et demi, la conception de la guerre. Les conflits dynastiques, aux buts limités, menés surtout par des mercenaires, font bientôt place aux guerres de masse, conséquences de la démocratie. Depuis les guerres napoléoniennes, elles débouchent sur des conflits à caractère absolu, comme la guerre de Sécession et celles qui marqueront la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, dont le but est l'anéantissement pur et simple des forces armées de l'adversaire.

Mais tous ces principes sont-ils universels ? Certes, on peut le penser, mais comment ne pas constater, d'une part, qu'ils ne sont pas unanimement reçus comme allant de soi et, d'autre part, qu'ils ne sont pas mécaniquement applicables ? La non-acceptation de leur universalité est-elle due à des questions civilisationnelles ou à des réticences de pouvoirs despotiques (parfois éclairés), qui considèrent que guider les peuples vers la croissance, par exemple, est aussi important pour le projet démocratique que l'institution du droit de protester ?

Par ailleurs, le modèle qui a récemment été imposé par les États-Unis en Irak ou en Afghanistan a toutes les apparences de la démocratie : droit de vote (dans des conditions plus ou moins régulières), promulgation d'une Constitution, élection d'un Parlement (avec 25 % de femmes comme en Afghanistan, dont

quelques-unes seulement ont un poids politique). Mais si l'armature démocratique a été mise en place, il manque l'essentiel : l'État de droit. En Irak, à mille lieues de la démocratie qu'avaient prétendu apporter les néoconservateurs, le régime est aujourd'hui une dictature dans laquelle le Premier ministre, Nouri al-Maliki, détient tous les pouvoirs (Intérieur, services secrets, armée, etc.) et, en Afghanistan, le pouvoir, notoirement corrompu, est inefficace et impopulaire.

Faut-il rappeler cependant que, dans le pays le plus démocratique d'Europe, la Grande-Bretagne, en 1832, il y avait, pour 14 millions d'habitants, 652 000 électeurs (tous propriétaires) et qu'à la même date, en France, pour 32,5 millions d'habitants, 170 000 électeurs ? L'extension du droit de vote a été, en Grande-Bretagne, très graduelle : en 1867, les électeurs passent de 1,3 à 2,5 millions, soit environ 15 % de la population adulte. Rappelons que le scrutin n'est devenu secret qu'en 1872 et que, jusqu'alors, la corruption électorale était courante. Par ailleurs, le droit de vote n'a été accordé aux femmes en Grande-Bretagne qu'en 1919, et en France en 1945 (1918 en Allemagne et 1920 aux États-Unis, 1909 en Finlande, 1896 en Australie, et 1893 en Nouvelle-Zélande). Par ailleurs, on peut aussi rappeler que, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le blasphème était encore sévèrement puni en Grande-Bretagne...

Bref, la démocratie ne naît pas tout armée. Les néoconservateurs, pour donner poids à leur projet de promouvoir la démocratie en Irak, citaient les exemples de transformation de l'Allemagne et du Japon après la guerre. Mais le Japon était alors la société la plus avancée d'Asie et, de surcroît, la plus disciplinée et la plus homogène. Était-ce le cas de l'Irak et, par la suite, de l'Afghanistan – sans doute, avec le Yémen et l'Arabie Saoudite, le pays le plus conservateur du monde musulman ? L'Allemagne, quant à elle, avait connu les Lumières et était, en 1914, l'État européen le plus avancé.

Nous avons la mémoire courte. Nous avons fêté le bicentenaire de la Révolution, qui marqua une rupture décisive, mais celle-ci a été suivie de la Terreur, de l'ère napoléonienne, de la Restauration, d'une brève Seconde République, puis du Second Empire où le suffrage était censitaire. Rappelons également que l'industrialisation a commencé avec des semaines de 84 heures avant de n'en compter que 72 après 1850, et qu'on faisait alors travailler les enfants de moins de 12 ans. En 1900, le travail en usine était de 60 heures par semaine ! Dans la démocratie Grande-Bretagne, en 1850, les syndicats étaient illégaux, et l'ouvrier qui quittait son patron était passible de prison, tandis que ce dernier pouvait se débarrasser de ses ouvriers sans leur verser aucune indemnité.

Oui, nous avons connu tout cela il n'y a pas si longtemps, et nous prétendons pourtant imposer à certains un grand bond en avant aussi peu réaliste que celui de Mao Zedong en son temps.

1. Les Néerlandais contrôlent, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, un très modeste *Hinterland* autour de Batavia (Djakarta).
2. Le traité atlantique concerne environ 11 millions d'esclaves (cf. Olivier Pétré-Grenouillau, *Les Traités négrières*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2004), dont plus de 9 millions entre 1700 et 1850. La traite arabe et musulmane aurait touché 14 à 15 millions d'individus, mais s'étale du VII<sup>e</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La traite musulmane a concerné 1 million de personnes par siècle, celle des Européens 6 millions au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'abolition de l'esclavage est proclamée selon les pays (les Britanniques et les Français étant les premiers) entre la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et 1848. Ailleurs, la fin *officielle* varie : Empire ottoman : 1876 ; Corée : 1894 ; Chine : 1910 ; Iran : 1928 ; Bahreïn : 1937 ; Arabie Saoudite : 1962 ; Yémen : 1962 ; Oman : 1970 ; Mauritanie : 1980 ; Pakistan : 1992.
3. Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations*, New York, Simon & Schuster, 1996 (*Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2009).
4. Maxime Rodinson, « Marxisme et tiers-monde », in *Marxisme et monde musulman*, Paris, éd. du Seuil, 1972.
5. Paris, Gallimard, 1935 (réédité en 2008, sans la préface, par Les Bons Caractères).
6. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961 (Préface de Jean-Paul Sartre).
7. Voir Bernard Fall, *Indochine 1946-1962. Chronique d'une guerre révolutionnaire*, Paris, Robert Laffont, 1962 ; et *Dernières réflexions sur une guerre*, Paris, Robert Laffont, 1968.
8. Cecil B. Currey, E. Lansdale, *The Unquiet American*, Washington, Brassey's Inc, 1998.
9. Sir Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency*, Londres, Chatto and Windus, 1966. Ce spécialiste de la contre-insurrection a participé à la mise en place des « hameaux stratégiques ».
10. Simon Leys, *Ombres chinoises*, 1974 (après *Les Habits rouges du président Mao*, 1971), porte un coup décisif à ces « retours de Chine » qui ressemblent étrangement aux retours d'URSS des années 1930. François Ponchaud, dans *Cambodge année zéro* (1977), décrit parfaitement la nature du régime. Mais le *Bulletin d'information sur le Cambodge (Bisc)* (1977-1978), animé par Laurent Schwarz, François Ponchaud, Marie Jolas, Pierre Vidal-Naquet, Jean Lacouture, Juliette Minces et Gérard Chaliand, ne reçoit aucun écho médiatique durant l'année pendant laquelle il dénonce la nature du régime.

## II

### Le grand tournant de 1979

Dans une perspective à court terme, pour appréhender la situation dans laquelle nous nous trouvons, il faut impérativement en revenir à l'année 1979. Celle-ci voit se dérouler quatre événements aux conséquences inégales, mais toujours de poids, dans la mesure où elles déterminent des processus qui sont, directement ou non, encore sensibles aujourd'hui.

C'est d'abord le tournant capital que prend la Chine, annoncé officiellement fin 1978 par Deng Xiaoping, l'une des figures majeures du siècle. Après des années de gâchis économiques et humains dus aux excès de l'idéologie (et à la lutte pour le pouvoir), le pays s'engage vers l'économie de marché contrôlée (dans une très large mesure) par l'État. Ce processus n'est pas nouveau, on l'avait vu à l'œuvre avec succès au Japon et en Corée du Sud. Ses effets sont déjà sensibles à la fin des années 1990, mais leur portée demeure encore sous-estimée : en 1997, les néoconservateurs et leurs amis projettent avec assurance la perspective d'un « nouveau siècle américain ».

Le deuxième événement est la révolution khomeyniste, qui instaure, à l'échelle d'une puissance régionale, l'islamisme politique (chiite). Celui-ci se montre violemment antiaméricain et n'éprouve pas la moindre sympathie pour l'Union soviétique. Son anti-impérialisme s'exprime de façon agressive, et le personnel de l'ambassade américaine sera retenu en otage en Iran durant plus d'une année. La renaissance du chiisme politique, dont les effets se font sentir dans l'ensemble du monde musulman, provoque l'hostilité militante de l'Arabie Saoudite qui, bien que wahhabite, se comporte comme le propagateur et le

défenseur d'un sunnisme militant. Pour faire pièce à cette agitation perturbatrice, les Occidentaux et les pays arabes soutiennent l'Irak, dès l'année suivante, lorsque Saddam Hussein entre en guerre contre un Iran qu'il sous-estime.

Troisième événement, la seconde crise pétrolière qui, faisant suite à la première (1973), aurait dû faire comprendre aux pouvoirs politiques que les temps avaient décidément changé et qu'il fallait cesser de vivre au-dessus de ses moyens. Depuis, quel que soit le gouvernement en France, aucune des révisions qu'on a coutume de désigner comme « déchirante » n'a été sérieusement entreprise. Peu de sociétés consentent aux nécessités douloureuses autrement que le dos au mur. L'Allemagne et quelques pays nordiques, dont la Finlande, auront, à cet égard, été plus dynamiques.

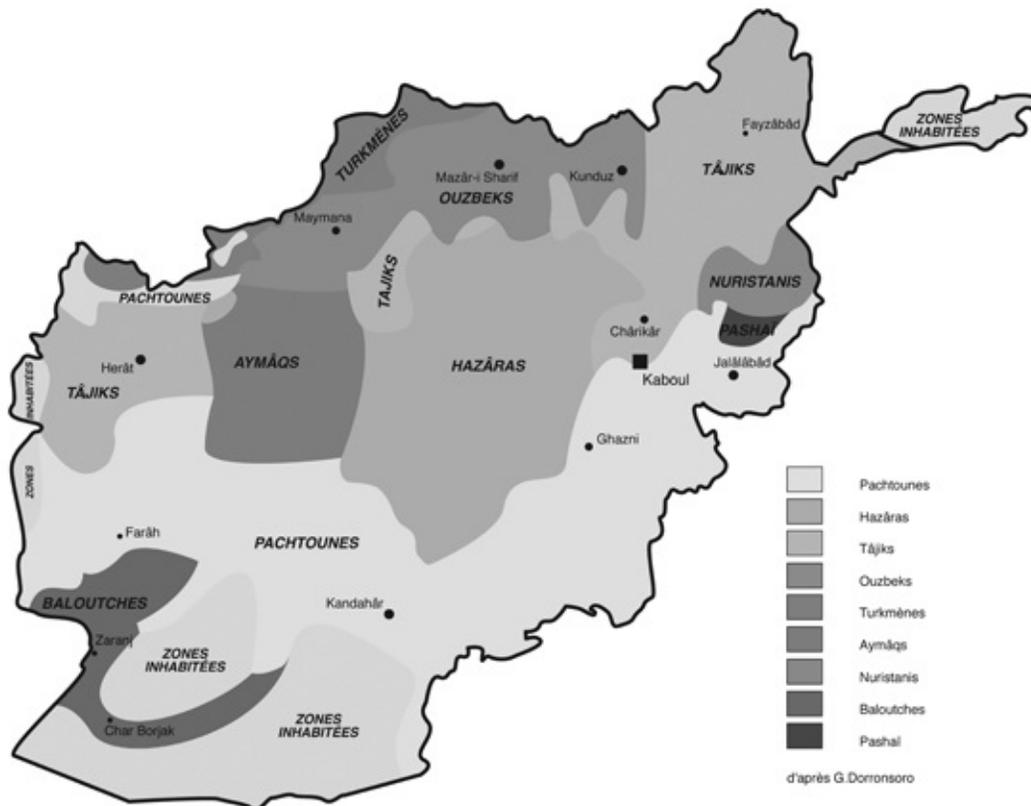
Toujours au cours de cette année décisive de 1979, les Soviétiques, après avoir hésité, interviennent en Afghanistan, initiant un bouleversement qui n'est pas encore achevé à ce jour. Il s'agit de la première intervention des Soviétiques hors des pays du pacte de Varsovie (les « démocraties populaires » d'Europe centrale). Elle fait suite à une série de revers internationaux des États-Unis (chute de Saïgon, 1975 ; Angola, 1976 ; Éthiopie, 1977 ; Iran, 1979 ; Nicaragua, 1979) qui, sans doute, ont conforté Moscou dans l'idée qu'une rapide intervention sur un théâtre marginal, mais pour eux contigu, a de bonnes chances de réussir. Les réformes entreprises, plutôt raisonnables (réforme agraire, interdiction du mariage précoce des jeunes filles, réduction de la dot, alphabétisation des hommes et des femmes), mais brutalement imposées, suscitent pourtant bientôt l'opposition de la population rurale, qui s'insurge contre le Khalk, la fraction radicale (composée d'urbanisés) du parti communiste afghan, qui s'est emparé du pouvoir l'année précédente par un coup d'État appuyé par une partie de l'armée.

Le pouvoir paraît devoir échapper au « marxisme-léninisme » le plus dur lorsque les troupes soviétiques interviennent par air, à Kaboul, dans les derniers jours de 1979, liquident le dirigeant du Khalk, Hafizullah Amin, et le remplacent par Babrak Karmal, le représentant de la fraction plus modérée du parti, le Parcham.

En intervenant en Afghanistan, les Soviétiques, soupçonnés de chercher à s'assurer un débouché vers les mers chaudes, fournissent aux États-Unis l'occasion de leur rendre la monnaie de leur pièce qui leur avait coûté si cher au Viêt-nam. En fait, conseillée au président Jimmy Carter par Zbigniew Brzezinski, l'aide américaine avait commencé d'être prodiguée aux combattants afghans opposés au Khalk dès le printemps 1979.

De son côté, depuis les lendemains de la première crise pétrolière, l'Arabie Saoudite n'a cessé de militer activement en faveur de la renaissance d'un islamisme politique qui rayonnerait de l'Afrique de l'Ouest à l'Indonésie. Pour Ryad, l'occasion est trop belle de disputer à l'Iran sa prétention à représenter l'islam militant en encourageant un Jihad sunnite en Afghanistan. L'antagonisme devient encore plus vif après les incidents violents qui éclatent à La Mecque, durant le pèlerinage de 1980, attribués à l'ingérence de l'Iran.

Ce Jihad convient tout particulièrement au Pakistan, gagné à un islam militant (Déobandi), largement favorisé dès 1977 par Zia-Ul-Haq, jusqu'à sa disparition dans un singulier accident d'avion en 1988. Il coïncide manifestement avec les intérêts géopolitiques du pays, qui peut ainsi envisager la constitution d'un « arrière stratégique » en Afghanistan, utilisable contre l'Inde, son adversaire structurel, qui n'a cessé de triompher lors des conflits depuis l'indépendance, et dont la puissance n'a fait que croître.



*Afghanistan : zones ethniques*

Ainsi se noue une triple alliance de convenance, coiffée par les États-Unis, en partie financée et encouragée par l'Arabie Saoudite, et dont le Pakistan constitue le sanctuaire et fournit la logistique. Les États-Unis, par ailleurs, parmi les sept mouvements qui composent la résistance afghane, choisissent de soutenir le plus radicalement islamiste, dirigé par Gulbuddin Hekmatyar. Ils appuient aussi les mouvements jihadistes internationaux comme celui du Palestinien Azzam, assassiné en 1988, et celui du Saoudien Oussama Ben Laden. Depuis cette date et jusqu'à la prise du pouvoir par les talibans (1996), l'Afghanistan revient au centre des tensions internationales. Les Américains ont désormais remplacé les Soviétiques, avec aussi peu de succès que ceux-ci.

Un tournant important s'opère donc en 1979 et, l'année suivante, avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis (puis la nomination de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne) s'annonce, sur le plan économique, une nouvelle ère bientôt fondée sur la dérégulation, avec ses avancées et ses excès, et, sur le plan politique, une posture offensive contre « l'empire du mal », l'URSS, dont on exploite la faiblesse économique, conséquence, entre autres, de la course aux armements.

Dès 1980, la contre-offensive tous azimuts s'organise dans une Amérique désireuse d'en finir avec le « syndrome vietnamien » et l'accumulation des revers. La célébration des « combattants de la liberté » soutenus de diverses manières (forces spéciales, armes, aide financière) réunit un groupe singulièrement disparate, constitué par les « *Contras* » au Salvador, initialement formés par la garde prétorienne du dictateur déchu Somoza, par Jonas Savimbi, un révolutionnaire angolais représentant l'ethnie la plus importante du pays, les Ovimbundus, successivement aidés par les Chinois, les Sud-Africains et les Américains, avant d'être indirectement liquidés par ceux-ci, enfin, par les Afghans.

D'une autre façon, l'Irak de Saddam Hussein est puissamment soutenu sur le plan international, dans le but affiché d'affaiblir le régime iranien, qui jouit à l'époque d'une aura révolutionnaire jusque dans certains milieux occidentaux. On ferme alors les yeux lorsque Saddam Hussein use de gaz chimiques. Comme le déclarera ultérieurement Henry Kissinger, il s'agissait d'épuiser les deux adversaires...

Dès le début des années 1980, avec la crise dite des SS20, ces missiles soviétiques à moyenne portée, provoquée en Europe par l'URSS, on assiste à un retour à l'atmosphère de la guerre froide, ponctuée par une nouvelle course aux armements. En 1983, Ronald Reagan engage avec prudence une opération à la

Grenade, destinée à destituer un dictateur de sixième ordre. Celle-ci est menée à l'abri des médias, comme l'année précédente lors de la guerre des Malouines (Falkland) entre la Grande-Bretagne et des généraux argentins. On a tiré les leçons du Viêt-nam. Il ne faut pas montrer au public ce qui peut servir l'adversaire, ou conforter ceux qui sont opposés à la guerre.

La guerre du Golfe, menée en 1991 contre l'Irak par une large coalition dirigée par les États-Unis, en sera la parfaite illustration. On ne verra rien du théâtre des opérations sinon ce que les services de propagande auront décidé de montrer. La guerre du Viêt-nam, à cet égard, aura été la dernière – et peut-être même la seule – où la censure n'aura pas cherché à conditionner l'opinion publique.

## Les derniers échecs de l'URSS

Abondamment couverte, la guerre d'Afghanistan accentue la crise intérieure que traverse l'Union soviétique après la glaciation des années Brejnev. Cette crise, aux multiples aspects, et à laquelle concourt la posture américaine en matière d'avancées militaires, finit par favoriser la montée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev.

Entre-temps, sur le terrain afghan, les appuis extérieurs et le recours au sanctuaire pakistanais permettent à une résistance mal structurée mais massive, à l'échelle du soutien populaire, de perdurer. La vallée du Panshir, remarquablement organisée par Ahmed Shah Massoud, avec des combattants à temps plein (une innovation), disciplinés (une exception), et capables d'opérer hors de leur vallée, en devient le symbole. Quatre offensives soviétiques sont successivement mises en échec. Le conflit s'enlise. Mais la guerre apporte aussi son lot de changements : les structures tribales traditionnelles tendent à s'affaïsser, de jeunes combattants émergent, l'islamisme politique gagne du terrain, les non-Pachtouns (Tadjiks, Ouzbeks et Hazâras, ces derniers étant chiïtes) s'organisent par eux-mêmes.

Les forces sur lesquelles s'appuient les Soviétiques tiennent les villes, et les services spéciaux (le Khad, avec à sa tête Mohammed Najibullah) sont d'une redoutable efficacité. Mais, comme les Américains au Viêt-nam, les Soviétiques commettent l'erreur de faire participer les conscrits à un conflit qui devrait être mené par des professionnels. Au fil des années, des protestations contre cette guerre interminable se font jour publiquement en URSS, alors que de très

nombreux réfugiés afghans se retrouvent au Pakistan et en Iran. En 1985, Mohammed Najibullah devient président de la République. Trois ans plus tard, il joue la réconciliation nationale, redonne à l'islam sa prééminence et rebaptise son mouvement *Watan* (patrie).

L'objectif de Mikhaïl Gorbatchev était de dynamiser l'économie (*perestroïka*), d'une part, en réformant le Parti et, d'autre part, d'améliorer substantiellement les relations avec les Occidentaux, grâce à une ouverture démocratique (*glasnost*). L'échec de cette entreprise, où la *perestroïka* tourna court, est en partie imputable au caractère impérial de l'Union soviétique. La démocratisation se transforme rapidement en protestations nationalitaires dans les « démocraties populaires », Pologne en tête, et, à l'intérieur de l'URSS, dans les pays baltes et en Transcaucasie. La fissure première, en Europe centrale (les régimes ayant reçu l'ordre de ne pas tirer sur les manifestants), débouche sur la chute du mur de Berlin (1989) et annonce l'effondrement d'un système miné de l'intérieur. Contrairement à la Chine, la mutation n'aura pu être menée à bien par Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique, et le régime se dissout sans violence notable.

La même année, les États-Unis, à la tête d'une large coalition, obligent Saddam Hussein à se retirer du Koweït : il avait annexé ce pays peu après la fin du conflit avec l'Iran, qui avait laissé son propre pays lourdement endetté. Sommé de se retirer, le dictateur irakien refusait de plier et aurait déclaré que les Américains ne pouvaient pas « supporter de perdre 10 000 hommes en une bataille ». Encore fallait-il avoir les moyens d'infliger de telles pertes. À l'issue d'une guerre aérienne de près de six semaines, contre un adversaire privé d'aviation, et d'une percée de chars de quelques jours, l'offensive s'arrête judicieusement avant la chute du régime, qui aurait eu pour conséquence probable l'arrivée au pouvoir de la majorité chiite (60 %), dominée depuis la création de l'Irak par la minorité sunnite (20 %). Cela aurait donc favorisé l'Iran de Khomeiny, ce qu'il s'agissait précisément d'éviter.

Après une victoire d'autant plus complète que la coalition n'avait perdu que quelques centaines d'hommes, dont moins d'une centaine d'Américains, le président George Bush (senior) put déclarer avec raison : « *America is back.* » Le syndrome vietnamien appartient désormais au passé. Mais, pour la première fois dans l'histoire des batailles, les chiffres des pertes militaires de l'adversaire ne sont pas communiqués. L'expression « guerre zéro mort » fait son apparition. Elle ne concerne qu'un camp.

Quelques mois plus tard, après l'effondrement de l'URSS, les États-Unis triomphent. Le régime de Najibullah disparaît en avril 1992, suivant de peu celui de l'Union soviétique. Cependant il faut noter qu'il aura tenu trois années face à des mouvements de résistance très largement surestimés, sur le plan militaire, par la propagande occidentale. Homme d'État de stature, Najibullah, contrairement à Hamid Karzaï aujourd'hui, n'était pas à la tête d'un régime miné par la corruption.

Au cours de la décennie suivante, les États-Unis disposent d'une suprématie qu'aucun État européen n'a connue au cours des siècles écoulés. La tentation est grande d'évoquer une nouvelle Rome. Pourtant, à peine une quinzaine d'années plus tard, la puissance qui s'était elle-même considérée comme omnipotente est confrontée à une crise interne grave, doublée de l'apparition d'un rival. Ce dernier, sur le plan financier et économique, est autrement redoutable que l'Union soviétique. Et le monde qui se dessine, avec la montée en puissance de l'Asie, est plus complexe que celui de la guerre froide.

## L'essentielle dimension démographique

Pour bien comprendre la mutation géopolitique en cours, il faut d'abord se pencher sur le très sensible changement d'équilibre démographique amorcé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, entre ce qu'on appelle le Sud (l'ex-tiers-monde) et le monde industrialisé depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Comparée à la croissance modeste qu'elle connut de l'an mille à 1800, la population de l'Europe s'est fortement accrue au XIX<sup>e</sup> siècle, et même dès 1750. En proportion, l'Asie augmente beaucoup moins vite. L'envolée européenne tient aux progrès de l'hygiène, de la médecine, de l'agriculture, etc. Ce n'est qu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale que s'affirme la très vigoureuse croissance démographique du « tiers-monde ». Celle-ci s'est ralentie, aujourd'hui, dans une large partie des pays concernés. Mais ce n'est nullement le cas en Afrique subsaharienne, ni en Asie du Sud.

### ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE LA POPULATION MONDIALE (EN MILLIONS)

1800	
1900	
1950	
1980	<b>900</b>

1990	1 600*
	2 500
<b>2000</b>	4 450**
	5 250
2025 (projection moyenne)	6 100
	8 170

\* Forte croissance en Europe et aux États-Unis.

\*\* Très forte croissance au sud entre 1950 et 1980, et au-delà.

Source : Onu.

POPULATION MONDIALE PAR RÉGION (EN MILLIONS)

	1750	1800	1850	1900
Monde	791	978	1262	1650
Europe	163	203	276	408
Asie	502	635	809	947
Afrique	106	107	111	133
Amériques	16	31	64	156

Source : Onu (Département des Affaires économiques et sociales).

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la France est le pays le plus peuplé d'Europe, avant la Russie, et dépasse de trois fois le Royaume-Uni jusqu'au début du XIX<sup>e</sup>, où elle reste, à l'exception de la Russie, toujours en tête. Par la suite, elle piétine alors que toute l'Europe, à l'exception de l'Irlande (une grande famine provoque une hécatombe et une forte émigration), connaît une très vigoureuse expansion démographique.

La population mondiale a doublé au XVIII<sup>e</sup> siècle, et elle augmente d'environ 75 % au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Au XX<sup>e</sup> siècle, elle a quasiment quadruplé, passant de 1,6 milliard en 1900 à quelque 6 milliards en 2000. L'augmentation la plus rapide s'est opérée en faveur de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine entre 1950 et 1985, grâce à une nette diminution de la mortalité infantile. La population mondiale atteint 7 milliards en 2012, et devrait dépasser les 8 milliards d'individus vers 2025 pour, si l'on en croit les prévisions démographiques généralement admises, se stabiliser vers 2050 autour de 9 à 9,5 milliards d'individus.

PART DE CHAQUE CONTINENT DANS LA POPULATION MONDIALE

	1900	1950	2000	2025 <sup>1</sup>	2050
Asie	54	55	58	59	55
Afrique	6	9	14	18	24
Amérique latine	5	7	9,2	10	8
Amérique du Nord	5,2	7	5	5	5
Europe (Russie comprise)	20	12	10	9,5	8

Source : Onu, *World Population Prospects*, 2010.

1. Les projections correspondent à la variante moyenne d'évolution des taux de fécondité. L'observateur qui suit depuis trois ou quatre décennies ce type de projections constate qu'elles restent indicatives et sujettes à révision chaque décennie.

On constate, en lisant le tableau ci-dessus, que la baisse relative la plus forte affecte l'Europe, Russie comprise. La hausse la plus forte est celle de l'Afrique. À l'exception de l'Afghanistan et du Yémen, tous les taux de natalité supérieurs à cinq enfants par femme se situent aujourd'hui en Afrique subsaharienne. L'Amérique latine est en passe de doubler sa part. Celle de l'Amérique du Nord, grâce à l'émigration vers les États-Unis, demeure constante. L'Asie reste proportionnellement stable.

L'indice synthétique de fécondité a oscillé, en Afrique, entre 6,7 en 1950 et 5,5 en 2010 selon l'Onu, tandis que les pays développés passaient de 2,8 en 1950 à 1,6 en 2010.

Pour l'observateur géopolitique, s'impose le constat sans équivoque que la part de l'hémisphère nord, de l'Amérique du Nord à l'Oural et à Vladivostok, qui était en 1900 de plus de 25 % de la population mondiale, est ramenée aujourd'hui à environ 12 % (soit à peu près la proportion qu'occupait le Nord en 1800).

En 1900, à l'exception de la Chine (400 millions) et de l'Inde (280 millions), les pays les plus peuplés étaient : la Russie (110 millions), les États-Unis (76 millions), l'Allemagne (64 millions), l'Autriche-Hongrie (46 millions), le Japon (45 millions), la France (39 millions), le Royaume-Uni (39 millions), l'Indonésie (38 millions), l'Italie (34 millions). À cette date, l'Italie était donc aussi peuplée que le Brésil (18 millions) et le Nigeria (17 millions) réunis ! Un siècle plus tard, en 2000, tandis que l'Italie connaît,

depuis vingt ans, une décroissance démographique, le Brésil atteignait 180 millions et le Nigeria 160 millions d'habitants. En 2025, le Brésil devrait avoisiner les 290 millions et le Nigeria les 265 millions d'habitants.

Enfin, au début du siècle dernier, il y a trois générations, les douze villes qui dépassaient le million d'habitants se trouvaient dans l'hémisphère nord, la treizième était Pékin (1,1 million), la quatorzième Calcutta (1 million). Aujourd'hui, parmi les vingt premières, 17 se trouvent en Asie, en Amérique latine ou en Afrique.

Ce basculement démographique était sans importance décisive il y a encore une trentaine d'années, lorsque les masses du « tiers-monde » étaient plongées dans ce qu'on désignait alors du terme de « sous-développement ». Il en va bien sûr autrement aujourd'hui, quand s'est amorcée la croissance économique. Ce phénomène est sensible en Asie orientale et en Asie du Sud-Est, comme dans divers pays latino-américains parmi lesquels le Brésil. À noter que la poussée démographique est particulièrement forte en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

LA POPULATION DES DIX PAYS LES PLUS PEUPLÉS (EN MILLIONS)

rang	1935		1970	
1	Chine	550	Chine	831
2	Inde	300	Inde	555
3	États-Unis	130	États-Unis	210
4	URSS	97	URSS	131
5	Japon	70	Indonésie	107
6	Allemagne	63	Japon	104
7	Indonésie	63	Brésil	96
8	Roy.-Uni	42	Allemagne	78
9	Italie	42	Bangladesh	66
10	France	40	Pakistan	62
	<b>Monde</b>	<b>2100</b>		<b>3700</b>

rang	2005		2035	
1	Chine	1316	Inde	1455
2	Inde	1103	Chine	1450
3	États-Unis	298	États-Unis	380
4	Indonésie	223	Pakistan	293
5	Brésil	186	Indonésie	284
6	Pakistan	158	Bangladesh	230
7	Russie	143	Brésil	227
8	Bangladesh	142	Nigeria	220
9	Nigeria	132	Éthiopie	138
10	Japon	128	Mexique	138
	<b>Monde</b>	<b>6 500</b>		<b>8500</b>

Source: Société des Nations, *Annuaire statistique*, Genève, 1936, et Onu, *World Population Prospects*, 2006.

Si l'on se penche sur l'évolution démographique de la Méditerranée, on voit que, au début du xx<sup>e</sup> siècle, lorsque la France compte environ 39 millions d'habitants, les trois pays du Maghreb dépassent à peine 10 millions. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les changements sont spectaculaires : l'Algérie compte alors moins de 9 millions d'habitants (dont 10 % de non-musulmans), la France 40 millions ; ce rapport de 1 à 4 s'est très largement modifié en un demi-siècle pour être ramené à moins de 1 à 2. Et les projections

indiquent que l'Algérie atteindra 63 millions d'habitants en 2025, soit presque autant que la France. Le Maroc connaît la même croissance. La Turquie, qui avait 11,5 millions d'habitants en 1920, 21 millions en 1950, 50 millions en 1985, passe à 78 millions en 2010 pour avoisiner les 90 millions en 2025. L'Égypte passe de 10 millions d'habitants en 1900 à 20 millions en 1950, 47 millions en 1985, et dépassera les 100 millions en 2025. Ce nouvel équilibre nous concerne directement.

Le tableau ci-dessous donne les grandes tendances de la croissance démographique des grands pays occidentaux au cours des derniers siècles :

	1750	1800	1860	1880	1900	2000
France	21	28	37,5	37,5	39	61
Royaume-Uni	10,5	15,5	29	34,5	41	61
Allemagne	–	–	18	45	56	82
Russie	20	37	76	100	136	147
États-Unis	2	4	32	50,5	76	300

Source : Onu (Département des Affaires économiques et sociales).

De façon générale, contrairement aux États-Unis où le vieillissement est plus lent, compte tenu d'une politique d'immigration vigoureuse depuis 1965, l'Europe vieillit assez rapidement, bien que moins que le Japon (endogame), et, en dehors de quelques exceptions comme la France ou la Grande-Bretagne, décroît. C'est le cas de la Russie, où il y a surmortalité, mais aussi de pays comme l'Italie qui, naguère, fournissait pourtant une proportion importante d'émigrants, de l'Allemagne, de l'Espagne, etc.

Depuis la fin des années 1960 (les quotas stricts d'immigration aux États-Unis sont levés en 1965), on constate, tant en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale, un apport migratoire relativement important. Aux États-Unis, celui-ci est principalement issu du Mexique et de l'Amérique centrale, mais aussi d'Asie, surtout orientale. À l'horizon 2050, et probablement avant, le Bureau des renseignements américain projette que la population non blanche représentera 47 % de la population globale. Cet apport permet aux États-Unis de disposer à la fois d'une main-d'œuvre cherchant à travailler et à gravir les échelons sociaux, et d'un apport de cerveaux désireux de s'assurer des conditions de travail qui leur conviennent. C'est ainsi que les États-Unis sont passés de 200 à 300 millions d'habitants en l'espace d'un peu plus d'un demi-siècle. Ce

phénomène a été beaucoup moins sensible en Europe occidentale, où le marché du travail, comme l'espace, était plus restreint, et a permis, à la France et à la Grande-Bretagne notamment, de connaître une croissance démographique assez vigoureuse.

Assiste-t-on à cet égard, comme on l'entend dire souvent, à un processus de métissage ou de communautarisation dans un cadre démocratique qui, au fil des générations, produit des changements plus ou moins profonds dans les mentalités ? Le fait que le président des États-Unis ne soit pas « blanc » est, à cet égard, d'une importance considérable. Cela aurait été inenvisageable il y a trente ans.

On notera que le processus migratoire décrit plus haut ne concerne que peu de pays, que ces derniers sont tous démocratiques, et qu'ailleurs l'immigration n'est que temporaire et jamais familiale. La plupart des sociétés qui avaient pu envisager avec profit une immigration non temporaire, comme le Japon ou les États sous-peuplés du Golfe, restent résolument endogames ou, pour être plus précis, officiellement xénophobes.

Autre phénomène déterminant, le vieillissement. Dans les pays développés, la proportion de personnes âgées de 65 ans dépassera, en 2035, celle des jeunes de moins de 15 ans. Ce processus n'épargnera pas certains pays comme la Chine, et marque déjà fortement le Japon. Mais peut-on déplorer le vieillissement sans rappeler que, en 1900, l'espérance de vie en Europe comme en Amérique du Nord était de 50 ans, et qu'elle dépasse aujourd'hui les 75 ans ? Ne faudrait-il pas plutôt se réjouir de ce quart de siècle supplémentaire, ainsi que de la bonne santé dont jouissent une très grande partie de ceux qui ont atteint 65 ans ? Conçoit-on bien qu'on vit aujourd'hui, en France, dix ans de plus qu'au milieu du siècle dernier – et qu'on travaille trois ans de moins ?

Le vieillissement, particulièrement en Europe, sera à l'origine de tensions sociales et économiques nées des adaptations qu'il sera nécessaire d'entreprendre en période de crise. L'État-providence va devoir réduire ce qu'il dispense. Il faudra par ailleurs faire face à la décroissance démographique des pays anciennement industriels et à la poussée démographique de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud.

Même si l'on constate, depuis quelques années, une croissance économique en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes désœuvrées et peu, ou mal, scolarisées augmente à vive allure, ce qui laisse prévoir des conflits sanglants. Aucun continent ne pourra accueillir le surplus migratoire de la croissance

démographique africaine. Et le continent lui-même ne saurait pourvoir ni en éducation ni en travail à l'accroissement en cours. La rapide croissance démographique du Bangladesh, du Pakistan, voire de l'Inde, ne pourra donc qu'accentuer des inégalités difficilement soutenables à l'heure du développement des communications.

Si la Grande-Bretagne et la France connaissent un accroissement démographique, le phénomène s'explique surtout par l'immigration. En France, ce qu'on appelle au Canada les « minorités visibles » constituent environ 15 % de la population globale. Mais dans la tranche d'âge des moins de 18 ans, il est probable qu'elles représentent déjà 30 %. Ce phénomène sera plus manifeste encore vers 2025, soit d'ici une douzaine d'années. Reste à savoir où en sera l'intégration, mesurable, entre autres, par le respect de l'État de droit, pilier de la démocratie. Et celle-ci ne sera pas facilitée par la crise (durable) que nous traversons.

PART DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE MONDIALE (EN %)

	1750	1800	1830	1860	1880	1900
Europe <sup>1</sup>	23,2	28,1	34,2	53,2	61,3	62
Grande-Bretagne	1,9	4,3	9,5	19,9	22,9	18,5
États-Unis	0,1	0,8	2,4	7,2	14,7	23,6
Chine <sup>2</sup>	32,8	33,3	29,8	19,7	12,5	6,2
Asie du Sud	24,5	19,7	17,6	8,6	2,8	1,7
Japon	3,8	3,5	2,8	2,4	2,4	2,4
pays non occidentaux	73	67,7	60,5	36,6	20,9	11

Source : Paul Bairoch, *The Journal of Europeans Economic History* (vol. II, n° 1, 1982).

1. L'Europe compte environ 165 millions d'habitants en 1750.

2. À la même date, la population de la Chine est estimée entre 200 et 250 millions.

Ce dernier tableau a le mérite de montrer la place considérable que tenait l'économie de la Chine des Qing jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impact

extraordinaire de la révolution industrielle dans l'économie mondiale, et la très rapide montée en puissance des États-Unis au lendemain de la guerre de Sécession. La part de l'Asie (essentiellement), jointe à celle de l'Afrique et de l'Amérique latine, qui est de 73 % en 1750, tombe à 11 % en 1900, tandis que celle de l'Europe et des États-Unis, qui était d'un peu plus de 23 %, dépasse les 85 % en 1900.

### III

## L'Amérique en crise

« And we, Americans, are the peculiar chosen people, the Israel of our time ; we bear the ark of the liberties of this world. »

Herman Melville.

La méconnaissance des États-Unis, de ses fondements, de ses institutions, de son histoire, est grande au pays d'Alexis de Tocqueville<sup>1</sup>. Aussi, avant d'aborder les dernières décennies qui ont mené à la crise actuelle, est-il utile de rappeler quelques données.

Les États-Unis sont la première nation à avoir librement décidé de sa création en se dotant d'institutions originales, grâce à l'action d'une poignée d'hommes de très grand talent, issus d'une population d'à peine 4 millions d'individus, en un temps où la France en abritait quelque 25 millions. Parmi ceux-ci : le grand Thomas Jefferson<sup>2</sup>, Alexander Hamilton<sup>3</sup>, James Madison, George Washington et Benjamin Franklin.

C'est Jefferson qui énonce dans la Déclaration d'indépendance : « Les hommes sont dotés par leur créateur de droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la poursuite du bonheur », et, par ailleurs : « [...] pour défendre ces droits, les gouvernements sont institués parmi les hommes dont les justes pouvoirs dérivent du consentement des gouvernés ».

Nous sommes aux antipodes du despotisme, éclairé ou non, sous lequel vit le monde en 1776, à l'exception peut-être de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la Confédération helvétique. Les puritains qui s'installent en Nouvelle-Angleterre en 1620 voulaient librement pratiquer leur culte, et leurs héritiers perpétuent le moralisme sévère des pères fondateurs. Ils érigent une terre d'élection qu'ils veulent exceptionnelle. C'est l'origine de la « destinée manifeste » dont le pays s'est toujours réclamé. Deux siècles plus tard, George W. Bush ne déclare-t-il pas : « Notre nation a été choisie par Dieu et chargée par l'histoire d'être un modèle pour le monde » (28 août 2000) ?

Premier État à se libérer de la condition coloniale (grâce à l'aide française), en avance en cela de plus d'une trentaine d'années sur l'Amérique latine, les Américains, protégés par leur isolement continental, ne connaissent aucune agression entre le dernier conflit avec la Grande-Bretagne (1812-1814) et Pearl Harbor (1941). Décidés à rester à l'écart de la politique européenne, qu'ils jugent machiavélique, et surtout soucieux de relations marchandes<sup>4</sup>, les États-Unis occupent progressivement leur vaste *Hinterland* de la fin du XVIII<sup>e</sup> à la fin du siècle suivant. Napoléon vend la Louisiane (1803)<sup>5</sup> qui porte le pays au-delà du Mississippi. La Floride est achetée à l'Espagne en 1819. Les Indiens sont repoussés ou éliminés, c'est l'Indian Removal Act (1830), qui représente « *The first formalized case of ethnic cleansing* », écrit Brzezinski<sup>6</sup>.

Dès 1823, sans même en avoir les moyens militaires, le président américain Monroe donne forme à une déclaration qui stipule que les États européens doivent renoncer aux visées colonisatrices sur le continent. L'expansion se fait bientôt au détriment du Mexique, qui doit renoncer lui-même au Texas, au Nouveau-Mexique, à l'Arizona et à la Californie, soit à 50 % de son territoire. Cette poussée expansionniste est largement due à l'immigration. De 4 millions, les États-Unis passent à 20 millions d'habitants en 1845, et dépassent les 30 millions à la veille de la guerre de Sécession (1861-1865). L'expansionnisme est constitutif de la construction des États-Unis, comme il l'a été de la Chine ou de la Russie. Les États-Unis se haussent bientôt au premier rang des pays industriels (Grande-Bretagne, Allemagne), achètent l'Alaska à la Russie, atteignent vers la fin du siècle la frontière du Pacifique et investissent certaines îles du Pacifique Nord, dont Wake, Midway et Hawaii, qui deviendra le 50<sup>e</sup> État de la fédération.

En 1898, la « république impériale » évince l'Espagne de Cuba, de Porto Rico et des Philippines. Déjà, depuis quatre décennies, la politique commerciale

américaine s'oriente vers la Chine (1859) et réclame du Japon une politique de « porte ouverte » (1853-1854). L'idée du peuple élu et celle de la mission évangélique qui lui incombe demeurent constitutives des États-Unis, ce qui ne les empêche pas, dans leur sphère d'influence, de se comporter comme les États européens.

Theodore Roosevelt est le président américain qui aura le plus fermement appliqué la doctrine énoncée en 1823 par James Monroe. Il appuie ainsi une manœuvre destinée à créer un nouvel État (Panama), en empiétant sur la Colombie, afin d'y faire creuser un canal qui conforte les communications stratégiques et commerciales des États-Unis. Par ailleurs, les interventions aux Caraïbes<sup>7</sup> (la « Méditerranée américaine » selon l'amiral Mahan) se multiplient. La mission des États-Unis, nation élue par Dieu, dont la destinée manifeste et la responsabilité morale les contraignent à intervenir dans les affaires du monde, y compris par les armes, est hautement revendiquée par Theodore Roosevelt, et les guerres sont menées telles des croisades, comme le revendiquera malencontreusement George W. Bush au lendemain du 11 septembre 2001.

Première puissance industrielle dès 1900, les États-Unis, au terme d'une intervention décisive lors de la Première Guerre mondiale (1917), se retrouvent soudain bailleurs de fonds d'une Europe ruinée. Avec Woodrow Wilson et son moralisme, on retrouve une Amérique portée à inspirer des relations internationales d'une autre nature. C'est le sens de la fameuse déclaration en 14 points, qui invite les peuples à l'autodétermination et à la création de la Société des Nations, destinée à instaurer la paix. Le même Wilson, dans le droit fil des conceptions chères aux pères fondateurs et à leur esprit de mission, veut instituer un système de sécurité collective qui se substituerait à l'équilibre conflictuel sur lequel reposent les États européens depuis le traité de Westphalie (1648). Le retour à l'isolationnisme (dont sont partisans ceux qu'on appelle, du nom d'un président américain, les « jacksoniens ») met fin à la tentative de Woodrow Wilson d'ériger un ordre plus conforme au moralisme dont il aura été l'un des représentants majeurs. Wilson était partisan de la défense et de la propagation de la démocratie. Un discours que la présidence de George W. Bush reprendra tout en exaltant, à sa façon, le rôle moral joué par les États-Unis contre les États symbolisant le « Mal ».

D'une façon générale, le wilsonisme a marqué, tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, la politique étrangère des États-Unis. La composante éthique dont elle se réclame est désormais partie intégrante, avec des dosages différents selon les moments, des relations extérieures des États-Unis. Franklin Roosevelt, John

Fitzgerald Kennedy, Jimmy Carter relèvent clairement de cette mouvance. Seul le tandem Nixon-Kissinger, qui pratiqua une diplomatie classique fondée sur les rapports de forces, s'écarta de cette rhétorique. Au fil du temps, si celle-ci est toujours revendiquée, notamment à usage interne afin de mobiliser l'opinion publique, la politique du « gros bâton » chère à Theodore Roosevelt tend à reprendre ses droits. Ronald Reagan et George W. Bush, tout en s'abritant derrière l'esprit de croisade, auront pratiqué une *realpolitik* qui gardait la main sur le cœur.

La politique étrangère des États-Unis se définit dans ces grandes lignes depuis un siècle par cette singulière cohabitation entre le réalisme rooseveltien et le moralisme wilsonien<sup>8</sup>. Ces courants contradictoires se succèdent, se mêlent parfois, et caractérisent une politique étrangère typiquement américaine. Société dynamique et marchande, les États-Unis, sans rivaux géographiques, se sont toujours enorgueillis de leur moralisme protestant et de leur démocratie à forte mobilité sociale. Ce contexte, qui leur a par ailleurs permis d'échapper aux rapports de forces et au souci d'équilibre des États européens, aura maintenu les États-Unis dans une « virginité historique constamment renouvelée » (Stanley Hoffman)<sup>9</sup>.

Au xx<sup>e</sup> siècle, les États-Unis entrent de plain-pied dans le jeu des relations internationales, c'est-à-dire dans un cadre où les problèmes ne peuvent être réglés une fois pour toutes, contrairement à leurs aspirations. Abordant les relations interétatiques avec un personnel composé d'hommes d'affaires et de juristes plus aptes à régler des problèmes individuels, les États-Unis ont d'abord tendance à se préoccuper davantage de problèmes techniques plutôt que conceptuels. L'équilibre, qui fonde alors les relations entre puissances européennes et dont les pères fondateurs avaient voulu se tenir à l'écart, leur est inconnu. L'idée même d'erreur irrévocable, tout comme celle de tragédie (à l'exception de la guerre civile, 1861-1865), n'appartient pas à la culture américaine. À leurs yeux, les problèmes sont faits pour être résolus, et de préférence rapidement, les guerres pour être gagnées de façon décisive, et par la capitulation sans condition de l'adversaire.

Avec le temps, les centres de réflexion suggéreront des visions plus élaborées, mais ne faciliteront pas pour autant le choix entre les opinions et les options proposées. C'est que l'adoption d'une stratégie dépend de l'opinion publique américaine, de groupes d'influences particulièrement actifs et organisés, de résistances rencontrées au Congrès... Les experts sont ainsi consultés en vue de résoudre des problèmes, non pour définir des objectifs

compte tenu de leur connaissance du terrain. Et comme les décisions sont généralement prises en période de crise, il faut sans cesse modifier la stratégie, qui aurait dû être d'emblée mieux adaptée à l'objectif initialement poursuivi. Autre spécificité, les administrations sont jugées sur le degré d'énergie avec lequel le problème est abordé et sur la rapidité du résultat obtenu. Car souvent, l'impatience de l'opinion publique, des médias, le harcèlement de l'opposition empêchent, lorsqu'une ligne cohérente est définie, de poursuivre l'objectif durant le temps nécessaire...

Résolument libéral sur le plan économique, Ronald Reagan, qui est à l'origine de la dérégulation économique et financière, fit de la démocratie en politique étrangère l'un de ses thèmes majeurs. Sa croisade contre le communisme fut menée contre « l'empire du mal ». Déjà, avant lui, Jimmy Carter avait fait des droits de l'homme l'arme de la contre-offensive idéologique contre l'URSS. La « doctrine Reagan », on l'a vu, consista à apporter un soutien actif à tous les foyers anticomunistes – Angola, Nicaragua, Afghanistan – et à soutenir la transition démocratique en Amérique latine et en Pologne. Par-dessus tout, en marge des choix économiques qui allaient, entre autres, creuser fortement les inégalités sociales, l'ère Reagan redonne confiance en eux-mêmes aux États-Unis, cette confiance qui avait été érodée sous Nixon, par le Viêt-nam et le Watergate, et sous Carter, face à l'Iran.

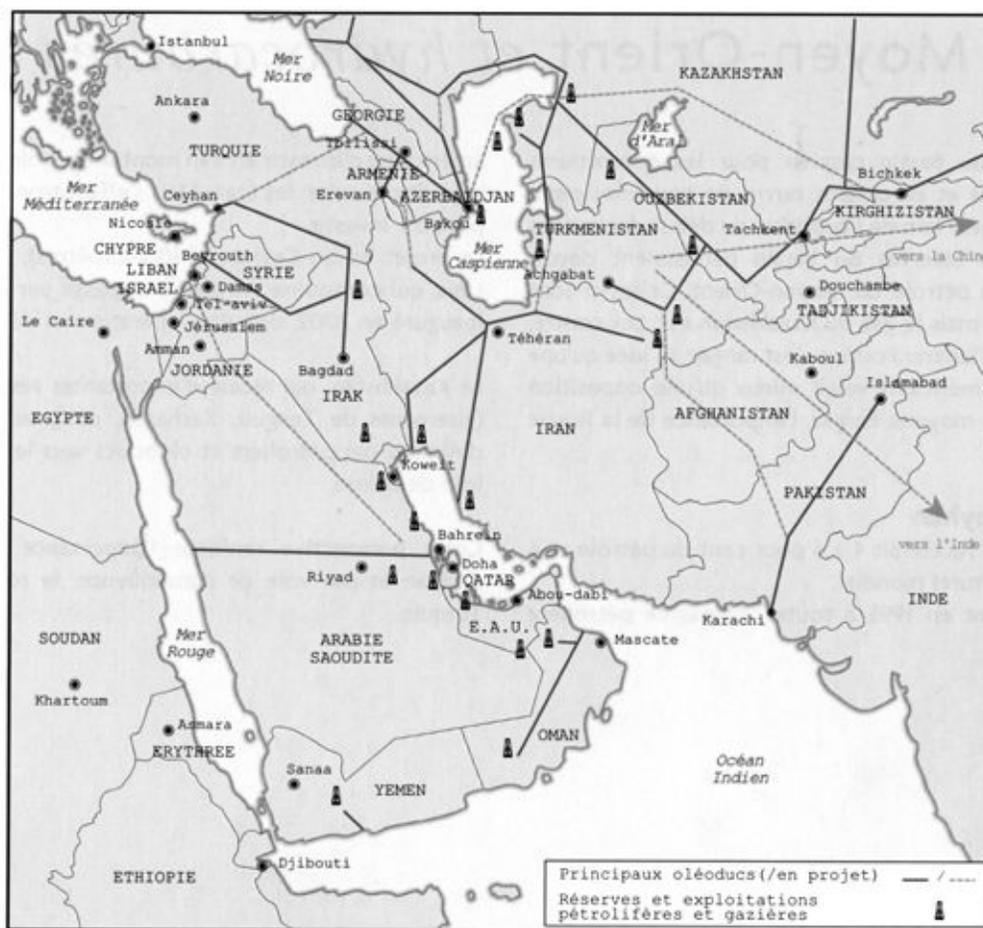
Au terme des deux mandats de Ronald Reagan, les États-Unis eurent le sentiment d'avoir remporté la guerre froide. Avec la guerre du Golfe (1991) menée par George Bush (père) pour déloger Saddam Hussein du Koweït et, la même année, la disparition de l'Union soviétique, le « syndrome vietnamien » avait fait place nette.

L'expédition en Somalie, entreprise pour des raisons humanitaires, se solda pourtant par un échec. Ce fut l'un des premiers exemples d'un dilemme auquel les États-Unis se trouvèrent confrontés depuis leur retrait du Liban en 1983, après la mort, par attentat suicide, de 241 marines. Partir ou rester ? En Somalie, le retrait demandé par ceux (opinion publique, médias et courants politiques) qui avaient réclamé l'intervention fut décidé après la perte de 17 marines (1993).

Bill Clinton arrive à la Maison-Blanche en 1993, après douze années d'administration républicaine. Dans cette phase d'optimisme<sup>10</sup> où l'Amérique est triomphante et la Bourse en hausse, Bill Clinton privilégie l'action économique et, en politique étrangère, le développement de la démocratie et celui du libéralisme économique.

Les années 1990 sont prospères. De nombreuses entreprises, parmi lesquelles l'industrie automobile, ont restructuré leurs activités. Le dynamisme de la spéculation boursière est exceptionnel : la hausse annuelle des cours de Wall Street est de 16 % pour le Dow Jones et de 25 % pour le Nasdaq. Mais 90 % des gains profitent à moins de 10 % de la population. Et l'on constate, au-delà de l'euphorie, que le déficit de la balance commerciale se creuse depuis une décennie, que le phénomène s'accroît, tandis que l'écart entre les Américains les plus favorisés et le reste de la nation s'accroît. Les États-Unis continuent à améliorer leur avantage militaire<sup>11</sup> en y consacrant un budget substantiel. La Russie n'a pourtant plus que 147 millions d'habitants, contre 375 du temps où elle dominait l'URSS, quand les États-Unis atteignent les 300 millions avant la fin de la décennie. En 1997-1998, la crise financière frappe durement la Russie et n'épargne pas l'Asie du Sud-Est et au-delà (mais pas la Chine), tandis que le Japon, un moment triomphant<sup>12</sup> dans les années 1980, stagne, à partir de 1991, de façon prolongée.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne (BP) se lancent alors dans un projet aux conséquences importantes et durables : la construction éminemment politique d'un oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan véhiculant, via la Géorgie et la Turquie, le pétrole du bassin caspien vers la Méditerranée. Ce désenclavement ouvre la région au marché occidental.



### *Les oléoducs et gazoducs de l'Orient énergétique*

L'Asie centrale est désormais un enjeu stratégique. Sur le plan militaire, la crise prolongée de l'ex-Yougoslavie, compte tenu de l'impotence de l'Europe occidentale, conduit les États-Unis à intervenir une première fois en Bosnie en 1993, et une seconde au Kosovo en 1999 pour imposer la paix. Parallèlement, tout au long de la période 1991-2002, l'aviation anglo-américaine aura veillé à interdire l'accès de la région kurde au régime de Saddam Hussein et bombardé, sur le territoire irakien, tout objectif qui lui aura paru militairement menaçant, tout en imposant un embargo.

Par rapport à la Russie, profitant de la faiblesse du pays sous Eltsine, la politique américaine glisse de l'endiguement au refoulement. La guerre froide n'a jamais réellement pris fin, sinon à l'échelle de la rhétorique. Tous les États qui étaient signataires du pacte de Varsovie deviennent membres de l'Otan. Les

trois pays baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie), qui faisaient contre leur gré partie de l'URSS depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, intègrent l'Union européenne et le traité de l'Atlantique Nord.

Élu en 2000 dans des conditions controversées, George W. Bush a un programme qui tient en une baisse des impôts, moins d'autorité fédérale et un projet de bouclier antimissile pour sanctuariser les États-Unis. Le nouveau Président apparaît comme un isolationniste. Le 11 septembre 2001 cause un effet traumatique tant les attentats sont inattendus et spectaculaires. Le sanctuaire américain violé est frappé dans ses symboles par des actions d'une audace sans précédent, stade ultime du terrorisme classique.

Une attaque de cette nature ne pouvait rester sans riposte : pour la première fois, les États-Unis étaient frappés sur leur territoire continental. La Russie, l'Allemagne, la France, au cours de leur histoire, avaient déjà connu l'occupation et/ou l'agression étrangère. La Grande-Bretagne elle-même avait été bombardée au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pas les États-Unis.

La stupeur le dispute à l'indignation aux États-Unis. Et le traumatisme du 11 septembre va permettre aux néoconservateurs<sup>13</sup> et à leurs alliés, parmi lesquels le vice-président Dick Cheney, d'imposer leur politique.

Un certain nombre d'entre eux avaient signé en 1997 un manifeste en faveur d'un « nouveau siècle américain ». À cet effet, il était question de « remodeler le Grand Moyen-Orient » en y introduisant un projet démocratique. Il fallait, disaient-ils, réitérer ce qui avait été réussi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec l'Allemagne et le Japon. Projet que Pierre Hassner avait qualifié, d'une formule particulièrement bienvenue, de « Wilsonisme botté ». Quoi qu'il en soit, dès le lendemain du 11 septembre, Paul Wolfowitz désigne l'Irak comme objectif, alors que l'attaque est venue du repaire d'Al-Qaïda, l'Afghanistan.

Les États-Unis, après le retrait soviétique, ne s'étaient plus vraiment préoccupés de ce pays plongé dans la guerre civile. Pourtant, le courant jihadiste que Washington avait encouragé et soutenu s'était déjà manifesté hors d'Afghanistan au cours des années 1990 : Algérie, Bosnie, Tchétchénie, Cachemire. Des attentats avaient été commis : au World Trade Center en 1993 (un semi-échec, mais qui fit tout de même des victimes), en Arabie Saoudite en 1995-1996, tuant 24 soldats américains parmi ceux qui y étaient toujours stationnés depuis la fin de la guerre du Golfe (1991), sur le territoire (considéré comme sacré) de l'Arabie Saoudite.

Le mouvement des talibans, formé, organisé et armé par le Pakistan, se rendit maître du pays entre 1994 et 1996, à l'exception d'une petite partie du territoire au nord-est tenue par le commandant Massoud. Ce mouvement s'imposa en rétablissant la sécurité et l'ordre sous la direction du mollah Omar, et son programme initial se limita à une stricte application de la *charia*. Bientôt, cependant, avec le retour en Afghanistan de Oussama Ben Laden, on assista à une radicalisation du régime du mollah Omar, et les talibans adoptèrent les buts des jihadistes étrangers, en majorité arabes. L'objectif commun devint la reconstitution de la communauté des croyants, le retour à la pureté réelle ou supposée de l'islam des premiers siècles, la restauration du califat, en passant par l'élimination des régimes corrompus et impies, parmi lesquels l'Arabie Saoudite, dont le territoire était, disait ses détracteurs, « souillé » par la présence des troupes américaines, et l'Égypte. Une guerre à mort fut ainsi déclarée en 1998 par Oussama Ben Laden contre « les juifs et les croisés », et deux attentats contre des ambassades américaines furent commis, à Nairobi (Kenya) et à Dar-es-Salaam (Tanzanie).



### *Bases américaines au Moyen-Orient*

En rétorsion, quelques missiles furent tirés contre des camps d'entraînement afghans et une usine pharmaceutique soudanaise suspectée de fabriquer des matières toxiques. C'était l'époque de la prospérité économique et de l'euphorie boursière. L'affaire Lewinsky<sup>14</sup> avait affaibli l'exécutif, tandis que le président Clinton cherchait à faire aboutir la paix au Proche-Orient par la création d'un État palestinien. En 2000, l'*USS Cole* était frappé par une embarcation suicide au large d'Aden (17 morts). L'année suivante, ce furent les attentats du 11 septembre.

Comme en 1968 en Amérique latine avec la guérilla urbaine ou, au Proche-Orient avec les Palestiniens du FPLP, le terrorisme jihadiste est utilisé comme substitut à la lutte armée sur des terrains où seule cette forme d'action est praticable. Mais tous les mouvements terroristes jusqu'alors (à l'exception de la

secte japonaise Aum Shinrikyo) avaient pratiqué un terrorisme classique en cherchant à obtenir un gain politique. Avec l'apparition des jihadistes, il n'y a plus rien à négocier. Il s'agit d'une lutte à mort.

C'est pourquoi l'analyse des guerres d'Irak et d'Afghanistan est essentielle si l'on veut comprendre en quoi les temps ont changé. Car il faut bien comprendre que ces échecs ne sont pas des accidents, mais l'expression d'une impuissance nouvelle et d'un contexte mondial mouvant.

## Expédition punitive en Afghanistan

L'expédition punitive est menée en Afghanistan avec prudence. Des armes sont fournies à l'Alliance du Nord (privée du commandant Massoud, assassiné à la veille du 11 septembre par des membres d'Al-Qaïda), et celle-ci<sup>15</sup>, soutenue par l'aviation américaine, l'emporte sans mal et s'empare même de Kaboul – contre l'avis des États-Unis. Au sud, les États-Unis sous-traitent les opérations au sol avec des chefs de tribus pour s'épargner des pertes. Une opération destinée à s'emparer du mollah Omar, dans la région de Kandahar, dans la nuit du 19 au 20 octobre, menée par des forces spéciales américaines, se solde pourtant par un échec complet. Une présence au sol plus active lors des opérations à Tora Bora eût été bienvenue mais, comme le remarquait Peter Bergen qui s'y trouvait : « Il y avait plus de médias que de bottes<sup>16</sup>. »

Gagner la guerre, et renverser un régime, est plus facile que de créer les conditions de la stabilité dans un pays aussi complexe que l'Afghanistan. Dans un premier temps, les États-Unis et la Grande-Bretagne décident de n'assurer que la sécurité de Kaboul. Les tensions ne peuvent, pensent-ils, manquer d'éclater entre l'Alliance du Nord, dominée par les Tadjiks, et les Pachtounes, habitués à régner sans partage. Au Sud et à l'Ouest, des seigneurs locaux, comme Ismaël Khan à Herat, continuent à exercer leur pouvoir tout comme au Nord les Ouzbeks de Dostom. Hamid Karzaï, choisi par les États-Unis, ne contrôle donc guère le pays dont il est le chef désigné. Et le président Bush, au lendemain de la défaite des talibans, annonce, sans doute sans y croire vraiment, un plan Marshall pour l'Afghanistan.

Le choc psychologique du 11 septembre apparaît, *a posteriori*, comme une opportunité formidable, pour l'administration américaine, de redonner corps à l'hégémonie américaine. Une partie de la nouvelle administration avait d'ailleurs

déjà en tête de mettre en place une stratégie offensive. Celle-ci trouvait en quelque sorte sa justification dans le climat traumatique des attentats terroristes. Vladimir Poutine saisit d'ailleurs l'occasion pour se montrer solidaire, et cela dès le 11 septembre, en se rapprochant des États-Unis et en faisant d'importantes concessions (abrogation du traité sur des missiles antibalistiques ABM de 1972, acceptation du projet d'expansion de l'Otan vers l'est, présence de soldats américains en Asie centrale, au Kirghizistan et plus tard en Géorgie), ce qui lui permit de s'assurer qu'il aurait les mains libres, en Tchétchénie notamment.

Une partie de l'état-major d'Al-Qaïda, le mollah Omar ainsi qu'un nombre indéterminé de leurs partisans étaient alors bien à l'abri au Pakistan. Nombre de Pakistanais avaient combattu durant les années 1990 aux côtés des talibans. Au cours de l'opération américaine, le Pakistan qui, entre-temps, avait opéré une volte-face favorable aux États-Unis, obtint que ses cadres militaires fussent rapatriés. Et malgré toutes les mises en garde adressées à l'administration américaine sur les difficultés de l'entreprise, le régime s'effondra au prix de pertes dérisoires pour les Américains et leurs alliés britanniques. L'International Security Assistance Force (ISAF) fut établie dès la fin de 2001. Mandatée pour trois ans, elle comprenait une trentaine de pays et se trouva placée dès le début de l'année suivante sous commandement britannique. Hamid Karzaï fut désigné à la tête du pays dès 2002, avec le soutien des États-Unis. L'affaire était, en quelque sorte, classée. Restait à trouver Oussama Ben Laden. L'opération Anaconda, en 2002, fut à cet égard un échec. L'ISAF, qui comptait quelque 5 500 hommes en 2003, vit son effectif passer à 35 000 en 2006.

## Guerre de choix en Irak

L'aile dure de l'administration américaine, largement majoritaire (le département d'État fut progressivement marginalisé), a des objectifs plus ambitieux que la neutralisation de l'Afghanistan. C'est ainsi que l'année 2002 fut surtout consacrée à la préparation psychologique et diplomatique à la « guerre non terminée » d'Irak. Le projet d'une « guerre globale contre le terrorisme » se doubla d'une campagne contre les États perturbateurs, baptisés « axe du mal », bien que cet axe n'existât pas en tant que tel : l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord furent ainsi accusés de détenir ou de vouloir se doter d'armes de destruction massive. Pourtant, la preuve d'un lien prétendu, selon certains

services spéciaux, entre l'Irak et Al-Qaïda ne put jamais être établie, et pour cause, mais la rumeur fit son chemin. La campagne contre l'Irak, dès 2002, prit le pas sur toute autre priorité, bien que le risque de nouveaux attentats continuât d'être agité par l'administration. Le sentiment de peur latent aura été largement manipulé tout au long des mandats de George W. Bush.

La « guerre non terminée » fut de plus en plus souvent invoquée afin de conditionner l'opinion publique. En septembre 2002, le Président rendit public un document relatif à la stratégie américaine (National Security Strategy), et qui laissait apparaître deux notions nouvelles :

- les États-Unis étaient désormais menacés principalement par des États faillis (*failed States*) ;

- les doctrines de l'endiguement et de la dissuasion étaient devenues caduques face à des ennemis pratiquant le terrorisme. En conséquence, et afin de prévenir des actes hostiles, les États-Unis devaient agir, lorsque cela serait jugé nécessaire, de façon préventive.

Ces idées n'étaient pas partagées par l'ensemble de l'administration ; au Département d'État, on rappelait volontiers l'importance des alliances et la validité de la dissuasion. Ces désaccords nourrissaient les réticences, sinon le refus sans appel, de certains alliés européens tels que la France et l'Allemagne, ainsi que d'autres critiques portant sur les restrictions de libertés imposées à des citoyens américains au nom du renforcement de la sécurité ou le traitement des détenus à Guantanamo.

L'administration Bush consentit finalement à solliciter l'aval des Nations unies, mais en affirmant quelle conservait, en cas de blocage, sa liberté d'action. L'unilatéralisme de la nation la plus puissante du moment se manifesta clairement dans son opposition à participer à la création d'un tribunal pénal international sur les crimes de guerre, son rejet du traité antimissile ABM, son opposition à l'interdiction des mines antipersonnel, son refus de signer le protocole de Kyoto sur le réchauffement de la planète ou le pacte de Rio sur la biodiversité.

L'élan de la guerre froide était retrouvé : il s'agissait cette fois d'imposer la démocratie au Grand Moyen-Orient. L'affaire consisterait d'abord à abattre le régime de Saddam Hussein afin de créer un monde plus sûr et un Irak démocratique.

Le budget militaire des États-Unis passa de 350 milliards de dollars en 2002 à 426 milliards de dollars pour l'année 2007, soit un montant supérieur à celui des années de guerre froide (1985 : 390 milliards de dollars)<sup>17</sup>. L'aile dure de

l'administration Bush, emmenée par le vice-président Dick Cheney, les faucons du Pentagone tels Donald Rumsfeld et les néoconservateurs parmi lesquels, en première ligne, Paul Wolfowitz, voulait tout simplement en finir avec un régime irakien soupçonné de détenir des armes de destruction massive. À leurs yeux, ce régime, qui opprimait la majorité de son propre peuple (chiite et kurde), devait disparaître.

Contrairement à une idée répandue à l'époque, l'objectif majeur du conflit n'était pas le pétrole. Il était avant tout politique. Il s'agissait de renforcer l'influence des États-Unis et de conforter son allié régional majeur, Israël. « La route de Jérusalem passe par Bagdad », lança Paul Wolfowitz, pour signifier que le problème palestinien avait moins d'importance à ses yeux que l'élimination de Saddam Hussein, laquelle ouvrirait la voie à un remodelage stratégique de la région. Celui-ci permettrait, en particulier, d'éliminer du Liban la présence de la Syrie et d'obliger cette dernière à cesser de soutenir le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Enfin, l'Iran étant toujours considéré comme l'adversaire principal, on aurait fait un pas dans la voie d'un changement de régime à Téhéran. Les États-Unis pourraient, dans cette voie, compter sur le soutien de l'Arabie Saoudite, qui entendait justement contrecarrer l'influence du chiisme iranien au Moyen-Orient...

L'Arabie Saoudite, précisément, n'avait cessé, depuis la première crise pétrolière, de propager sa version d'un islam radical, de l'Ouest africain à l'Indonésie, à travers ses *medressas* et ses prosélytes. Dans sa sphère d'influence, le Pakistan aura joué un rôle identique à partir de 1977, date de l'arrivée au pouvoir de Zia Ul Haq.

À Washington, l'idéologie démocratique est ainsi instrumentalisée en vue d'obtenir des résultats stratégiques plus proches de la *realpolitik* que du wilsonisme, portée par un discours qui demeure dans le droit fil de la rhétorique traditionnelle sur la mission américaine. Pendant ce temps, sur le plan intérieur, George W. Bush a, en quelques mois, autorisé les écoutes téléphoniques et électroniques sans mandat judiciaire, encouragé les enlèvements à l'étranger, l'ouverture de prisons secrètes, avalisé la pratique du supplice de l'eau. Une nouvelle administration a également été créée, le Département de la Sécurité intérieure, qui compte 200 000 employés. Un mois après les attentats, le Congrès avait déjà approuvé la loi renforçant la surveillance des citoyens, le Patriot Act, à la mise en œuvre de laquelle s'attela une pléthore d'agents habilités. Il fut encore décidé que les conventions de Genève ne s'appliqueraient pas aux prisonniers

faits en Afghanistan. À Guantanamo, au terme des deux mandats de quatre ans, seuls 2 détenus sur 240 avaient comparu devant les tribunaux d'exception...

La guerre internationale contre la terreur a donné lieu à une chasse aux sorcières d'un style nouveau. L'opinion publique, traumatisée par le 11 septembre, fut entretenue dans sa crainte d'autres actes du même genre. L'administration, dont le noyau dur était regroupé autour du vice-président, des néoconservateurs et du Pentagone, stigmatisa toute critique ou réticence comme « antipatriotique ». Il souffla alors sur Washington un vent qui rappela les périodes les plus manichéennes de la guerre froide. Cette « guerre globale contre le terrorisme » permit ainsi de ranger sous cette catégorie tous les mouvements armés dont les objectifs se révéleraient contraires à ceux de Washington et de ses alliés les plus proches. L'intense travail diplomatique et psychologique engagé par les États-Unis ne se contenta pas de rassembler les alliés, il condamna ceux qui se firent réticents. « Vous êtes avec ou contre nous », déclara en substance George W. Bush.

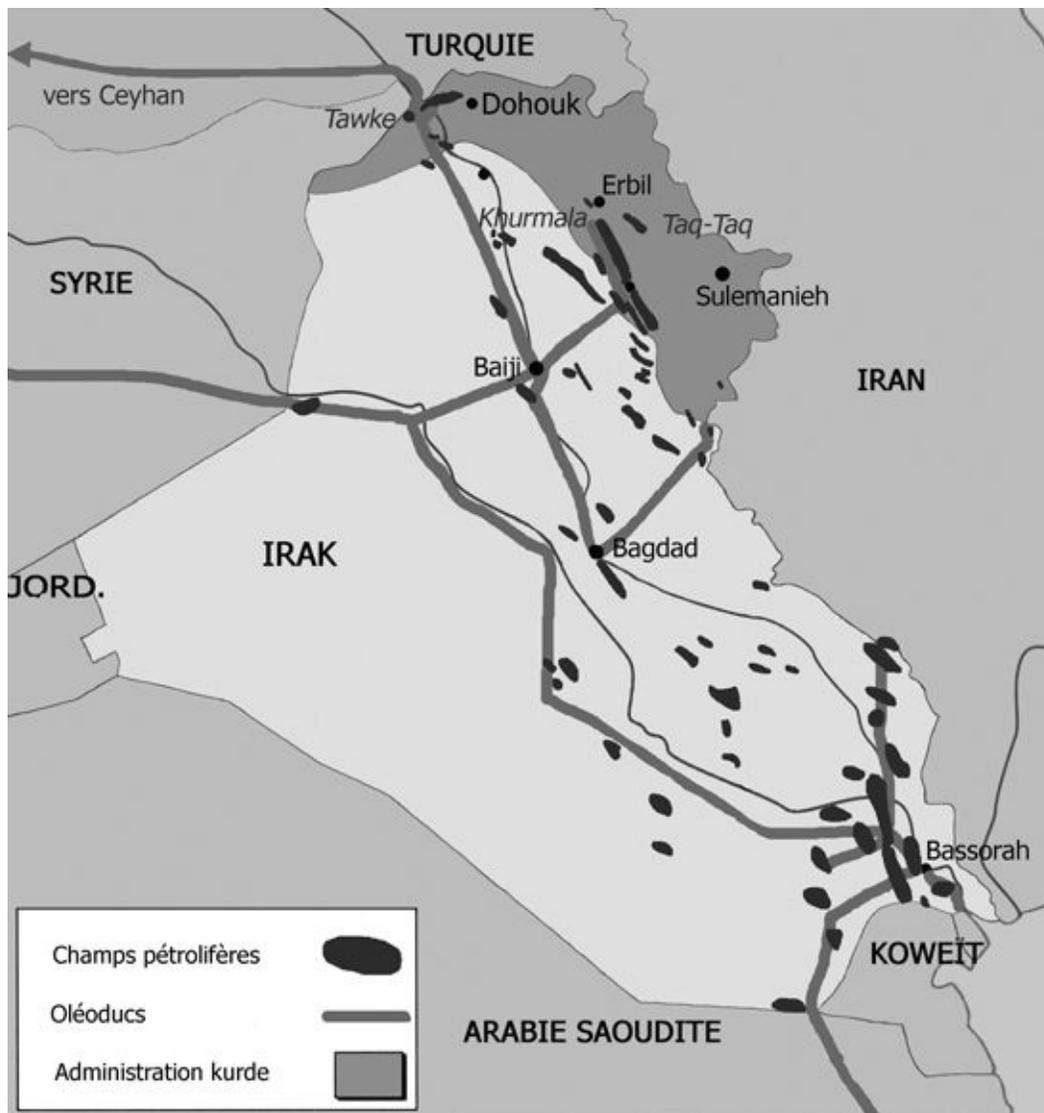
Le secrétaire d'État Colin Powell, qui, par la suite, se rétractera, affirma devant le Conseil de sécurité des Nations unies détenir la preuve selon laquelle l'Irak disposerait d'armes de destruction massive, en dépit des conclusions contraires de l'agence internationale chargée de vérifier leur existence. La coalition des États qui consentaient à suivre les États-Unis, à l'instar de la Grande-Bretagne de Tony Blair qui, d'emblée, appuya Washington sans réserve, s'organisa malgré l'opposition d'alliés comme la France, l'Allemagne – ou d'adversaires tels que la Russie ou la Chine.

Tout a été mené de façon concertée pour que l'opération consistant à faire tomber le régime de Saddam Hussein se produise. Aux yeux des faucons de l'administration, la chute de ce régime était l'indispensable premier acte de la stratégie visant à remodeler le Grand Moyen-Orient au mieux des intérêts des États-Unis – et de la démocratie. Il était certes raisonnable de penser que la disparition du dictateur sunnite serait accueillie avec soulagement, sinon avec enthousiasme, par les chiïtes et les Kurdes qui formaient la majorité de la population. Mais plusieurs arguments pouvaient être opposés à cette politique.

Tout d'abord, était-il vraiment judicieux de porter au pouvoir, pour obéir à la simple arithmétique de la démographie, des chiïtes qui, inévitablement, renforceraient l'influence régionale de l'Iran, le principal État de l'« axe du mal » ? Ce choix impliquait qu'on était assuré de parvenir à opérer un changement de régime à Téhéran aussitôt qu'on aurait affaibli la Syrie. Ensuite, n'oublions pas que cette guerre n'était pas approuvée par certains alliés comme

la France et l'Allemagne, et qu'elle était ressentie par certains États arabes – et surtout par leurs opinions publiques – comme une intrusion impériale dénuée de légitimité, ce qui n'avait pas été le cas lors de l'intervention en Afghanistan. De plus, sur le plan régional, en ménageant une zone sécurisée à la minorité kurde d'Irak, autonome *de facto*, on mécontentait la Turquie, un important allié, membre de l'Otan, qui refuserait le passage de son territoire aux troupes américaines. Enfin, ce projet, fruit d'un sentiment d'omnipotence surgi après l'effondrement de l'URSS, révélait aux yeux du monde entier que les États-Unis, au tout début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, avaient la certitude d'être sans rivaux pour au moins deux décennies<sup>18</sup>

La guerre a donc eu lieu. Sa première victime collatérale fut l'Afghanistan. Jusqu'en 2006, ce pays fut considéré comme un théâtre tout à fait mineur, tandis que l'Irak était l'objet de tous les efforts militaires, politiques et financiers des États-Unis. Comme celle d'Afghanistan en 2001, ou celle de 1991, en Irak déjà, la guerre de 2003 fut essentiellement aérienne. Les images n'ont montré que quelques bribes d'opérations terrestres, menées d'ailleurs rondement. Peu de poches de résistance, comme au sud du pays à Nasiriya. Cela s'explique par un pilonnage intensif de l'aviation : 30 000 sorties en quatre semaines. Plus des deux tiers des bombes étaient guidées, soient dix fois plus que lors de la précédente guerre du Golfe. Lorsque les chars intervinrent à Bagdad, la résistance s'effondra rapidement. Tikrīt, la ville de Saddam Hussein, sévèrement bombardée, tomba ainsi sans combattre.



### *Le pétrole en Irak*

En quelques semaines, l'affaire fut réglée. Les menaces évoquées à la veille du conflit n'eurent aucune suite : pas de recours aux armes chimiques, nul enlèvement, contrairement aux prédictions de certains, pas d'intervention turque dans la région tenue par les Kurdes. Au total, quelques centaines de morts pour la coalition anglo-américaine. Et le président George W. Bush put annoncer triomphalement la victoire.

Pourtant, dès le premier soir après la chute de Bagdad, la ville fut pillée sans que les troupes américaines interviennent pour imposer un couvre-feu provisoire. Seuls les abords du ministère de l'Industrie pétrolière furent protégés.

Ces pillages, en partie dus aux prisonniers de droit commun libérés par Saddam Hussein à la veille du conflit, durèrent plusieurs semaines et plongèrent le pays dans l'insécurité. Les dégâts matériels provoqués furent très importants.

Graduellement, l'opinion publique internationale découvrait que la menace représentée par le régime pour la sécurité de la région, et au-delà, était une pure fiction. Tony Blair n'avait-il pas déclaré que le régime était capable de frapper en quarante-cinq minutes n'importe quel objectif avec ses armes de destruction massive ? Quoi qu'il en soit, une guerre n'est jamais terminée avant que l'adversaire admette sa défaite. Et de fait, en Irak, les sunnites n'ont pas accepté d'être chassés du pouvoir.

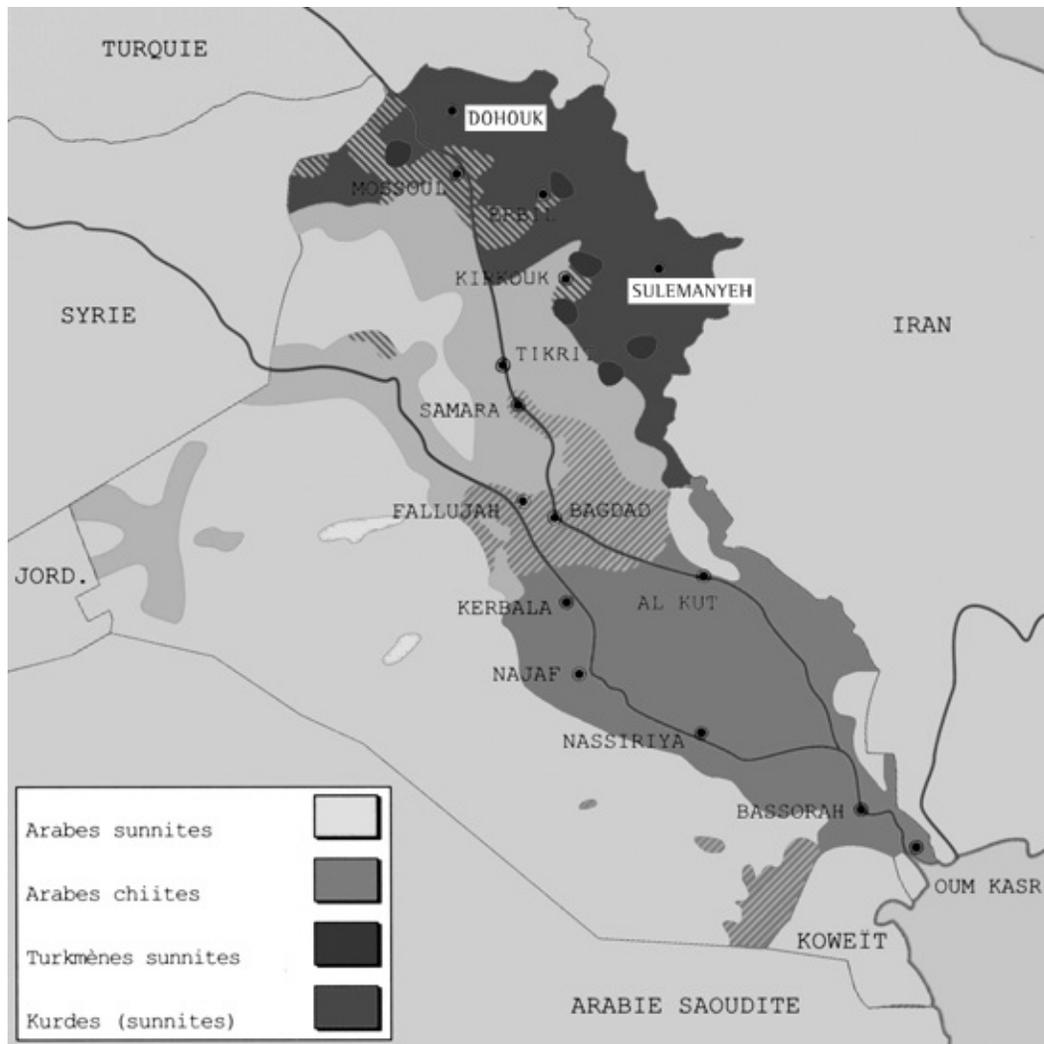
Le concept de guerre asymétrique utilisé par certains analystes américains pour qualifier les guerres irrégulières (guérillas et terrorismes) se limite surtout à constater la différence de capacité technologique entre les adversaires et paraît, dans ses applications, en Irak comme en Afghanistan, négliger la dimension culturelle et politique du conflit. Dans un premier temps, les conditions étaient à l'évidence favorables aux Américains : une majorité de la population irakienne, chiite et kurde, avait tout à gagner à un changement de régime. Pourtant, la situation, au cours des années 2003-2006, n'a cessé de se dégrader avant de s'améliorer quelque peu en 2007, sans que rien ne soit pourtant résolu avant le départ des troupes étrangères, en fin 2011. Les attentats sunnites, qui n'avaient jamais cessé, redoublèrent au contraire d'intensité entre 2010 et 2012. Enfin, en quittant le sol irakien, les Américains ont laissé les mains libres à un dictateur chiite bien déterminé à convoier de l'aide iranienne vers la Syrie, par sympathie confessionnelle. Les raisons de l'échec irakien

L'armée américaine était parfaitement adaptée à mener une guerre victorieuse en Irak si celle-ci consistait à écraser les forces armées de Saddam Hussein et à s'emparer de Bagdad. Autrement dit, si son rôle s'arrêtait là. Restait pourtant l'essentiel : assurer le succès politique, et tel était bien l'objectif déclaré des États-Unis, ramener l'ordre et la loi, mettre en place les fondements d'un régime plus démocratique. Rien n'avait été préparé pour faire face à l'hypothèse où la défaite ne serait pas acceptée. On s'était engagé dans ce conflit en croyant que la transition serait facile, comme l'avait suggéré Ahmed Chalabi, le conseiller chiite des néoconservateurs dont il avait su gagner la confiance à Washington.

L'impréparation de l'administration américaine a été largement constatée, surtout après la chute de Bagdad. Donald Rumsfeld se refusait ainsi à augmenter les troupes, alors que celles-ci étaient notoirement insuffisantes pour tenir le

terrain. Les guerres irrégulières, comme on l'a constaté depuis celle du Viêt-nam, et par la suite celles d'Afghanistan à l'époque soviétique ou américaine, n'ont pas besoin de prendre fin par une victoire militaire pour assurer la victoire des insurgés. Il suffit à ces derniers de conserver la capacité de perturber la sécurité à un rythme ne permettant pas au corps expéditionnaire de prétendre avoir gagné.

Au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis se trouvaient dans une situation exceptionnelle. Jamais un État européen n'avait disposé d'une telle supériorité sur ses rivaux ; ni l'Espagne de Philippe II, ni la France de Louis XIV ou de Napoléon, ni la Grande-Bretagne ou l'Allemagne par la suite. Le Pentagone n'avait par ailleurs pas cessé d'accentuer son avancée technologique, creusant ainsi une différence écrasante par rapport à tous les autres États réunis. La tentation de l'unilatéralisme en fut la conséquence. Les États-Unis fixaient le droit et entendaient l'appliquer seuls, en dépit des récriminations de certains au Conseil de sécurité de l'Onu.



### *Principaux groupes ethniques et religieux en Irak*

En général, une insurrection a besoin de temps pour s'organiser, trouver des armes, des moyens financiers, former ses cadres et ses militants, s'assurer du soutien d'une partie de la population, disposer si possible d'un sanctuaire, voire d'une aide extérieure. L'originalité du cas irakien, qui n'a pas été relevée par les observateurs, c'est que les sunnites sont parvenus à brûler ces étapes. D'emblée, le noyau qui avait si longtemps dirigé l'État, composé des services secrets (30 000 hommes), des gardes spéciaux républicains, des *fedayins* sunnites disposa des armes nécessaires, de l'argent, du soutien d'une partie de l'appareil baassiste, du savoir-faire indispensable.

En Irak, les sunnites, dans un pays plat sinon en grande partie désertique, à l'exception du massif kurde, ne disposaient pas des conditions géographiques

propices à mener une guerre de guérilla. Aussi ont-ils multiplié les actes de terrorisme en ville et entrepris de miner les voies de communication. Donald Rumsfeld qui, comme tous les responsables majeurs de l'administration, ne connaissait rien à l'Irak ou au Moyen-Orient, attribua ces premières actions terroristes à des isolés, non à un mouvement insurrectionnel. C'est évidemment un trait général des gouvernants de se refuser à voir ce qui dérange.

L'Irak est un État qui a été créé par la Grande-Bretagne au lendemain de la Première Guerre mondiale. Il fut constitué à partir de deux *vilayets* (provinces) : celui de Bassora au sud, peuplé de chiites représentant quelque 60 % de la population d'Irak, et celui de Bagdad, essentiellement peuplé à l'ouest et au centre de sunnites (20 %). Sachant la région riche en pétrole, les Anglais leur adjoignirent le *vilayet* de Mossoul au nord-est, peuplé en majorité de Kurdes sunnites. Au total, près de 80 % de la population est arabe (avec des minorités chrétiennes assyriennes, et surtout chaldéennes<sup>19</sup>). Le sort du *vilayet* de Mossoul n'a été scellé qu'en 1925. Jusqu'à cette date, la province fut revendiquée par la Turquie, elle-même issue du traité de Lausanne (1923). La Société des Nations, compte tenu des rapports de forces de l'époque, trancha en faveur de la Grande-Bretagne. Cette dernière s'appuya sur les sunnites et utilisa des Assyriens comme auxiliaires de police, ces derniers payant très cher, après la proclamation de l'indépendance de l'Irak (1932), leur collaboration avec la puissance mandataire.

Au début du mandat britannique, Kurdes et chiites se révoltent et sont réprimés. Les sunnites dirigent le pays sous la monarchie, puis après le coup d'État du colonel Kassem en 1958 (qui déclare que l'Irak est le pays de deux peuples : les Arabes et les Kurdes). Cette entente ne dure que trois années avant que n'éclate l'insurrection kurde de Moustapha Barzani, qui tient tête aux forces gouvernementales tout au long de la décennie. En 1968, le parti Baas s'installe au pouvoir. Une trêve intervient en 1970, tandis que Saddam Hussein, l'homme fort du régime, chasse la population kurde de Kirkouk pour arabiser celle-ci. La guerre reprend en 1974, au lendemain du choc pétrolier qui permet à l'Irak de s'enrichir tandis que Saddam Hussein construit un État autocratique. En 1975, un accord est passé à Alger entre le Shah d'Iran, alors au faîte de sa puissance, et Saddam Hussein. L'Iran, en échange de larges concessions, consent à mettre fin à son soutien logistique aux Kurdes d'Irak. L'insurrection s'effondre. Saddam rétablit durement l'ordre par la destruction de nombreux villages de montagne et des déportations, et consolide son pouvoir tandis que le pays jouit de la manne pétrolière.

Le Shah est renversé au début de 1979. L'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny inaugure une ère nouvelle, où l'islamisme politique (chiite) joue un rôle croissant, au grand dam de l'Arabie Saoudite. L'intervention soviétique en Afghanistan, à la fin de l'année 1979, lui donne l'occasion de favoriser (avec l'aide des États-Unis et du Pakistan) un Jihad sunnite. Encouragé par les États-Unis, Saddam Hussein, qui croit l'Iran affaibli après la dilution de ses forces armées, entre en guerre en 1980. Celle-ci durera huit années, avec usage, du côté irakien, d'agents chimiques (fournis par une firme allemande), sans que les Occidentaux n'élèvent la moindre protestation officielle. Les deux adversaires s'épuisent sans que se dessine une issue militaire. Mais l'Iran, singulièrement isolé, a tenu. Chacun des camps a soutenu les Kurdes de l'autre. Ceux d'Irak, après la fin du conflit, subissent une terrible répression<sup>20</sup> : 100 000 à 150 000 personnes sont massacrées, 5 000 sont gazées à Halabja.

Ce fait, peu médiatisé à l'époque, sera bruyamment rappelé par les États-Unis, en 2003, lorsqu'il sera question d'en finir avec Saddam Hussein. Et c'est grâce aux images des télévisions occidentales, qui révélèrent le dramatique exode kurde, en 1991, vers les pays voisins, que, sur l'insistance de la France puis de la Grande-Bretagne, les États-Unis lancèrent l'opération Provide Comfort destinée, grâce à l'aviation alliée, à protéger la région kurde.

Les Kurdes jouissaient désormais d'un sanctuaire. Le Nord était tenu par le PDK de Massoud Barzani, le Sud par l'UPK de Jalal Talabani. Rivaux, ces deux mouvements se sont ensuite affrontés en 1994-1996. Les Américains les contraignirent bientôt à cesser les combats. Le programme « Pétrole contre nourriture » (engagé en 1997) facilita ensuite la transition. Le Kurdistan d'Irak apprit alors à s'administrer et obtint des résultats spectaculaires.

Telles sont, dans les grandes lignes, les principales données de l'histoire récente d'un pays où le pouvoir sans partage de Saddam Hussein s'appuyait sur un appareil essentiellement sunnite. Pour ces derniers, qui n'ont, depuis la période ottomane, jamais cessé d'être à la tête du pays, c'est une situation intolérable que d'être écarté du pouvoir au profit de chiites qui sont, à leurs yeux, des hérétiques, et de Kurdes, qui ne sont pas arabes et qu'ils n'ont cessé de combattre.

L'insurrection sunnite qui s'organise dès le printemps 2003 trouve là son origine. Elle va être bientôt alimentée par les maladroites de Paul Bremer, le proconsul américain de l'Autorité provisoire, sans doute manipulé par Ahmed Chalabi, un chiite qui avait gagné la confiance du personnel politique à Washington. Il dissout d'abord l'armée et la police, renvoyant ainsi plus d'un

demi-million d'hommes, sans solde, dans leur foyer. Il déclarera par la suite qu'aucun ancien membre du parti Baas, quel que soit son échelon, ne pourra faire partie de la nouvelle administration. Une mesure comparable n'avait jamais été prise dans aucun pays anciennement communiste. On était, aux échelons inférieurs, membre du parti pour avoir un travail, non pour diriger ! Cette mesure, qui marginalisait quasiment tous les sunnites, poussa vers l'insurrection une partie croissante de ces derniers. Pourtant, sur les quelque 600 000 membres du Baas, moins de 10 % constituaient l'armature du régime. Enfin, Paul Bremer annonça qu'il ne serait pas formé de gouvernement irakien dans l'immédiat, ce qui revenait à décréter une période d'occupation étrangère. À l'heure des nationalismes, on passe vite du statut de libérateur à celui d'occupant étranger. Le pays n'était pourtant pas dénué de cadres, chiites ou Kurdes, qui avaient su tenir tête à Saddam Hussein ou le combattre. Bref, on marginalisa donc les sunnites en bloc, alors qu'on s'efforcera de les solliciter par la suite...

Dès le début de l'été 2003, l'insurrection est active. Mi-août, le représentant du secrétaire général de l'Onu est tué dans un attentat à Bagdad. Les troupes américaines répriment des manifestations de civils à Fallujah, où une quinzaine de personnes sont tuées. L'été 2003 ne se traduit par aucune amélioration des conditions de la vie urbaine, pas davantage à Bagdad qu'ailleurs. La population ne dispose que de quelques heures d'électricité par jour, durant cet été torride, malgré la présence des troupes du pays le plus puissant du monde.

L'armée américaine, qui, selon les prévisions de Donald Rumsfeld, le chef du Pentagone, ne devait laisser sur place que 35 000 hommes à l'automne 2003, n'est nullement préparée aux tâches auxquelles elle doit faire face : s'adapter à une guerre irrégulière et prendre en charge la gestion du pays. C'est ainsi qu'en septembre des chiites manifestent à Najaf, et deux mois plus tard à Karbala, les deux villes saintes du chiisme.

Devant le manque de troupes, car en dehors de la Grande-Bretagne les autres membres de la coalition ne dépêchent que quelques centaines d'hommes, Washington doit faire appel à des compagnies de sécurité privées, dont la plus connue est Blackwater<sup>21</sup>. Celles-ci ne constituent rien moins que la seconde force d'occupation en Irak<sup>22</sup>. Certaines assurent des tâches militaires, d'autres de police. D'autres encore ont été mêlées aux fameux interrogatoires pratiqués à la prison d'Abou Graïb.

La plus grande faiblesse des forces d'occupation en Irak aura certainement été le renseignement humain. Quasiment personne, parmi le personnel américain, ne parlait l'arabe.

Dès 2003, le dirigeant chiite Moqtada el-Sadr joue les perturbateurs, sans que les États-Unis parviennent jamais à le neutraliser. Son pouvoir de nuisance ne cesse de s'accroître durant les quatre années suivantes, pour la plus grande satisfaction de l'Iran. L'année 2004 marque un tournant important. Des affrontements sévères se produisent une nouvelle fois à Fallujah<sup>23</sup>, juste avant la réélection du président américain. Ils font suite à d'autres, au printemps et à l'été. Des éléments chiites liés à Moqtada el-Sadr sont à nouveau en cause. Ce sera aussi le cas à Bagdad, dans le quartier populaire de « Sadr city », en avril et en août.

À Fallujah, les Américains doivent procéder à des bombardements pour reprendre la situation en mains. Des protestations se font entendre, dont celle du représentant de l'Onu, Lakhdar Brahimi. Le Foreign Office lui-même critique les méthodes employées. Les marines essuient ensuite des pertes sensibles et, devant la multiplication de victimes, l'offensive doit être stoppée. Un sondage effectué par les autorités américaines indique que 80 % des Irakiens considèrent la coalition comme une force d'occupation. Les 20 % restants représentent sans nul doute les Kurdes, qui jouissent d'un statut d'autonomie *de facto*<sup>24</sup>.

Des islamistes étrangers gagnent alors l'Irak et vont bientôt, sous la direction d'Abu Moussa al-Zarkaoui, créer Al-Qaïda au pays des deux fleuves, qui avive la tension entre chiïtes et sunnites.

Dans le même temps, le scandale de la prison d'Abou Graïb éclate comme un coup de tonnerre<sup>25</sup>, des photos révèlent le traitement réservé aux prisonniers. L'une d'elles montre une gardienne tenant en laisse un prisonnier nu, à quatre pattes. D'autres, en groupe, sont tout aussi choquantes. Il apparaît clairement qu'il ne s'agit pas de bavures mais d'un système fondé sur l'humiliation sexuelle des détenus. L'administration parviendra à s'emparer des vidéos qui ont été faites de ces pratiques, mais le mal est fait et les États-Unis ont perdu la guerre psychologique ; comment prétendre exporter la démocratie avec des pratiques semblables ?

Certes, la torture était systématique sous Saddam Hussein, mais pas l'humiliation sexuelle exhibée aux yeux de tous. Il y a, pour les sociétés moyen-orientales, quelque chose d'irrecevable dans l'exhibition de ces photos portant atteinte à la dignité masculine. À Abou Graïb, on a touché à un tabou culturel dont il n'est pas sûr que l'opinion publique occidentale mesure alors toute l'importance. De toutes les erreurs psychologiques commises par les États-Unis, celle-ci fut en tout cas la plus grave.

Ne furent condamnés que des acteurs subalternes. La responsabilité de ces pratiques remontait en fait au plus haut niveau, et la Croix-Rouge dénonçait discrètement ces actes depuis des mois. En principe, on ne torture pas aux États-Unis. On fait torturer dans les pays alliés, où ces pratiques sont courantes, en présence d'un interrogateur américain. Par la suite, il faudra tout le cynisme du vice-président Dick Cheney pour prétendre que le supplice de l'eau ne constitue pas une torture.

Le désordre règne en Irak en cette année 2004. En marge des attentats des sunnites et des jihadistes, la milice de Moqtada el-Sadr, « l'armée du Mahdi », créditée de 5 000 à 10 000 hommes, crée des troubles sérieux dans plusieurs villes de province, ainsi qu'à Bagdad.

Paul Bremer, après avoir accumulé une série d'erreurs politiques d'autant plus dommageables qu'elles ont eu lieu au cours des premiers mois d'occupation, quitte discrètement le pays fin juin 2004. Le mois suivant, les services de renseignements américains estiment le nombre des insurgés à 20 000, et reconnaissent que les combattants étrangers ne représentent qu'une minorité d'entre eux. Le président George W. Bush est aisément réélu en novembre, grâce à l'instrumentalisation de la peur suscitée par des annonces d'alerte maintes fois réitérées. Durant sept ans, la cote des alertes aux États-Unis aura oscillé entre grave et très grave.

L'Irak est enfin doté de structures administratives et juridiques, d'une Constitution provisoire, d'une Assemblée nationale, d'un président. On procède alors à des élections générales. Le scrutin indique que les votes sont confessionnels dans le cas des chiites, et ethniques dans le cas des Kurdes. Les sunnites se sont abstenus. L'armée, formée activement, est traversée par les mêmes fidélités, et les chiites y sont tout naturellement majoritaires. Du coup, et tandis que Bagdad est le théâtre d'attentats quotidiens, le pays demeure paralysé durant plusieurs mois, les parties en présence ne parvenant pas à s'entendre sur le choix d'un Premier ministre.

Les attentats atteignent bientôt un niveau de violence extrême. Al-Qaïda frappe la mosquée chiite de Samara en février 2006. Bien qu'un Premier ministre soit finalement désigné en avril, le pays, déstabilisé par une insurrection dirigée contre l'occupant étranger et une lutte féroce entre sunnites et chiites, glisse dans la guerre civile, laquelle, à Bagdad, prend la forme d'un nettoyage ethnique : l'ouest sunnite et l'est chiite liquident les quartiers mixtes.

Les forces américaines se révèlent incapables de contrôler la situation. Bagdad, au fil des dernières décennies, est devenu le centre de gravité de l'Irak,

et le poids des chiites s'y est accru. C'est pourquoi les violences y sont les plus extrêmes. L'exécution de Saddam Hussein, au terme d'un procès à la fin de 2006, attise les haines interconfessionnelles. Sa mort, bienvenue pour les chiites et les Kurdes, est ressentie de façon toute différente par les sunnites. Il demeure, à leurs yeux, celui qui a défié les États-Unis, la figure combattante du sunnisme et de l'arabisme face à l'Iran chiite et persan. Seule la région kurde jouit d'une relative sécurité durant ces années de tensions extrêmes.

La situation s'améliore quelque peu en 2007, grâce à l'affaiblissement d'Al-Qaïda (Abu Moussa-al Zarkawi a été tué l'année précédente), consécutif à la politique d'armement des tribus sunnites de la province d'Al-Ambar : c'est au général Petraeus qu'en revient l'idée. Bagdad retrouve un peu de calme, les communautés confessionnelles ayant été spatialement séparées. Mais jusqu'au départ des troupes américaines, à la fin 2011, le pays continuera d'être le théâtre de violences, en recrudescence depuis 2012. Les Américains laissent derrière eux une ambassade avec un personnel constitué de quelque 16 500 personnes, dont une écrasante majorité de membres de compagnies de sécurité.

Le gouvernement de Nouri al-Maliki, qui détient à lui seul les ministères les plus sensibles, s'affirme comme particulièrement autocratique. Le vice-président, un sunnite accusé de complot, se réfugie bientôt en zone kurde, puis en Turquie. Le pouvoir n'est pas seulement confessionnel, il est bel et bien confisqué par Nouri al-Maliki, qui se refuse non seulement à le partager avec les sunnites, mais encore avec les autres formations chiites.

Pour le dire en termes mesurés, on peut avancer que le bilan de la présidence de George W. Bush en Irak, et au-delà, dans le monde musulman, s'est révélé médiocre. La cote des États-Unis est tombée au plus bas en l'espace de quelques années, même dans des pays traditionnellement alliés comme l'Indonésie ou la Turquie. La rhétorique de George Bush est venue nourrir, sans nécessité, l'idée du choc des civilisations. Or, contrairement aux déclarations du Président américain, l'intervention en Irak n'a ni renforcé la sécurité des États-Unis ni rendu le monde plus sûr.

La diffusion coercitive de la démocratie s'est révélée un exercice vain, et les États-Unis ont découvert qu'ils n'étaient pas omnipotents. Le rapport Baker-Hamilton (2006) a eu le mérite de reconnaître la réalité. L'objectif affiché, qui était de conquérir les « esprits et les cœurs » et de poser les fondements de l'État de droit, n'a pas été atteint.

En revanche, et quoi qu'on pense de cette guerre d'Irak, il faut constater que, même si rien n'est résolu, la dynamique mise en marche par l'intervention

américaine a débouché sur une redistribution des cartes qui est encore en cours, et qui respecte mieux qu'auparavant les droits de la majorité des populations (chiites et Kurdes), même si les rapports de forces et l'usage ou la menace de l'usage de la violence demeurent au cœur des relations confessionnelles et ethniques.

Trente ans après l'échec du Viêt-nam, il a donc fallu réapprendre en Irak, à mi-parcours, les mêmes leçons concernant les guerres irrégulières pour une démocratie : elles enseignent qu'il est essentiel de comprendre la nature de la guerre en question. Que la technologie et la puissance de feu ne sont pas décisives, que la contre-insurrection est d'abord un exercice politique dont les populations sont l'enjeu et que celle-ci se déroule dans un milieu culturel qu'il importe de connaître – et auquel il faut s'adapter. Il faut savoir reconnaître, dans un premier temps, une insurrection naissante, pour éviter d'avoir, par aveuglement volontaire, à combattre un mouvement auquel on a laissé le temps de s'organiser. Ce type de guerre doit être mené par des troupes spécialisées et non des compagnies de sécurité dont, en général, le comportement sabote les efforts mêmes de la contre-insurrection.

La guerre irrégulière, épreuve de volonté particulièrement éprouvante, est fondée sur l'usure, et les démocraties occidentales n'y sont plus adaptées. L'équipée israélienne au Sud-Liban (2006), par exemple, a posé de sérieux problèmes en matière de capacité à encaisser des pertes humaines. Les Israéliens ont perdu 117 soldats et 40 civils, et ont estimé avoir éliminé 580 combattants du Hezbollah : un ratio fort bas, puisqu'il n'est pas même de 1 à 4. Mais proportionnellement, pour Israël, 157 morts équivalent à plus de 6 500 morts en six semaines pour les États-Unis. Cette opération mal préparée, logistiquement déficiente au sol, a été largement critiquée en Israël.

Nous assistons bel et bien en Afghanistan à la dernière guerre irrégulière en date, menée au sol, par des troupes occidentales mobilisées en nombre. Ce genre de conflit ne mène plus, dans les conditions présentes, à une issue stratégiquement payante pour les démocraties. Certaines sociétés, non démocratiques ou semi-démocratiques, une fois les médias tenus à distance, se sont montrées capables, dans le passé, de porter des coups massifs, brutaux et généralement décisifs à leurs adversaires. Les exemples contemporains ne manquent pas : la répression en Turquie, tout particulièrement dans les années 1980 et 1990, contre le PKK (Parti des travailleurs de Turquie), au cours de laquelle 3 000 villages ont été détruits et qui a fait environ 40 000 morts ; la

répression en Algérie contre les courants islamistes (100 000 morts ou plus ?) ; l'action des Russes en Tchétchénie<sup>26</sup>, dans les années 1990 et au-delà ; la liquidation finale des Tigres tamouls au Sri Lanka en 2009 (40 000 morts).

Ce type de guerre ne se pratique plus. Le Viêt-nam semble avoir été la dernière guerre néocoloniale au cours de laquelle il fut fait usage du napalm, où furent ménagées des zones de tirs libres et de bombardements massifs. Rappelons qu'entre 1965 et 1973, il y eut environ 1 million de morts au Sud-Viêt-nam.

À l'époque coloniale, les adversaires étaient généralement divisés, mal organisés, n'avaient ni sanctuaire ni aide extérieure, et le temps travaillait pour les troupes européennes. Celles-ci très souvent brûlaient les récoltes, tuaient le bétail, réduisant la population à des conditions de famine. Enfin, les opinions publiques européennes étaient indifférentes à ces exactions, quand elles ne soutenaient pas la politique de leur État national. Surtout, les troupes européennes engagées dans les entreprises coloniales demeuraient sur place durant des années. Ces périodes prolongées présentaient l'avantage de permettre une connaissance des terrains et de l'environnement humain.

La fin du système colonial a modifié tout cela. Les volontaires se trouvent désormais sur place (et pas forcément sur le terrain à proprement parler) pour une année dans le cas des Américains, quelques mois pour la plupart des autres contingents de l'Otan en Afghanistan.

La guerre d'Afghanistan prit officiellement fin en décembre 2001. Celle-ci, approuvée par le Conseil de sécurité, était avant tout une expédition punitive pleinement légitimée qui permettrait à Washington d'entraîner l'Otan sur un terrain qui, jusqu'alors, n'était pas de son ressort. La plupart des partenaires des États-Unis, à l'exception de la Grande-Bretagne, participeraient à une entreprise pacifique à l'intérieur des frontières d'un État dont il fallait reconstruire les fondements. Les zones rurales, autrement dit quelque 20 millions peut-être de personnes, furent progressivement confiées aux bons soins (et à la surveillance) de 7 000 hommes des équipes de reconstructions provinciales (PRT en anglais), un effectif de toute évidence insuffisant.

Au début de 2004, l'Otan contrôlait ainsi le nord et l'ouest du pays ainsi que le centre (l'aire de l'Alliance du Nord : Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks), tandis que le sud et l'est, soit l'essentiel du pays pachoune (40 % au moins de la population), étaient hors du champ de la présence effective des troupes étrangères, sinon de la présence gouvernementale, sauf en milieu urbain. Le budget de l'Agency for International Development on Relief and Reconstruction

(AIDRR) atteignait tout juste 1 milliard de dollars, tandis que les opérations militaires coûtaient 10 milliards de dollars. Ni l'eau potable ni l'électricité n'étaient apportées au sud et à l'est et, dès 2004, les talibans, réorganisés par les Pakistanais, profitèrent du vide et opérèrent dans le sud – et bientôt dans l'est du pays.

L'administration d'Hamid Karzaï se mit en place par cooptation. On abandonnait un fief en échange d'un poste ministériel, dont on tirait des prébendes. L'exode rural et le retour des réfugiés quadruplèrent la population de Kaboul, et Hamid Karzaï fut élu président avec 55 % des voix en octobre 2004. Mais, dès 2005, les attentats suicides se multiplièrent. On les attribua alors à des terroristes étrangers, l'attentat suicide ne faisant pas partie, disait-on, de la culture pachtoune.

Si la guerre implique une capacité d'adaptation, la guerre irrégulière en exige davantage encore. Elle oblige à être attentif aux changements, à rester aux aguets : un état d'esprit qu'on rencontre rarement dans une armée régulière convaincue de sa supériorité, qui a tendance à mépriser et à sous-estimer l'adversaire n'appartenant pas à la même aire culturelle qu'elle. C'est ainsi que les guerres néocoloniales engendrent des phénomènes racistes.

La corruption était largement installée dès 2004, et une partie importante des aides (non coordonnées) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, entre autres, commença, dès cette époque, à s'évaporer en sous-traitance et en pots-de-vin. Il faut dire que 95 % du budget national afghan provenaient d'aides étrangères, et que 70 % des dépenses publiques, hors salaires, étaient affectés à Kaboul. Dans les communiqués de l'époque (2005), les forces de la coalition estimaient avoir limité la capacité offensive de l'adversaire dans la province de Kandahar (Sud), d'Uruzgan (Centre) et de Zaboul (Ouest)...

L'armée afghane ne comptait que 35 000 hommes, et l'objectif était de doubler cet effectif, alors que le ministre de la Défense réclamait un minimum de 150 000 soldats. Le contraste avec l'effort fourni en Irak était saisissant. L'Afghanistan, en cette année 2005, était bel et bien tenu pour un théâtre marginal. Quant à la police, mal payée, mal formée et corrompue, elle constituait un problème plus qu'une solution.

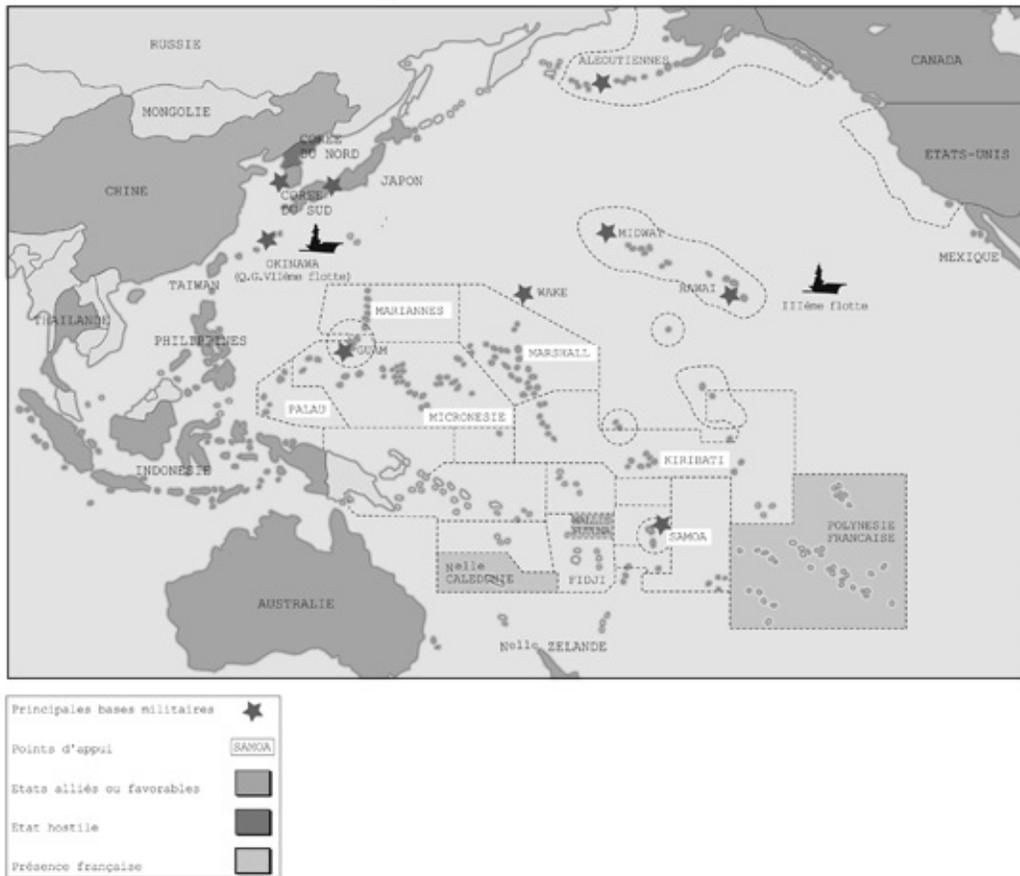
C'est brutalement, au cours de l'année 2006, que la coalition prit conscience que la situation s'était dégradée : 191 morts au sein de l'Otan témoignaient qu'un nouveau palier venait d'être franchi. Depuis 2002, les talibans, bien à l'abri dans leur sanctuaire pakistanais, un État pourtant

officiellement allié, s'étaient réorganisés. À l'évidence, les leçons de l'insurrection irakienne avaient été mises à profit : multiplication des attentats suicides (efficaces et peu coûteux en moyens humains pour l'insurrection), progrès organisationnels, capacité de diffuser de la propagande à l'échelle internationale, en anglais et en arabe. Malgré les protestations officielles des Pakistanais, l'ISI (Inter Services Intelligence) cherchait, en soutenant les talibans, à se ménager un « arrière stratégique » destiné à contrer l'ennemi constitutif, l'Inde, dont la présence sur le théâtre afghan devenait, à leurs yeux, intolérable.

L'usage de la force aérienne pour ne pas risquer la vie des soldats américains multipliait les dommages dits « collatéraux », qui étaient, en fait, parfaitement assumés. Ceux-ci concouraient, par leur multiplication, jointe à la brutalité des fouilles des maisons en zone rurale, à l'hostilité grandissante des populations. En mai 2006, de violentes émeutes anti-américaines se déroulèrent à Kaboul. Hamid Karzaï dut protester à plusieurs reprises.

De façon discrète mais continue, de nombreuses sociétés militaires privées ou de sécurité s'installèrent alors en Afghanistan. Leur nombre dépassa les quelque 65 000 soldats américains dès 2007. À Kandahar, cette année-là, au cours de l'été, près de 900 prisonniers, parmi lesquels 300 talibans, s'évadèrent de la prison centrale située en centre-ville après avoir fait sauter la porte à l'explosif. Ni l'armée nationale, ni la police, ni le PRT (Provincial Reconstruction Team) canadien, situé à quelques kilomètres à peine (je leur ai rendu visite le surlendemain des événements), n'ont bougé. Cela indique le degré de décrépitude intérieure de l'administration comme du PRT local, où se trouvaient plus de 200 soldats<sup>27</sup>.

En fait, là comme ailleurs, les troupes occidentales, pour l'essentiel, sont restées entre elles. On mange sa cuisine nationale, on regarde des DVD bien de chez soi, on sort rarement – et seulement en convoi. Ces troupes, à l'exception de quelques unités combattantes, sont demeurées, sur le plan psychologique, en transit.



### *Bases américaines en Asie-Pacifique et points d'appui*

Année après année, en me déplaçant en province (Wardak, Uruzgan, Herat, Kandahar, etc.), j'ai pu constater que peu de nouvelles du terrain filtraient à Kaboul, et par voie de conséquence hors d'Afghanistan. La victoire qu'on évoquait trop souvent était tout simplement impossible. Dans le Sud et l'Est, les talibans, décidément très supérieurs aux moudjahidines des années 1980 et 1990, avaient réussi à installer des hiérarchies parallèles et rendaient la justice dans les villages. Or, c'est administrativement qu'une insurrection contrôle un pays, non territorialement.

Du côté américain et de la coalition en général, le conflit mobilisait un nombre insuffisant de soldats et l'engagement des alliés souffrait d'être « à la carte ». La très grande majorité des troupes américaines vivait dans quatre ou cinq vastes camps confortables, dont ils ne sortaient que très rarement et pour des périodes trop brèves. Face à eux, l'adversaire était idéologiquement déterminé, il connaissait la langue, la culture, partageait la même religion que les

populations présentes, et dénonçait l'occupation étrangère et un régime corrompu.

En novembre 2008, Barack Obama fut élu président des États-Unis. Opposé à la guerre en Irak, il annonça que la priorité devait être donnée à la guerre en Afghanistan. Après une période de concertation, et à la suggestion des généraux Petraeus et McChrystal, il opta pour l'envoi de renforts (30 000 hommes) et une approche contre-insurrectionnelle dans le cadre d'un théâtre d'opération élargi au Pakistan (Afpak). Le rapport du général McChrystal eut le mérite de la vérité : il constatait l'enfermement des troupes de la coalition et les progrès de l'insurrection. Sans une administration performante et des forces de sécurité fiables, le succès ne pouvait être assuré, ce qui revenait à dire que ces conditions n'étaient pas réunies.

En 2009, compte tenu des moyens engagés et du temps imparti pour changer la donne, il était trop tard. La guerre ne pouvait plus que déboucher sur une impasse. L'Otan disposait de 130 000 hommes, parmi lesquels 90 000 Américains en 2011, sans compter les compagnies de sécurité qui étaient au moins aussi nombreuses. Par ailleurs, contrairement aux Soviétiques, les Américains n'avaient pas affaire aux *Stingers*, qui avaient enlevé aux Russes la maîtrise de l'air. Mais malgré cela, l'échec est patent. Fin 2012, l'afghanisation de la guerre elle-même a été suspendue de fait dans la mesure où nombre d'instructeurs ont été tués par ceux qu'ils entraînaient. Ces guerres sont toujours mieux menées par ceux qui appartiennent au pays en question, pour peu qu'ils aient d'autres raisons de se battre que la solde. Tout indique, à quelque dix-huit mois du retrait prévu, que l'Afghanistan se dirige vers une guerre civile dans laquelle le Pakistan va continuer de soutenir les talibans, et l'Inde ceux qui sont opposés à ces derniers.

Avec ces deux conflits, les États-Unis ont entamé de façon sévère le capital dont ils jouissaient en tant que puissance militaire capable de mener, selon la formule consacrée, « deux conflits à la fois ». On est loin de la triomphale décennie qui avait suivi la chute de l'Union soviétique. De façon imprévue pour ceux qui étaient alors les décisionnaires, la crise financière et économique a frappé au moment même où, de façon également imprévue, la Chine passait au second rang des puissances du monde, obligeant les États-Unis à réorienter leur stratégie vers l'Asie/Pacifique.

1. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique (1835-1840)*, Paris, Gallimard, « Folio », 1986.
2. Thomas Jefferson, *Selected Writings*, New York, W. W. Norton and Company, 2009.

3. Cf. *The Federalist Papers*, New York, Tribeca Books, 2012.
4. Ils interviennent, au nom de la liberté du commerce, contre les barbaresques en Méditerranée (1801-1805 et 1815).
5. Il expliqua (à Las Cases) qu'en renforçant les États-Unis, il entendait contribuer à créer un rival maritime à la flotte britannique.
6. « Le premier exemple édicté de nettoyage ethnique », Zbigniew Brzezinski, *Strategic Vision*, New York, 2012, p. 39.
7. À Cuba, au Panama, au Nicaragua, en Haïti, dans la République dominicaine entre 1898 et 1933, et au Mexique entre 1898 et 1917.
8. Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *America is back. Les nouveaux césars du Pentagone*, Paris, Bayard, 2003.
9. Stanley Hoffmann, *Gulliver's Troubles, or The Setting of American Foreign Policy*, New York, McGraw-Hill, 1968, p. 110.
10. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Champs-Flammarion, 1993.
11. Sous la direction de l'éminence grise du Pentagone, l'inusable et remarquable Andrew Marshal, présent depuis les débuts de la guerre froide.
12. Ezra Vogel, *Japan as Number One, Lessons for America*, Harvard University Press, 1999.
13. Parmi lesquels Paul Wolfowitz, William Kristol, Richard Perle, Elliott Abrams, John Ashcroft, John Bolton, Douglas Faith, Michael Ledeen, Louis Libby, Dan Sinor. Le rôle de Karl Rove comme conseiller à la communication a été particulièrement important.
14. Un scandale sexuel (assorti d'un mensonge) dont on peut supposer qu'il a été organisé, puisque l'intéressée a conservé la pièce à conviction.
15. Il s'agissait d'une alliance entre Tadjiks, Ouzbek et Hazaras, au sein de laquelle les Panshiris, formés par Massoud, pesaient d'un poids politique et militaire important.
16. Peter Bergen, *Chasse à l'homme. Du 11 septembre à Abottabad, l'incroyable traque de Ben Laden*, Paris, Robert Laffont, 2012.
17. Source : *Historical Tables. Budget of the US Government*, 2009.
18. Il faut relire la plupart des experts qui pensaient en 2000 que la Chine n'émergerait comme grande puissance qu'aux alentours de 2020...
19. Ces derniers sont rattachés à Rome.
20. Human Rights Watch, *Genocide in Iraq*, Paris, Karthala, 2003.
21. Ces compagnies privées se sont largement développées à partir des années 1980, en Afrique du Sud, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.
22. Olivier Hubac (dir.), *Mercenariat et polices privées*, Paris, Universalis, 2006.
23. Ceux-ci eurent pour origine la mort de quatre agents de sécurité de la compagnie Blackwater.
24. Malgré un attentat d'envergure au cours duquel une centaine de cadres kurdes sont tués en février 2004 à Erbil, la région jouit d'une sécurité exceptionnelle.
25. Certaines exactions comme celle de Haditha – trois officiers de marines et leurs hommes exécutent 24 civils – avaient fini par discréditer les forces étrangères. Des déclarations, largement répercutées, comme celle du contre-amiral Henry Harris, commandant de Guantanamo, contribuèrent également à ruiner l'image des États-Unis. Après le suicide de trois détenus, ce dernier avait déclaré : « Je crois que ce n'est pas un acte de désespoir, mais un acte de guerre asymétrique à notre rencontre » (10 juin 2006).
26. En comparaison, l'URSS, en Afghanistan (1979-1988), a fait preuve de bien plus de retenue.
27. Le comportement d'autres pays participants, dont les Italiens, ne valait guère mieux.



## La Russie en reconstruction

Perçue du côté russe, la fin de l'Union soviétique et ses conséquences au cours des années 1990 ont été traumatiques. L'Occident y a été moins sensible qu'à la dénonciation rétrospective du communisme, tandis que les États-Unis s'efforçaient de passer de l'endiguement propre à la période de la guerre froide au refoulement, afin de priver la Russie d'influence sur ses marches impériales rebaptisées « proche étranger ».

La Russie s'est construite à partir de la seconde partie du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle par extension territoriale, et deux siècles plus tard, le tsar de toutes les Russies régnait sur la Sibérie, les steppes kazakhes, les trois pays baltes, la Biélorussie et l'Ukraine. À l'occasion des expansions coloniales européennes, la Russie conquiert sans mal les régions steppiques de l'Asie centrale, nommées Turkestan par le géographe, et plus difficilement le Caucase musulman, dont le Daghestan. À l'Est, aux termes de traités inégaux (1858-1860), elle s'empare de 2,5 millions de kilomètres carrés au détriment de la Chine. Par rapport à l'Europe avancée (le servage n'est aboli qu'en 1861), la Russie s'efforce de combler son retard. On évoque encore son caractère « semi-asiatique » quand, à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, elle se veut puissance protectrice des chrétiens orientaux et des Slaves sous domination ottomane.

À la veille de la révolution bolchevique, malgré sa défaite sur terre et sur mer contre le Japon (1904-1905), la Russie est l'une des cinq grandes puissances d'Europe. La Seconde Guerre mondiale la propulse à la deuxième place mondiale sur le plan militaire, et son influence politique est considérable de 1945 à 1989. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir en 1985, trois ans après la mort de Brejnev (trop brièvement remplacé par Youri Andropov), la machine économique est depuis longtemps déjà inapte à la compétition, étouffée

par un système bureaucratique qui prive les populations de toutes motivations individuelles. Par ailleurs, depuis cinq ans, l'Union soviétique se retrouve en Afghanistan dans la situation qui était celle des Américains au Viêt-nam.

L'époque de Spoutnik (1957), du prestige de l'URSS dans le « tiers-monde », où les guerres coloniales n'ont pas encore pris fin, tandis que Moscou soutient les mouvements d'émancipation, est passée depuis longtemps. Nous sommes bien loin aussi des rodomontades de Nikita Khrouchtchev, qui affirmait, à la fin des années 1950, que l'Union soviétique dépasserait en 1980 les pays capitalistes les plus avancés...

En fait, pour tout observateur, fût-il superficiel, des réalités de l'économie soviétique, tant en Russie que dans les autres républiques, le constat est double : d'une part, en dehors de la puissance militaire et des programmes spatiaux, l'URSS est d'une confondante arriération sur le plan économique ; d'autre part, on est aussi médiocrement loti au centre, en Russie, que dans les républiques périphériques, dont certaines (la Géorgie par exemple) connaissent même des conditions alimentaires meilleures. Tout le projet de Mikhaïl Gorbatchev consiste, dans ces conditions, à redonner dynamisme à une économie bloquée, réformer un parti communiste sclérosé (tout en lui conservant le levier du pouvoir), améliorer substantiellement les relations avec l'Occident (tout en bénéficiant de sa coopération éventuelle du point de vue technologique). Enfin, se désengager d'Afghanistan, ce que Gorbatchev annonce en 1988.

La *perestroïka* (restructuration économique) est lancée dès 1986, mais celle-ci sera à peine entamée. En revanche, la *glasnost* (démocratisation), mise en place en 1987, atteste, selon Gorbatchev, de sa volonté de changement. On parle enfin librement en Union soviétique, et cela se constate dans les médias. Or, pour certaines nationalités, notamment les Baltes et les Caucasiens, la *glasnost*, c'est d'abord le droit de protester.

Trop longtemps, on avait dû taire les revendications nationalitaires. Contrairement à une thèse répandue au cours des années 1980 (Hélène Carrère d'Encausse, Alexandre Bennigsen), la contestation n'est pas venue des musulmans des républiques d'Asie centrale, dont les élites dirigeantes sont restées plutôt timorées jusqu'à l'effondrement du système. Ce sont les Baltes qui manifestent, la population arménienne de l'enclave autonome du Haut-Karabakh aussi, qui représente 75 % de la population et réclame son rattachement à l'Arménie. Les tensions et les violences (pogroms azerbaïdjanais à Soumgaït<sup>1</sup>) mènent à un conflit prolongé (1989-1994), dont l'issue ne règle rien. À la fin de

1988, la Constitution de l'Union soviétique est révisée : le pluralisme est autorisé. Des violences éclatent bientôt en Géorgie (1989).

En fait, à cette date, le projet de Gorbatchev apparaît déjà comme un échec. La bureaucratie bloque le changement dans l'ordre économique, s'oppose à toute innovation. Par ailleurs, la nature impériale de l'Union est fortement rejetée par les Baltes qui, contre leur gré, n'en sont membres que depuis 1945. Ce que la Chine est en train de réussir, c'est-à-dire la restructuration économique avec intervention de l'État dans le cadre du marché, sans que le Parti ne concède rien de son monopole du pouvoir (Tian'anmen, 1989), Gorbatchev, dans des conditions certes plus difficiles, échoue à le faire.

En Europe centrale, où la contestation polonaise menée par Solidarnosc est déjà ancienne, l'agitation est vive. Comme Mikhaïl Gorbatchev a donné ordre aux dirigeants des « démocraties populaires » de ne pas tirer sur le peuple, le mouvement s'amplifie comme un raz-de-marée, en Hongrie et en Allemagne de l'Est, et débouche sur la chute hautement symbolique du mur de Berlin (1989).

L'idéologie communiste, qui avait cimenté l'URSS à l'époque de la guerre patriotique contre l'invasion allemande et avait été imposée en Europe centrale et plusieurs fois contestée (Berlin, 1953 ; Hongrie, 1956 ; Tchécoslovaquie, 1968 ; et par la suite en Pologne), est à bout de souffle en URSS même. Le Parti et son système donnaient du travail, mal rétribué mais stable, à tous ou à peu près, assuraient l'alphabétisation et la scolarisation de tous ou presque, une culture nationale orientée mais largement diffusée, et, pour ceux qui ne tenaient pas à lever la tête, une médiocre sécurité. Or, celle-ci allait être durement mise à mal avec l'effondrement de l'URSS en 1991.

Cette année-là, Boris Eltsine est élu président de la Fédération de Russie, Mikhaïl Gorbatchev étant alors le président en titre de l'URSS. Mais un putsch de conservateurs (août 1991) est bientôt jugulé par le premier, ce qui marginalise le second, célébré en Occident et vilipendé comme responsable du chaos en Russie. Le délitement du système est sensible avant même sa disparition. En 1990, des violences éclatent en Azerbaïdjan. L'Allemagne, le plus important des États d'Europe sur le plan économique, est réunifiée en 1991, mettant fin à la RDA. La dissolution du pacte de Varsovie, qui liait militairement les « démocraties populaires » à l'URSS, est proclamée. Peu après, les trois pays baltes deviennent indépendants.

En Yougoslavie, on constate alors, bien qu'à plus petite échelle, un phénomène similaire à celui de l'Union soviétique. Cette Fédération, associant des confessions différentes et des histoires spécifiques, à l'occasion fort

antagoniques, autant de réalités qui avaient été, tant bien que mal, tenues sous le boisseau à l'époque du maréchal Tito et du marxisme-léninisme, éclata en nationalismes rivaux dès lors que l'idéologie qui les avait tenues ensemble s'effondrait. Le projet de la « Grande Serbie » portait en lui-même la mort de la Fédération.

Avant même la disparition officielle de l'URSS, à la fin de 1991, l'Union soviétique est morte. Les États-Unis, en janvier de la même année, après avoir accordé six mois de réflexion à Saddam Hussein pour se retirer du Koweït, commencent à bombarder l'Irak. Or ce pays avait signé en 1982 un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS. Mais celle-ci est désormais impotente, les événements intérieurs n'étant plus maîtrisés. Les États-Unis peuvent alors se comporter comme le garant de l'ordre mondial.

L'Union disparaît finalement dans le chaos<sup>2</sup>, et celui-ci va durer tout au long de la décennie. À la fin de l'année, un quart du territoire et près de la moitié de la population de l'ex-URSS cessent d'être sous la houlette de Moscou. Les États-Unis ont triomphé sans coup férir. La guerre froide a bien été gagnée par eux.

De façon inattendue, et politiquement peu raisonnable, l'indépendance est proclamée par le Parlement tchéchène alors que la Tchétchénie fait partie de la Fédération de Russie. Enclavé, peuplé de 700 000 Tchétchènes et de 200 000 Russes, le pays va connaître successivement deux guerres (1994-1995 et 1999-2005). La seconde sera menée avec une extrême brutalité. Pour Moscou, l'indépendance effective de la Tchétchénie aurait signifié la perte à court terme du Nord Caucase, à l'exception de l'Ossétie du Nord, avec des conséquences inévitables sur la Transcaucasie.

Du côté russe, les années qui suivent sont moins perçues comme celles de la libéralisation, au sens démocratique du terme, que celles de la précarité croissante. Du jour au lendemain, sur les conseils du FMI, la plupart des prix ont en effet été libérés, déclenchant une inflation qui engloutit l'épargne. La hausse des taux d'intérêts est forte, tandis que les prix des ressources rares sont maintenus bas. C'est ainsi qu'on peut, comme ceux qui sont devenus les « oligarques », acheter le pétrole à bas prix et le revendre à l'Ouest en faisant des profits considérables.

Mais la production chute de moitié avec les conséquences que l'on sait entre 1990 et 1995. Le rouble, dès 1994, s'effondre, et la situation s'aggrave jusqu'au krach financier de 1998, privant de ressources non seulement les pensionnés et les retraités, mais une proportion importante de la population.

C'est la misère pour une grande partie des couches populaires. Le PIB aura chuté de 60 % au cours de la décennie. Les institutions politiques n'en fonctionnent pas mieux, bien que la période Eltsine soit officiellement qualifiée de « démocratique » à l'Ouest. Le même Eltsine dissout pourtant le Parlement, le fait attaquer par ses troupes en provoquant des victimes avant de s'octroyer tous les pouvoirs (1994). Les remèdes conseillés par le FMI et la Banque mondiale ne font qu'aggraver les problèmes. À tort ou à raison, l'opinion publique russe a le sentiment que, profitant de l'effondrement de l'Union soviétique, la libéralisation de l'économie conseillée par les Américains a conduit le pays à la ruine.

Dès 1994, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie posent leur candidature à l'Otan (l'adhésion sera effective cinq ans plus tard, en même temps que celle des trois pays baltes). En les intégrant, l'Otan a fait passer les pays les plus dynamiques du pacte de Varsovie dans le camp occidental.

Des ONG, qui n'ont de non gouvernementales que le sigle, travaillent alors à mobiliser des opinions publiques, plus particulièrement en Géorgie et en Ukraine, afin de les détacher du « proche étranger » russe, ce qui s'apparente fort à une opération d'affaiblissement systématique du pouvoir moscovite<sup>3</sup>.

La période du pouvoir exercé par Boris Eltsine sera finalement perçue et vécue comme celle du chaos économique et financier et de l'enrichissement personnel, grâce aux privatisations, de certains oligarques<sup>4</sup>. C'est d'ailleurs en partie grâce à eux que Boris Eltsine est réélu en 1996. La construction, d'une portée stratégique, de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, un port turc sur la Méditerranée, désenclave, on l'a dit, le bassin caspien, qui peut désormais déboucher sur le marché occidental. L'offensive américaine visant à affaiblir la Russie de façon décisive culmine lorsque certains oligarques qui détiennent des intérêts considérables dans les hydrocarbures paraissent vouloir céder leurs parts à des entreprises américaines telles que Exxon ou Chevron. Les États-Unis n'ont-ils pas dit et répété qu'il n'est pas question que la Russie se reconstitue une zone d'influence ?

En mars 1999, l'Otan bombarde la Serbie sans l'autorisation du Conseil de sécurité afin d'obtenir, pour le Kosovo, un statut d'autonomie qui, au grand dam de la Russie, affaiblit un allié de celle-ci aux Balkans. Par la suite, de façon unilatérale, les États-Unis proclameront l'indépendance du Kosovo (non reconnu par l'Espagne et la Grèce) et la garantiront en la faisant entrer, sans fanfare, dans l'Otan. Vladimir Poutine se fait connaître en 1999, la seconde guerre de Tchétchénie commence à cette date, il est élu président en 2000.

Le redressement opéré par Vladimir Poutine est spectaculaire à plusieurs égards. Grâce en grande partie au contrôle des hydrocarbures, il peut assurer une relance de l'économie, des hausses substantielles de salaire, une amélioration indiscutable des conditions de vie qui, bien sûr, lui gagne la sympathie d'une majorité de la population. Il refonde, de façon autoritaire et centralisée, un État devenu plus ou moins l'arrière-cour des oligarques et des gouverneurs de province. Dès 2000, Boris Berezovski et Vladimir Goussinski doivent s'exiler. En 2003, Mikhaïl Khodorkovski est arrêté<sup>5</sup>. Le 11 septembre 2001, Vladimir Poutine est le premier à assurer le président George W. Bush de son soutien et réussit, à compter de ce jour, à améliorer ses rapports avec les États-Unis dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme » (le Tchétchène Chamyl Bassaïev, on le sait, est à cette époque qualifié de terroriste).

Mais Vladimir Poutine ne peut que constater l'omnipotence des États-Unis en 2003, lorsque ceux-ci, sans l'accord du Conseil de sécurité des Nations unies, déclenchent la guerre d'Irak (2003). La même année, sous l'effet des techniques de mobilisation des ONG américaines (on les verra aussi à l'œuvre en Serbie et au Liban, entre autres), on assiste, en novembre 2003, à la « révolution des roses » en Géorgie qui contraint Edouard Chevardnadze à quitter le pouvoir. Il est remplacé par Mikhaïl Saakachvili, un homme formé aux États-Unis. L'année suivante, tandis que sept pays naguère liés par un pacte militaire avec l'ex-URSS deviennent membres de l'Otan, éclate en novembre-décembre 2004 le coup de tonnerre de la « révolution orange » en Ukraine. Celle-ci frappe la Russie en son noyau historique. La manœuvre, aux yeux des Russes, est transparente : le processus n'est-il pas soutenu d'abord par la Pologne et la Lituanie, deux pays liés à l'Ukraine par le catholicisme et les influences territoriales passées ?

Le pouvoir de Vladimir Poutine, après sa réélection en 2004, toujours autocratique, devient plus répressif avec le temps<sup>6</sup>. Les journalistes et les médias sont mis au pas, et parfois assassinés. C'est le cas d'Anna Politkovskaïa, abattue à Moscou en octobre 2006. Les rapports avec la Géorgie et l'Ukraine se tendent. Moscou apprend à jouer de la tripolarité de l'Ukraine, partagée entre ses populations uniate (rattachée à Rome), ukrainienne orthodoxe et russe. En 2005 est lancé, avec l'accord de l'Allemagne, un projet de gazoduc sous la Baltique, qui permettrait de contourner la Pologne et la Biélorussie. Cet important projet est mené à bien. Entre-temps, la situation économique n'a cessé de s'améliorer, ce qui explique la popularité de Vladimir Poutine. Les dettes sont remboursées (FMI), des ressources sont accumulées qui débouchent sur des investissements (pétrochimie, industries mécaniques).

En 2006, le sommet du G8 se tient à Saint-Pétersbourg. Les Russes vivent mieux en moyenne, tandis que les élites s'enrichissent et que la balance commerciale est excédentaire. L'armée a été réorganisée. Mais à l'étranger, des opposants sont assassinés (Alexandre Litvinenko à Londres). Le PIB reste bas, l'infrastructure industrielle vétuste, la démographie décline, l'espérance de vie masculine n'est que de 60 ans. L'alcoolisme en est une des causes. L'enseignement supérieur s'est dégradé, beaucoup de chercheurs de valeur ont émigré vers les États-Unis ou la Grande-Bretagne. La recherche et le développement ne reçoivent qu'une part très modeste du budget (quatre fois moins que la Chine). La corruption est considérable.

En 2008, le conflit initié par le chef de l'État géorgien pour rétablir sa souveraineté sur l'Ossétie du Sud donne l'occasion à la Russie de rappeler que la Transcaucasie demeure dans sa sphère d'influence. Le conflit est hautement médiatisé, bien que les dégâts aient été très modestes (j'étais sur place dès le retrait russe). Soucieuse de ne pas être refoulée davantage, la Russie organise avec quelques-uns de ses voisins (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Chine) un « groupe de Shanghai » destiné à contrer les avancées américaines.

En 2012, Vladimir Poutine a été pour la première fois contesté sérieusement. On lui reproche son autocratie, l'absence de démocratie, son alliance avec le conservatisme de l'Église orthodoxe, etc. Mais le gros de la population<sup>7</sup>, dans la mesure où les conditions de vie tendent à s'améliorer, ne voit pas de raison suffisante de s'élever contre le régime. Des concessions devront être faites, mais sur le fond, aucun changement radical n'est à prévoir dans le cadre du poutinisme.

## L'arme des hydrocarbures

La Russie est une puissance gazière et pétrolière de première importance, et elle jouit d'un espace considérable qui la met au contact de l'Europe, de la Chine et du Japon. Ses réserves prouvées en gaz passent pour avoisiner le quart de celles de l'ensemble des autres États, dont les plus importants sont l'Iran (16 %) et le Qatar (14 %). La place de la Russie pétrolière est plus modeste : 6 % des ressources mondiales, bien après l'Arabie Saoudite (21 %) et l'Iran (11 %).

Contrairement à une idée trop répandue, les réserves en pétrole sont loin de s'épuiser en Russie. La Sibérie, par exemple, tout comme l'Amérique du Nord

concentrent, si on inclut l'*offshore*, des réserves formidables, sans parler des perspectives ouvertes par les recherches menées dans l'Arctique. Les États-Unis, de leur côté, disposent désormais, on le sait, avec le gaz de schiste, de réserves considérables.

Dans le cadre du programme de privatisation brutale des années Eltsine, l'État a vendu les parts qu'il détenait dans les hydrocarbures. Celles-ci ont été rachetées par des oligarques, notamment par Boris Berezovski (Sibnet) et Mikhaïl Khodorkovsy (Ioukos)<sup>8</sup>. La reprise en main est intervenue avec Vladimir Poutine, à partir de 2000. Les activités de Ioukos couvraient 30 % de la production pétrolière russe. La compagnie se plaçait tout de suite après les majors occidentaux : Exxon/Mobil, Shell et BP.

La propriété nationale des ressources en hydrocarbures a été confiée à Gazprom, Rosneft et Lukoil<sup>9</sup>. Les principaux oléoducs russes sont le Drzhba (vers l'Europe), le Primorsk (dans la Baltique) et le Novorossik (vers la mer Noire). Le gazoduc North Stream permet à Gazprom d'atteindre les marchés d'Europe occidentale par la Baltique sans dépendre des routes terrestres d'Europe centrale. Coûteux, le projet a l'avantage de n'avoir pas à dépendre de la Pologne, de la Biélorussie ni de l'Ukraine. Ce projet, approuvé en 2005, a été réalisé en 2010. Gazprom s'est également engagé en 2007 à construire un gazoduc sous-marin, le South Stream, en mer Noire.

Le North Stream a pour destination l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne. Le South Stream, l'Italie, la Hongrie, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie. Deux autres projets sont en cours : Altaï (2 800 km), vers la Chine, et Pre-caspian, à partir du Kazakhstan et du Turkménistan (1 700 km).



### *Gisements et oléoducs en Russie*

C'est essentiellement le différend prolongé entre la Russie et l'Ukraine, lorsque cette dernière a manifesté l'intention de poser sa candidature à l'Union européenne et à l'Otan, qui a poussé la Russie, en marge de pressions diverses<sup>10</sup>, à diversifier ses voies d'exportation vers l'Europe (North Stream et Yamel par voie de terre, via la Biélorussie et la Pologne). En ce qui concerne les oléoducs en projet, les plus importants sont le Pacific (Espo), vers la Chine, la Corée, le Japon (4 100 km), avec une capacité de 1 600 barils par jour, et Mourmansk, transitant par la mer de Barents (environ 3 000 km), et d'une capacité moyenne de 2 000 barils par jour.

L'avenir s'annonce prospère dans le domaine des hydrocarbures, à condition que les prix restent élevés – même si une sévère compétition s'est engagée pour concurrencer les routes russes par celles qui transitent par la Turquie. Le véritable handicap de la Russie se trouve ailleurs. Alors que la Chine tire 93,5 % de ses bénéfices commerciaux grâce à ses produits manufacturés (soit 33 % de son PIB), la Russie tire 69 % des siens des hydrocarbures, auxquels il faut ajouter 6 % par les minerais et l'or, soit 75 % grâce à des ressources naturelles. La compétitivité et l'obligation de se moderniser au cours des deux décennies à venir sont donc un des défis majeurs

auxquels devront faire face le pays et la société. D'autant que le marché captif que représentaient, sur le plan des hydrocarbures, l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan a vécu, même si la plupart des pays d'Asie centrale continuent d'entretenir des liens étroits avec la Fédération de Russie.

Le plus important de ces pays est le Kazakhstan, tant du point de vue pétrolier que gazier. Ce pays a diversifié ses orientations vers les États-Unis (Exxon et Chevron) et la Chine, qui occupe une place croissante dans son économie : achat de parts, acquisition de sociétés (Pétrotrokazakhstan), gestion conjointe d'importantes compagnies kazakhes, prêts financiers contre pétrole à hauteur de 10 milliards de dollars (2009) afin que le Kazakhstan puisse diversifier son économie... Enfin, un oléoduc relie le Kazakhstan à la Chine (2009) sans transiter par la Russie, désenclavant le pays. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan (riche en gaz), tout en restant proches de la Russie, ont accepté le projet de construction d'un gazoduc qui les relierait à la Chine, et qui sera achevé en 2009. L'Iran, dans le passé, a servi de route alternative pour faire transiter les hydrocarbures d'Asie centrale, mais les conditions politiques actuelles ne lui permettent plus d'espérer faire transiter vers le Pakistan et l'Inde le gaz turkmène.

L'Azerbaïdjan occupe géographiquement une position privilégiée. Encouragé par les États-Unis et soutenu, entre autres, par la British Petroleum, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BIC) a été inauguré en 2006. Parallèlement à cette voie, un gazoduc, le BTE, aboutissait la même année à Erzeroum<sup>11</sup>.

Depuis 2008, on exporte par navire une part du pétrole kazakh vers le BTC, en attendant l'éventuelle construction d'un oléoduc et d'un gazoduc sous-marin traversant la Caspienne. Le gaz turkmène a également vocation à être acheminé vers le BTE. En somme, il s'agit de concurrencer les voies d'exportation russes et de disposer de routes alternatives ; la Turquie joue géographiquement un rôle essentiel, tout comme l'Azerbaïdjan. Le gazoduc Nabucco, en projet pour 2014-2015, fort coûteux (de 10 à 15 milliards de dollars), viendrait compléter le BTE et diversifier les approvisionnements européens. Nabucco acheminera le gaz d'Asie centrale vers l'Europe via la Turquie, contournant ainsi la Russie. De l'adversaire à l'allié ambigu

Du point de vue des relations internationales, la Russie occupe une place tout à fait particulière. Intégrée dans le système mondial, elle participe aux diverses institutions internationales et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 2012. Elle est membre du G8 et du G20, et relève, on le sait, de la catégorie des « puissances émergentes », dénommées BRIICS (Brésil, Russie,

Inde, Indonésie, Chine, Afrique du Sud). Mais pour autant elle demeure perçue par les États-Unis tout à la fois comme une ancienne rivale dont il faut encore réduire l'influence régionale, et un allié circonstanciel sur certains dossiers comme l'Afghanistan, la lutte contre le jihadisme, voire l'Iran, mais de façon plus ambiguë. Avec l'arrivée au pouvoir du président Obama, les relations ont été plus cordiales, notamment sur la question des arsenaux stratégiques, la ratification du traité Start (sur le désarmement nucléaire), peut-être sur le non-élargissement de l'Otan à l'Ukraine et, au moins provisoirement, à la Géorgie. La controverse sur le bouclier antimissile, officiellement érigé contre l'Iran mais installé en centre-Europe à la demande de la Pologne et de la République tchèque, n'est pas pour apaiser les soupçons russes.

De façon défensive, l'organisation de coopération de Shanghai regroupe autour de la Russie et de la Chine (alliée circonstancielle à moyen terme) des États d'Asie centrale qui partagent des intérêts importants en matière d'hydrocarbures avec la Chine et, avec la Russie, un même rejet de la déstabilisation des régimes autocratiques. L'Ouzbékistan a mis fin aux deux bases américaines qu'elle accueillait sur son sol lorsque le régime a été critiqué pour ses méthodes répressives en 2005. Quant à l'Ukraine, elle paraît avoir renoncé à ses velléités de rupture en élisant, en 2010, un président partisan de l'entente avec la Russie.

Les États-Unis continuent d'entretenir une base militaire au Kirghizistan, officiellement pour rester opérationnels en Afghanistan, mais il se trouve que celle-ci est située à la frontière du Xinjiang chinois, et que les États-Unis, comme la Turquie, se montrent favorables aux revendications des Ouïgours, dont la représentante vit aux États-Unis...

En Transcaucasie, la Russie a montré en 2008 qu'elle entend garder la main sur ses marches. Le précédent de l'indépendance du Kosovo, reconnue unilatéralement par les États-Unis, a donné l'occasion à la Russie de proclamer celle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Ces conflits, qui remontent à la période de l'effondrement de l'Union soviétique, comme celui du Haut-Karabagh, sont utilisés par la Russie pour assurer son pouvoir d'influence, voire de coercition. La situation instable qui se développe au Caucase, peut-être nourrie de l'extérieur, particulièrement au Daghestan, doit être observée de près, ainsi que le destin d'autres républiques autonomes musulmanes de la Fédération, parmi lesquels, depuis peu, le Tatarstan.

L'opération en Libye, entreprise à l'initiative de la France, soucieuse de rattraper son retard dans l'appréciation des événements de Tunisie et d'Égypte,

et de la Grande-Bretagne, devait se borner à une défense des populations de Benghazi menacées par les forces du colonel Kadhafi. Cette opération s'est déroulée avec l'accord du Conseil de sécurité des Nations unies, mais elle a été détournée de son but annoncé pour assurer la chute du régime de Mouammar Kadhafi. La Russie et la Chine se sont senties flouées dans cette affaire. C'est une des raisons du désaccord de la Russie et de la Chine à propos du projet de liquidation du régime de Bachar el-Assad, auquel collaborent les Occidentaux et les États sunnites ou prosunnites du Moyen-Orient.

Pour la troisième fois après l'ex-Yougoslavie, où la Russie soutenait la Serbie et les États-Unis (avec succès) ses adversaires, la brève guerre de Géorgie (remportée par la Russie), les États-Unis et leurs alliés s'affrontent de manière indirecte avec la Russie et ses alliés sur le dossier syrien.

Pour l'Europe, la Russie est-elle un rival ou un partenaire stratégique ? Vu d'Allemagne, qui dispose d'une liaison directe par la Baltique aux hydrocarbures russes, et dont la politique commerciale et industrielle est particulièrement tournée vers l'Est, la perception n'est pas la même qu'en Grande-Bretagne. Il faudra sans doute que les États européens qui ont misé sur l'euro se décident, sur certains dossiers essentiels, à définir une politique commune : la Russie doit-elle être traitée comme un adversaire ou un allié stratégique ambigu ?

1. Voir *La Tragédie de Soumgaït. Un pogrom d'Arméniens en Union soviétique*, présentation de Bernard Kouchner, préface d'Elena Bonner, Paris, éd. du Seuil, 1991.
2. Jacques Sapir, *Le Chaos russe*, Paris, La Découverte, 1996.
3. C'est ce que propose Zbigniew Brzezinski dans son livre : *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books, 1998 (*Le Grand Échiquier*, Paris, Hachette Pluriel, 2000). Cette stratégie paraît mieux rendre compte de ce qui se passe que l'ouvrage de Samuel Huntington *The Clash of Civilizations, op. cit.*, ou le stimulant exercice de Francis Fukuyama, *The End of History, op. cit.*
4. Boris Berezovski, Vladimir Goussinski, Mikhaïl Khodorkovski, Mikhaïl Friedman, Piotr Aven, Vladimir Potemkine, Alexandre Smolenski...
5. D'abord condamné à huit ans de prison, pour évasion fiscale, sa peine est reconduite au terme d'un procès manipulé par le pouvoir.
6. Marie Mandras, *Russie, l'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008.
7. Anatole Leroy-Beaulieu (*L'Empire des tsars et les Russes*, publié en 1897 et réédité chez Laffont, coll. « Bouquins » en 1991) émet sur la société russe des vues particulièrement pénétrantes.
8. Ioukos menait, semble-t-il, des négociations avec les majors américaines Exxon/Mobil et Chevron/Texaco pour leur revendre une partie de son capital au moment de son arrestation.
9. Annie Jafalian, *La Russie, puissance énergétique. De l'arme politique aux logiques du marché*, Bruxelles, Bruylant, 2011.
10. En 2006, les livraisons de gaz russe ont été réduites de 20 à 50 % en France en Italie, et de 34 % en Autriche et en Hongrie, ce qui a inquiété, à juste titre, les Européens. Depuis, la Russie s'est comportée en partenaire fiable.

- [11.](#) Avant la construction du BTC, un oléoduc Bakou-Soupsa débouchant sur la mer Noire avait été mis en place dès 1999.

## V

# De la crise asiatique aux États « émergents »

En l'espace de quelques années, la perception du monde dans lequel nous vivons s'est sensiblement modifiée, depuis la crise financière asiatique de 1997 (cela se passait là-bas, pas ici) jusqu'à l'apparition du G20 (et non plus du G7) et des États dits « émergents », réunis sous la rubrique provisoire de BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine (2009), puis de BRICS avec l'Afrique du Sud (2011), de BRIICS enfin, avec l'Indonésie (2012).

La crise financière de 1997 frappait essentiellement ce qu'on nomme Asie du Sud-Est. À propos de cette appellation, il faut rappeler qu'elle est contemporaine et qu'il n'a jamais existé, dans le passé, d'ensemble régional défini comme tel. De la Birmanie aux Philippines, les États concernés ont connu, en réalité, des destins historiques très divers. Les États dits hindouisés, tels que la Birmanie, la Thaïlande, le Cambodge et le Laos, sont tous marqués par le bouddhisme (Hinayana). L'Indonésie, de son côté, fut d'abord hindouisée, comme en témoigne encore Bali, puis marqué par le bouddhisme, comme à Borobudur, à Java. Son islamisation remonte aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles et s'est effectuée, comme en Malaisie ou à Brunei, non par les armes mais à travers les contacts marchands. Sa constitution en tant qu'État est la conséquence de l'occupation des « Indes néerlandaises ».

L'Indonésie n'intervient qu'après son indépendance (1949) dans l'équilibre régional (tentative d'union avec la Malaisie, annexion du Timor-Est, invasion de l'Irian Jaya et, plus discrètement, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée).

Trois des États les plus dynamiques de l'Asie du Sud-Est n'ont cessé d'être en conflit. La Birmanie contre la Thaïlande, avec des fortunes diverses, et le Viêt-nam (sinisé comme la Corée) tout au long de son expansion vers le sud contre le Champa – aujourd'hui disparu – et le Cambodge.

Le cas des Philippines est unique dans cette aire. Il s'agit du seul État catholique, le pays ayant été occupé et converti par les Espagnols du XVI<sup>e</sup> siècle à 1898. Une minorité musulmane, déjà présente à l'arrivée des Espagnols, se trouvait à Mindanao, où elle forme toujours une communauté religieuse spécifique, avec ses revendications propres.

Depuis une vingtaine d'années, d'une façon générale, on relève peu de conflits entre États dans cet ensemble devenu l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), une association de type économique dont la cité-État de Singapour témoigne de la réussite économique. La Thaïlande connaît pourtant, depuis 2004, des revendications violentes dans ses provinces de l'extrême sud, peuplées de musulmans, ce qui a aussi été le cas aux Philippines (Mindanao). De son côté, l'État birman a connu, durant trois décennies au moins, des insurrections sur l'ensemble de sa périphérie, parsemée de minorités diverses, avantagées durant la période coloniale et mises au pas depuis par l'État centralisateur dans le cadre d'une dictature militaire. Celle-ci joue depuis peu l'ouverture, après avoir été essentiellement soutenue par la Chine durant vingt ans.

Quoi qu'il en soit, les réalités de l'Asean sont plus complexes qu'il n'y paraît, et ces États, jadis considérés comme plus ou moins tributaires de la Chine, sont aujourd'hui très soucieux de leur souveraineté. Celle-ci dépend de l'équilibre entre la présence des États-Unis et le poids de la Chine.

Fin 1997, l'Asie du Sud-Est plonge dans le marasme. À l'exception de la Malaisie et de Singapour, où la crise est aisément surmontée, la plupart des dirigeants perdent le pouvoir. La chute la plus spectaculaire est celle du chef d'État indonésien Suharto, dont le régime est notoirement corrompu. Les États qui se sont soumis aux directives du FMI, fondées entre autres sur une austérité excessive et la libéralisation sans frein, ont connu des jours difficiles. À l'inverse, ceux qui n'ont pas voulu s'y plier, telle la Malaisie, ou qui, comme la Chine et l'Inde, ont conservé le contrôle sur la situation, n'ont pas pâti de la crise : ils ont maintenu à un bas niveau leur taux de change pour stimuler les exportations et ont restructuré leurs entreprises. À la fin de la décennie, l'équilibre est à peu près retrouvé en Asie. Tardivement, le FMI admet avoir commis des erreurs d'appréciation.

## Les BRIICS entrent en scène

La cohérence de cette catégorie singulière, et sans doute provisoire, tient à une réalité : le poids récent, au sein de l'économie mondiale, des pays qu'elle regroupe.

L'essentiel du phénomène des BRIICS est là, car ces États ont, au-delà de leur poids économique, peu d'intérêts politiques communs à long terme. La Russie joue sa partition en essayant, avec un indéniable succès d'ailleurs, de restaurer ses moyens et son influence depuis le début de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. La Chine, en vingt ans, est passée au rang de grande puissance, dépassant l'Allemagne et le Japon. Le milieu des experts, notamment aux États-Unis, estimait à la fin des années 1990 qu'il faudrait une trentaine d'années à la Chine pour rejoindre le Japon. Elle est perçue désormais, comme le montre le changement d'épicentre stratégique américain vers l'Asie/Pacifique, comme le rival de demain. L'Inde, quelles que soient ses pesanteurs, est la puissance majeure de l'Asie du Sud, laissant loin derrière son adversaire constitutif, le Pakistan. L'Indonésie se développe à bonne allure. Le Brésil, bien qu'extrêmement inégalitaire, a franchi cette fois le cap du décollage et ne se pose plus la question de son avenir. L'Afrique du Sud enfin, qui en a fini avec l'apartheid (1994), dispose de ressources considérables. Avec plus de 51 millions d'habitants, elle est le seul poids lourd, sur le plan économique, de l'Afrique subsaharienne, avec le Nigeria. Les inégalités y sont considérables mais, du point de vue des infrastructures, l'avance de l'Afrique du Sud, due en partie à son histoire, est très nette par rapport aux autres États situés au sud du Sahara. Elle entretient des rapports privilégiés avec le Brésil et l'Inde, qui sont peut-être circonstanciels.

La contribution de l'ensemble de ces pays, largement dominée par le poids de la Chine, se situe autour de 35 % en parts de production mondiale. Mais pourquoi des pays comme la Corée du Sud, la Turquie ou le Mexique ne figurent-ils pas dans ce groupe ?

L'un des points communs à ces États, par ailleurs disparates, est de prétendre modifier un système international fondé par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Le monde a changé, or les règles internationales demeurent celles d'hier. Au sein de l'OMC, l'hégémonie absolue, naguère exercée par l'Occident et le Japon, est révolue. Le poids de ces États et de quelques autres, dont ceux mentionnés plus haut, ne peut que croître. Mais il est

exclu, en dehors de quelques initiatives ponctuelles et souvent plus bilatérales que collectives, de voir se former un projet politique commun aux BRIICS. Seuls comptent leur pouvoir de contestation et leur poids économique. Les intérêts nationaux des uns et des autres, déterminés par des situations géopolitiques différentes, ne peuvent que susciter des comportements différents.

On le constate aujourd'hui : la Chine joue essentiellement seule sa partie, avec la Russie comme alliée circonstancielle, et compte sur ses investissements pour s'assurer une clientèle en Asie, en Afrique, en Amérique latine, etc.

## Le Brésil et ses ambitions

Le Brésil est quasiment le seul État parmi les « émergents » qui ne soit pas un « réémergent », autrement dit qui, après une éclipse plus ou moins prolongée, refait surface en tant que puissance. Très vaste aujourd'hui, avec plus de 8,5 millions de kilomètres carrés, le Brésil qui fut alloué en 1494 par la papauté au Portugal par le traité virtuel de Tordesillas était considérablement plus réduit que le territoire que les Portugais furent capables de se constituer par une poussée continue vers l'*Hinterland*. Entre-temps, il a fallu pour eux se battre contre les empiétements des Français (1555-1567<sup>1</sup>), qui avaient établi dans la baie de Rio une « France antarctique », avant d'en être chassés. Les Hollandais essayèrent sans succès de s'installer au Nordeste (1630-1650). À cette époque, la découverte d'or et de diamants poussait les *bandeirantes* vers l'intérieur (Minas Gerais), au-delà du territoire dévolu par le partage papal entre l'Espagne et Portugal. Par ailleurs, sur l'Amazone, il fallut marquer clairement la souveraineté portugaise, la première descente du fleuve étant réalisée par une expédition espagnole.

Le Brésil connaît, du XVII<sup>e</sup> au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, une expansion continue à la poursuite de richesses nouvelles. En vertu de la logique de la continuité territoriale, aucun rival ne pouvait freiner l'avance des Portugais, sinon la nature elle-même. Lorsqu'en 1750 l'Espagne et le Portugal délimitent, par le traité de Madrid, leurs frontières coloniales respectives, le Brésil est en somme constitué, à quelques détails près. En cent cinquante ans, les *bandeirantes* à la recherche d'or (ou d'esclaves indiens), pénétrant à cheval, en canoë ou à pied, portent la frontière toujours plus loin, sous l'effet du désir de conquête.

La réussite brésilienne est d'abord territoriale : triplement du pays par rapport à la superficie initialement dévolue ! Et contrairement aux colonies espagnoles, qui sont divisées malgré les projets fédérateurs de Bolivar, le Brésil restera uni. Aucune tentative de sécession, comme aux États-Unis, ne s'est produite malgré l'hétérogénéité des populations. Le Brésil est doté d'une façade atlantique de 7 500 km, la forêt la plus importante du monde et l'un des deux fleuves majeurs de la planète ; enfin, aujourd'hui, une population de près de 200 millions d'individus, dont l'âge moyen est peu élevé. (En 1900, le Brésil n'avait que 17 millions d'habitants.) Un moment contesté, pour la prééminence en Amérique du Sud, par l'Argentine, le Brésil l'emporte aujourd'hui de très loin. Pays le plus peuplé d'Amérique latine devant le Mexique (125 millions), il occupe démographiquement le cinquième rang mondial.

Même si la population s'est déplacée progressivement vers l'ouest et le nord, le centre de gravité démographique et économique est demeuré le Sud-Est. Le Brésil a connu autrefois le boom du café, puis du caoutchouc, qui lui ont, à chaque fois, valu des reculs spectaculaires. Aujourd'hui, si certaines productions agricoles comme le soja occupent une place importante dans son économie, compte tenu de la demande chinoise, le Brésil compte davantage sur les ressources de son sous-sol (fer, pétrole) et sur certains secteurs de haute technologie : aéronautique, extraction du pétrole en eau profonde, industries d'armement. On constate un retard dans l'informatique et les technologies de la communication. Les dépenses publiques en recherche et développement constituent 1,1 % du PIB, ce qui est bien modeste.

Après une période de dictature, de 1964 à 1975, pendant laquelle la croissance économique aura toutefois été vigoureuse, les années 1980, plus démocratiques, ne débouchent sur aucune avancée. Au cours des années 1990, des privatisations combinées avec l'intervention étatique permettent au Brésil, sous la houlette de son ministre des Finances, l'économiste Celso Furtado, de reprendre le chemin du développement (1994). Auparavant, le Brésil avait formé le Mercosur (1991) avec l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. En l'espace d'un an, de 1994 à 1995, les dépenses publiques sont réduites et l'inflation, qui atteignait 5 000 %, est ramenée à 35 %, ce qui libère le pouvoir d'achat. Lula, le syndicaliste, par ailleurs chef du parti des travailleurs, perd par deux fois les élections présidentielles, en 1994 et en 1998, face à un Henrique Cardoso, qui jouit de la confiance des populations. Ce dernier met très vite en œuvre une politique de privatisation conforme aux recommandations du FMI (énergie, télécommunications). Mais après sa réélection, il rencontre de sévères

difficultés, dues entre autres aux fluctuations de l'économie internationale, effets indirects de la crise asiatique de 1997 et, par la suite, de la forte crise argentine de 2001. La situation financière se détériore et la dette publique brésilienne quadruple en six ans. Ce second mandat, malgré les succès remportés dans la lutte contre l'inflation, la modernisation de la fonction publique et la rigueur monétaire, s'achève sur une crise économique et financière. Celle-ci, en dépit des programmes de redistribution mis en place (bourses scolaires, bourses d'alimentation, etc.), frappe durement les milieux populaires.

Lula, qui succède à Cardoso en 2003, ne cède pas au populisme. Il s'efforce au contraire de mener une politique de rigueur monétaire et de stabilité des prix tout en développant des programmes sociaux. Il institue ainsi la Bourse familiale, qui regroupe toutes les aides instituées par le gouvernement précédent. Les familles les plus pauvres, soit 3 millions et demi de familles, reçoivent, selon leurs revenus et le nombre de leurs enfants, un revenu mensuel moyen de 35 dollars US à condition de scolariser leurs enfants et de leur assurer un suivi médical (vaccination). Mais, comme Lula ne dispose pas de la majorité au Congrès, il lui faut composer et s'adapter à un système politique qu'il avait naguère dénoncé – et qui bloque en effet toute réforme radicale. La corruption est par ailleurs endémique et, en dépit d'un scandale le touchant de près (des députés de l'opposition étaient payés pour voter pour le gouvernement), Lula est réélu grâce aux programmes sociaux qu'il a généralisés. Ceux-ci permettront, par leur extension, de maintenir à flot le quart le plus déshérité de la population, soit 12 millions de familles. De nombreux emplois seront créés tandis que le salaire minimum triple quasiment pour atteindre 300 dollars mensuels en 2009, ce qui profite au pouvoir d'achat de plus de 40 millions de personnes. Les pensions de retraite sont bientôt augmentées. La classe moyenne se renforce.

En 2010, le PIB brésilien se situe au septième rang mondial, juste après celui de la Grande-Bretagne. En dépit des inégalités sociales, encore particulièrement importantes, y compris dans le contexte latino-américain, le Brésil s'impose comme puissance agricole, énergétique et minière. La construction aéronautique y est particulièrement compétitive.

Durant son second mandat, Lula sera également parvenu à améliorer les infrastructures (ports, autoroutes), l'habitat social (3 millions de logements nouveaux), l'enseignement supérieur, les services de santé. Il s'arrête au zénith de sa popularité. Constitutionnellement, Lula ne peut briguer un mandat supplémentaire. Il s'emploie donc à imposer Dilma Rousseff, qui avait été chef de son gouvernement de 2005 à 2010.

Elle est la première femme à accéder à la présidence du Brésil. Neuf des 38 ministres qu'elle nomme sont des femmes. Elle s'impose vite, en dépit d'une série de scandales liés à la corruption auxquels plusieurs de ses ministres sont mêlés. Comme Lula avant elle, elle veille à améliorer les conditions de vie des milieux défavorisés tout en encourageant les secteurs économiques les plus dynamiques. Mais la croissance s'essouffle. En 2011, elle plafonne à 2,7 % (inflation de 5,2 %). Les grèves massives du service public se sont multipliées, paralysant une partie du pays. La croissance est plus que jamais dépendante de la forte demande chinoise en soja, en pétrole et en fer.

Et les sujets d'inquiétudes ne manquent pas : les salaires ont augmenté et pèsent sur la productivité. L'État s'est considérablement alourdi. Dilma Rousseff essaie d'en réduire le coût, mais un tiers du budget fédéral demeure consacré aux pensions et aux dépenses gouvernementales. Dans de nombreux secteurs, les travailleurs peuvent décider de toucher leur pension dès l'âge de 55 ans ! Il faut encore moderniser les infrastructures routières, portuaires, ainsi que les chemins de fer...

Le Brésil a des ambitions : c'est à son initiative qu'a été formée l'Union des Nations sud-américaines (Unasur), afin de contrer la proposition des États-Unis d'une zone de libre-échange pour les Amériques (2008). La même année, le pays a pris l'initiative d'un sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes, où les États-Unis n'étaient pas présents. Par ailleurs, le Brésil a noué un « partenariat stratégique modèle » avec la Chine (2011). Il entretient aussi des liens étroits avec l'Inde et l'Afrique du Sud (IBSA), et considère l'Afrique comme sa « nouvelle frontière », se rapprochant de l'Angola, du Mozambique et des autres ex-colonies portugaises, dont le Cap-Vert, mais aussi du Kenya et de l'Éthiopie (le Brésil dispose de 36 ambassades en Afrique).

Avec la Turquie, le Brésil s'est offert (sans succès) comme médiateur entre les États-Unis et l'Iran sur la question du nucléaire (2010). Initiative impensable cinq ans plus tôt. Du point de vue militaire, le Brésil entend d'ailleurs réorganiser ses forces armées, améliorer ses moyens maritimes, son aviation de combat, et envisage, à plus long terme, la construction de sous-marins à propulsion nucléaire et de deux porte-avions. Il y faudra, bien sûr, une croissance plus soutenue.

Occasions de rehausser son prestige, le Brésil sera le siège de la Coupe du monde de football en 2014, et des Jeux olympiques en 2016. Mais en dépit d'une très belle percée au cours de la première décennie, elle-même en partie préparée dès 1993, sous le premier mandat d'Henrique Cardoso, le Brésil a encore

beaucoup à faire pour réduire ses déficiences structurelles. Celles-ci sont nombreuses, en marge de secteurs avancés. Cependant, les ressources du pays sont si considérables que l'avenir lui reste ouvert. Après les années euphoriques, il va toutefois falloir affronter le temps des réformes impopulaires.

## L'Inde, ou les faiblesses d'un géant

Comme on l'a dit, la domination britannique s'impose au Bengale au dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le premier représentant de Sa Majesté britannique arrive, par voie maritime, à Calcutta en 1786. L'occupation indirecte ou directe menée par la Compagnie des Indes, sur l'ensemble du sous-continent, est effective après les guerres napoléoniennes (1815). Pour la première fois, l'Inde n'a pas été investie par le Nord-Ouest. Les batailles décisives se livraient habituellement dans la plaine de Delhi face à des groupes martiaux trempés par les conflits récurrents des marches : Penjâbis, Rajasthanis, Sikhs, Marathes. Puissance maritime, l'Angleterre est arrivée à revers. Après l'importante mutinerie de 1857, l'administration du pays est assurée par l'État britannique. La population passe de 250 millions en 1880 à 300 millions en 1920, et à 400 millions en 1947.

Lorsqu'à cette date la Grande-Bretagne accorde l'indépendance et organise la partition entre musulmans et hindous, ces derniers, grâce au vote démocratique, retrouvent, pour la première fois depuis des siècles, leur indépendance. En effet, le Nord avait été dominé par les musulmans dès le X<sup>e</sup> siècle. Le sultanat de Delhi, par la suite, et durant trois siècles, s'étendit jusqu'au centre avant que la dynastie moghole ne finisse, entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, par contrôler l'ensemble du pays.

Au-delà des griefs<sup>2</sup> qu'ont pu exprimer certaines élites indiennes, le ressentiment fait d'humiliation que l'on constate chez les Chinois ou dans le monde arabe est étranger à l'Inde. Et la raison en est bien simple : en se retirant, le pouvoir colonial a remis, conformément à ses institutions, le pouvoir à la majorité indienne après de longs siècles de domination musulmane. Par ailleurs, la Grande-Bretagne a concouru à l'unité d'un pays qui n'avait que très rarement connu celle-ci : réseau de chemins de fer, télégraphe, service postal et usage de l'anglais par les élites d'un État aux langues multiples.

L'Inde n'est pas un État-nation. L'Inde est une civilisation, avec l'hindouisme pour fondement religieux constitutif, auquel s'ajoutent d'autres religions (jaïns, musulmans, sikhs, chrétiens, etc.), le système des castes, toujours prégnant bien qu'officiellement aboli, une vingtaine de langues officielles. L'Union indienne, enfin, est une fédération démocratique.

Revendiquée par la Ligue musulmane d'Ali Jinnah, la partition donne lieu à des massacres mutuels et débouche sur la création, pour des raisons géographiques, de deux Pakistan – fondés sur l'appartenance religieuse –, l'un occidental, l'autre oriental, qui deviendra le Bangladesh après la sécession de 1971 (favorisée par l'Inde).

L'irréductible rivalité entre le Pakistan et l'Inde se traduit par deux guerres, en 1948 et en 1965, à propos du Cachemire, qui se terminent à l'avantage de l'Inde, comme le conflit de 1971. Il se trouve encore en Inde environ 15 % de musulmans qui, pour des raisons diverses, ont choisi de rester dans le pays lors de la partition. Ils parlent les langues locales et, comme leur habillement ne diffère pas, ils ne sont pas aisément identifiables aux yeux de l'étranger de passage. Ils se distinguent davantage par les interdits alimentaires et les rites funéraires (les musulmans enterrent leurs morts, les hindouistes les livrent au feu). Des manifestations sanglantes, provoquées par le parti nationaliste BJP contre des musulmans, se sont produites il y a quelques années. Elles ont été condamnées par le parti du Congrès.

Héritée de Gandhi et son mouvement de masse fondé sur la non-violence, l'Inde de Nehru choisit le non-alignement avant même la conférence de Bandoeng (1955). Celle-ci marque le retour dans l'histoire active de peuples naguère dominés par les puissances coloniales. Au plan des institutions, l'Inde s'efforce de respecter l'État de droit. C'est ainsi qu'une loi votée sous Nehru interdit toujours aux Indiens l'achat de terre au Cachemire. Plus d'un demi-siècle plus tard, le Cachemire n'est peuplé que de Cachemiris. Rien pourtant n'aurait été plus simple que de pratiquer, comme au Xinjiang ou en Mongolie intérieure, une politique de colonisation.

Il y a une soixantaine d'années, le voyageur qui se rendait en Inde et s'intéressait aux conditions de vie de la majorité de la population, éprouvait un sentiment d'accablement devant l'insondable misère, sans perspective, similaire à celui qu'éprouvera plus tard, lors de sa première visite, V. S. Naipaul, et qu'il décrit sans fard dans *India, a Wounded Civilization*<sup>3</sup>. Mais dès 1960, la « révolution verte », fondée sur la culture d'une variété de riz à haut rendement

et l'irrigation, commença à mettre l'Inde à l'abri des grandes famines de naguère.

L'Inde et la Chine sont des pays exceptionnellement peuplés puisque, sur l'échelle démographique, l'un et l'autre ont près d'un milliard d'habitants de plus que le pays suivant, les États-Unis, avec un peu plus de 300 millions. Bien que non alignée, l'Inde a d'abord été fascinée par les plans quinquennaux soviétiques de l'époque de Nikita Khrouchtchev et du Spoutnik (1957) et n'a alors connu, dans le cadre d'un système étatique peu performant, qu'un rythme de croissance économique médiocre, ne dépassant que de très peu sa progression démographique (1950-1990). Après la chute de l'Union soviétique, l'héritage socialisant à base de planification centralisée a été abandonné au profit du marché. Les droits de douane (près de 90 %) ont été progressivement réduits, les licences d'importation pour les biens d'équipement supprimées, les investissements étrangers encouragés. La roupie est devenue convertible. Cette graduelle libéralisation, au cours de la décennie suivante, a été à l'origine d'une phase de croissance exceptionnelle. C'est ainsi que les États-Unis se sont rapprochés de l'Inde sous l'administration de George W. Bush, qui estimait que l'Inde pourrait faire contrepoids à la puissance chinoise.

L'euphorie d'hier, partagée par d'autres « émergents », rencontre aujourd'hui des conditions moins favorables et met en lumière les pesanteurs dont on se préoccupait moins lorsque la croissance était particulièrement dynamique. Au neuvième ou dixième rang de l'économie mondiale, l'Inde se tient loin derrière la Chine, dont le PIB est le triple du sien et qui exporte quatre fois plus de marchandises. Le pays souffre notamment du marasme relatif de l'économie mondiale et du prix élevé du pétrole, mais les problèmes essentiels dont il souffre tiennent à ses propres insuffisances, à des blocages internes.

L'économie est ainsi ralentie par certaines règles trop contraignantes et par la corruption qui mine l'appareil d'État : une corruption maintes fois dénoncée et jamais combattue. Le secteur agricole produit 15 % environ du PIB, mais occupe 50 % de la main-d'œuvre. Les fermiers et paysans se plaignent des prix fluctuants des denrées et des pratiques arbitraires d'achat de terres (qui, au nord-est du pays, ont débouché sur une insurrection maoïste non négligeable). La corruption la plus pesante frappe le secteur des mines. La bureaucratie d'État, encouragée par l'impunité, avantage le *big business*, non les PME.

En 2011, la croissance s'est ralentie, mais atteint toujours 6 %, avec une inflation réduite (4 %) mais une hausse sensible des taux d'intérêts. Le parti du Congrès au pouvoir pendant cinquante-quatre ans, sur les soixante-cinq années

d'indépendance, a grand besoin d'un *aggiornamento*. Depuis deux ans, les investissements privés, qu'ils soient internationaux ou plus modestement nationaux, ont fortement baissé ; le déficit fiscal se creuse, le cours de la roupie est à la baisse (– 20 %). Aucune réforme d'envergure n'a été entreprise depuis des années. En attendant les élections de 2014, le pays vit dans une paralysie relative, dans le cadre d'un système politique où la nécessité de former des coalitions pour gouverner accentue les blocages. La bureaucratie est tatillonne, inefficace – et de surcroît pléthorique. Quel que soit l'échelon, chacun se convainc qu'il est plus sûr de ne rien bousculer d'un système dont on tire profit. C'est ainsi que le gouvernement précédent, dirigé par le BJP, le parti du peuple indien, qui était réformiste et avait créé les conditions d'un développement économique accéléré, n'a pas été reconduit en 2004. Mais il n'est toutefois pas exclu que le BJP revienne au pouvoir en 2014 avec Narendra Modi pour dirigeant.

Du coup, les investissements ont substantiellement diminué dans le secteur des mines, de la construction, de l'immobilier, des télécommunications, de l'énergie et de l'automobile. Des scandales financiers d'une ampleur considérable affectent aujourd'hui certaines de ces industries. Des politiciens, membres du gouvernement, sont accusés par un organisme public indépendant d'avoir détourné la somme fantastique de 34 milliards de dollars en octroyant des contrats sur des mines de charbon à des groupes privés, sans passer par la procédure d'appel d'offres. La présente coalition, au pouvoir depuis 2004, a par ailleurs été accusée d'avoir fait perdre à l'État, sur un contrat concernant des téléphones mobiles, 39 milliards de dollars... Il faut dire que la croissance de la dernière décennie a généré, dans le domaine industriel comme dans le foncier et l'immobilier, un système de corruption atteignant un niveau encore inconnu en Inde.

On attend toujours la réforme annoncée du règlement des investissements étrangers. Il est en effet très difficile de prendre des décisions : le Congrès, divisé, concourt énormément à l'immobilisme<sup>4</sup>. Le chef de l'État, Manmohan Singh, qui s'était annoncé sous les couleurs de la moralité publique, est à la tête du gouvernement le plus corrompu de l'histoire du pays (tout en étant lui-même apparemment irréprochable). Or, l'infrastructure du pays aurait besoin d'être sérieusement modernisée, le réseau routier notamment. La vétusté de ces infrastructures freine le développement du secteur industriel, ce qui contribue à alourdir le déficit de la balance des paiements. La dette publique, en pourcentage du PIB, s'élève par ailleurs à 65 %. Mais les routes comme les chemins de fer

n'en sont pas moins engorgés, ce qui ajoute aux problèmes logistiques. Autre contrainte pesant sur le budget : le gouvernement subventionne la vente de pétrole à bas prix pour aider les catégories défavorisées dont le nombre tend à augmenter.

L'Inde dispose cependant de formidables atouts dans les technologies de l'informatique et de la communication. Ce sont souvent des Indiens qu'on rencontre dans le Golfe ou aux États-Unis, dans ces domaines. Hautement qualifiés, ces techniciens sont, autre atout, anglophones. Par ailleurs, nombre d'industriels indiens animent de puissantes multinationales.

Mais l'image d'une Inde conquérante, véhiculée par quelques hommes d'affaires et de remarquables spécialistes du monde informatique, ne doit pas faire oublier que 50 % environ de la population continue de dépendre de l'agriculture<sup>5</sup>. Le secteur public occupe, par ailleurs, une place considérable dans l'économie, puisqu'il représente quelque 60 % du PIB. En revanche, l'industrie et les produits manufacturés (si importants dans le commerce extérieur chinois) occupent une place modeste, soit un peu plus de 20 %, à peine plus que l'agriculture.

Il y a un peu plus de trente ans, l'écart entre la Chine et l'Inde était relativement peu important en terme de revenu par habitant. Depuis, celui de la Chine a doublé par rapport à celui de l'Inde. En Chine, les efforts en matière d'éducation ont été beaucoup plus systématiques (tout comme au Brésil) qu'en Inde. Bien sûr, en vingt ans, l'alphabétisation y est passée de 50 % environ à plus de 70 % de la population. L'éducation supérieure est de qualité variable en Inde, et on manque d'ingénieurs (il en faudrait six fois plus) ainsi que d'artisans qualifiés : plombiers, électriciens, charpentiers, etc. À en croire les responsables des firmes occidentales, le niveau des diplômés, à l'exception d'une petite minorité, laisse à désirer.

Le nombre des urbanisés approche les 400 millions, et une partie d'entre eux vivent dans des villes qui dépassent 10 à 15 millions d'habitants : Delhi, Mumbai (Bombay), Chennai (Madras), Kolkata (Calcutta), Hyderabad, Bangalore, Ahmadabad. La moitié de la population vivrait au-dessous du seuil de pauvreté (chiffres 2010).

Au cours de la dernière décennie, l'Inde, comme les autres réémergents asiatiques et le Brésil, a commencé à mettre en place les conditions d'une politique extérieure plus active. La diplomatie indienne reste, sans doute encore, tout à fait modeste, mais des liens bilatéraux importants ont été tissés avec les États-Unis, le Japon (2006), l'Australie (avec l'Asean) ou trilatéraux (avec le

Brésil et l'Afrique du Sud), sans négliger des liens plus anciens avec la Russie. À l'égard du Pakistan, depuis l'invasion de ce dernier à Kargil (1999) jusqu'au dernier attentat de 2008 à Mumbai, l'Inde a fait preuve d'une remarquable retenue.

Face à la Chine, dont la frontière n'est pas fixée et avec laquelle un bref conflit, en 1962, s'est soldé par un échec pour l'Inde, Delhi s'est engagée dans la voie d'un rapprochement avec les États-Unis et le Japon. Du point de vue militaire, le renforcement est sensible. Les États-Unis sont les premiers pourvoyeurs d'armes, rôle qui avait longtemps été tenu par l'URSS. Depuis 2003, l'Inde fait un effort tout particulier pour se doter d'une marine à la mesure de ses ambitions, avec 150 navires de guerre. Par ailleurs, en avril 2012, l'Inde a lancé avec succès Agni V, une fusée d'une portée de 5 000 km. Elle entend se doter d'un porte-avion construit en Inde, le *Vikranti*, en 2015. 4,2 % de la croissance économique sont investis dans le domaine militaire.

Le dossier afghan est suivi de près par l'Inde, dans la mesure où le Pakistan y est fortement impliqué. Ses représentations consulaires, fermées en 1999, ont été rouvertes à Kandahar, Jalalabad, Mazar-e-Charif et Herat. En dispensant, officiellement, une aide de 1,5 milliard de dollars à l'Afghanistan, l'Inde est l'un de ses principaux donateurs. De façon plus discrète, elle soutient nombre d'éléments hostiles à un éventuel retour des talibans à Kaboul.

## Le Pakistan, épice de la crise durable

Le Pakistan ne fait évidemment pas partie des États « émergents » ni, non plus, de ceux qui sont au bord de la faillite. Mais il s'agit d'un État qui compte : non seulement il est doté du feu nucléaire, mais, avec près de 185 millions d'habitants, il est le deuxième pays musulman après l'Indonésie. D'ailleurs, depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, le Pakistan n'a cessé de jouer un rôle régional majeur, qui n'est pas près de s'éteindre. Enfin, dans sa rivalité constitutive avec l'Inde, le Pakistan, longtemps allié aux États-Unis, devenu partenaire ambigu, est également soutenu par la Chine, qui voit en lui un allié de revers. Même surclassé par l'Inde, le Pakistan demeure un État dont le pouvoir de nuisance, tant contre l'Inde qu'en Afghanistan, est important. Certes, le pays est en crise, mais il est plus solide qu'il n'y paraît dans la mesure où l'armée et ses services sont capables de contrôler, pour l'essentiel, une situation moins chaotique peut-être qu'on le dit souvent.

Le bilan, depuis l'indépendance, est pourtant, il est vrai, plutôt médiocre. Une partie des élites musulmanes, emmenées par Mohammad Ali Jinnah, se refusait à jouer les minorités dans le cadre d'un État à majorité indienne. Lorsque la partition, après maintes violences, fut consommée, Jinnah prôna un État démocratique – et non théocratique. Il ne fut pas suivi. D'emblée, avant même son décès (1948), la rivalité à propos du Cachemire tendit les rapports, spontanément hostiles, avec l'Inde qui ne se définissait pas comme une république hindoue mais se voulait pluraliste – et aurait préféré éviter la partition. Quoi qu'il en soit, malgré la création du Pakistan occidental et du Pakistan oriental (qui enserrant l'Inde), l'Inde abrite une minorité musulmane (15 %), qui est aujourd'hui quasiment équivalente en nombre à la population pakistanaise.

Le Cachemire, en grande partie musulman, a été partiellement rattaché à l'Inde au terme d'un conflit (1948). Il n'est pas certain, d'ailleurs, que le règlement de ce différend pacifique eût fait disparaître l'antagonisme entre le Pakistan et l'Inde. Longues sont, en effet, les mémoires sur cette question, et le fait d'avoir longtemps régné sur les hindous n'est pas oublié par les élites pakistanaises. Du côté indien, au moins chez les nationalistes, on n'en a pas fini avec le souvenir de l'humiliation historique et des temples détruits sous Aurangzeb, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Les guerres ultérieures, en 1965 et 1971, ne changèrent rien à la situation du Cachemire, sinon que ces défaites militaires accrurent le ressentiment pakistanais. Celui-ci se nourrissait déjà de l'inégalité constitutive entre l'Inde et les deux Pakistan : l'Inde était plus de trois fois plus vaste et trois fois et demie plus peuplée au moment de la partition. Aujourd'hui, l'Inde dispose d'une supériorité numérique écrasante et dépasse d'un milliard la population du Pakistan, sans parler de sa supériorité économique.

L'échec le plus dur du Pakistan fut la sécession de sa partie orientale. Chacune des deux entités s'était politiquement développée de son côté. Le refus du Pakistan occidental de voir accéder au pouvoir, à Dakka, un parti qui exigeait un maximum d'autonomie, déboucha sur une insurrection au Bengale, durement matée par l'armée pakistanaise. L'armée indienne intervint, s'empara de Dakka et, moins d'un an plus tard, le Pakistan oriental se proclamait indépendant sous le nom de Bangladesh. L'humiliation des militaires pakistanais fut double. Battus par l'Inde d'Indira Gandhi, une fois encore, il leur fallut en outre s'incliner et remettre le pouvoir à Zulfikar Ali Bhutto, un civil dont la responsabilité dans l'intervention armée au Pakistan oriental n'était pas mince.

En vérité, le Pakistan est obsédé par son hostilité militante à l'endroit de son puissant voisin. Et l'armée pakistanaise, qui compte 650 000 hommes, est d'abord préoccupée par cet antagonisme, et sans doute ses élites, dont celles qui animent l'ISI (Inter Services Intelligence), y voient-elles la justification du poids dont elles disposent dans le pays, y compris dans son économie.

Les dictatures militaires ont ponctué l'histoire du pays : 1958-1971 ; 1977-1988 ; 1999-2008. Même la période dite « démocratique » de 1988 à 1999 fut en fait marquée par la surveillance permanente de l'armée et de ses puissants services (ISI). Le pouvoir effectif demeure, en dernier ressort, entre les mains des militaires et les gouvernements civils ont presque toujours été fragiles.



## *Pakistan : zones tribales*

L'islam est la religion d'État de la République islamique du Pakistan, sa raison d'être aussi, mais le fait de partager la même religion n'a pas empêché la sécession du Bangladesh ni n'a effacé les identités linguistiques et/ou ethniques qui composent le pays : Pachtounes : 16 % ; Sindhîs : 14 % ; Baloutches<sup>6</sup> : 4 % ; Penjâbis et apparentés : plus de 50 %<sup>7</sup>. On est passé, avec l'accession au pouvoir de Zia-ul-Haq, en 1977, qui fit pendre Ali Bhutto, à un islam rigoriste, opposé, notamment, à l'islam soufi – et plus encore au chiisme (environ 20 % de la population), sous l'influence des *medressas* déobandies<sup>8</sup>.

Les Pachtounes, bien intégrés dans l'armée, ont la particularité de se trouver de chaque côté de la frontière pakistano-afghane. Au Pakistan, ils seraient près de 20 millions et, en Afghanistan, environ 15 millions. Leur territoire a été divisé par la ligne Durand, dessinée par les Britanniques à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le pouvoir est essentiellement dominé par les Penjâbis, et leur province est non seulement la plus peuplée, mais la plus riche du pays. Les Sindhîs occupent, en ville, des positions souvent élevées tout en se disant mécontents de leur statut politique (bien que le chef du gouvernement actuel soit un Sindhî). Une catégorie particulière, celle des réfugiés venus de l'Inde pour devenir citoyens du Pakistan, qu'on appelle les Mohajirs, s'est regroupée en 1984 dans un parti à part : ils ne se sont, en effet, jamais intégrés. C'est qu'ils se sont heurtés, notamment à Karachi, ville d'une grande violence, successivement aux Pachtounes puis aux Sindhîs (Karachi se trouvant être la capitale du Sind), et à nouveau aux Pachtounes.

Dès l'été 1979, et plus encore après l'intervention soviétique, les États-Unis soutiennent le Pakistan, qui appuie les moudjahidines en Afghanistan. Quant à l'Arabie Saoudite, elle trouve là l'occasion de soutenir les plus radicaux des mouvements afghans, celui de Gulbuddin Hekmatyar, pour faire pièce à la révolution de l'Iran chiite. Bien que les relations américano-pakistanaïses se soient trouvées au plus bas avec l'arrivée au pouvoir de Zia-ul-Aq, l'intervention soviétique changea la donne. À partir de 1980, le Pakistan voit ses dettes rééchelonnées et bénéficie d'aides substantielles. Les militaires pakistanaïses, et plus particulièrement les personnels de l'ISI, apportent leur soutien aux moudjahidines et, parmi eux, surtout au Hizb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Le général Zia disparaît en 1989 dans un accident d'avion aux causes mal éclaircies.

Après le retrait soviétique, la guerre civile en Afghanistan éclate entre les différents partis, avec un vif antagonisme entre les Tadjiks du commandant Massoud et le Hizb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. On sait, désormais, le rôle qu'aura joué le Pakistan dans la formation et l'armement des talibans. Ceux-ci vont bientôt s'imposer en Afghanistan entre 1994 et 1996 ; et redonner une « profondeur stratégique » au Pakistan dans sa lutte contre l'Inde.

C'est que le Pakistan caresse aussi le projet d'accéder aux hydrocarbures d'Asie centrale. Et puis, l'islamisme radical qui se développe en Afghanistan, dopé par Al-Qaïda, paraît de bon augure à l'ISI, de plus en plus obsédé par l'Inde, d'autant plus que, depuis 1989, le Cachemire est agité par un mouvement prônant le rattachement à l'Azad Cachemire (Hizb-ul-Mujahideen) et un autre prônant l'indépendance (Front de Libération du Jammu et Cachemire).

Grâce à la possession de l'arme nucléaire et à son pouvoir égalisateur, le Pakistan est sans doute, depuis 1999, l'État dont la capacité de nuisance est la plus affûtée au monde. Au cours des années 1990, il accorde un soutien de fait aux mouvements militants qui s'introduisent chaque printemps au Cachemire. Mais en 1999, les troupes pakistanaises s'associent aux groupes islamistes combattants et s'infiltrèrent de l'autre côté de la ligne de contrôle, sur les hauteurs de Kargil. Ils comptaient, à partir de cette position de force, obliger la communauté internationale à intervenir pour aboutir à un règlement du différend cachemiri. L'opération éclair entreprise par l'armée indienne ruina cette perspective, les États-Unis intervenant de leur côté pour sommer le Pakistan de retirer ses forces armées (alors même qu'Islamabad prétendait ne pas être engagé dans l'affaire). Le Pakistan devra désormais se contenter d'appuyer des formations irrégulières.

Le terrain, le long de la frontière afghano-pakistanaise, se prête admirablement au développement de groupes semi-clandestins, tant au Swat qu'au Waziristân (sud et surtout nord), ainsi qu'au Fata<sup>9</sup>, ce territoire de 27 000 km<sup>2</sup> regroupant environ 3 millions d'habitants. Mais les attentats du 11 septembre 2001 obligent le pouvoir pakistanais à choisir entre son soutien au régime du mollah Omar et Washington, provoquant finalement un retournement forcé contraire à ses intérêts. Le Pakistan obtient d'abord de retirer ses militaires d'Afghanistan avant l'intervention américaine : il pratiquera dès lors son double jeu. D'une part, la collaboration logistique avec les États-Unis permettra à ces derniers d'utiliser le territoire pakistanais pour acheminer une partie de leur matériel tout au long du conflit (avec quelques tensions en 2011-2012), et, d'autre part, l'ISI encouragera les opposants du régime d'Hamid Karzaï à lutter

contre ce dernier. C'est le cas des talibans (Quetta), du réseau Haqqani (Nord Waziristan) et des partisans de Gulbuddin Hekmatyar. La duplicité de l'armée pakistanaise apparaîtra de façon flagrante en mai 2011, au moment de l'opération menée à Abbottabad, près de l'académie militaire de l'armée pakistanaise, qui aura permis l'élimination d'Oussama Ben Laden.

Dans la mesure où l'Inde et le Pakistan sont des puissances nucléaires, leur antagonisme doit être canalisé et limité aux opérations irrégulières. C'est ainsi que le Pakistan, État perturbateur, insatisfait du *statu quo* et désireux de contrecarrer l'Inde sur tous les terrains possibles, s'est fait une spécialité de l'instrumentalisation des mouvements subversifs. Mais à force d'aider à l'organisation de groupes islamistes afin d'obliger l'Inde à mobiliser des moyens et des hommes, le Pakistan a fini par générer des bataillons de jihadistes... qui se sont retournés contre lui. En 2007, est ainsi apparu le Tehrir e Taliban pakistanais, qui a engagé l'épreuve de force contre l'État (incident de la mosquée Rouge). Des attentats audacieux ont frappé, dans les années suivantes, Islamabad, Karachi, Lahore, Rawalpindi, etc.

Les États-Unis, soucieux de contenir la Chine, et donc de se rapprocher de l'Inde, ont passé l'éponge sur le programme nucléaire indien, qui s'était développé de façon autonome. D'autant qu'en 2007 encore, une dizaine de militants du Lashkar-e-Taïba, dont un seul survécut, frappèrent Bombay (Mumbai) de terreur durant quelque vingt-quatre heures, causant la mort de 173 personnes et en blessant plus de 300.

L'armée pakistanaise, maintes fois pressée par les États-Unis de frapper les zones tenues par les groupes subversifs, s'est finalement décidée à agir au Swat et au Sud-Waziristan, l'un des bastions du TTP, mais s'est bien gardée d'intervenir au Nord-Waziristan, où se trouvent certains des groupes de talibans afghans qu'elle soutient (Haqqani). L'ISI a veillé en même temps à mettre sous contrôle les négociations engagées entre le gouvernement d'Hamid Karzaï et les talibans (arrestation durant huit mois d'un des cadres majeurs de ce mouvement : Abdul Ghani Baradar).

Depuis la liquidation de Ben Laden, les relations entre le Pakistan et les États-Unis se sont tendues, mais il importe, pour les États-Unis, de maintenir de bons rapports avec un État susceptible de faciliter leur sortie d'Afghanistan en 2014. Sur le terrain, en Afghanistan, les conditions se sont détériorées : nombre d'instructeurs ont été assassinés lors de sessions de formation qu'ils consacraient à l'armée nationale afghane (ANA). Le Pakistan s'est alors tourné vers la Chine qui, prudemment, ne l'encourage pas à une rupture ouverte avec les États-Unis,

ni ne cherche à se substituer officiellement à Washington en apportant une assistance financière.

Dans l'avenir immédiat, les rapports entre le Pakistan et les États-Unis resteront ambigus et potentiellement conflictuels dans la mesure où les deux États n'ont pas les mêmes intérêts en Afghanistan. La politique de soutien pakistanais aux groupes jihadistes destinés, en principe, à frapper l'Inde inquiète évidemment Washington. Ces groupes, dont on ne peut garantir le contrôle, ont une capacité de nuisance sérieuse dans une région portée au désordre. Et de fait, le Pakistan demeure l'épicentre d'une crise durable.

## La Turquie, nouveau pivot géopolitique

L'Empire ottoman connaît une période d'exceptionnelle grandeur du milieu du xv<sup>e</sup> siècle à la fin du xvi<sup>e</sup>. Fondée non sur une élite héréditaire familiale (à l'exception de la maison d'Osman, le fondateur de la dynastie), mais sur le mérite, la machine de guerre ottomane se nourrit de conquêtes. Lorsque celles-ci cessent, le recul est bientôt entamé. Dès la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, l'Empire, face aux avancées européennes, entre en décadence accélérée. Les réformes (*tanzimat*) ne sont que partiellement appliquées, et concernent surtout la modernisation de l'armée et de l'administration<sup>10</sup>.

Dans la seconde partie du xix<sup>e</sup> siècle, la politique de centralisation, destinée à mieux assurer le contrôle du territoire, ne parvient pas à freiner la fragmentation, fruit du caractère multiconfessionnel et multiethnique de l'Empire. C'est ainsi que certains groupes, du moins leurs élites, sont largement influencés par les idées européennes – nationalisme et socialisme notamment –, véhiculées principalement par la France et la Russie. On constate aussi, en Syrie surtout, la naissance d'un nationalisme arabe. Les dirigeants turcs sont également touchés par ces débats dont l'enjeu est d'autant plus vif que l'Empire se défait. Des idées parfois contradictoires, comme le progrès, l'aspiration à davantage de liberté, le besoin de grandeur retrouvée, un nationalisme fondé sur la race, agitent des élites conscientes de leur mal-être.

Dans le dernier quart du xix<sup>e</sup> siècle, la crise politique et financière s'accroît. L'arrivée au pouvoir du sultan Abdul Hamid II (1876-1909) sonne le retour de l'instabilité : l'Empire est endetté et ne contrôle plus véritablement son économie, dont des pans entiers dépendent désormais de la Grande-Bretagne et

de la France. Une constitution libérale est bientôt promulguée, mais non appliquée. Au même moment, la Russie cherche à se débarrasser de la présence ottomane dans les Balkans orthodoxes et, si possible, dans les détroits. La France se veut la protectrice des chrétiens d'Orient...

La guerre de 1878, contre la Russie, est perdue. À Berlin, un congrès reconnaît l'indépendance de la Serbie et de la Roumanie. Les trois ou quatre dernières décennies de l'Empire ottoman sont dramatiques, et la Sublime Porte ne perdure que parce que la Grande-Bretagne ne veut pas voir la Russie accéder aux Dardanelles. Le pouvoir du sultan – également Commandeur des croyants – demeure cependant entier : c'est ainsi qu'Abdul Hamid II engagera les massacres perpétrés, en 1895-1896, contre les Arméniens.

Le mouvement des Jeunes-Turcs, en réaction, est agité de deux courants contradictoires. Les réformistes, plutôt libéraux, d'un côté, avec notamment le prince Sabahadin, et « Union et Progrès », de l'autre, prônant le pantouranisme (union de tous les turcophones), et qui est ultranationaliste.

Après la révolution Jeune-Turque de 1908, à l'occasion de laquelle toutes les composantes de l'Empire fraternisent brièvement autour de l'idée d'égalité des droits, Union et Progrès l'emporte. Les événements se précipitent alors et avivent l'humiliation devant l'accumulation des reculs : le rétablissement de la Constitution (suspendue depuis plus de trente ans), la tenue d'élections, l'apparition d'une presse libre ne permettent même pas d'entamer l'hostilité des puissances à l'égard de l'Empire. La Bulgarie proclame bientôt son indépendance (1908) ; la même année, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine. La fidèle Albanie elle-même, dont la majorité de la population (60 %) est musulmane, rompt avec l'Empire et proclame son indépendance (1912). L'Italie profite des circonstances et s'empare de la Tripolitaine (1911). Enfin les guerres balkaniques menées avec âpreté (1912-1913) s'achèvent sur le retrait ottoman des Balkans, à l'exception d'une présence maintenue en Thrace.

Au terme de rudes conflits internes, le pouvoir effectif passe aux mains du comité Union et Progrès composé, à son sommet, de Talat, Enver et Djamel. L'idéologue du mouvement s'appelle Ziya Göpalk (d'origine kurde), qui prône la turcité, dont le noyau est l'Anatolie, l'islam et la modernisation<sup>11</sup>. Ce processus exige un État fort, dans lequel les droits individuels à l'européenne n'ont pas leur place, et la formation d'une bourgeoisie nationale.

Conséquence des alliances, la guerre éclate en 1914 entre des camps déjà constitués. La Grande-Bretagne, la France et la Russie se heurtent à l'Allemagne, qui appuie l'Empire austro-hongrois. L'Empire ottoman, qui a des

visées sur l'Asie centrale, se joint aux empires centraux. L'échec très coûteux de l'offensive d'Enver au Caucase, en plein hiver, détermine la décision d'éradiquer les populations arméniennes d'Anatolie (1915). Ceux-ci, soupçonnés de sympathie à l'égard de la Russie, constituaient un obstacle géopolitique aux visées pan-turques. Les guerres sont propices à ces initiatives d'État, comme on le constatera à nouveau au cours de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre est perdue par les puissances centrales, et l'armistice est signé par l'Empire ottoman fin octobre 1918. Les dirigeants Jeunes-Turcs prennent la fuite, ils sont condamnés à mort par contumace. La capitale est occupée dès mars 1919 par les forces conjointes de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie.

L'Italie a des visées sur le sud-ouest du pays, la France établit un mandat sur le sud-est, les Grecs revendiquent la région de Smyrne. Les Anglais convoitent les détroits. Un traité est signé à Sèvres en août 1920, qui impose une situation coloniale.

Dès 1919, l'armée turque n'étant pas désarmée, Mustapha Kemal, qui s'était distingué aux Dardanelles, lance un appel à la désobéissance et organise la résistance, visant à préserver l'intégrité des frontières à la veille de l'armistice. Appuyé par une très large majorité des militaires et nombre d'éléments civils, Kemal sauve l'avenir de la Turquie en entamant la guerre d'indépendance. Il se rapproche tactiquement des bolcheviks, tout en se débarrassant des communistes turcs. La France se retire de Cilicie, n'ayant pas les moyens d'imposer sa politique. La guerre contre les Grecs est victorieuse. Smyrne tombe à l'été 1922. En octobre, les troupes alliées quittent Istanbul. Pour la Turquie, douze années ininterrompues de guerre viennent de prendre fin. L'Empire, qui avoisinait 25 millions d'habitants, laisse place à une Turquie qui réunit à peine 11,5 millions d'habitants. Entre-temps, les Grecs du Pont ont été décimés.

Le traité de Lausanne (1923) assure l'intégrité territoriale de la Turquie. Un échange de population est effectué entre Grecs et Turcs sur une base confessionnelle, impliquant plus d'un million de Grecs et 500 000 Turcs.

Sur le plan intérieur, Mustapha Kemal va bouleverser la société turque. Comme l'a déjà fait le Japon du Meiji, il s'agit de libérer la tradition de ce qui paraît faire obstacle à une modernisation rapide du pays. Le califat est aboli (1924), la même année la Turquie est déclarée pays des seuls Turcs. Ces deux faits provoquent la révolte des Kurdes de Cheikh Saïd, vite écrasée, et le pouvoir instaure un régime sans opposition reconnue. Par la suite, les expériences pluralistes elles-mêmes seront décidées par le dirigeant suprême.

L'histoire du passé turc en Anatolie et au Moyen-Orient est réécrite. Le code civil suisse remplace la *charia* (1926). L'alphabet latin est imposé (1928). Le droit de vote et d'éligibilité est accordé aux femmes dès 1934 (onze ans avant la France). La laïcité est instaurée, même si être turc implique aussi d'être musulman et que l'état civil mentionne la religion de chacun. Désormais, l'État contrôle la religion.

Le kémalisme opère une véritable césarienne culturelle, qui engage jusqu'à l'habillement et tend, par ailleurs, à une turquification des Kurdes – comme à l'interdiction des pratiques religieuses des Alévis, bien que ceux-ci représentent 20 % de la population. Par ailleurs, la revendication kémaliste sur le vilayet (province) de Mossoul (1924-1925), majoritairement kurde, ne débouche pas. La Société des Nations attribue, en effet, ce dernier à la Grande-Bretagne, qui l'adjoint, en raison de la présence de gisements d'hydrocarbures dans son sous-sol, à l'Irak – où elle exerce un mandat. Ombrageux nationalisme que celui de la Turquie kémaliste qui, tout en exaltant la turcité (qui serait, au mépris des données historiques élémentaires, à l'origine de toutes les civilisations régionales, de Sumer aux Hittites), écrase une série de révoltes kurdes (Ararat en 1930, Dersim en 1936-1937), procédant à des déplacements massifs de populations et décourageant ainsi toute velléité de révolte pour près d'un demi-siècle.

Lorsque Mustapha Kemal Atatürk (père des Turcs) disparaît en 1938, l'État est stable et a bénéficié d'une croissance non négligeable au cours des années 1930. Devant l'imminence de la guerre, la France, afin de complaire à la Turquie, accède à ses demandes et lui accorde le vilayet d'Alexandrette (Hatay), qu'elle détache de la Syrie du mandat. Le pouvoir est dévolu ensuite à un ancien compagnon d'Atatürk, Ismet İnönü (1938), qui, après le prix payé au lendemain de la Première Guerre mondiale, évite à la Turquie une entrée aux côtés des Allemands dans la Seconde.

À peine la guerre terminée, Staline revendique Kars et Ardahan, qui avaient été russes de 1878 à 1920. La guerre froide s'annonce, à la fois par des revendications soviétiques sur la Turquie et, en Iran, par l'appui fourni par Moscou à l'Azerbaïdjan et à la République (kurde) de Mahabad. Dès 1952, la Turquie se sanctuarise en devenant membre de l'Otan. Elle participe très activement à la guerre de Corée et sera partie prenante des pactes occidentaux, tels ceux de Bagdad ou du Cento.

L'armée joue un rôle central durant la seconde partie du siècle. Et jusqu'à la chute de l'Union soviétique, la Turquie couvre le flanc sud de l'Otan et contrôle

l'accès à la Méditerranée. Durant toute cette période, à l'exception de la crise de Chypre en 1974, lorsque les États-Unis imposent un embargo militaire à son encontre, la Turquie se comporte en allié d'autant plus fiable que ses intérêts concordent avec ceux des États-Unis et de ses alliés européens. Le fait d'appartenir à l'alliance atlantique permet d'ailleurs à la Turquie d'être membre de la Banque mondiale dès la création de celle-ci, de l'OCDE et du FMI, s'assurant ainsi de crédits qui favoriseront son industrialisation. L'équilibre économique restera cependant lié au flux et reflux des crédits et à l'alternance de périodes de stabilité et d'inflation galopante.

La population, qui avait presque doublé entre 1920 et 1950 (21 millions d'habitants), a depuis quasiment quadruplé et avoisine aujourd'hui les 80 millions. L'exode rural s'accélère au cours de la seconde partie du siècle, tandis que l'islam qui, dans les couches populaires, a toujours été une composante de l'identité, faisait retour. L'armée est appelée à intervenir à de multiples reprises (1960, 1971, 1997) tandis que le pays tend à se diviser, avec une extrême gauche qui, dans les années 1970, passe à la lutte armée, et une extrême droite touranienne (les Loups gris du général Türkeş) usant elle aussi de la violence, et qui transforme le pays en champ de guerre civile (1975-1980).

Le coup d'État de 1980, qui, dans une situation économique très difficile, prend acte de l'incapacité des partis à trouver un terrain d'entente, instaure une période de sévère répression. Celle-ci frappe à la fois la gauche et l'extrême gauche, les Alévis, les Kurdes. L'armée véhicule un kémalisme ultra-autoritaire et une exaltation du nationalisme turc. C'est à cette époque que la Turquie, qui était intervenue militairement à Chypre en 1974 pour y défendre la minorité turque, après avoir pris le contrôle d'un tiers de l'île et organisé le transfert de plusieurs dizaines de milliers de Turcs de Turquie, proclame une République turque de Chypre Nord (1983) qui demeure, à ce jour, non reconnue.

En 1983, au terme d'une consultation électorale, Turgut Özal, qui représente le Parti de la mère-patrie, accède au pouvoir. Lorsqu'il disparaît brutalement, en 1993, la Turquie a connu sa première période de relative prospérité et d'avancées économiques depuis la guerre, ainsi qu'une période de relative ouverture politique, aussitôt stoppée. Mais la gestion politique du pays demeure traversée de crises. La lutte armée (1984), engagée par les Kurdes du PKK (Parti des travailleurs kurdes) qui réclament l'indépendance, est suivie d'une contre-insurrection efficace. Près de 3 000 villages sont détruits et leur population repoussée soit vers Diyarbakir, la principale ville kurde du pays, soit vers l'Anatolie centrale ou occidentale.

En 1991, pour la première fois, le chef de l'État turc mentionne, à l'occasion de la première guerre américaine contre l'Irak, le nombre de Kurdes installés en Turquie : 12 millions, soit 20 % de la population. Fin 1995, l'élection à la tête de l'État de Necmeddin Erbakan symbolise la montée de l'islam politique. Celui-ci est écarté du pouvoir par des généraux kémalistes quinze mois plus tard.

Mais à l'heure où l'on constate une popularité croissante de l'islam politique dans l'ensemble du Moyen-Orient, l'intervention de l'armée ne peut prétendre en finir ainsi avec la religion. D'autant que l'ascension du Refah, le parti d'Erbakan (auquel appartient aussi Recep Tayyip Erdoğan, à l'époque maire d'Istanbul), s'explique d'abord par le discrédit qui frappe la plupart des formations politiques corrompues qui se sont succédé depuis une douzaine d'années. Quoi qu'il en soit, l'armée, l'institution la plus solide du pays, à l'heure de la montée de l'islamisme politique, apparaît comme un rempart aux yeux d'une partie de la bourgeoisie occidentalisée et à ceux de l'intelligentsia. D'autant que les militaires disposent d'un poids économique majeur dans l'économie nationale.

La capture, grâce aux renseignements américains, du dirigeant du PKK au Kenya (où il avait abouti après son départ de Syrie), porte un coup sévère à la guérilla kurde (1999). La même année, la Turquie devient candidate à l'adhésion à l'Union européenne, tandis qu'elle traverse une crise économique aggravée par une corruption généralisée. L'économie turque connaît alors deux années extrêmement difficiles, marquées par l'effondrement de sa monnaie.

## Le tournant de l'AKP

L'AKP (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdoğan l'emporte aux élections de 2002. Son succès marque l'échec d'une vingtaine d'années de clientélisme, de corruption et de scandales impliquant l'écrasante majorité de la classe politique.

Mais la seconde guerre américaine contre l'Irak est l'occasion d'une crise turco-américaine : la Turquie, en effet, refuse de laisser les troupes américaines utiliser son territoire pour intervenir en Irak par le Nord. La perspective d'un Kurdistan irakien autonome inquiète alors Ankara.

Les négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne s'ouvrent officiellement en 2005. Dix ans auparavant, une union douanière avait

été entérinée. L'avancée de ce processus est liée à certaines conditions (Chypre, droits de l'homme, droits des minorités, etc.). Près d'une décennie plus tard, cette adhésion n'a guère avancé, mais l'affaire n'est pas close pour autant. En politique extérieure, la volte-face turque dans ses rapports avec Israël est régionalement capitale. N'ayant aucun contentieux avec l'État d'Israël depuis la naissance de celui-ci – ce qui était aussi le cas de l'Iran jusqu'à la chute du Shah en 1979 –, la Turquie avait été jusqu'à effectuer des manœuvres militaires communes avec l'État hébreu et la Jordanie. Ce rapprochement avait d'abord pour but de gagner l'appui du groupe de pression pro-israélien à Washington afin d'appuyer la candidature de la Turquie à l'Union européenne.

La montée en puissance de l'économie turque, les réticences déclarées de certains États européens et la nouvelle diplomatie turque ont contribué à modifier le positionnement du pays. D'autres facteurs ont également joué : l'évolution de l'opinion publique turque, l'attitude arrogante, dès 2002, de l'administration américaine sous la présidence de George W. Bush, enfin le problème palestinien lui-même. C'est ainsi que l'opinion, en Turquie, réagit fort mal à l'intervention israélienne à Gaza<sup>12</sup> en 2008. Les relations se détériorèrent et atteignirent même un point de rupture en 2010 avec l'épisode du *Mavi Marmara*, un navire turc destiné à briser le blocus israélien en apportant des vivres à Gaza. L'assaut maladroit mené par les commandos israéliens se solda par neuf morts du côté turc. Du coup, la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan s'attira toutes les faveurs de l'opinion publique arabe et apparut comme le représentant actif d'une cause qui n'était plus soutenue que verbalement par les États arabes du Moyen-Orient. Le prestige attaché à une indiscutable réussite économique fit le reste.

Du coup, les médias occidentaux, d'une façon générale, présentent la réussite turque comme exemplaire en oubliant que la Turquie, en matière de droits de l'homme, est loin du compte. Et au Moyen-Orient, on cite en exemple le « modèle turc » sans s'interroger sur le rôle qu'a pu jouer la rupture kémaliste dans cette réussite.

Pour les États-Unis, la Turquie est un allié de poids et à des titres divers. C'est ainsi que Washington, quelle que soit l'administration en place, a toujours soutenu la candidature de la Turquie à l'entrée dans l'Union européenne. Il faut dire que le pays a toujours été, quelles que soient les ententes circonstancielles nées d'intérêts géographiques ou économiques liés aux hydrocarbures, un adversaire de la Russie comme de l'Iran. Sans compter qu'au Moyen-Orient l'islam modéré, qui jusqu'à présent a caractérisé l'AKP (qui a toutes les chances

de demeurer au pouvoir pour une période prolongée), peut servir de contre-feu aux dérives salafistes. Dans cette perspective, la Turquie apparaît comme un garant d'ordre, non un perturbateur. Perçue d'Europe, la Turquie assure un pont entre l'Union européenne et l'Orient, et plus particulièrement avec l'Asie centrale et ses hydrocarbures acheminés via la Caspienne et l'Azerbaïdjan. Au moment dit, la Turquie est une pièce déterminante pour contrecarrer le monopole longtemps exercé par Moscou en Asie centrale.

Aux yeux des Turcs, le pays n'a pas seulement vocation à assurer le relais géographique entre l'Europe et l'Asie antérieure (du Proche-Orient au Pakistan). La Turquie se perçoit aujourd'hui comme une véritable puissance régionale, appelée à peser sur l'Union européenne, le Caucase, l'Asie centrale, le Moyen-Orient. Et de fait, avec l'affaiblissement de l'Iran et son isolement progressif, la Turquie est devenue la puissance musulmane majeure au carrefour de trois régions essentielles. Elle est actuellement présente dans les Balkans : Albanie, Bosnie, Novi Pazar (en Serbie), Bulgarie et autour de la mer Noire (qui fut jadis un lac ottoman). Au Caucase : Géorgie, tout particulièrement en Adjarie, avec le port de Batoum, en Azerbaïdjan, qu'elle soutient politiquement (Nagorno-Karabakh). L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan permet de véhiculer, via l'Azerbaïdjan et la Turquie, les hydrocarbures du bassin caspien vers l'Occident. Enfin au Moyen-Orient.

Le Nabucco, ce gazoduc de près de 4 000 km doté d'une capacité de plus de 30 milliards de mètres cubes, soutenu par la Commission européenne et dont l'ouverture était prévue en 2015, est manifestement en retard. Or, il est concurrencé par un projet russe, le South Stream, qui acheminera vers la mer Noire du gaz vers les pays d'Europe centrale et danubienne. Mais l'Azerbaïdjan et la Turquie ont signé un important projet, le Trans-Anatolie, qui transportera du gaz azéri vers la Turquie et l'Europe. Son exploitation débutera à l'horizon 2020 grâce à BP, ce qui permettra à la Turquie de réduire sa dépendance gazière à l'égard de la Russie et de l'Iran.

Par ailleurs, la Turquie diversifie ses relations commerciales, hier essentiellement tournées vers l'Europe, qui demeure un partenaire très important pour le pays, en multipliant les échanges avec la Russie et la Chine.

En 2011, la Turquie contribue par ailleurs à jouer un rôle actif (mais non combattant) en Libye, où elle se joint à la coalition visant à mettre à bas le régime du colonel Kadhafi. Elle condamne sans appel la Syrie de Bachar el Assad, avec lequel elle entretenait pourtant jusqu'alors des rapports cordiaux

(allant même jusqu'à jouer la médiatrice entre Israël et la Syrie). Elle est présente, depuis des années déjà, en tant qu'allié (non combattant) en Afghanistan, où elle entretient d'excellents rapports avec les Ouzbeks (turcophones), et elle a contribué à la formation de diverses armées : Albanie, Bosnie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan.

Par l'intermédiaire des institutions scolaires et universitaires de Fetullah Gülen (qui enseignent en anglais et en turc), elle exerce également un pouvoir culturel et religieux feutré dans nombre de pays d'Asie et d'Afrique. Enfin, sa présence est centrale au Kurdistan d'Irak, tant sur le plan économique que logistique. Enfin, il faut noter que, si ses relations avec la Grèce se sont largement améliorées, le contentieux avec Chypre (essentiel aux yeux de l'Union européenne) reste entier.

Sur le plan intérieur, le fait politique majeur entre 2007 et 2010 est la mise au pas de l'institution militaire. Pour la première fois depuis un demi-siècle, le pouvoir civil dirige pleinement le pays, sans avoir à craindre de coup d'État militaire. Après une série d'épurations, de procès, les militaires ont été politiquement marginalisés : 10 % des généraux du pays sont incarcérés, y compris ceux qui avaient trempé dans la destitution d'Erbakan (1997). L'AKP a aboli la Cour de sûreté de l'État et a institué un nouveau code pénal. Le budget du Conseil national de sécurité (MGK) est désormais contrôlé par le Premier ministre, et non plus par le chef d'état-major.

La Turquie est désormais un État semi-démocratique à tradition despotique, ainsi que l'illustre la gestion politique du pays par Recep Tayyip Erdoğan qui, par ailleurs, a une véritable stature d'homme d'État. Il y a, selon *The Economist*, davantage de journalistes incarcérés en Turquie qu'en Chine. Près d'une cinquantaine d'avocats ont également été emprisonnés (2012). Depuis 2009, 3 500 Kurdes, dont 15 maires, ont été mis aux arrêts parce qu'ils sont accusés, bien que membres du Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP), d'appartenir au Parti illégal des travailleurs (PKK). La Turquie occupe le premier rang au monde en matière de condamnations pour « terrorisme », avec 12 897 personnes condamnées en dix ans pour 35 117 dans le monde entier. Dans les faits, l'appareil judiciaire condamne à des peines souvent lourdes toute personne qui suggère le retrait des forces turques de Chypre, évoque la reconnaissance du génocide des Arméniens, ou porte atteinte à la « turcité ». Ainsi, des députés kurdes ayant parlé leur langue à l'Assemblée ont été privés de leurs droits et incarcérés durant des périodes prolongées (Leyla Zana). La question kurde n'a toujours pas reçu la réponse politique qui s'impose depuis des décennies.

## La Turquie et l'Union européenne

Le pouvoir, depuis la marginalisation de l'armée (2007-2011), est donc entre les mains de l'AKP, qui s'appuie sur une bourgeoisie d'entrepreneurs anatoliens aux mœurs conservatrices, mais soucieuse de développement économique. L'appui populaire est réel, conforté par le dynamisme de l'économie, le moralisme de la direction et l'exaltation d'une puissance politique régionale largement recouvrée depuis bientôt cinq ans. Par ailleurs, le prestige du Parti est renforcé par sa victoire dans le bras de fer politique qu'il avait engagé avec l'armée.

L'islam retrouve la place qui n'a jamais tout à fait cessé d'être la sienne, en dépit du laïcisme agressif du kémalisme : l'islam des confréries<sup>13</sup> et l'islam populaire de la paysannerie anatolienne (en partie urbanisée au cours des années 1960-1980) ont perduré et jouissent depuis une dizaine d'années d'un statut quasiment officiel.

L'effondrement de l'Union soviétique, on l'a dit, a ouvert de nouveaux horizons à cette Turquie dynamique : le Caucase, la mer Noire, l'Asie centrale et ses hydrocarbures, sans compter, à partir de 2008, une ouverture sur le Moyen-Orient arabe dont la Turquie s'était coupée depuis le début du kémalisme. Les rapports avec la Russie, fondés sur des intérêts mutuels, ont achevé d'améliorer la situation d'un pays déjà bien servi par son alliance avec les États-Unis, sanctionnée par son appartenance à l'Otan.

Bref, il y a longtemps que la situation économique de la Turquie et son environnement géostratégique n'ont pas été aussi favorables. Reste néanmoins en suspens quelques problèmes d'importance politique inégale : tout d'abord, en acceptant l'adhésion de Chypre (grecque), l'Union européenne a mis le doigt dans l'imbroglio chypriote, dont elle exige le règlement comme une des conditions majeures de l'adhésion de la Turquie à l'Union. Apparemment, pourtant, la Turquie n'est pas disposée à consentir la moindre concession. Quant au traitement de la question kurde, il demeure un sujet de (grave) préoccupation pour la Turquie, l'affaire engageant une minorité substantielle (20 %) de sa population, à l'heure où les nationalismes et les droits de l'homme n'ont cessé de prendre une importance croissante aux yeux des opinions publiques.

La négociation au sujet de la candidature de la Turquie à l'Union européenne comporte 35 chapitres, y compris ceux qui ont trait aux critères politiques de Copenhague concernant les libertés fondamentales et le respect

intégral des droits de l'homme. Des périodes transitoires, des dérogations, des arrangements spécifiques, des clauses de sauvegarde sont à prévoir (notamment sur la libre circulation). Tout État-membre peut bloquer le processus, et il faut l'unanimité des vingt-sept États (bientôt vingt-huit) pour parvenir à un accord.

L'hypothèse d'une suspension des négociations a été retenue en cas de violation des règles démocratiques et de l'État de droit. Le débat est lancé, mais, après plusieurs années de négociation, il faut bien constater que le dossier de candidature n'a pas beaucoup progressé (entre autres, sous l'effet de la politique menée par Nicolas Sarkozy). Du côté turc, compte tenu des progrès économiques et des succès diplomatiques régionaux, on est moins enclin aux concessions.

Les opinions publiques sont de part et d'autre peu enthousiastes. Faudra-t-il en passer par un référendum ? Dans ce cas, on voit assez mal les électeurs des pays-membres voter pour l'intégration de la Turquie dans l'Union. La crise et l'inclusion de 80 millions de musulmans, dont la représentation à Bruxelles serait équivalente à celle de l'Allemagne, posent problème. On peut aussi légitimement s'inquiéter de l'entrée d'un partenaire aussi imposant sur le plan démographique. Un Européen sur six serait turc et, compte tenu des projections démographiques, un sur cinq à l'horizon 2025...

Le débat sur l'avenir de l'Europe aurait sans doute dû être ouvert au lendemain de l'effondrement du communisme européen. Mais cela n'a pas été le cas. L'élargissement a été piloté surtout par les États-Unis, appuyés par la Grande-Bretagne, laquelle n'a jamais voulu qu'une zone de libre-échange. Pour autant, les adversaires de l'entrée de la Turquie ne sauraient être réduits à un « club chrétien ». Il y a longtemps déjà que l'Europe est séculière et n'est plus fondée sur la chrétienté. En revanche, bien que des courants démocratiques et séculiers existent en son sein, le monde musulman d'aujourd'hui, encouragé de longue main par l'Arabie Saoudite et désormais relayé par le Qatar, tend à exalter l'identité religieuse de façon militante.

Il est vain de débattre sur la géographie de l'Europe. C'est culturellement, à ses élites urbaines près, que la Turquie n'est pas plus européenne que le Maroc. On peut, en revanche, légitimement arguer du fait que la démographie turque est susceptible de corriger le déficit à venir de l'Europe et rajeunir celle-ci, que l'économie turque est autrement plus dynamique que celle de la Roumanie et de la Bulgarie – qu'on s'est pourtant empressé de faire entrer en Europe, en dépit du fait que ni l'une ni l'autre ne remplissaient les conditions requises pour cela. N'est-ce pas aussi le cas de certains autres pays, candidats de demain, qui se

trouvent en Europe balkanique, tels que l'Albanie, la Macédoine, le Kosovo, etc. ? La Turquie a pourtant un PIB par habitant nettement supérieur à ces derniers (près de 12 000 dollars) et sa croissance moyenne est d'environ 5 %.

En définitive, l'inclusion de la Turquie dans l'Union européenne n'obtiendra pas l'adhésion des opinions publiques. Autrement dit, si la Turquie, comme c'est possible, sinon probable, devient un jour un membre de l'Union, il s'agira d'un choix politique – et non sentimental. Dans la perspective d'une montée en puissance de la Chine, il est raisonnable, pour les États-Unis au premier chef, mais aussi pour l'Europe, de considérer que les intérêts des Occidentaux et ceux de la Turquie sont du même bord.

1. On doit mentionner ici le remarquable récit de Jean de Léry, *Histoire d'un voyage fait en terre du Brésil*, Paris, GF-Flammarion, 2006.
2. L'industrie textile indienne a été ruinée par la Grande-Bretagne.
3. *L'Inde brisée*, trad. fr. B. Génies, Paris, Bourgois, 1989.
4. Christophe Jaffrelot (dir), *L'Inde contemporaine, de 1950 à nos jours*, Paris, Fayard/Le Cerf, 2006.
5. Près de 700 millions de ruraux vivent dans quelque 640 000 villages.
6. Les Baloutches occupent un vaste territoire (350 000 km<sup>2</sup>), bien qu'ils ne soient qu'un peu plus de 10 millions. Leur région est riche en minerai, et les Baloutches estiment ne pas bénéficier de la part de richesse qui devrait leur revenir. En conflit avec le pouvoir central de façon récurrente, ils sont soupçonnés par lui d'être soutenus par l'Inde.
7. Ces pourcentages sont des évaluations.
8. Apparue au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la doctrine déobandie prône un retour aux sources réelles ou supposées de l'islam. Ces *medressas* fondamentalistes ont formé les talibans des années 1990.
9. Regroupant sept « agences » (régions) frontalières distinctes, dans une zone où l'altitude moyenne est de 3 000 m.
10. Le corps des janissaires est liquidé physiquement en 1826, l'année même des premières réformes.
11. Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2007.
12. Où vivent 1,7 million d'habitants sur 360 km<sup>2</sup>.
13. Nakchbandis et Nurçus (lié à Fethullah Gülen).

## VI

### Quand l'Europe atteint la cote d'alerte

Qui aurait pu imaginer à la fin de l'année 1991, après l'effondrement de l'Union soviétique qui laissait place à un monde unipolaire dominé par les États-Unis, que ceux-ci, une quinzaine d'années plus tard, connaîtraient une crise grave et durable assortie de deux guerres irrégulières, dont ils sortiraient sans victoire ? Pis, on assista à la fin d'un cycle, vieux de deux siècles, en vertu duquel l'Occident aura joui d'un monopole de fait sur l'histoire du monde, exercé par l'Europe d'abord, relayé ensuite par les États-Unis. Une fin abrupte de sa domination absolue, devenue soudain manifeste à la faveur de la crise et de l'ascension de l'Asie, Chine en tête, en un processus aussi pacifique que le fut la chute de l'Union soviétique.

Sans doute peut-on situer le début de la mondialisation en cours aux années 1980, avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et des Républicains.

C'est en 1987 qu'Alan Greenspan est placé à la tête de la Réserve fédérale afin d'entamer le tournant de la dérégulation. Celle-ci a pour but de stimuler la croissance et le marché qui, par ailleurs, est censé s'autoréguler. La chute ultérieure du communisme européen, et bientôt de l'Union soviétique, permettra l'universalisation du capitalisme avant que le monde ne connaisse, après la période d'euphorie des années 1990, un début de crise économique au début du printemps 2001. L'administration de George W. Bush décida alors une réduction des impôts sur les grandes fortunes, qui ne stimula pourtant guère l'économie. Aussi Alan Greenspan réduisit-il les taux d'intérêt, ce qui généra la bulle immobilière. Après l'intervention en Irak, le prix du pétrole augmenta à vive

allure et passa de 32 dollars le baril de brut en 2003 à 137 dollars cinq ans plus tard. La crise financière et économique culmina en 2007 et 2008 avec la crise des *subprimes* et la montée spectaculaire de l'endettement public.

Cherchant avant tout à maximiser leurs profits, les firmes de Wall Street avaient proposé des prêts hypothécaires sans protection contre les risques. La pratique de la titrisation (le rachat des prêts immobiliers par des investisseurs obtenant du même coup des titres sur les propriétés) se révélera bientôt fatale. En effet, dans un premier temps, la Banque centrale américaine (FED) avait fortement réduit le coût du crédit, ce qui avait permis aux classes moyennes d'accéder à la propriété. Les ménages à revenus plus modestes furent bientôt ciblés par les banques pour qu'ils souscrivent à des prêts plus risqués, donc plus onéreux, susceptibles d'assurer des *subprimes* aux investisseurs. Les acquéreurs calculaient leur emprunt sur la valeur de la maison achetée mais, entre-temps, les prix de l'immobilier s'envolant, le remboursement des emprunts augmentait d'autant.

À partir de 2007, nombre de ménages américains n'arrivèrent plus à rembourser leurs dettes et perdirent leur maison. Cette crise se répercuta sur les établissements financiers et, mi-septembre 2008, on assista à la spectaculaire faillite de Lehmann Brothers. Celle-ci marque le début officiel de la crise. L'année suivante, la récession touchait l'ensemble des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord, accélérant une tendance économique déjà sensible avec la montée en puissance des États « émergents ». En dernière analyse, ce qui a rendu possible cette crise, c'est la progressive érosion, depuis les années 1980, des garde-fous financiers établis dans les années 1930, au lendemain de la crise de 1929 : garantie des dépôts bancaires et réglementation des banques afin qu'elles ne fassent pas prendre à leurs clients de risques excessifs.

De ce point de vue, cette crise sanctionne en réalité la faillite du modèle de la dérégulation débridée. Alan Greenspan reconnut lui-même au Capitole que la théorie selon laquelle le marché s'autorégulait sans intervention extérieure n'avait pas répondu à son attente (2008). En tout état de cause, ceux qui avaient attiré l'attention sur les risques de la politique menée par la Réserve fédérale n'avaient pas été entendus (Nouriel Roubini, Joseph Stiglitz, George Soros, Paul Krugman, etc.). Déjà, le déficit commercial des États-Unis passait d'un peu plus de 100 milliards de dollars en 1990 à 450 milliards dix ans après. Celui-ci ne cessa de s'accroître au cours de la décennie suivante, au terme de laquelle les États-Unis perdaient leur triple A. L'endettement atteignit 12 800 milliards de

dollars en 2009, 14 700 milliards en 2011 et devrait avoisiner les 20 000 milliards de dollars dans deux ans (2015).

La crise, bien sûr, a eu des répercussions sur les États industrialisés d'Europe, alors qu'elle n'affectait qu'assez peu les « émergents ». Un nouvel ordre mondial commença à se dessiner. Mais peut-on parler véritablement d'un ordre ou d'un nouvel équilibre ?

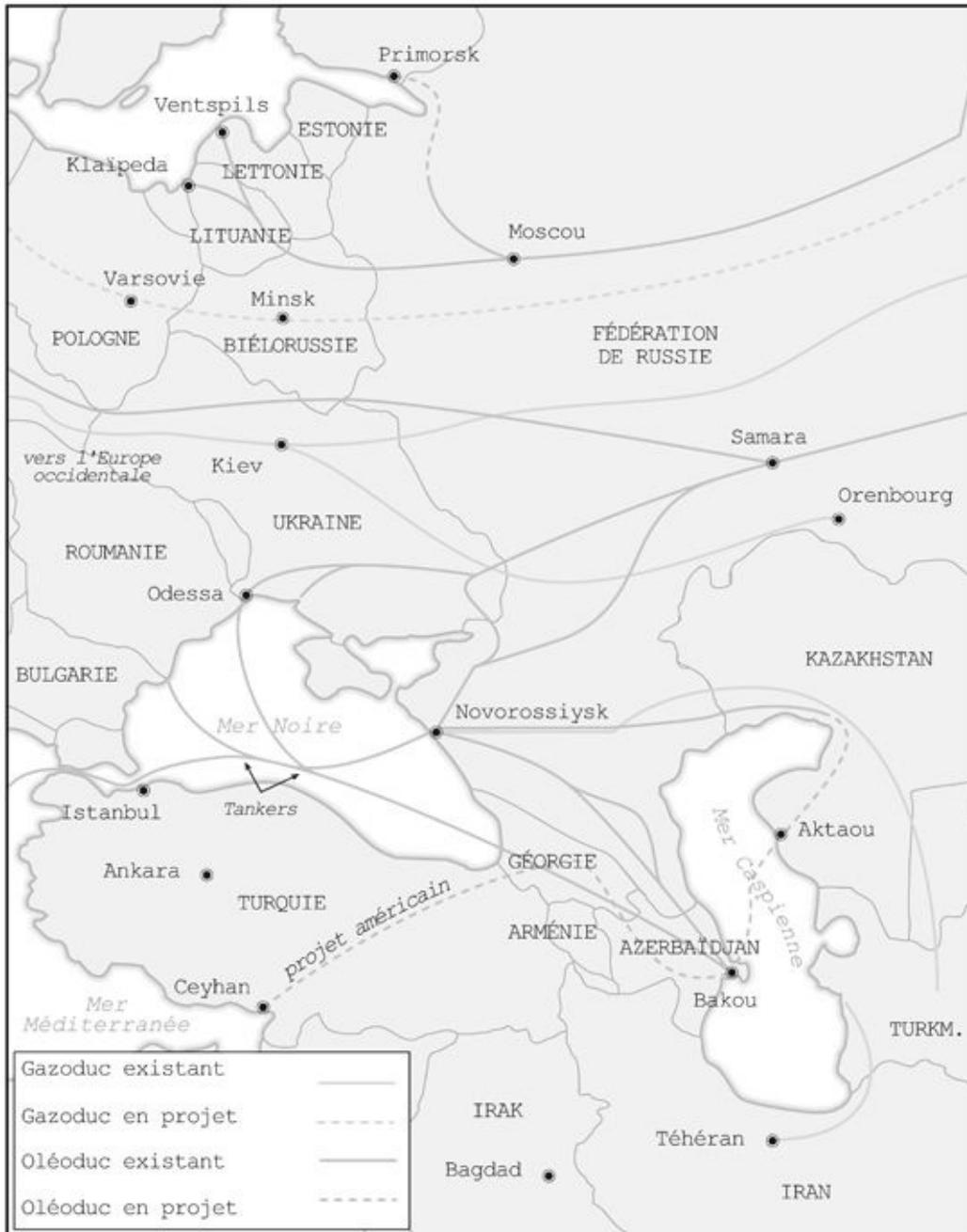
Comme les États-Unis, bien que doté d'un modèle différent du sien, l'Europe a vécu depuis les années 1970 (les crises pétrolières) au-dessus de ses moyens, accumulant les dettes. C'est que le projet européen reposait sur un consensus qui n'a jamais été remis en cause : le renoncement implicite aux conflits entre États, qui avaient coûté si cher entre 1914 et 1945, et la constitution d'une vaste zone de libre-échange capable de financer l'État-providence. C'est sur cette base initiale que se sont progressivement agrégés, à partir de critères démocratiques, une quinzaine d'États, parmi lesquels la Grande-Bretagne, d'abord réticente, puis, après l'effondrement de l'Union soviétique, 10 puis 12 nouveaux États. En 1999, fut créée une monnaie commune, l'euro, qu'adoptèrent 17 États. Cette Europe aux liens relativement lâches fut construite autour du « couple » franco-allemand. Le traité de Maastricht (1991), qui avait ouvert la possibilité d'une union politique éventuelle, constitua un fiasco. Et lorsque l'Allemagne se réunifia, les relations franco-allemandes connurent une crise, née de la crainte française de voir son partenaire acquérir un surcroît de puissance. À ce sujet, il faut comprendre que, lorsque François Mitterrand rendit visite à Mme Thatcher, l'allié allemand vécut cette rencontre comme un camouflet. Pendant ce temps, l'Allemagne, par le truchement de la CDU bavaroise (catholique), jouait sa propre partition dans le conflit yougoslave, en précipitant l'éclatement de la fédération afin que la Slovaquie et la Croatie catholiques deviennent indépendantes. Ces deux entités avaient jadis fait partie de l'empire Habsbourg.

Avec l'euro, les rangs se resserrèrent. Entre-temps, la chute de l'Union soviétique avait précipité le mouvement d'intégration de nouveaux candidats, largement encouragé par les États-Unis désireux de refouler l'ex-URSS aux frontières de la Russie. Des ONG qui n'avaient de non gouvernementales que le sigle, on l'a dit, attirèrent vers l'Europe la Géorgie (révolution des roses), l'Ukraine (révolution orange<sup>1</sup>). À cet égard, on peut dire que les États-Unis sont une puissance européenne de plein exercice. Ce sont eux d'ailleurs qui ont déterminé qui devait ou non entrer dans l'Otan, à preuve l'exemple du Kosovo, dont l'indépendance elle-même est due aux États-Unis. Et de ce point de vue,

n'oublions pas que Washington, quelle que soit l'administration au pouvoir, demeure fermement partisan de l'inclusion de la Turquie dans l'Union européenne, en regrettant de ne pouvoir y intégrer l'Ukraine.

Envisagée sans passion, l'Europe peut être considérée comme une entité culturelle qui transcende les vieilles rivalités nationales, et se constitue comme un ensemble susceptible de peser, par sa masse, dans le monde en train de se recomposer. Mais on peut tout aussi bien l'élargir aux membres du Conseil de l'Europe qui seraient désireux d'y participer<sup>2</sup> – à l'exception de la Russie bien sûr, et d'une certaine façon contre elle. Cette seconde option, atlantiste par définition, permettrait de conforter les liens entre tous ceux qui entendent s'opposer à l'alliance (provisoire) de la Russie et de la Chine. L'Otan, évidemment, en serait l'outil militaire.

Dans les conditions actuelles, c'est-à-dire dans le contexte d'une crise grave et durable, dont l'euro est l'un des éléments, la question est d'abord d'assurer une relative stabilité à l'ensemble européen, ce qui exige une refonte des institutions, une intégration économique plus grande, une union bancaire et budgétaire, une fiscalité commune et des principes de solidarité financière – ainsi qu'une procédure de sortie applicable aux États violant le pacte budgétaire. Cela implique des transferts de souveraineté et devrait conduire à l'instauration de structures fédératives. Nous n'en sommes évidemment pas là. Il n'est pas même certain que nous en soyons là un jour, sauf poussés par la nécessité...



### *Gazoducs et oléoducs en Russie d'Europe*

Depuis 2009, la zone euro est en péril. À la faveur de la crise se dévoile tout ce qui, dans la construction de l'Europe, a été soit mal engagé, soit entrepris trop tard, comme la réduction des trop grandes disparités au sein de la zone euro. De ce point de vue, l'inclusion de la Grèce fut à l'évidence une erreur, d'autant plus prévisible que son entrée dans l'Union avait déjà été l'occasion d'en mesurer les

pesanteurs sociologiques. Mais dans l'euphorie des années 1990, l'Europe comptait sur le temps et la prospérité pour harmoniser les situations, réduire les écarts entre le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, notamment, avec les pays du Nord. Pendant ce temps, certains États comme l'Allemagne, sous la conduite du social-démocrate Gerhard Schröder, procédèrent aux nécessaires réformes de structure tandis que la France de Jacques Chirac, au pouvoir pendant douze ans, dont une réélection avec 82 % des voix, ne faisait, au nom de la paix sociale, à peu près rien.

La France vit avec un chômage structurel de près de 10 % depuis plusieurs décennies, elle a subi une perte de compétitivité grave ces dernières années, et la réforme de l'État (les dépenses publiques atteignent 56 % du PIB), maintes fois envisagée, n'a jamais été véritablement entreprise, sinon de façon cosmétique. Nous entretenons deux fois plus de fonctionnaires que l'Allemagne qui, elle, est dotée de vraies structures régionales (les *Länder*). Notre législation du travail manque de flexibilité et concourt au chômage. Vieille antienne : il y a ceux qui sont dans le système (quel que soit l'échelon) et ceux qui sont en dehors. Nous n'avons pas connu de budget à l'équilibre depuis 1974, lorsque les prix du pétrole ont quadruplé. Et nous avons continué, après la seconde crise pétrolière de 1979, comme si de rien n'était, notamment avec la dérive de 1981-1982 sous la conduite de François Mitterrand, avant le premier tournant dit de la « rigueur »...

Tous les gouvernements successifs se sont révélés incapables de s'attaquer aux réformes de structures indispensables par souci d'être réélu. Selon les chiffres du FMI (2011), la part de la France dans le commerce international n'est plus que de 6,2 %, tandis que celle de l'Allemagne est de 16,2 %.

Le fait est que notre modèle économique et social n'est plus soutenable. Nicolas Sarkozy s'était proposé de le réformer et il a été élu pour cela. Il n'a pas, pour l'essentiel, tenu ses engagements et a préféré manipuler le souci de sécurité de l'opinion publique pour tenter de se faire réélire.

L'unique chance de l'Europe de peser dans le monde de demain est liée à une plus grande intégration des États qui la composent. Il n'y a pas d'autres choix, et notamment en France, si l'on veut relancer l'économie bridée par l'endettement et le chômage, que de créer les conditions d'une plus grande compétitivité, de donner la priorité aux investissements productifs, aux infrastructures, et de réduire les dépenses de l'État, tout en misant sur l'éducation et la recherche.

Il faut bien comprendre, en effet, que ceux que l'on appelle les « émergents » ne se contentent plus d'être l'atelier à bas prix du monde développé, ils investissent dans l'éducation, la recherche, les technologies de pointe ; et ce n'est pas seulement le cas en Chine, mais aussi dans des pays plus modestes comme la Corée du Sud, sans parler de l'Inde ou de Singapour.

Le « *Go and shop* » prononcé par George W. Bush quelques jours après le 11 septembre 2001, en guise d'invitation à reprendre une activité normale, est l'expression même de la surconsommation activée par la politique de la Réserve fédérale à partir de 1987, et qui a précipité la crise actuelle. Les inégalités excessives, particulièrement aux États-Unis, minent la cohésion sociale. Sans doute faudra-t-il également réformer le système bancaire, et si possible limiter les profits financiers, dont certains sont outrageants. Il faudra aussi investir dans les nouvelles technologies. L'Europe est toujours le marché le plus important du monde et peut, sur le terrain des technologies de pointe, conserver son rang. Mais il va aussi falloir, dans de nombreux secteurs, réapprendre à se battre. Le temps des vaches grasses est terminé depuis bientôt trente-cinq ans. Certains pays d'Europe, comme ceux de Scandinavie, en ont tenu compte. Nous ne sommes pas de ceux-là. Il est grand temps que nous nous y mettions.

- [1.](#) Sans compter une révolution des tulipes au Kirghizistan, qui aura finalement échoué mais où les États-Unis conservent une base militaire près de la capitale, à portée de la frontière chinoise.
- [2.](#) Serbie, Monténégro, Macédoine, Bosnie, Croatie, Albanie, éventuellement le Kosovo et la Turquie (+ 8) ; si la Russie ne s'y oppose pas d'une façon ou d'une autre : Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan (+ 5) sans compter les mini-États : tels San Marin, Liechtenstein, Monaco, etc., et pourquoi pas la Biélorussie...

## VII

### Où va le monde arabe ?

Dans l'ensemble du monde musulman, qui compte 1,2 milliard de personnes, les Arabes ne représentent qu'une minorité d'environ 300 millions d'individus, soit quelque 25 % du total. L'Indonésie, le plus peuplé des pays musulmans, avoisine à elle seule 20 % du total.

À partir de janvier 2011, avec la chute du pouvoir autocratique tunisien, s'est développé un mouvement contestataire de la plupart des régimes du Maghreb comme du Machrek. D'une façon générale, ce mouvement, qui a ensuite gagné l'Égypte puis d'autres pays, a été interprété comme l'expression d'une volonté démocratique, véhiculée par les nouveaux moyens de communication (téléphones portables, réseaux sociaux). Or, si l'on peut grandement améliorer l'organisation, la mobilité et l'efficacité d'une émeute urbaine en utilisant les moyens de communication d'aujourd'hui, celle-ci ne constitue qu'une étape (éventuelle) dans un processus révolutionnaire. Partout, à la faveur des votes, la montée en puissance des Frères musulmans et, à leur marge, des salafistes, une réalité qui a désarçonné la majorité des observateurs occidentaux, démontre que le patient travail politique à la base demeure décisif. Tout comme les partis communistes et autres « marxistes-léninistes » d'autrefois, les Frères musulmans, par leur présence active et solidaire, ont investi dans la durée auprès des déshérités et des catégories populaires.

Les observateurs pressés et les médias de masse qui véhiculent trop vite leurs impressions ont, de ce point de vue, sous-estimé les aspirations contradictoires de sociétés qu'ils connaissent mal. Il y a loin entre certains des

secteurs urbains plus ou moins modernistes et les couches rurales (ou issues récemment de l'exode rural). Les premiers sont plus ou moins nombreux, selon les pays. Nombreux en Tunisie ou en Égypte, où une société civile s'est constituée depuis fort longtemps, mais pas au Yémen ni dans le Golfe. Le souci de démocratie s'exprime, du coup, dans la contestation des pouvoirs dictatoriaux que voudrait s'arroger le représentant des Frères musulmans en Égypte, Mohamed Morsi. Mais la majorité de la population réclame la justice sociale, et non la démocratie comme l'entendent certaines couches urbaines (et pas forcément parmi les privilégiés, surtout chez les jeunes).

À cet égard, la différence est nette entre la rue (contestatrice) et les urnes (plus conservatrices). On peut, comme le font les Frères musulmans, dénoncer la corruption et prôner non une société démocratique mais fondée sur l'ordre moral, conservatrice dans les mœurs et les comportements, tout en considérant la question sociale sous le seul angle caritatif. C'est d'ailleurs ainsi qu'ils ont assis leur prestige, conforté par le strict respect de la tradition religieuse. Plus le désordre se prolonge, plus l'armée se voudra le garant de l'ordre, et plus celui-ci sera conservateur, avec le poids croissant des Frères musulmans, malgré les protestations au Caire et dans les autres centres urbains.

Ces derniers mois, on assiste à la formation d'une alliance entre les États-Unis (et ses alliés européens), les monarchies du Golfe et la Turquie, destinée à mettre un terme au régime de Bachar el Assad en Syrie. Ceci avec pour objectif majeur d'affaiblir l'Iran.

D'une façon plus large, une contre-offensive sunnite se développe au Proche-Orient, qui vise à contrer le développement qu'a connu le chiisme à partir de 1979, avec l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny. L'Arabie Saoudite aura d'abord tenté de contrer cette montée chiite en appuyant vigoureusement le Jihad sunnite contre l'URSS et ses alliés afghans, avec la collaboration des États-Unis et du Pakistan. Puis elle s'est inquiétée de l'accession au pouvoir de la majorité chiite en Irak. Mais aussi du lâchage par Washington de l'Égyptien Hosni Moubarak...

Dès les lendemains de la première crise pétrolière, en 1973, et davantage encore après la seconde, en 1979, l'Arabie Saoudite, grâce à la manne pétrolière, s'est efforcée de susciter un terreau à partir duquel se diffuserait sa version rigoriste (wahhabite) de l'islam. Elle le fit de façon militante, à travers un réseau de fondations pieuses, d'organisations dites non gouvernementales, de *medressas*, de vastes programmes de construction de mosquées (de l'Ouest africain jusqu'à l'Indonésie).

Cette montée en puissance de l'islamisme militant financé par le royaume saoudien et les Émirats du Golfe fut confortée par les échecs, au cours des années 1950 et 1960, du panarabisme, des nationalismes plus ou moins séculiers et des expériences à caractère socialisant. La guerre de 1967 contre Israël marqua une importante césure, tout comme les crises pétrolières de 1973 et de 1979, dans le cours de cette histoire.

L'Arabie Saoudite incarne toute l'ambiguïté de cette démarche. Elle est en effet à la fois, et depuis 1945, le meilleur allié arabe des États-Unis dans une alliance fondée sur le pétrole (domaine dans lequel elle tient un rôle de régulateur), et le vecteur principal – rejoint aujourd'hui par le Qatar – de l'islamisme militant. C'est précisément cette ambiguïté que lui reprochent les salafistes qui ont pour adversaires des États-Unis, l'Europe, Israël et les États musulmans « impies ».

La propagande saoudienne a des effets indirects hors du monde arabe et de l'Iran, son adversaire majeur, notamment en Afrique sub-saharienne et en Indonésie. Par ailleurs, le rôle du Pakistan dans cette affaire, dans l'espace constitué par l'Asie antérieure et du Sud, ne doit pas être sous-estimé. Bref, le dossier est particulièrement sensible.

L'alliance parfois ambiguë<sup>1</sup> avec les États-Unis a d'abord pour but d'assurer la sécurité de l'Arabie Saoudite (que Saddam Hussein, par exemple, avait pu menacer un temps). En dernière analyse, le conservatisme saoudien est, aux yeux de Washington, un élément qui joue en sa faveur. Avec les autres monarchies du Golfe, l'Arabie Saoudite, au nom du sunnisme et de sa version rigoriste de l'islam, a exercé un rôle contre-révolutionnaire dans la région et au-delà. Elle est même la pièce maîtresse de l'alliance américaine au Moyen-Orient arabe. C'est elle qui est intervenue militairement à Bahreïn, en mars 2011, pour juguler le mouvement contestataire de la majorité chiite (70 %) contre l'émir sunnite conservateur qui dirige le pays. C'est encore elle qui a négocié le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh et son remplacement par le vice-président.

Comme les autres monarchies du Golfe et la Jordanie, l'Arabie Saoudite a réagi aux désordres contestataires de Tunisie et d'Égypte en augmentant les salaires, en dégageant des aides substantielles, et en promettant, pour 2015, le droit de vote pour les femmes. Mais le royaume demeure le pivot du conservatisme. Aucune réforme politique n'est d'ailleurs réellement proposée. D'une façon générale, on accorde beaucoup trop d'importance au problème de la succession après la disparition du souverain actuel (88 ans), et au fait que les

passages de pouvoir se font entre gérontes. Une solution sera trouvée, qui évitera à l'Arabie Saoudite la crise de régime, même si elle doit faire face, comme tous les autres États, à de sérieux problèmes pour s'adapter au changement.

Dans la durée, la dynastie des Saoud a manœuvré avec habileté, contribué à la chute ou à la disparition de ses rivaux. Elle peut considérer la montée en puissance de l'islamisme militant comme un succès qui lui est en grande partie redevable, de même qu'il est redevable au travail de taupe des Frères musulmans qu'elle a soutenus depuis des décennies.

Aujourd'hui, le Conseil de coopération du Golfe (animé par l'Arabie Saoudite et le Qatar) a le vent en poupe. La chute programmée du régime alaouite de Syrie est une revanche sur l'Iran, pour les monarchies du Golfe, Arabie Saoudite en tête, suivie de près par son émule et concurrent le Qatar. Pour la Turquie, l'affaiblissement de l'Iran promet d'accentuer le rôle d'Ankara comme puissance musulmane majeure au Moyen-Orient. En Orient, seuls trois pays sont dotés d'une tradition étatique, un héritage de savoir politique, diplomatique et militaire : l'Égypte, l'Iran et la Turquie. Le plus homogène ethniquement est l'Égypte, le mieux situé géopolitiquement est la Turquie. Mais l'Iran, culturellement très riche, est handicapé parce que le pouvoir ne se réfère qu'au religieux. Son chiisme le marginalise.

Durant une douzaine d'années (1954-1967), l'Égypte nassérienne fut l'État majeur au Moyen-Orient, dans la mesure où il était au centre de gravité du monde arabe et qu'il symbolisait déjà, à travers le panarabisme et le succès de la nationalisation du canal de Suez, confortée par les États-Unis et l'URSS, l'aile marchante du nationalisme. Il eût été souhaitable pour le pays d'entretenir des liens étroits avec le Soudan et d'étendre son influence en direction de la Libye, sous le règne peu populaire des Idrissi. À l'époque, ce pays ne comptait qu'à peine 3 millions d'habitants, il était fortement divisé entre Tripolitaine et Cyrénaïque, mais renfermait beaucoup de pétrole. Curieusement, l'offre du jeune colonel Kadhafi d'une union avec l'Égypte fut refusée par Le Caire (1969) ! L'Égypte nassérienne a ensuite raté l'union avec la Syrie (notamment par arrogance) et s'est fourvoyée dans une guerre avec le Yémen. Comment imaginer que le fellah égyptien puisse vaincre des guerriers montagnards comme les Yéménites ?

Par la suite, le Shah d'Iran, qui, surtout au cours des années 1970, connaissait une situation politique et économique excellente, ne sut pas coopter les catégories sociales qui lui auraient permis de conserver le pouvoir (le bazar entre autres). Et l'Iran qui, en 1975, était une puissance régionale de tout premier

ordre se retrouve, en ce début de 2013, dans une situation critique. En effet, dès 1979, l'ayatollah Khomeiny prit à partie les deux « Satans », les États-Unis en premier lieu et, secondairement, l'URSS. Fallait-il humilier les premiers en séquestrant longuement le personnel de l'ambassade américaine ? Fallait-il, quel que soit le contentieux avec les États-Unis (et la Grande-Bretagne) concernant le coup d'État qui fit perdre le pouvoir à Mossadegh (1953), coupable d'avoir voulu nationaliser le pétrole iranien, développer des relations antagoniques avec Washington sans être soutenu par l'URSS ? Fallait-il, de surcroît, en tant qu'État chiite, prendre la tête d'un mouvement contestataire au nom de l'islam politique tandis que les sunnites représentaient l'immense majorité des musulmans (plus de 80 %) ? Pour l'Iran, les conséquences de ces choix ont été bel et bien désastreuses.

Saddam Hussein, qui avait fait en 1975, à Alger, de substantielles concessions (souveraineté sur le Chatt el Arab, non-revendication sur le Khûzistân arabophone) pour que le Shah cesse de soutenir le mouvement kurde de Moustapha Barzani, surestima ses moyens et sous-estima ceux de l'Iran. Malgré un soutien international considérable, il ne put gagner une guerre dans laquelle les deux adversaires s'épuisèrent. Par la suite, Saddam Hussein, qui rêvait, en raison d'une Égypte neutralisée en 1978 par son traité de paix avec Israël, de devenir le champion de l'arabisme, commit l'erreur d'accepter la guerre avec les États-Unis plutôt que de consentir à se retirer du Koweït. Le refus d'admettre la réalité de l'équilibre des forces caractérise nombre de régimes et de mouvements politiques au Moyen-Orient. Il est une des causes de leur faiblesse persistante.

Et la Turquie ? On l'a vu, alors qu'il était isolé sur la scène internationale après la Seconde Guerre mondiale, le pays, en adhérant à l'Otan, assurait sa sécurité, puis il parvint, avec Turgut Özal (à partir de 1983) et l'AKP (à partir de 2002), à assurer son développement et à se retrouver, à la fin de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, au premier rang des puissances régionales.

Où en est le processus de changement dans le monde arabe ? La première remarque consiste à signaler que, par rapport à la Chine ou à l'Inde, autrement dit aux deux autres grandes civilisations non occidentales, le monde musulman, dans son ensemble, à quelques exceptions près (Turquie, Indonésie, Malaisie), n'a que trop perdu de temps. À cet égard, le jihadisme d'Al-Qaïda a constitué une impasse politique qui a contribué à geler le changement plutôt que le favoriser, dans la mesure où le mouvement a toujours manqué de base sociale.

Depuis le 12 septembre 2001, le bilan des attentats réussis en Amérique du Nord et en Europe (Madrid en 2004, Londres en 2005, et France en 2012 avec l'affaire Merah) est, en regard des rodomontades d'Oussama Ben Laden, bien dérisoire. Ailleurs, en dehors des guerres d'Irak ou d'Afghanistan, le bilan du terrorisme jihadiste, si l'on tient à part le binôme Pakistan/Inde, est fort modeste : en dix années, Djerba, Bali, Mombasa, Casablanca, Jakarta, Manille, Arabie Saoudite, Istanbul, Égypte, tous pays musulmans (sauf le Kenya et les Philippines). Même en ajoutant la Fédération de Russie, on est en deçà des quelque 3 000 victimes du 11 septembre 2001. Nuisance considérable et fort coûteuse, le terrorisme demeure donc un phénomène mineur et frappe surtout les esprits et les volontés. Il aura fallu la collaboration manipulatrice de l'administration de George W. Bush pour parvenir à installer auprès des médias et de l'opinion l'idée qu'il est nécessaire de mener une « guerre globale contre le terrorisme », phénomène pourtant clandestin par excellence.

Le jihadisme, qui s'est répandu hors de l'épicentre constitué par l'ensemble Afghanistan/Pakistan, de l'Algérie au Caucase et à la Bosnie puis, comme phénomène terroriste, au coup par coup, sans base de masse, aura fait perdre deux décennies à la plupart des pays musulmans. Son échec politique a été patent lorsque aucune des insurrections des années 2011-2012, du Maghreb au Machrek, ne s'est réclamé d'Al-Qaïda.

Le Yémen, où se trouvent en partie réfugiés les rescapés des répressions saoudiennes, et qui constituent, avec d'autres éléments, « Al-Qaïda dans la péninsule arabique » (et sa branche locale Ansar Al Charia), représente, compte tenu de la faiblesse de l'État, de la division du pays et de sa géographie, une nuisance durable. Tandis que le pouvoir coopère avec les États-Unis, l'opposition est antiaméricaine, et le sud du pays, où se trouvent les éléments d'Al-Qaïda, milite pour sa sécession (le Sud Yémen a déjà été indépendant). Au nord, sans doute soutenu par l'Iran, s'active la rébellion houtiste, des chiites de rite zaidite qui représentent environ un tiers de la population totale (25 millions). La démographie augmente très rapidement dans ce pays où le chômage atteint 35 % et l'inflation 30 %<sup>2</sup>. La progression démographique au Yémen est un autre facteur d'inquiétude. En 1962, on comptait 4,3 millions d'habitants, 25 millions en 2010, sans doute 50 millions en 2035. Du coup, le pays dépend moins de ses hydrocarbures, pétrole et gaz liquéfié, que de l'aide internationale. Le Yémen restera un point de fixation, où les drones américains s'efforceront, longtemps encore, de contenir un adversaire qui n'est pas près de disparaître.

Le jihadisme en Somalie constitue d'abord un problème interne, avec les fameux Shebaab, même si des jihadistes étrangers (1 500 individus environ) s'y entraînent. En 2006, les États-Unis choisissent d'y faire intervenir des troupes éthiopiennes. Pour ceux qui connaissent l'histoire de la corne de l'Afrique, c'était comme si on avait envoyé des troupes russes écraser une insurrection polonaise, les ennemis héréditaires. Depuis, les États-Unis s'appuient davantage sur les troupes kenyanes et ougandaises.

Après avoir été largement décimé par l'armée algérienne, un modeste foyer, issu du GIA (Groupe islamique armé) s'était dénommé Al-Qaïda au Maghreb islamique (2004), afin de redorer son blason. Quelques centaines d'hommes au Sahel se finançaient en procédant à des enlèvements. Mais la guerre de Libye, qui s'était annoncée comme une opération humanitaire avant que l'on entreprenne d'en finir avec le régime de Mouammar Kadhafi, causa des dégâts collatéraux non négligeables au Mali et au Sahel. Cette opération avait été décidée au débotté, surtout par la France, qui avait manifestement raté le coche du changement en Tunisie et mal apprécié celui de l'Égypte. Elle avait obtenu l'accord du Conseil de sécurité sur ses objectifs initiaux, et Russes et Chinois ne purent que se sentir floués une fois engagée l'affaire, avec pour finalité la chute du régime.

Pour l'observateur, l'opération a surtout démontré l'importance de la participation logistique des États-Unis, sans lesquels la campagne n'aurait pu être menée à son terme. L'essentiel du ravitaillement en vol a été fourni par les Américains, comme la plupart des missiles de croisière qui ont frappé les défenses antiaériennes de la Libye. Peu de missions furent menées sans l'aide satellitaire des États-Unis. Notoirement, Britanniques et Français manquaient de moyens de renseignements et de reconnaissance.

Près de 8 000 bombes et missiles ont été tirés sur la Libye (avec une précision remarquable dans l'ensemble), mais il a tout de même fallu près de sept mois, et l'aide décisive des États-Unis, donc, pour que deux puissances bien au-dessus de la moyenne parviennent à faire plier une armée de troisième ordre, dans un pays de 6 millions d'habitants... dont la moitié était hostile au régime. Ajoutons que, de l'aveu même des états-majors, une prolongation de quelques mois du conflit aurait sans doute été au-dessus des moyens de la coalition<sup>3</sup>. Quelle leçon peut-on tirer de l'opération libyenne quand on est, par exemple, iranien ? C'est que, si l'on veut éviter un sort similaire à celui du colonel Kadhafi, et contrairement à ce que fit précipitamment le leader libyen, en renonçant en 2003 à son arsenal nucléaire (en cours de constitution) pour être

réintégré dans le concert des nations fréquentables, mieux vaut disposer du feu nucléaire pour être sanctuarisé...

Les dégâts collatéraux, apparemment non envisagés, ont concerné la France au premier chef. Le Mali a été la première victime des conséquences de la chute du régime. Al-Qaïda au Maghreb islamique, fort désormais de 5 000 hommes, s'est emparé du Nord Mali, entendant s'étendre au-delà. Les Sahéliens posèrent alors le problème d'une intervention militaire à la fois nécessaire et difficile à organiser : les forces multinationales sont toujours lentes à se mettre en place et rarement motivées. La France, devant l'avancée d'Aqmi, a pris l'initiative d'une contre-offensive (2013) qui veut traquer et réduire l'adversaire jusque dans son repaire de l'Adrar des Ifoghas. Enfin, si, depuis 2010, dans le contexte du désordre nigérian, issu de la province pauvre de Borno au nord-ouest du pays, le mouvement Boko Haram se structure (il a fait quelque 2 000 victimes), il aurait reçu depuis lors le soutien d'Aqmi. Deux autres pays sont, par ailleurs, directement affectés par la crise malienne : la Mauritanie et le Niger.

Cependant, le changement majeur dans le monde arabe réside moins dans les péripéties spectaculaires liés aux attentats terroristes ou aux actions menées par Al-Qaïda et autres jihadistes que dans la montée en puissance des Frères musulmans (Ikhwan). Fondés en Égypte en 1928 et, à l'époque, on l'oublie trop, mouvement anticolonialiste, les Frères musulmans, malgré les répressions successives (son fondateur, Hassan el Banna, fut assassiné en 1949) tout au long de la monarchie puis du nassérisme, ont su assurer leur survie, leur développement souterrain et conforter la puissance de leurs réseaux transnationaux. Ils sont officiellement présents au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Jordanie, à Gaza (Hamas), au Yémen, au Koweït (victoire des islamistes en juin 2012 aux législatives, mais le vote a été annulé) ainsi que dans d'autres pays du Golfe.

Plus radicaux mais moins nombreux, les mouvements salafistes représentent un important groupe de pression. Quant aux courants modernistes (à défaut d'un autre terme pour désigner pêle-mêle ceux qui sont opposés à l'adoption de la *charia* et sont soucieux de liberté), ils parviennent rarement à présenter un front commun. La pression des tenants du modèle islamique ne leur laisse par ailleurs que peu de marge de manœuvre : le champ du politique, à l'heure actuelle, se structure surtout autour de la référence à la religion comme source de l'identité musulmane. Pourtant, quels que soient les débats en cours dans le monde arabe, débats qui se développent toujours dans des conditions nationales spécifiques qui interdisent les généralisations hâtives, il reste, une fois

tranchée la question du pouvoir, à aborder la question centrale : le développement économique.

Sous cet aspect, la Tunisie a l'avantage d'être dotée d'une classe moyenne en proportion non négligeable, d'un niveau éducatif avancé et d'une démographie modeste. Malgré un ralentissement très net des activités et le handicap d'avoir perdu en grande partie les bénéfices de l'industrie touristique, les conditions d'un redressement y sont infiniment moins défavorables qu'en Égypte<sup>4</sup>. La société civile s'y est mobilisée pour résister à la violence politique exercée par des islamistes, plus ou moins radicaux, dans un climat par ailleurs alourdi par les difficultés économiques. On ne peut que constater la multiplication des tensions violentes dans les régions défavorisées, l'envol du chômage, une poussée de la criminalité urbaine et le recours à l'immigration. Le déficit en matière touristique et la crise en Europe, important débouché pour l'économie tunisienne, ne vont rien faciliter.

L'Égypte, centre de gravité du monde arabe, va constituer un test pour les changements en cours. Dans ce pays aux ressources limitées, la population a quadruplé en soixante ans. La société civile, favorable à la démocratie, conteste avec courage et ténacité la prétention du représentant des Frères musulmans à imposer un ordre dictatorial, que ces derniers comptent instituer. L'armée (par ailleurs puissante sur le plan économique) aura son mot à dire au nom du Conseil suprême des Forces armées. Avec une population nombreuse, en grande partie peu qualifiée, des ressources modestes et une croissance économique de 1 %, quelle réponse apporter à la crise de la société égyptienne ? Les aides, qu'elles viennent du Golfe, des États-Unis ou du FMI, ne pourront que colmater les brèches. Les Frères musulmans, en tout cas, ne sauraient la résoudre avec la *charia*, le moralisme et la répression au nom du religieux.

Le constat provisoire, deux ans après le début des changements en cours dans le monde arabe, est qu'aucun gouvernement n'a tenté de s'attaquer réellement à la réforme économique. L'Arabie Saoudite a augmenté de quelque 50 % ses dépenses publiques pour acheter la paix sociale. En Jordanie, comme en Égypte, on s'est contenté d'augmenter les subsides (nourriture, énergie). L'État, partout, domine l'économie, avec des secteurs publics pléthoriques et des secteurs privés squelettiques. En dehors du pétrole, le Moyen-Orient arabe ne génère guère de produits d'exportations (1 % du commerce mondial). La Turquie, avec une population comparable à celle de l'Égypte, exporte cinq fois plus que cette dernière ! Or, il va de soi que les hydrocarbures ne favorisent guère l'emploi ; aussi trois solutions seulement sont-elles offertes aux

populations : l'administration, où les postes inutiles abondent, le chômage et l'émigration.

Le monde arabe, qui se déclare volontiers solidaire dans les conférences internationales, vit sur un paradoxe. Sur un total de quelque 300 millions d'habitants, dont la très grande majorité connaît des conditions économiques difficiles, sinon dramatiques, une trentaine de millions de personnes (Arabie Saoudite, Qatar, Émirats arabes unis) jouissent d'un PIB annuel par habitant qui oscille entre 50 000 et 100 000 dollars.

Les Émirats arabes unis comptent sept émirats, dont Abou Dhabi et Dubaï, et leur population totale s'élève à 5,5 millions de personnes (mais les travailleurs étrangers et les cadres venus d'ailleurs représentent 80 % du total). Et sur 1,1 million de nationaux, donc, le corps électoral est limité à... moins de 150 000 sujets. Les Émirats (comme le Koweït) vivent de leurs hydrocarbures, du tourisme (9 millions de personnes en 2012) et du travail des étrangers. En 2013, ils vont héberger le World Travel and Tourism Council et, entre 2015 et 2017, inaugureront le Louvre local, un Guggenheim et un musée national.

Le Qatar (11 500 km<sup>2</sup>) compte 2 millions d'habitants, dont 800 000 Qataris. Le PIB annuel par habitant y est de 100 000 dollars, et la croissance aurait atteint 18,5 % en 2011. La part des hydrocarbures dans le PIB est de 60 %, et une importante partie du reste est le produit de transactions financières. Le Qatar cherche en effet à diversifier son économie en investissements rentables à long terme, d'où son activisme politico-financier (achats de terres arables, etc.). Il s'agit pour lui de développer un secteur privé, 95 % des Qataris étant aujourd'hui employés dans le secteur public. Le pays ne connaît aucune vie politique officielle, les partis sont interdits. Le Qatar entend jouer un rôle politique important, en cherchant à concurrencer l'Arabie Saoudite. Comme cette dernière, il est wahhabite et vise à renforcer le courant de l'islamisme militant. Comme cette dernière, il occupe une place importante dans le financement de l'insurrection syrienne.

À Doha, la capitale, s'est tenue une conférence en novembre 2012, destinée à susciter un nouvel équilibre au sein des organismes représentatifs de l'insurrection syrienne, de façon à ce que le poids de la Turquie cesse d'y être prépondérant. En effet, la montée en puissance de la Turquie inquiète divers acteurs au Moyen-Orient. Pour Israël, la volte-face turque en 2010, sensible après l'intervention israélienne à Gaza (2008), est sans doute le changement régional le plus négatif survenu au cours de la décennie passée, et contribue à

l'isolement de l'État hébreu. Pour l'Iran, l'intervention de fait de la Turquie dans la crise syrienne accentue les pressions qui pèsent sur le pays. Enfin, pour les États arabes, cette remontée spectaculaire de l'ancien dominateur ottoman n'est pas franchement bienvenue.

Au Maroc, la victoire relative du Parti pour la justice et le développement (PSD), à l'automne 2011, est restée encadrée par un souverain réformiste, légitime et Commandeur des croyants. Ce qui n'empêche pas les contradictions de peser sur une société qui attend toujours des réformes structurelles et une diminution du chômage. L'Algérie est restée pour sa part en marge de la poussée islamiste, ayant déjà payé, au cours des années 1990, un lourd tribut au conflit. La participation sans conséquence des islamistes modérés au gouvernement algérien (2012) participe bien plutôt de la déception dans une société sans perspective mobilisatrice. Au Maroc, comme en Algérie, le développement économique n'a guère permis de faire face à la croissance démographique.

Qu'elle le veuille ou non, la Jordanie vit depuis plus d'un demi-siècle à l'ombre d'Israël. Cette situation s'est renforcée après 1967 : le royaume est peuplé à 65 ou 70 % de Palestiniens. Le temps des manœuvres militaires conjointes turco-jordaniennes avec Israël appartient au passé, depuis l'intervention israélienne à Gaza (2008). Pour la première fois depuis 2012, le roi est contesté, à la fois par des tribus bédouines et par les islamistes (Front islamique d'action). Les Palestiniens se tiennent cois pour l'instant. Ce pays ne paraît pas devoir connaître des changements politiques dans des délais relativement brefs. Si c'était cependant le cas, ce serait au détriment d'Israël, où la politique de multiplication des implantations continue, malgré ou à cause de la reconnaissance de l'OLP de Mahmoud Abbas comme observateur à l'Onu.

Cela ne change d'ailleurs rien sur le terrain, où les Palestiniens de Cisjordanie (2,65 millions) auraient intérêt à accentuer leur pression de manière pacifique, loin de la vaine agitation militaire entretenue par le Hamas, qui conforte son ennemi. Les Palestiniens semblent n'avoir toujours pas réalisé qu'Israël (même s'il est annexionniste) est un État démocratique, et que les États, au premier chef les États-Unis, qui se soucient de sa survie et de sa sécurité, sont aussi des États démocratiques. Dans ces conditions, la non-violence peut se révéler plus payante que les attentats contre-productifs de la seconde Intifada, dirigée par le Hamas autant que par l'OLP, contre le territoire israélien et non contre les implantations, notamment celles qui sont tenues pour « illégales » en Cisjordanie. À noter que la croissance économique (7 %) en Cisjordanie a contribué à atomiser la société palestinienne.

Dans une large mesure, la situation au Liban, où s'est déroulée la « révolution des cèdres » en 2005, mettant fin à la présence directe de la Syrie, demeure liée à ce qu'il advient dans cette dernière. Le poids des confessions a beau être officiellement contesté, celles-ci demeurent déterminantes et les divisions essentielles aujourd'hui, compte tenu de la conjoncture, se marquent en adversaires ou en partisans du régime syrien. Jusqu'à présent, le Liban a réussi à ne pas participer sur son territoire au conflit qui se livre à sa frontière. Le Hezbollah chiite (35 % de la population), la force la mieux organisée du pays, n'est pas intervenu dans l'arène libanaise, et il est probable que son dirigeant, Hassan Nasrallah, n'a pas l'intention de voir sombrer son mouvement en même temps que le régime de Bachar el Assad.

L'intervention américaine en Irak a ouvert ce pays aux influences concurrentes de la Turquie et de l'Iran. À l'heure actuelle, l'Iran véhicule de l'aide aux Alaouites syriens par le truchement de l'Irak chiite, et la Turquie occupe une place économique et culturelle importante au Kurdistan d'Irak. Le régime syrien une fois renversé, l'Irak chiite, par voie de conséquence, s'en trouvera affaibli. Seuls les États du Golfe, Arabie Saoudite et Qatar en tête, peuvent essayer de faire, dans une modeste mesure, contrepoids à la puissance recouvrée de la Turquie au Moyen-Orient.

L'intervention possible de la Turquie en Syrie pourrait sans doute porter le coup de grâce au régime et permettre à Ankara de frapper les forces du PKK (parti kurde combattant de Turquie), soutenues par le régime syrien, et ôter toute perspective d'autonomie régionale aux Kurdes de Syrie. Se dessine en tout cas une configuration géopolitique nouvelle au Moyen-Orient, articulée autour de quelques perspectives essentielles.

En premier lieu, l'affaiblissement de l'Iran et le renforcement de son isolement. Mais aussi isolement du régime de Nouri al-Maliki en Irak, qui sera bientôt harcelé par les sunnites irakiens, auxquels d'autres éléments favorables à l'affaiblissement du régime vont se joindre. Rien n'est encore réglé en Irak où le régime de Bagdad cherche, en vain, à impressionner les Kurdes. Quelque 2 millions d'Irakiens ont quitté le pays, et 1,5 million de personnes ont été déplacées (dont beaucoup de chrétiens au Kurdistan). Les provinces sunnites de Dyala et de Salah ad Din ont revendiqué, en décembre 2011, leur autonomie. Nouri al-Maliki, pour sa part, veut un État central fort. Il est cependant contesté jusque dans les rangs chiites, notamment par l'ambitieux Moqtada el Sadr. La violence demeure chronique dans le pays. La croissance irakienne est néanmoins

dynamique (8 %), même s'il ne faut pas oublier que le PIB du pays provient pour 80 % des hydrocarbures...

Pour les Américains, qui absorbent 25 % des exportations irakiennes, la guerre d'Irak aura été financièrement et politiquement une mauvaise affaire. Le prestige des États-Unis n'a jamais été plus bas dans la région que depuis une décennie, et c'est pourquoi, en Libye comme en Syrie, Washington fait profil bas, laissant agir ses alliés régionaux.

Autre perspective dont il faudra tenir compte : la Turquie apparaît comme la puissance majeure de la recomposition en cours. Elle peut, à condition de ne pas faire preuve d'arrogance, tirer partie des modifications en cours. Mais il lui faudra régler auparavant son problème kurde (20 % de la population). Les Kurdes d'Irak, qui jouissent d'une autonomie aussi complète que possible, dépendent de la Turquie, unique débouché de leurs hydrocarbures. Les liens économiques entre le Kurdistan, l'Irak et la Turquie ne peuvent, dans les circonstances présentes, que se resserrer autour des hydrocarbures et de leur acheminement. Washington s'inquiète (à tort) d'un éclatement éventuel de l'Irak qui ne serait pas actuellement dans l'intérêt des Kurdes. En réalité, l'avenir de la région dépend, dans une large mesure, de ce qui va se passer en Syrie après l'accession au pouvoir des islamistes, et surtout du destin de l'Iran.

Le bilan de la présence américaine dans la région, de l'Irak à l'Afghanistan, marqué par leur soutien prolongé à des dictatures impopulaires, corrompues et inefficaces, et à des scandales comme celui d'Abou Graïb, se traduit par une considérable perte de prestige, y compris en Jordanie et en Turquie, autrement dit de vieux alliés. Le soutien inconditionnel à la politique du gouvernement israélien ajoute au discrédit de Washington. Les Arabes ont, en général, blâmé l'Europe pour la période coloniale et critiquent aujourd'hui l'impérialisme américain pour les maux dont ils sont accablés. Mais d'autres sociétés que les leurs ont connu des conditions analogues et ont résolu de reprendre la place qu'ils estiment devoir tenir dans le concert des nations. Il serait vain, également, de se réjouir du déclin relatif des États-Unis : celui-ci n'est pas la conséquence de ce qui s'est passé en Irak et en Afghanistan, mais de la montée en puissance de la Chine, de l'Inde et d'autres pays, et ceci en vertu des efforts déployés par ces derniers.

La réponse aux défis de la modernité (à défaut d'un terme plus pertinent) ne viendra pas dans cette région du monde du conservatisme des Frères musulmans, encouragés par l'Arabie Saoudite et le Qatar, et moins encore des salafistes et du

prétendu retour à la pureté des premiers siècles de l'islam. Le conservatisme des premiers paraît, certes, plus pragmatique que le projet réactionnaire, au sens étymologique, des seconds. Mais dans les deux cas, la place allouée au contrôle des femmes et du moralisme militant ne peut suffire à assurer l'indispensable croissance économique.

Le monde arabe a grand besoin d'une révolution intellectuelle, comme celle qu'a connue l'Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle, afin d'entreprendre les réformes économiques et culturelles nécessaires s'il veut pouvoir répondre au défi relevé par l'Inde et la Chine, comme par bien d'autres sociétés qui furent jadis dominées (la Corée ou le Viêt-nam, par exemple). L'une comme l'autre se préoccupent moins de ressasser le passé colonial que de bâtir l'avenir.

En l'absence de société civile suffisamment nombreuse et non limitée à des noyaux urbains plus ou moins marginalisés, on peut, au mieux, espérer qu'un despotisme éclairé entraînera la société vers le changement. L'Arabie Saoudite et le Qatar n'en seront en tout cas pas les phares, et moins encore les tenants d'une société civile qu'ils se sont employés et s'emploient toujours, chez eux, à ne pas voir apparaître.

Certes, toutes les sociétés sont inégalitaires, mais nulle part l'inégalité symbolisée par les monarchies du Golfe ne s'étale avec autant d'arrogance et de mépris – y compris à l'endroit des pays arabes appelés « frères ».

C'est pourtant le pétrole qui a créé les pétromonarchies, et non l'inverse.

1. Au lendemain immédiat des attentats du 11 septembre 2001, les officiels saoudiens quittèrent précipitamment Washington, et les capitaux saoudiens furent prudemment retirés des banques américaines.
2. 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.
3. Outre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont participé aux combats : la Jordanie, le Qatar et les Émirats arabes unis et, dans une moindre mesure, la Suède, tous non-membres de l'Otan ; ont plus modestement participé, en quelque sorte à la carte, le Danemark, la Norvège, l'Italie, la Belgique et le Canada.
4. Où 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

## VIII

### L'Iran à l'heure des choix

L'Iran, on ne le sait pas assez, témoigne d'une civilisation et d'une culture comme il en existe peu dans le monde. Longtemps, ce pays, comme la Chine à l'autre extrémité de l'Asie, a été le filtre civilisationnel à travers lequel les conquérants des steppes, vague après vague, se sont acculturés au monde sédentaire de l'État et des villes. Il n'y a pas si longtemps, le persan était langue de culture, de Samarcande à Istanbul et à Delhi.

Au début du siècle dernier, en 1905, la révolution constitutionnelle en Perse fut le premier signe visible (après l'expression de la pensée hautement originale de Djellal ed Din al Afghani) d'une réponse à la domination européenne. C'est en avance de vingt ans que, en 1953, Mossadegh nationalise le pétrole iranien – avant d'être évincé par un coup d'État sous l'instigation des Anglo-Américains. On ne peut que constater, en regard, que le bilan de l'exportation de la révolution islamique par l'Iran est relativement modeste.

L'événement aura surtout concerné les seuls chiïtes qui, à l'exception de l'Irak et de Bahreïn, sont minoritaires (au Liban, au Yémen, en Afghanistan, en Arabie Saoudite, au Koweït, au Pakistan, etc.). Ce n'est certes pas négligeable, mais cela reste en deçà des aspirations de l'ayatollah Khomeiny, qui avait multiplié ses adversaires et contribué à l'isolement premier de l'Iran. Se mettre à dos tout à la fois les États-Unis en 1979 et les régimes sunnites relevait soit de la pure arrogance, soit de la sous-estimation de l'adversaire. Or, pour prétendre incarner le monde musulman face au « Grand Satan » américain, l'Iran devait se montrer hostile aux Israéliens et favorable aux Palestiniens. Ce fut un

retournement pour Téhéran, trente années après la création d'Israël et sa victoire en 1948 contre la coalition des armées arabes (Égypte, Syrie, Transjordanie, Irak). Car pas plus que la Turquie, l'Iran n'avait été humilié par la défaite arabe et le pays n'avait aucun contentieux avec Israël.

D'emblée, l'hostilité de l'Arabie Saoudite est manifeste et l'Irak de Saddam Hussein, en déclarant la guerre à l'Iran, se positionne comme le défenseur de l'arabisme, bien décidé à imposer un nouveau Karbala<sup>1</sup> aux tenants du chiisme. Cependant, malgré son isolement, l'usage de gaz de combat, le bombardement des villes et des pertes humaines importantes, l'Iran ne fut pas battu (1980-1988). Et c'est Saddam qui entama en 1991 le chemin qui devait le mener graduellement à sa perte (2003). La Syrie, alliée de l'Iran, remporta alors une série de succès provisoires au Liban, où elle assura un équilibre qui lui était favorable. Elle y soutint le Hezbollah chiite, qui avait émergé à partir de 1975 grâce à la guerre civile, tout comme le Hamas issu des Frères musulmans.

L'élection, en 1997, de l'ayatollah Mohamed Khateni ouvrit une ère de réformes économiques et politiques, qui amorça l'ouverture. Mais la politique menée par l'administration de George W. Bush provoqua le retour des conservateurs dès 2003, et bientôt l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Ahmadinejad (2005). Pour renforcer son prestige auprès des masses musulmanes du Moyen-Orient, le régime pratiqua l'escalade verbale à l'encontre d'Israël. Progressivement, les minorités chiites, dominées et méprisées dans les pays sunnites, relevèrent la tête (Yémen, Pakistan, Afghanistan, etc.). Mieux, le choix calamiteux pour les États-Unis de la guerre d'Irak amena au pouvoir par les urnes les quelque 60 % de chiites d'Irak, ce qui explique aussi l'âpre lutte menée contre ces derniers par Al-Qaïda au pays des deux fleuves, de façon souvent contre-productive.

Cette avancée chiite, animée par l'Iran, est depuis peu largement contrariée en Syrie sous l'effet de la pression combinée des États-Unis, de l'Europe occidentale (France et Grande-Bretagne en tête), de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie sunnites. Avec la disparition prochaine de son plus proche allié, la Syrie de Bachar el Assad, et un embargo pétrolier et financier dont les effets sont loin d'être négligeables, l'Iran se trouve dans une situation délicate.

Le conflit est ouvert depuis le début de l'année 2012, avec l'assassinat à Téhéran de quatre scientifiques iraniens, suivi par l'accident aérien d'experts russes retournant dans leur pays, la cyberguerre ultrasophistiquée menée par Israël et les États-Unis...

La chute du rial est importante, l'inflation atteint 20 %. Ahmed Ahmadinejad a été critiqué pour sa gestion économique et ne pourra pas se représenter aux élections de juin 2013. Contrairement aux monarchies du Golfe, la part du PIB provenant des hydrocarbures (2010) est pourtant relativement modeste (27 %). Et les clients principaux du pétrole iranien sont la Chine, l'Inde et le Japon, les deux premiers se montrant peu enclins au boycott.

L'Iran urbain qui, bazar compris, avait naguère manifesté son opposition au régime théocratique, est doté d'une société civile et d'une classe moyenne nombreuses. Les citadines s'instruisent et travaillent. Le régime, qui dispose encore d'une base sociale assez large (dont les couches autrefois déshéritées qui ont tiré bénéfice du nouvel ordre), s'appuie sur un appareil de répression bien organisé et nombreux, sans compter l'armature du clergé chiite.



*Les chiites au Moyen-Orient, y compris alaouites et alévis, pourcentages approximatifs*

Les très longues négociations menées depuis des années avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et avec les diplomates et experts occidentaux, ont confirmé l'habileté consommée des Persans dans l'art (dilatatoire) de la négociation. L'Iran est, selon toute probabilité, relativement proche du seuil nucléaire. Pour autant, la politique étrangère fixée par l'ayatollah

Khomeiny et poursuivie après lui se sera révélée extrêmement coûteuse : l'économie iranienne est passée à côté de la mondialisation en se condamnant aux sanctions internationales.

Que va faire Ali Khamenei, le guide suprême de la révolution, qui paraît avoir repris en main une situation que les milices *bassidjis* et les Gardiens de la Révolution d'Al Qods tendaient à monopoliser aux dépens des réseaux cléricaux ? Le régime va-t-il vers l'ouverture, ou bien choisira-t-il de paraître lâcher du lest ? Je ne me hasarderai pas à donner de réponse. Cependant, on peut se demander comment l'Iran pourrait-il s'extraire de l'impasse actuelle. À bien des égards, on comprend qu'Israël soit soucieux de s'assurer, au Moyen-Orient, du monopole du nucléaire. Mais on peut aussi comprendre que l'Iran cherche à se sanctuariser afin que *toutes* les options ne soient plus sur la table des négociations.

Afin de rassurer ses adversaires (ou de gagner du temps ?) l'Iran annonçait en février 2013 qu'une partie de son stock d'uranium enrichi à 20 % serait converti pour alimenter des réacteurs. L'AIEA était avertie de ce transfert. Ainsi la limite des 240 kg d'uranium enrichi à 20 % nécessaire à la fabrication de la bombe, définie comme « ligne rouge » à ne pas franchir (par Israël), était-elle reculée. Les négociations vont donc reprendre sur des bases nouvelles. Les risques, pour le régime, sont à la fois internes et extérieurs. Le remodelage du Grand Moyen-Orient entrepris sous George W. Bush a été un échec, mais, par une de ces ironies dont l'histoire est assez fertile, les émeutes protestataires menant aux changements de régime en Tunisie et en Égypte ont finalement affecté la Syrie, et vont, du coup, accentuer l'isolement du régime iranien déjà en butte aux conséquences de l'embargo. C'est ainsi que « la vengeresse complexité du monde », selon l'expression de Pierre Hassner, va ainsi réaliser par des voies imprévues, dans une version souhaitée par les Frères musulmans, le projet avorté des faucons républicains du Pentagone et des néoconservateurs. Et ce au moment même où les États-Unis, pour faire pièce à l'essor de la puissance chinoise, doivent recentrer leur stratégie sur l'Asie-Pacifique.

<sup>1</sup>. C'est à Karbala, au VII<sup>e</sup> siècle, que Hussein, fils d'Ali et petit-fils du prophète, refusa de prêter allégeance à Yazid I<sup>er</sup>, calife omeyyade. Il fut battu par les tenants de ce qui deviendrait l'orthodoxie sunnite.

# IX

## À l'autre bout du monde oriental

Disons-le sans ambages, notre intérêt, en France, pour ce qui se passe entre l'Inde et le Japon, et qui ne concerne « que » 4 milliards de personnes, reste assez modeste, tout au moins dans nos médias. Nous semblons surtout préoccupés par l'Europe, nos liens atlantiques, la Méditerranée et le Moyen-Orient. Pour suivre ce qui se passe ailleurs, un peu plus loin, il faut lire ce qui est écrit ou traduit de l'anglais, ou écouter la BBC. Pour le dire autrement, nous nous sommes tout simplement provincialisés.

Bien sûr, la Chine inquiète, comme jadis le Japon au seuil des années 1980, lorsque son économie paraissait si offensive qu'elle semblait devoir menacer celle des États-Unis<sup>1</sup>. Cette fois, cependant, la concurrence est redoutable, et les moyens de la Chine sont bien supérieurs à ceux du Japon. Ce dernier a connu une stagnation économique (1991-2005), suivie d'une rechute à partir de 2008, et il s'est vu récemment dépassé par la Chine, tout en conservant cependant la troisième place mondiale devant l'Allemagne. À terme, compte tenu du vieillissement de sa population, due à son endogamie stricte, le déclin paraît probable, bien que la capacité d'innover du Japon reste effective.

Au cours de la période 2010-2012, la Chine a adopté une attitude arrogante et exprimé une agressivité croissante. Le premier incident de pêche sérieux entre la Chine et le Japon survient en septembre 2010, au large des îles Senkaku. Pékin exige des excuses. Par la suite, les incidents autour des îlots se multiplient, et des manifestations antijaponaises massives s'organisent en Chine. Certes, le Japon, lié par traité aux États-Unis, s'est déjà discrètement rapproché de l'Inde,

un autre État qui s'inquiète de la rapide montée en puissance de la Chine et entend développer un projet de défense antimissiles. Ainsi s'amorce la classique coalition de ceux qui craignent l'hégémonisme d'un État soudain trop puissant.

La période où le Japon était le seul pays industrialisé d'Asie, de 1905 à la chute de l'Union soviétique, est à l'évidence révolue : on n'en est plus à l'époque des dragons asiatiques : Taïwan, Corée du Sud et Singapour qui, pris tous ensemble, étaient moins peuplés que la France et produisaient moins qu'elle. Mais c'est avec retard que l'Occident a pris conscience du véritable changement qui a affecté le *statu quo* mondial. *Le terrorisme-spectacle, pendant une décennie, aura polarisé l'attention des médias et des opinions publiques, alors que c'est ailleurs que se jouait l'avenir des rapports de forces.*

Le plus peuplé des États musulmans, l'Indonésie (250 millions d'habitants), est, en France, à peu près inconnu. Cet archipel s'étend pourtant d'est en ouest sur près de 5 000 km et, du nord au sud, sur plus de 1 500 km. Plus de trois fois plus vaste que la France, l'Indonésie compte un demi-millier d'îles habitées, dont Java, Sumatra, Bornéo, Célèbes et l'Irian Jaya. Géant maritime, avec le détroit de Sunda, ce pays commande le passage entre l'océan Indien et le Pacifique. Son territoire, compte tenu de son caractère maritime, couvre 5 millions de kilomètres carrés et sa zone économique exclusive est plus étendue encore. L'Indonésie est l'un des six pays les plus vastes de la planète.

Après avoir été une thalassocratie à l'époque du royaume de Srivijaya (VII<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle) dominant l'Insulinde, l'Indonésie doit à la colonisation hollandaise son unité. Une fois indépendante, l'Indonésie a même un moment recherché l'union, sous sa direction, avec la Malaisie, dont la langue est commune. Le plus important parti communiste d'Asie y fut massacré en masse en 1965 (500 000 victimes officielles) après un coup d'État. Avec Suharto s'établit alors un régime pro-américain qui s'est effondré après plusieurs décennies de pouvoir, non sans avoir annexé, avec force exactions, le Timor-Est après le retrait des Portugais (1975). Bien que le bilan économique de la période Suharto fût positif, le régime était gangrené par une corruption extrême. Grâce à l'aide de l'Australie, le Timor-Est devenait indépendant, et l'Indonésie, après la chute de Suharto en partie provoquée par la crise financière de 1997, s'engagea dans la voie démocratique.

La densité démographique de Java est la plus forte de l'archipel, et de très loin. Elle suscite des vagues migratoires vers l'Irian Jaya, voire la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Australie a longtemps considéré la démographie

indonésienne comme une menace. La montée en puissance de la Chine lui est, depuis, apparue comme beaucoup plus préoccupante.

Le pays, originellement touché par le bouddhisme (Borobudur) et l'hindouisme, comme en témoigne Bali, a été islamisé à partir du XIV<sup>e</sup> siècle par des marchands véhiculant un islam soufi qui s'est adapté aux traditions locales (dévotion aux esprits ancestraux). Depuis la fin des années 1970, la propagande menée par l'Arabie Saoudite a introduit des versions beaucoup plus militantes de l'islam sunnite, diffusées par le Jemmayya Islamiya. Autour de 2006-2009, des attentats salafistes particulièrement meurtriers ont frappé Bali et Djakarta<sup>2</sup>. Aujourd'hui, dans le cadre de l'ASEAN, l'Indonésie, comme l'écrasante majorité des pays de l'Asie du Sud-Est, perçoit la Chine comme la menace principale. Depuis 2005, le pays a renoué avec les États-Unis des relations militaires (interrompues après la chute de Suharto) et, l'année suivante, l'Australie lui a proposé une alliance de sécurité. La coalition qui s'inquiète de la montée de la puissance chinoise est en mouvement.

La Chine, à juste titre, inquiète. Première productrice de produits manufacturés devant les États-Unis, sa part dans le commerce international est passée de 4 à 10 % en une décennie (2010). En même temps qu'elle parvenait à assurer son développement économique en combinant la dictature du parti avec la plasticité du marché, elle misait sur une modernisation efficace de son outil militaire. Le changement de ton, après les années passées à assurer le monde de son « développement pacifique », fit place, une fois perçu le relatif déclin des États-Unis, à une attitude arrogante à l'égard du Japon. Le gant de velours s'effaça devant la menace, annonçant l'heure de la main de fer. Les revendications sur la souveraineté maritime en mer de Chine du Nord ou méridionale se firent alors plus pressantes : elles concernent, outre le Japon, les Philippines, le Viêt-nam, l'Indonésie, la Malaisie, etc. Les États-Unis, on l'a vu, après avoir perdu une décennie dans la « guerre globale contre le terrorisme » (Irak, Afghanistan), ont finalement annoncé que leur priorité stratégique se situait désormais en Asie/Pacifique. C'était prendre acte, avec retard, de l'ascension chinoise.

Avec 50 millions d'habitants, la Corée du Sud, liée par traité aux États-Unis, passe aux yeux des Français pour un petit pays situé entre la Chine et le Japon. La prise de conscience de ses capacités industrielles, notamment en matière maritime (construction de navires) et d'avancées technologiques – comme hier à l'égard de la Chine des années 1990 qui, disait-on, allait implorer, ou du Japon des années 1930, qui fabriquait « de la camelote » –, va

inévitablement constituer une tardive surprise. Même si les Coréens (du Sud) éprouvent parfois du ressentiment à l'égard des États-Unis, et que les humiliations causées par le Japon entre 1910 et 1945 demeurent vives, c'est bien la Chine qui permet aujourd'hui à la Corée du Nord de poursuivre sa politique délibérément agressive à l'égard du Sud. Or, cette dernière n'a pas l'intention d'être considérée comme un État tributaire, pas plus que le Viêt-nam, autre pays « sinisé » qui a toujours réussi à sauvegarder sa personnalité.

Malgré cette terrible guerre (1965-1973) qui a beaucoup coûté au Viêt-nam, au Sud comme au Nord, la Chine y a toujours été considérée avec circonspection. Mille années d'occupation, une tentative avortée de conquête sous les Ming et, pour finir, un bref et victorieux affrontement avec les forces armées chinoises en 1979 constituent la toile de fond des rapports entre le Viêt-nam et son trop puissant voisin. Durant la guerre du Viêt-nam, c'est l'URSS qui a été le soutien principal d'Hanoi, tandis que la Chine, profitant du retrait américain, s'emparait des îles Paracels (1974). Aujourd'hui, bien qu'ayant emprunté aux Chinois le modèle du « socialisme de marché », sous la direction du parti communiste, les Vietnamiens font partie de l'ASEAN. Ils se sont rapprochés des États-Unis, qui les soutiennent dans leurs revendications sur les îles Paracels. L'alliance de fait avec les États-Unis, qui entendent marquer leur présence en mer de Chine, et le refus des États de l'ASEAN de négocier de façon bilatérale avec la Chine renforcent les positions de ces États.

Peut-être s'étonnera-t-on, dans cette rapide esquisse des quelques voisins préoccupés de la nouvelle puissance de la Chine, de voir figurer la Mongolie. Il y a quelques années, cette mention n'aurait pas eu de raison d'être, mais la Mongolie, comme les Européens l'ignorent, est depuis peu un eldorado minier : cuivre, charbon, or, argent, uranium, molybdène. L'économie y connaît une très rapide expansion depuis trois ans. Au sud du désert de Gobi, non loin de la frontière chinoise, Oyu Tulgoï, une des mines de cuivre les plus importantes du monde, recèle aussi de l'or... Tavan Tolgoï, de son côté, recèle du charbon. L'exploitation d'Oyu Tulgoï est menée par une *joint venture* entre le gouvernement mongol (34 %) et une compagnie minière canadienne (Ivanhoé), liée à Rio Tinto. La Chine achète le charbon de Tavan Tolgoï (16 millions de tonnes en 2011, 40 millions sont prévus d'ici sept ans) et se montre fort intéressée par l'ensemble des ressources minières du pays.

Les Mongols sont enclavés entre la Chine et la Fédération de Russie : ils sont à peine 3 millions à vivre sur un territoire de 1,5 million de kilomètres carrés. Longtemps dominés par la Chine, après avoir été les héritiers du plus

grand empire terrestre jamais constitué, leur territoire jouxte, côté Chine, la Mongolie intérieure, un territoire autonome où vivent 4 millions de Mongols (et davantage de Han), selon la tradition chinoise qui consiste à siniser par le nombre et la culture.

Pour assurer son indépendance, la Mongolie tient à diversifier ses rapports commerciaux. Ses nouveaux partenaires sont les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. Face au poids de la Chine, les Mongols ont besoin de la Russie, qui entretient avec eux des liens politiques étroits, qu'elle entend maintenir.

- [1.](#) Ezra Vogel, *Japan as Number One. Lessons for America*, *op. cit.*
- [2.](#) Les islamistes militants s'attaquent maintenant aux minorités chrétiennes.

# X

## La Chine entre continuité impériale et modernité

Après vingt-sept ans (1949-1976) de maoïsme révolutionnaire, et plus précisément à partir de la fin 1978, la Chine a connu en peu de temps une réorientation « pragmatique » sans quitter les rails à écartement chinois du système communiste. Deng Xiaoping, l'artisan de ce virage, a fixé aux nouvelles générations de dirigeants les grandes lignes politiques pour les décennies suivantes. Au cours de cette nouvelle période (1979-2012), les succès économiques, la montée en puissance militaire, accompagnés par une diplomatie de quasi-grande puissance, ont permis à la Chine de se hisser au deuxième rang mondial.

Tout au long de ces trois décennies, la Chine a étonné le monde entier. L'ampleur des réformes économiques et la rapidité des résultats obtenus ont tout d'abord incité de nombreux observateurs et acteurs économiques à y voir les prémisses d'autres réformes, politiques celles-ci, qui transformeraient le système totalitaire en un régime démocratique. Telle n'a pas été jusqu'à présent la métamorphose du communisme chinois. Le système a résisté. L'État idéologique s'est transformé peu à peu en État policier, au fur et à mesure du développement du marché<sup>1</sup>. Les louanges tenues par le chœur des admirateurs étrangers – hommes politiques, hommes d'affaires, simples visiteurs, institutions internationales – ont été reprises par les médias chinois. Elles ont participé de la montée en puissance d'un nationalisme de plus en plus assuré.

Une telle transformation, réalisée en un temps exceptionnellement court, n'a pas été obtenue impunément. Si les menaces extérieures qui pesaient sur le pays en 1979 ont été pour la plupart écartées, si la dérive démocratique a été jugulée en juin 1989, si une « classe moyenne » a émergé comme force de soutien du régime communiste, les dirigeants chinois se trouvent désormais confrontés à de nouveaux défis, aussi périlleux que leurs ambitions sont grandes.

La modernisation et le développement de l'économie ont eu d'inévitables effets pervers sur le parti et sur la société. L'ouverture économique a initié des courants d'échanges de grande envergure et des obligations internationales aussi nouvelles qu'inhabituelles à une culture diplomatique de tradition impériale. Après avoir largement bénéficié de la mondialisation et participé aux bouleversements des anciens équilibres économiques et financiers, la Chine est à son tour exposée aux grandes crises qui touchent les autres pays.

Les influences et activités chinoises s'étendent désormais à tous les continents et s'appliquent aux domaines les plus divers, non seulement économiques et financiers, mais également militaires et culturels. Les dirigeants entendent redonner à leur pays la dimension impériale qui, pensent-ils, doit lui revenir après deux siècles de repli, d'effacement, d'agressions étrangères, de guerres civiles et de révolution<sup>2</sup>. Les relations internationales ne sont cependant pas ce qu'elles étaient au début du XIX<sup>e</sup> siècle, quand la Chine n'avait pour voisinage que des pays tributaires. Si les Chinois contestent l'ordre international établi à l'époque, imposé par la force ou en leur absence, s'ils révèlent ou réaffirment des revendications territoriales, ils doivent encore tenir compte des réactions des autres puissances, y compris des « petits » pays voisins qui, au XXI<sup>e</sup> siècle, peuvent toujours choisir d'embrasser d'autres destins que celui de vassaux.

La politique d'ouverture et de développement lancée par Deng Xiaoping portait en elle les germes d'une confrontation inévitable avec les réalités de la modernisation. À cet égard, le XVIII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste chinois s'est tenu à une période charnière, quand des problèmes anciens sont résolus tandis qu'au même moment en surgissent de nouveaux. D'indéniables succès économiques ont été accompagnés d'un fort accroissement des inégalités sociales. La crise d'autorité au sommet du pouvoir a finalement débouché sur le renforcement du monopole d'une oligarchie triomphante. L'ouverture a fait reparaître des revendications territoriales et maritimes rappelant des épisodes dramatiques d'agressions et d'invasions comme l'histoire en a distribué sur tous

les continents. Sont également réapparus les sentiments d'hostilité envers l'étranger, que le régime entretient sous la forme d'un nationalisme latent.

Il y a près de trente ans, alors que la Chine entrait dans une phase d'ouverture et de développement, le professeur Kuang-Sheng Liao<sup>3</sup>, de l'Université chinoise de Hong Kong, estimait que « la modernisation pourrait être interrompue à moins qu'un système politique puisse mettre sous son contrôle la crise de l'autorité [du pouvoir] et l'hostilité envers l'étranger ». Le système en question ne semble pas y être parvenu. Le professeur Liao ajoutait : « Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les dirigeants chinois ont bien saisi l'importance de la modernisation. Cependant, plusieurs pierres d'achoppement ont empêché la Chine de mener à bien son plan de modernisation. L'une d'elles est l'hostilité envers l'étranger, qui est une réponse émotionnelle stimulée par les amères expériences de l'agression étrangère ; une autre est la crise d'autorité qui résulte des luttes pour le pouvoir entre dirigeants chinois. Dans l'histoire de la Chine moderne, l'hostilité envers l'étranger a eu une forte et néanmoins paradoxale influence sur le développement national. D'un côté, elle a réuni le peuple chinois dans sa lutte contre les ennemis étrangers, et contribué à un rapide élan de nationalisme qui a aidé certains leaders nationaux, comme Chiang Kai-shek et Mao Zedong, à unifier le pays. D'un autre côté, elle a provoqué un rejet de l'idée même d'apprendre quoi que ce soit des pays occidentaux avancés, en particulier quand un gauchisme extrême l'emportait, repoussant de plus de deux décennies la modernisation de la Chine [...]. Le développement économique et les transferts technologiques, poursuivait le professeur Liao, ne seront possibles que dans la mesure où Pékin pourra maîtriser l'hostilité envers l'étranger et la crise de l'autorité. »

Comme il est advenu dans d'autres pays qui ont subi des invasions et des occupations, les poussées d'hostilité envers l'étranger ont été renforcées par la montée en puissance du nationalisme à chaque fois que les puissances étrangères sont intervenues dans la politique et l'économie de la Chine. Il en fut surtout ainsi entre 1860 et 1945. Il en fut de même dans la période maoïste, quand l'hostilité envers l'étranger, devenue anti-impérialisme contre les États-Unis, puis antirévissionnisme contre les Soviétiques, fut un moyen de mobiliser la population pour soutenir le régime. Le PCC a fait de l'hostilité envers l'étranger un élément important de son idéologie, au point de l'instrumentaliser et d'en faire une force politique décisive dans la mobilisation de soutien, manipulé à l'occasion par les dirigeants<sup>4</sup>.

Un discours officiel lénifiant à destination du monde entier, et destiné à rassurer sur les intentions de la Chine, entretient ces malentendus. On commence par évoquer l'histoire et la culture chinoises, on les présente comme autant de preuves que le pays s'inscrit dans une tradition millénaire de pacifisme, ni expansionniste ni impérialiste. Comparé aux politiques malveillantes et cruelles de l'Occident, l'ordre chinois, dans sa sphère d'influence passée, aurait été marqué par la bienveillance et l'humanisme. En fixant les fondements de la tradition avant même les débuts de notre ère, le but des historiens chinois n'est nullement scientifique, mais bien philosophique et moral<sup>5</sup>. L'historiographie légitime le discours politique du présent en « oubliant » des pans entiers de l'histoire qui n'ont rien à envier à ceux des autres empires conquérants. Dans ce domaine, il n'y a pas d'exception chinoise.

Comme les autres nations, la chinoise a tendance à regarder son histoire comme exceptionnelle, et ces croyances reposent en général sur une forte dose de fiction. Si nombre d'observateurs pensent que la Chine n'a pas de tradition expansionniste, les données historiques montrent qu'aucune dynastie n'a mené une politique pacifique dès lors qu'elle estimait jouir d'un avantage de puissance. Les dirigeants de ces dynasties confucéennes pouvaient au contraire se montrer conciliants et accommodants quand ils n'avaient pas les moyens de battre leurs adversaires<sup>6</sup>. Ils justifiaient leur attitude en invoquant l'aversion confucéenne pour la guerre, expliquant aussi que la Chine mettrait à profit la période de paix pour se renforcer et attendrait son heure pour attaquer<sup>7</sup>. Ils étaient simplement attentifs à des considérations de rapports de forces, comme le bon sens le laisse supposer.

Pour rappeler le glorieux passé, justifier le retour à la grandeur et entretenir la fierté nationale, les épopées de l'histoire chinoise, comme il en existe sur d'autres continents, sont l'objet de séries télévisées et de célébrations. Le choix est large : l'expansion de l'empire Han vers l'ouest, des Tang jusqu'en Asie centrale, des Yuan jusqu'en Europe, les expéditions maritimes – qui ne connurent pas que des démonstrations pacifiques – de l'amiral Zheng He, sous les Ming, jusque sur les côtes d'Afrique, les conquêtes de Taiwan, de la Mongolie et du Xinjiang par les empereurs Kangxi et Qianlong, de la dynastie Qing.

Marquant une sérieuse rupture avec l'époque maoïste, la mobilisation de Confucius au service du régime actuel est une autre tentative pour prouver la supériorité de la sagesse chinoise dans le cadre d'une campagne en faveur de la « puissance douce ». La pensée initiale du sage, présentée sous un jour bien

différent de ce que fut l'enseignement originel de Confucius, déjà arrangée habilement par l'empereur Wu (156-87 av. J.-C.) de la dynastie Han<sup>8</sup>, a été instrumentalisée pendant plus de deux millénaires pour servir les fins du pouvoir despotique impérial. Elle fut adaptée au fil des siècles par les fondateurs des nouvelles dynasties, des brigands prenant le pays en main avant de se faire proclamer empereurs confucéens.

Au cours du <sup>xx</sup>e siècle, Confucius fut l'objet de deux controverses fameuses, aux objectifs bien différents. La première, à l'époque du « mouvement du 4 mai 1919 », fut lancée par des intellectuels soucieux de se débarrasser de ce qu'ils considéraient comme la cause de l'arriération de la société chinoise, le confucianisme, mis au service du système impérial renversé depuis peu (1911). La seconde fut au cœur de la campagne « Critiquer Lin Biao et Confucius » (« Pi Lin pi Kong »), tentée par Mao Zedong en 1974 pour consolider son pouvoir et se débarrasser d'un maître à penser rival. D'autres courants philosophiques, religieux ou idéologiques y ont été mêlés au fil des siècles, en une suite de « néo-confucianismes », jusqu'à faire apparaître des « Martin Luther du confucianisme<sup>9</sup> » ou, plus récemment, des « confucéens marxistes », qui ont pris la relève impériale.

Pour Liu Xiaobo, prix Nobel et prisonnier politique, la philosophie confucéenne a eu des effets désastreux sur toute l'histoire politique de la Chine. « Quel prix exorbitant le peuple chinois a-t-il dû payer pour un tel penseur [Confucius] devenu leur sage et leur exemple pendant deux mille ans ? [...] Je crains que la mentalité d'esclave du peuple chinois d'aujourd'hui ne vienne entièrement de là. [...] À mon avis, la plus grande tragédie de l'histoire de la culture chinoise ne fut pas l'épisode fameux de l'élimination des livres et des lettrés décidée par le premier empereur Qin (- 259/- 210), mais le bannissement de toutes les écoles de pensée et de la seule vénération du confucianisme imposés par l'empereur Wu [des Han]. » Ce même empereur Wu que des intellectuels de la tendance conservatrice actuelle, comme Yan Xuetong, professeur de sciences politiques à l'université Qinghua de Pékin, intellectuel influant, se définissant lui-même comme « marxiste et confucéen », prennent en exemple pour l'habileté avec laquelle il a associé réalisme politique et affirmation douce de la puissance, bien qu'il ait été l'un des empereurs les plus expansionnistes de l'histoire de la Chine<sup>10</sup>. Ces adaptations successives signalent des constantes, comme la nécessité d'absorber les influences étrangères et, depuis un peu plus d'un siècle, d'entrer dans la modernité sans renier la culture chinoise.

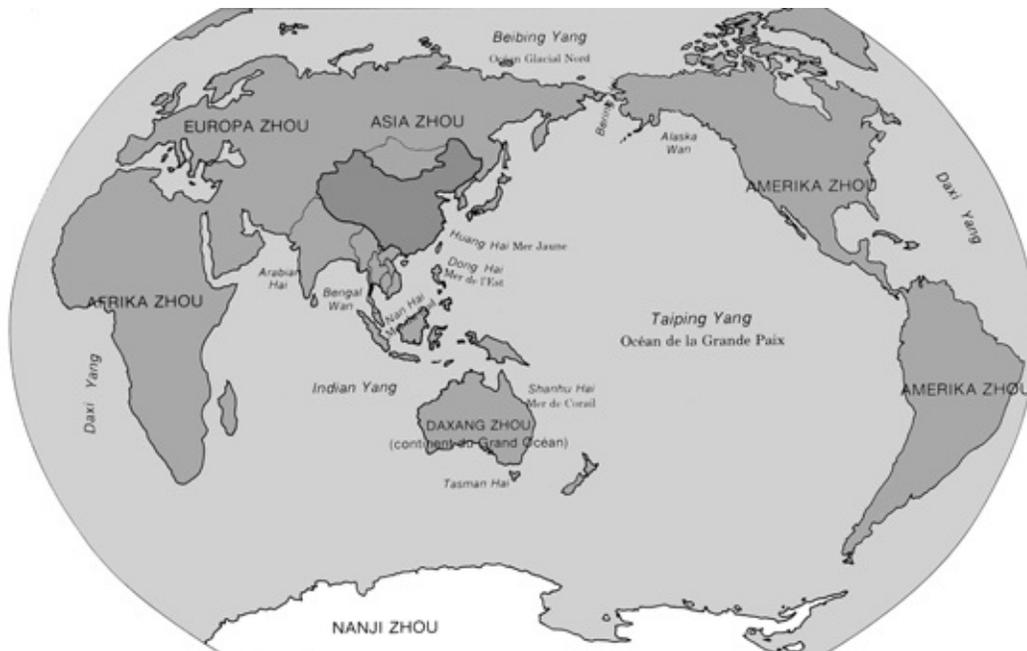
L'époque post-maoïste (depuis 1978), étendue jusqu'au XVIII<sup>e</sup> Congrès, restera comme une nouvelle phase d'incompréhensions et de malentendus, dans l'histoire des relations entre la Chine et l'étranger. Deng Xiaoping, conscient que le régime était menacé par les intrigues sans fin et les luttes au sommet de l'État, a voulu le protéger en mettant en place un processus susceptible d'organiser les successions à l'usage des futures générations. Une direction collective, conduite par le Comité permanent du Bureau politique, lui était apparue comme un remède à la crise de leadership révélée par le mouvement de Tian'anmen en 1989 (et avant elle, celle de « l'affaire Lin Biao » en 1971) : « Dès lors qu'il n'y a pas de problème au sein du Bureau politique et de son Comité permanent, la Chine restera aussi stable que le mont Tai. » Le renforcement et la pérennité du régime demeuraient une priorité, priorité mal perçue à l'étranger, en particulier en Occident, malgré les avertissements répétés de Deng et de ses successeurs.

La réussite économique, la discipline et l'unité apparentes des instances dirigeantes, la première transition sans heurt entre Jiang Zemin et Hu Jintao en 2002 ont permis de dissimuler les divergences et les oppositions qui se faisaient jour au sein même de la direction, et de laisser croire à une stabilisation politique par l'instauration de rapports harmonieux au sommet.

La politique chinoise de réforme et d'ouverture a conduit l'Occident à croire que la Chine allait converger avec le modèle occidental de développement. Assez curieusement, malgré les déclarations officielles réitérant le rejet du modèle occidental, cette croyance a perduré, les acteurs occidentaux étant les premiers responsables, naïfs ou complices, d'une telle situation entretenue, il est vrai, par l'incapacité des dirigeants chinois à donner forme aux valeurs internationales qu'ils entendaient promouvoir ou imposer.

Depuis la disparition de Mao Zedong, puis de Deng Xiaoping, aucune individualité d'envergure n'a jusqu'ici émergé de l'appareil politique<sup>11</sup>. Les solutions de compromis entre factions n'ont pas répondu à la nécessité de moderniser le parti. Or, si la nouvelle direction issue du XVIII<sup>e</sup> Congrès ne parvient pas à réformer le système, les luttes et les conflits internes pourraient bien s'intensifier dans le futur, avec des chances de parvenir au compromis de plus en plus minces. Quant au nationalisme, il demeure un exutoire aussi tentant que dangereux pour le pouvoir, compliquant les relations avec l'étranger.

La montée en puissance, économique et militaire, de la Chine, ses ambitions affirmées de devenir la première puissance mondiale posent depuis plusieurs années la question de son insertion dans un ordre plus ou moins établi mais en cours de mutation, imparfait mais doté de règles.



### *Le monde vu de Chine*

Simultanément, se posent d'autres questions sans doute plus essentielles encore : le PCC doit-il et peut-il se réformer pour assurer la pérennité du système et pour parvenir à résoudre les multiples et graves problèmes intérieurs auxquels il est confronté, apaiser et harmoniser la société ? Quelles seront les options prioritaires de la nouvelle équipe dirigeante ? Ces deux questions sont bien sûr étroitement liées, et des réponses qui leur seront apportées dépendra l'avenir de la Chine elle-même et des relations internationales.

1. Chen Yan, *L'Éveil de la Chine*, Paris, éd. de l'Aube, 2002.
2. Ces deux siècles étant réduits dans l'histoire officielle à une période d'humiliation et d'asservissement par l'étranger. Au point d'oublier ou d'effacer les erreurs politiques, les massacres ou les campagnes militaires menées sous l'Empire, la République et la République populaire.
3. Pr Kuang-Sheng Liao, *Antiforeignism and Modernisation in China 1860-1980*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1984. « *Antiforeignism* » a été traduit ici par « hostilité à l'étranger », et non pas par « xénophobie ».
4. Pr Kuang-Sheng Liao, *Antiforeignism and Modernisation in China 1860-1980*, *op. cit.*
5. Simon Leys, « L'attitude des Chinois à l'égard du passé », *Commentaires*, 1987.
6. Ce qui n'a pas empêché, comme en d'autres lieux et circonstances, que des chefs de guerre chinois, appréciant mal les rapports de forces, subissent de cuisantes défaites.
7. Comment ne pas rappeler ici les recommandations de Deng Xiaoping à ses successeurs, empruntées à un précédent historique et attribuées à un empereur de la prestigieuse dynastie Tang (VII<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle). Souvent réduite à la formule « *Taoguang yanghui* » (« Cacher ses talents et

attendre son heure »), la règle plus complète, sous la forme d'une expression en 24 caractères, mérite d'être rappelée ici : « Observer calmement, sécuriser les positions, faire face avec calme, cacher ses talents, attendre son heure, maintenir un profil bas et ne jamais clamer sa supériorité. »

- [8.](#) Le rôle du philosophe Dong Zhongshu (env. 195-115) fut déterminant. (Anne Cheng, *Histoire de la pensée chinoise*, Paris, éd. du Seuil, « Points Essais », 1997.)
- [9.](#) Il s'agit de Kang Youwei, le réformateur du début du xx<sup>e</sup> siècle. (Voir Anne Cheng, *Histoire de la pensée chinoise*, *op. cit.*)
- [10.](#) « How China Can Defeat America », *International Herald Tribune* du 20 novembre 2011 et plusieurs sites en chinois.
- [11.](#) Il faudra attendre quelque temps pour apprécier l'envergure de Xi Jinping, qui cumule les fonctions de secrétaire général du PCC, de président de la Commission militaire centrale et de chef de l'État.

## XI

# Lorsque la Chine s'est éveillée (1979-1989)

On ne saurait comprendre la situation actuelle sans prendre d'abord la mesure des effets des transformations ou des conservatismes qui ont marqué les trois décennies écoulées depuis la fin de l'époque maoïste<sup>1</sup>.

### Deng Xiaoping, l'artisan des réformes économiques

La décennie 1979-1989 a été fortement marquée par la personnalité de Deng Xiaoping, ses certitudes, ses hésitations, son talent politique, sa duplicité, en particulier son habileté à jouer des factions et des courants pour imposer sa stratégie de modernisation de l'économie tout en préservant les prérogatives idéologiques et politiques du PCC. L'homme fut conscient de l'importance des luttes et des rivalités internes. Tout en sachant habilement les mettre à profit, il en a redouté les effets pour la pérennité du système.

Durant cette époque, ouverte en 1978, Deng Xiaoping a voulu combiner deux exigences : la modernisation du pays, qui passait inévitablement par son ouverture, et, simultanément, la fidélité totale au PCC et au régime.

Homme convaincu, pragmatique et soucieux du concret, Deng était fasciné par la réussite matérielle de l'Occident, par sa puissance, notamment militaire. Mais les institutions, les règles politiques et sociales des démocraties, étaient

incompatibles avec ses convictions politiques. S'il a initié l'ouverture à l'Occident, à partir de 1979, il l'a fait en tenant compte des obstacles internes (les oppositions idéologiques), mais sans objectifs précis, si ce n'est de hisser la Chine au premier rang de la modernité dans presque tous les domaines – économique, scientifique, technique et militaire. En cela au moins, il aura été le digne successeur de tous les réformateurs chinois qui sont apparus depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Le coup d'envoi officiel des réformes fut donné lors du 3<sup>e</sup> plenum du XI<sup>e</sup> Congrès du PCC (du 18 au 22 décembre 1978), initialement concocté par des idéologues fidèles à Mao Zedong, qui voulaient concilier l'inconciliable : poursuivre la révolution et recentrer le travail du parti sur la modernisation. Deng Xiaoping parvint à imposer un changement majeur d'orientation, ouverture et modernisation, mais sans pleinement anticiper les risques politiques qui en découleraient.

Les premières années peuvent être qualifiées de « phase initiale des réformes ». Fut reprise tout d'abord la politique des « quatre modernisations<sup>2</sup> », introduite par Zhou Enlai dès 1964, puis en 1975 pour sortir la Chine de la situation économique dramatique dans laquelle l'avait plongée la révolution culturelle. Unis dans un même esprit réformateur, Deng Xiaoping et Hu Yaobang<sup>3</sup> bénéficiaient d'un relatif consensus autour du rejet de la révolution culturelle.

Les premières mesures portèrent sur le monde rural, sur l'agriculture, remettant en cause jusqu'aux structures collectivistes. Premier élan donné à la politique de développement, les paysans chinois commencèrent à s'enrichir. La « décollectivisation » avait commencé en 1978 dans l'Anhui et dans le Sichuan, d'une manière spontanée, empirique et risquée. Elle ne fut confirmée qu'en 1980 et, dès la fin de 1982, 80 % des communes populaires étaient « décollectivisées ». Le revenu des agriculteurs tripla entre 1979 et 1985.

Dans les zones urbaines, les réformes économiques engageant les entreprises d'État furent lancées en juillet 1979 : elles visaient l'accroissement de la productivité. Ces mesures furent complétées et étendues en 1984. Dans l'industrie les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances, mais les entreprises privées et les marchés libres se multiplièrent.

Dans le cadre de l'« ouverture » à l'étranger, pour attirer les premiers investisseurs internationaux, quatre premières zones économiques « spéciales » furent créées en 1979. Leur nombre fut étendu à 14, puis à 67 villes ou ports. Le

succès se révéla rapide, et les résultats flagrants : entre 1980 et 1985, la croissance annuelle a été de l'ordre de 10 %. Le commerce extérieur représentait 4,5 % du PNB en 1979, et 10 % en 1984.

À ce début d'ouverture de la Chine correspond l'amorce d'un mouvement de mondialisation économique, dont la conception américaine a suscité tout d'abord des réserves de la part des dirigeants chinois, avant qu'ils en viennent à comprendre les avantages qu'ils pouvaient en tirer. Les principaux apports à la radicale et rapide montée en puissance de la Chine, habilement sollicités par Deng Xiaoping, sont venus dès lors des pays industrialisés – et tout particulièrement des États-Unis et d'Europe. Après avoir imposé pendant près de trente années un embargo rigoureux à la Chine, fossilisée économiquement par l'idéologie maoïste, les pays industrialisés répondirent rapidement aux appels de Pékin en procédant à des investissements financiers, industriels, et des transferts technologiques. Simultanément, les délocalisations massives de nombreux secteurs industriels initièrent la déstabilisation des économies occidentales.

La décennie qui a précédé le massacre de Tian'anmen en 1989 peut être qualifiée de révolutionnaire : les paysans devinrent libres de vendre leurs produits, les campagnes s'enrichirent et l'économie en général connut un début de décentralisation ; certains dirigeants comme Hu Yaobang et Zhao Ziyang encouragèrent les discussions sur d'éventuelles réformes politiques, les médias disposèrent d'une plus grande marge de liberté. Simultanément, l'évolution du pays et de sa société durant la décennie 1980 conduisit à l'inéluctable : l'affirmation de diversité politique et la remise en cause du monopole du PCC. Comme d'autres dirigeants par la suite, Deng Xiaoping semblait convaincu par la nécessité de procéder à des réformes politiques. En août 1980, il prononça un discours en faveur d'une « réforme du système de direction de l'État et du parti », qu'il abandonna peu après. Conviction d'un moment ou duplicité politique ? Quelle que soit la réponse, Deng Xiaoping choisit en toutes ces circonstances de rester fidèle à ses convictions profondes, la fidélité au régime.

Si, comme en témoigne la répression de 1989, une telle incompatibilité entre l'ouverture et le gel politique devait être finalement réglée par la force, elle a été l'objet de l'incompréhension, de l'illusion ou de la duplicité de nombreux dirigeants ou acteurs étrangers, persuadés de l'inévitable progression de la Chine vers la démocratie, sous l'effet du développement économique. Face aux opportunités offertes par ce développement (dont le faible coût de la main-d'œuvre), par la promesse d'un marché intérieur immense (alors que les Chinois

pensaient exportations), les investissements et les transferts technologiques venant de l'étranger n'ont cessé d'augmenter à partir des années 1980.

## Les courants et les factions face aux transformations

La nature secrète du système rend toujours difficile la connaissance des orientations et des intentions précises des dirigeants chinois. Ceux-ci semblent toujours installés dans un état de veille, de vigilance et d'évaluation permanente dans l'attente d'une opportunité, d'une situation à exploiter, quelles que soient les autres circonstances, afin de progresser vers leurs grands objectifs stratégiques : la préservation du régime et la montée en puissance du pays. Ils agissent avec célérité dès lors qu'apparaît une soudaine conjonction de facteurs favorables ; le système centralisé favorise les prises de décision rapides, et le passage à l'action.

D'un autre côté, les propos tenus par les intellectuels issus de l'un ou l'autre des nombreux centres de recherche reflètent souvent les courants de pensée qui animent les politiques, quand bien même ils ne leur sont pas directement rattachés. À noter, bien sûr, que ces écoles s'expriment librement à condition de ne pas s'attaquer au PCC, au système du parti unique ou autres tabous bien connus. Les périodes de transition – comme ce fut le cas lors de la préparation du XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC jusqu'en novembre 2012 – sont des moments exceptionnels du point de vue de l'expression des sensibilités, quand les rivalités entre les factions facilitent la diffusion des « révélations », toujours limitées néanmoins.

Dominées par des tentatives d'adaptation de l'idéologie aux velléités de réformisme politique et économique, les années qui courent de 1979 à 1989 couvrent une période d'exceptionnelle accessibilité aux débats tenus au sein du parti, la transparence restant malgré tout relative. Il convient d'en rappeler ici l'essentiel car, trente ans après (2012), la même problématique hante toujours la vie politique chinoise, marquée par le refus permanent du parti de renoncer au monopole idéologique et politique qui est le sien, et par sa capacité tout aussi permanente à rechercher une adaptation à la complexité grandissante de la société. Non seulement le parti a des difficultés à se réformer lui-même, mais il doit faire face à l'amorce de la renaissance d'une société qui se modernise après avoir subi l'écrasement d'un système totalitaire.

Dans son discours, déjà mentionné, « Sur la réforme du système de direction du Parti et de l'État », prononcé en août 1980, Deng Xiaoping se présentait en initiateur des grands changements de l'époque. Il analysait les raisons historiques de l'existence, au sein du parti et de l'appareil d'État, de tares telles que la bureaucratie, la centralisation excessive du pouvoir, le système patriarcal, l'inamovibilité des dirigeants et les privilèges. Il précisait que le but de la réforme politique était de garantir, par le biais du système, la démocratisation de la vie politique du pays, de la gestion économique et de toute la vie sociale. Il fallait, disait-il, assurer au peuple le pouvoir de gérer l'État à travers les différents rouages de la démocratie, ainsi que tous les autres droits attachés au statut de citoyen. Le but était de créer un système démocratique plus concret, et à cet égard supérieur à celui des pays capitalistes occidentaux<sup>4</sup>. Ce projet d'ouverture démocratique allait se révéler rapidement incompatible avec la nature du régime, à moins d'en accepter sa disparition.

Ces années sont également marquées par la reconquête, par les intellectuels et les étudiants, d'un domaine culturel libéré de l'idéologie, ce qui conduira à maintes reprises – et inévitablement – à des débordements dans le domaine réservé de la politique.

Dès 1978, soit à peine deux ans après la mort de Mao, les intellectuels et les étudiants, acteurs du « Printemps de Pékin », revendiquent plus de démocratie. Ils bénéficieront d'une tolérance de deux années, Deng Xiaoping ayant alors besoin de s'assurer du soutien de l'élite intellectuelle dans sa lutte contre les dogmatiques au sein du parti, et de préserver l'image positive qu'il est parvenu à imposer à l'étranger. Cela ne l'empêchera pas, dans un discours du 30 mars 1979, de déclarer que la nouvelle direction conservera son monopole politique au nom de la primauté des « quatre principes fondamentaux<sup>5</sup> ». Pour assurer l'indispensable légitimité idéologique, une conférence réunissant des spécialistes en sciences sociales s'était tenue au début de 1979 afin de critiquer les erreurs passées et pour fixer une nouvelle base théorique. Le parti rassemblera bon nombre d'intellectuels victimes des excès de la révolution culturelle, y compris les plus audacieux, pour participer à l'opération de légitimation.

Le début des années 1980 sera malgré tout marqué par le triomphe des pragmatiques du clan de Deng Xiaoping sur les dogmatiques et par la poursuite de la réhabilitation des victimes de la révolution culturelle. Passé ce cap, et dans les situations complexes qui vont suivre, Deng Xiaoping s'en tiendra toujours à un comportement ambigu en commençant par soutenir les réformes qu'il a le plus souvent initiées, et parce qu'elles lui sont indispensables, tout en

intervenant de plus en plus, y compris par des méthodes autoritaires et policières, pour éviter de voir la situation lui échapper. Il faut dire que les réformes, bien qu'indispensables à la survie du régime, représentaient en permanence un risque qui pouvait aussi bien lui être fatal. C'est toujours vrai aujourd'hui.

La sphère économique, tout en restant placée sous étroite surveillance, bénéficiera d'un contrôle plus souple. Du coup, profitant des nouvelles opportunités et libertés économiques – autre révolution par rapport à la période maoïste –, les cadres du parti s'enrichiront directement (ou indirectement) par le biais de liens familiaux ou d'une clientèle. Il s'ensuivra une corruption de plus en plus marquée. Quelle que soit la vigilance des dirigeants de ce point de vue, ces pratiques permanentes affaibliront durablement leur légitimité idéologique, appelant, par voie de conséquence, le renforcement du contrôle de la population.

En recherchant des formules de réformes visant à libérer l'économie et la société, ou s'attachant à explorer de nouvelles voies politiques tout en conservant la légitimité, les contradictions ne pouvaient manquer de surgir. C'est ainsi que les différentes tentatives de réformes se heurteront à la rigidité de l'appareil politique confronté aux demandes, à l'attente, au mécontentement de la base. Le sommet de l'État, autour d'un petit groupe de dirigeants, règlera les premières crises en limogeant le secrétaire général du parti, Hu Yaobang en 1987, son successeur Zhao Ziyang en 1989. Et, fin mai, début juin 1989, lorsque l'exigence grandissante de démocratie mettra le régime en péril, Deng Xiaoping décidera d'écraser la contestation.

## La « leçon » du Viêt-nam

L'autre événement important du début de la décennie 1979-1989 fut la « leçon » reçue au Viêt-nam en février et mars 1979 – leçon que les Chinois avait prétendu administrer aux Vietnamiens. Deng Xiaoping était-il conscient du manque de préparation des forces chinoises, ou souhaitait-il user d'un subterfuge pour démontrer aux militaires chinois le retard pris par la Chine dans le domaine de la défense afin de les inciter à se montrer patients ? Quoi qu'il en soit, les cuisants échecs initiaux, suivis d'un succès relatif au prix de lourdes pertes, furent mis à profit pour démontrer la vulnérabilité du pays et justifièrent la nécessité à terme de moderniser l'armée et de modifier sa doctrine d'emploi. On peut aussi y voir un habile acte de politique intérieure : cette « leçon » laisserait

au parti le champ libre pour justifier la priorité donnée au développement économique pendant plusieurs années.

L'intervention chinoise avait fondamentalement trois objectifs. Tout d'abord, soutenir et soulager les alliés Khmers rouges contre les forces vietnamiennes, qui étaient intervenues au Cambodge depuis décembre 1978. Ensuite, au niveau stratégique, contrer l'URSS, adversaire du moment. Enfin et surtout, gagner la confiance des Américains pour qu'ils soutiennent la Chine dans ses projets de modernisation.

Pour les Chinois, pour Deng Xiaoping en particulier, ce dernier point était le plus important. Il prolongeait et complétait la démarche entreprise peu avant, lors de sa visite officielle aux États-Unis<sup>6</sup>, du 28 janvier au 4 février 1979. En déclarant qu'il admirait les États-Unis et qu'il voulait s'inspirer du modèle américain, il allait déclencher l'engouement des milieux d'affaires américains et mobiliser durablement les puissants lobbies. Ces derniers, dès lors, ne cessèrent de vanter l'importance du marché intérieur chinois, alors que les Chinois ne pensaient qu'aux investissements étrangers, aux capacités d'exportation et aux excédents commerciaux qui en découleraient. Ce fut aussi l'occasion d'une véritable campagne antisoviétique. Et si les tensions sino-soviétiques ont disparu avec l'URSS, la Chine a depuis lors tiré tous les avantages économiques et politiques de ces manœuvres stratégiques de 1979.

À titre d'exemple, un pionnier du rapprochement politique sino-américain comme Henry Kissinger a tenu un rôle durable dans les relations bilatérales, rôle qui a largement débordé sur la sphère privée et permis l'enrichissement d'une clientèle devenue fervente adepte du développement sans limites des échanges entre les deux pays. L'actuel secrétaire d'État au Trésor, Timothy Geithner, qui fut étudiant en Chine et spécialiste de la Chine chez Kissinger Associates Inc., a par ailleurs manifesté beaucoup d'enthousiasme lors de ses rencontres avec les officiels chinois, si ce n'est de la complaisance lorsqu'il était question de prendre des sanctions financières contre la Chine<sup>7</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'échec militaire de l'expédition chinoise contre le Viêt-nam eut un effet important en politique intérieure, en favorisant le rapprochement des dogmatiques du parti et des militaristes. Deng Xiaoping dut bientôt se rallier à ces derniers et mettre en garde la faction démocratique, balayant tout espoir de réformes politiques. Et le discours de Deng du 30 mars 1979, déjà mentionné, mit logiquement fin au processus de démocratisation qu'il avait lui-même déclenché avant la guerre<sup>8</sup>.

## La crise de mai et juin 1989

On peut voir dans les transformations rapides qui ont accompagné les événements de mai-juin 1989 l'un des épisodes clés de l'histoire chinoise, dont la fréquence s'accélère à l'époque moderne. Jared Diamond a qualifié ce phénomène de « titubement<sup>9</sup> ». À l'observation, il s'agit de transformations de grande ampleur affectant une population nombreuse, avec son assentiment plus ou moins explicite, sur un vaste territoire et sous l'impulsion d'un pouvoir centralisé. Si certaines décisions prises dans un tel contexte semblent avoir des effets immédiats bénéfiques, la plupart engendrent, plus ou moins rapidement, des effets négatifs si ce n'est dramatiques.

Au début de l'année 1989, année d'anniversaires symboliques<sup>10</sup>, les intellectuels exercèrent une pression toujours plus forte sur le pouvoir en faveur de la réforme politique. Dès 1988, la culture avait servi de prétexte pour intensifier la critique de la réalité politique – et en particulier pour traiter de la démocratisation. Les pétitions des intellectuels, allant jusqu'à utiliser certains médias étrangers, débordaient de plus en plus dans la sphère politique, transgressant ainsi les tabous.

En dix ans (1979-1989), la très relative évolution politique avait assuré une certaine marge de manœuvre aux intellectuels et aux activités culturelles et artistiques. Encouragés par l'échec de plusieurs campagnes idéologiques contre la libéralisation, intellectuels et étudiants en vinrent à oublier les risques de répression.

Le 22 avril 1989 eut lieu la célébration officielle de la mort de Hu Yaobang, un dirigeant emblématique, partisan des réformes. Le 26, l'éditorial du *Quotidien du Peuple* qualifia de « complot » et de « troubles » les manifestations qui avaient entouré la cérémonie. La division au sommet du parti, entre Zhao Ziyang et les autres membres du Bureau politique, sur la meilleure manière de régler le conflit devint patente le 4 mai. Manifestations et grèves de la faim prirent de l'ampleur. L'arrivée et le séjour de Gorbatchev, en visite officielle à partir du 15 mai, accordèrent un répit aux manifestants. Mais le 20 mai, la loi martiale fut proclamée – et Zhao Ziyang écarté des affaires. Dans la nuit du 3 juin, l'armée intervint. La répression fit entre « quelques dizaines » (chiffre officiel) et plusieurs centaines de morts, voire plusieurs milliers.

Face à la violence de la réaction, la surprise des opposants sembla témoigner de ce que ceux-ci avaient oublié la nature du régime, comme s'ils

avaient exclu la possibilité d'une telle répression de la part d'un appareil d'État demeuré pourtant fondamentalement intact.

Les événements de juin 1989 en Chine se déroulèrent au moment même où les régimes communistes en Europe de l'Est sont mis à bas, jusqu'à la disparition de l'Union soviétique en 1991. Les dirigeants chinois ne manquèrent pas de tirer les leçons de ces bouleversements, et se félicitèrent, pour commencer, d'avoir pris les mesures de répression nécessaires. Et pendant les années qui vont suivre, les dirigeants vont s'attacher à « reprendre en main » une situation qui avait été dominée par un espoir de réformes.

1. Mao Zedong est mort en septembre 1976. Sa disparition a été suivie d'une courte période « post-maoïste », jusqu'en 1978.
2. De l'agriculture, de l'industrie, des sciences et des techniques, de la défense nationale. Avant la fin du siècle, la production agricole et industrielle devait être quadruplée, et le revenu par tête devait passer de 260 dollars en 1980 à 800 dollars en 2000. Il a atteint les 8 430 dollars (PPA) en moyenne en 2011.
3. Hu Yaobang, secrétaire général du parti (limogé en 1987).
4. Ruan Ming, *Deng Xiaoping. Chronique d'un empire : 1978-1990*, Paris, Philippe Picquier, 1992, et *Œuvres choisies de Deng Xiaoping*.
5. Maintenir la voie socialiste ; faire respecter la dictature du prolétariat ; faire respecter la direction du Parti communiste ; faire respecter le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong.
6. La Chine et les États-Unis venaient d'établir des relations diplomatiques le 1<sup>er</sup> janvier 1979.
7. Edward N. Luttwak, *La Montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*, Paris, Odile Jacob, 2012.
8. Ruan Ming, *Deng Xiaoping. Chronique d'un empire : 1978-1990*, *op. cit.*
9. Jared Diamond, *Effondrement*, Paris, Gallimard, 2006.
10. 1789 (juillet) : Révolution française ; 1919 : mouvement du 4 mai ; 1949 (octobre) : proclamation de la République populaire.

## XII

### Les prémisses d'une ère nouvelle (1989-2012)

Deng Xiaoping remarquait, peu après les massacres de juin 1989, que l'erreur qui avait été commise dans les années 1980 ne concernait ni l'ouverture ni le développement de l'économie, mais l'absence d'éducation idéologique et politique qui aurait dû pourtant les accompagner. Il restait convaincu du bien-fondé de son choix stratégique – la modernisation par la poursuite du développement économique –, mais convenait maintenant de la nécessité d'assurer un meilleur encadrement idéologique en vue de sauvegarder un système que seul le PCC pouvait assurer.

Toujours sous l'impulsion de Deng Xiaoping, l'après-Tian'anmen ne mit pas un terme à la mode et au courant de néolibéralisme économique qui avait emporté la Chine après 1978. Cet élan fut au contraire relancé en 1992 après un voyage que Deng fit dans le Sud, et le courant néolibéral demeura en faveur. Il reposait sur des critères encourageant des développements à plusieurs vitesses d'un bout à l'autre du pays. Il admettait le principe d'inégalités marquées et considérées comme inévitables. Celles-ci se traduisirent en fin de compte par des oppositions marquées entre villes et campagnes, régions côtières et intérieures, riches et pauvres.

En 2012, vingt-trois ans après ces événements, le massacre de la place Tian'anmen est un sujet tabou, au point qu'il est le plus souvent ignoré par les jeunes générations. À l'esprit d'ouverture et, dans une certaine mesure, d'intérêt

pour l'Occident s'est substitué un nationalisme parfois radical, entretenu par le parti et amplifié par les succès économiques.

Mais la question de la nécessité des réformes demeure. Un moment, elle fut l'objet d'un débat entre communistes « réformateurs », adeptes de mesures partielles, et communistes des origines, nostalgiques de l'époque maoïste, ou encore « fils de prince », héritiers de la révolution, du pouvoir et de ses privilèges. Ils ont en commun la volonté de préserver le système.

## Les conséquences de Tian'anmen

Officiellement sans fonction, mais en réalité maître de la situation, Deng Xiaoping mit en place les mesures destinées à assurer sa succession, notamment en désignant les dirigeants des « 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> générations » estimés les plus aptes, Jiang Zemin et Hu Jintao. Se référant aux incidents de 1989, l'opposition à toute évolution vers un régime démocratique fut dès lors clairement exprimée : « À l'occasion de ces manifestations qui faillirent renverser le régime, nous avons bien compris les menaces que représentait toute dérive vers une démocratie à l'occidentale. Comptez sur nous pour être encore plus vigilants et pour éviter toute dérive dans cette direction. »

Si le mouvement de Tian'anmen sonna comme un véritable coup de semonce aux oreilles des dirigeants chinois, presque simultanément, deux autres séries d'événements les ont tout autant et fortement marqués : à l'automne de la même année 1989, la chute du mur de Berlin et le début de la dissolution du camp soviétique en Europe de l'Est ; puis, en décembre 1991, la disparition de l'URSS. En moins de trois ans, l'exemple de l'éclatement du camp soviétique leur avait donné de quoi réfléchir. Et de fait, ils en ont durablement retenu les leçons – et continuent plus que jamais d'en tirer les enseignements.

En 2000, des groupes de recherches furent constitués au sein de l'Académie des sciences sociales pour comprendre les causes du séisme, et pour que le Parti communiste chinois évite de connaître le même sort. Arthur Waldron (Jamestown Foundation) a rapporté l'essentiel de leurs conclusions. Si, pour les Occidentaux, les causes du séisme avaient été sociales (meilleur niveau d'information de la population, plus grande complexité de la société, aggravation des problèmes ethniques), aux yeux des Chinois, le PCUS avait commis l'erreur de renoncer à la dictature du prolétariat, de critiquer Staline, de se laisser séduire

par certains concepts occidentaux comme la démocratie, quand il n'avait pas été victime de la propagande occidentale. Au système stalinien, incomparable pour sa supériorité et sa vitalité, avait succédé Khrouchtchev en 1956, qui avait critiqué son prédécesseur et commencé à saper le système en modifiant la nature de l'autorité. La référence à la « quasi-démocratie » s'était substituée à celle de dictature, pervertissant les cadres de la nouvelle génération, peu familiers avec la tradition révolutionnaire du prolétariat et manquant de ferme confiance dans le socialisme. Ces mêmes cadres, à partir du milieu des années 1980, avaient été les artisans de la désintégration du PCUS, et ils avaient tout simplement enterré ensuite le système socialiste. En mars 1985, Gorbatchev avait brandi les slogans de « démocratisation », d'« ouverture », de la « transparence », pour aboutir en 1991 à prétendre instaurer la liberté politique, laquelle avait fait disparaître toute trace de dictature du prolétariat et de centralisme démocratique. Or, si le PCUS avait suivi la même voie que le PCC, il aurait été en mesure de redresser la situation...

Rejetant l'idée que des causes sociales eussent été à l'origine de la désintégration de l'URSS, les analystes chinois officiels expliquèrent encore que le système soviétique était fondamentalement stable, mais qu'il avait été renversé dès lors que, voulant le modifier, Gorbatchev s'était laissé séduire par le « socialisme humain » (*rendaode, minzhude, shehuizhuyi*).

Les dirigeants chinois n'ont jamais accepté la critique de Staline... qui aurait été immédiatement identifiée à celle de Mao. Elle aurait conduit en Chine, comme ce fut le cas en URSS, à l'apparition au sein du PCC de factions tentées par la « démocratie humaine ». Très vite, le parti aurait perdu son emprise sur la société. Il s'en serait suivi conflits et désordres.

En 2012, ces « explications officielles » ont pris un relief particulier dans le cadre de la nomination des nouveaux dirigeants. Elles ont d'abord sonné comme une mise en garde et une mise à l'épreuve pour les futurs prétendants, dans la crainte de voir apparaître un « Gorbatchev chinois ».

Autre conséquence des événements des années 1989 à 1992, l'esprit d'ouverture et, dans une certaine mesure, l'intérêt pour l'Occident s'effacèrent au profit d'un nationalisme parfois radical, entretenu par le parti, amplifié au cours des deux décennies qui vont suivre en raison des succès remportés sur la voie du développement économique et de la fierté qu'inspire au peuple la montée en puissance de la Chine.

Ce rapprochement initial entre les États-Unis et la Chine, durant les années 1970, n'était pas lié à des perspectives économiques ou à des choix de société

communs mais à l'existence d'une menace, celle que constituait l'URSS. La disparition de cette dernière eut donc un effet majeur sur les relations sino-américaines. Réalité un moment estompée, les États-Unis, grande puissance enviée, sont redevenus plus clairement l'ennemi désigné après 1989, accusés de soutenir à l'intérieur les éléments hostiles et cherchant à renverser le régime – mais aussi, et, de plus en plus par la suite, de s'opposer à la montée en puissance et au développement de la Chine. Malgré cette détérioration progressive des relations bilatérales, la dépendance économique et financière réciproque entre les deux pays n'a cessé de s'accroître...

## Les relations sino-américaines

Depuis 1949, les relations sino-américaines ont été marquées par :

– Une période d'embargo de 1949 à 1971, Pékin ayant commencé par nouer des relations étroites avec l'URSS, principale menace pour les États-Unis, engagés par ailleurs dans la guerre au Viêt-nam. Le président Nixon, dès 1969, annonce de nouvelles priorités en tenant compte de la rivalité et des tensions sino-soviétiques, et le retrait progressif des forces américaines de l'Indochine.

– Une période de rapprochement de 1972 à 1989, destiné à contrer une menace commune, celle de l'URSS, alors que Pékin et Washington n'ont aucun intérêt économique en commun et que leurs choix de société sont pour le moins divergents. La répression de Tian'anmen, en 1989, et l'éclatement du camp soviétique, entre 1989 et 1991, mettent un terme au rapprochement.

– Une période d'interrogation de 1989 à 2010, combinant coopération et endiguement. À Washington, on veut croire que la poursuite du développement économique conduira la Chine vers un régime démocratique et que le pays s'engagera à partager les responsabilités internationales selon les règles établies par le monde occidental, illusion que les lobbies financiers et industriels américains entretiennent dans l'espoir de l'ouverture du marché intérieur chinois.

– Une période de repositionnement depuis 2010-2011, dont le « pivot » est placé dans le Pacifique. Les États-Unis estiment que la principale menace pour eux provient désormais de la montée en puissance, non seulement économique mais également militaire de la Chine. Au point de leur faire craindre l’instauration d’une sphère d’influence chinoise en Asie, d’où ils seraient exclus.

Après 1989, certains présidents des États-Unis, George Bush père et plus tard Bill Clinton, justifient le maintien de bonnes relations avec la Chine (fût-ce après avoir décrété un embargo sur les armements) sur la base de trois arguments. D’abord l’intérêt national des États-Unis, celui d’éviter à tout prix un conflit ouvert et de travailler ensemble à atteindre des objectifs communs : la lutte contre la prolifération nucléaire, les armes chimiques, le nombre de missiles balistiques, la pollution ; liste à laquelle s’ajouteront au cours des années suivantes : la lutte contre le terrorisme, la gestion de l’économie mondiale, entre autres. Il s’agit ensuite d’amener la Chine, par des échanges fréquents, à accepter et à s’intégrer au nouvel ordre international de l’après-guerre froide, tel que Washington l’a conçu, et à accepter d’assumer ses responsabilités dans cet ordre nouveau. L’espoir demeure, enfin, de voir ce régime évoluer, sous l’effet de son développement économique, vers la réforme politique. Ce dernier point fut particulièrement soutenu par le lobby des milieux d’affaires américains. Et de fait, la pression des milieux d’affaires conduira le gouvernement américain à assouplir les réglementations et à faciliter les transferts de techniques et d’équipements à usage civil et militaire. Forts de tels assouplissements, mis à profit par des transferts illégaux révélés par certains scandales, mais aussi par l’espionnage industriel, les Chinois sont parvenus à intensifier leur travail de recherche et la production de nouveaux armements. Ils compléteront ensuite leurs achats de matériels et acquerront des transferts technologiques en s’adressant à Moscou, dont les industries de défense étaient alors au bord de l’extinction.

La vie politique fut dès lors dominée par l’observation de trois règles prioritaires, pour l’essentiel respectées jusqu’en 2011 :

- l’unité au sommet<sup>1</sup>, autour d’un courant majoritaire, sans que soit remis en cause le principe de l’équilibre entre les factions ;
- la stabilité du système et de la société, et l’opposition à toute évolution politique menaçant d’affaiblir le pouvoir du parti, y compris par le biais du

surgissement d'un « homme fort ». Le n° 1 désigné (Jiang Zemin, puis Hu Jintao) devint le garant de l'unité et de la stabilité ;

– la poursuite du développement de l'économie, la croissance étant indispensable à la modernisation, à la montée en puissance de la Chine et à la légitimation du parti.

Toute suggestion d'évolution vers un système politique démocratique de type occidental fut dénoncée comme une tentative de déstabilisation du régime.

Dans la forme, le PCC a poursuivi son adaptation à la politique d'ouverture et de développement économique telle qu'elle avait été définie dans les années 1980. Ses dirigeants ont modifié leur image, ont renoncé aux discours révolutionnaires d'autrui, mettant en avant leurs qualités d'entrepreneurs, d'ingénieurs, de banquiers, d'universitaires, de diplomates. Dans tous les domaines concernés, les comités du parti ont néanmoins conservé tous les pouvoirs de contrôle et de décision. Comment ne pas citer ici, à titre de rappel, le monologue intérieur de l'ancienne Chine, celle du XIX<sup>e</sup> siècle, tel que le propose Marie-Claire Bergère : « Ils signent des conventions et renouvellent des alliances avec nous. Comment pourraient-ils s'apercevoir que le contrôle ainsi établi sur eux s'est développé conformément au plan de l'empereur<sup>2</sup> ? »

Devenue adepte du « *soft power* », la direction chinoise tente de rendre enviable le « modèle chinois », vante désormais le passé et la culture nationale. Elle puise dans son histoire les justifications des revendications territoriales, propage les mythes de l'exception chinoise, de sa tradition pacifique et non expansionniste, tout en interdisant l'évocation des pages les plus sombres de l'empire comme celles du régime communiste (les massacres de Tian'an men, par exemple). D'impressionnants investissements ont été consacrés à la « puissance douce » : ouvertures de plus de 350 Instituts Confucius, réception d'un grand nombre d'étudiants étrangers, augmentation sensible des émissions radiophoniques et de télévision à destination de l'extérieur, insertions périodiques de suppléments dans des publications étrangères, limitation des importations de films étrangers, invitations généreuses adressées à des personnalités étrangères susceptibles de se faire ensuite les ambassadeurs de son système, ouverture du pays aux touristes du monde entier.

L'École du parti serait devenue « une destination de plus en plus populaire pour les dirigeants étrangers », dont la liste inclut Henry Kissinger, devenu le chantre du régime, Ronald Rumsfeld, Angela Merkel, Ban Ki-Moon, parmi bien d'autres invités. Dans l'École du parti, « on enseigne le socialisme et il était un temps où l'école n'aurait pas ouvert ses portes à des personnes appartenant à des

systemes différents et d'opinions différentes. Maintenant, elle est très ouverte et initie des échanges sur les sujets les plus divers : cela montre la confiance de plus en plus affirmée du pays et du parti<sup>3</sup> ».

L'admission de la Chine à l'OMC, à partir de décembre 2001 et après treize années de négociations, a constitué une étape décisive. Des jugements rapides, aussi bien en Chine qu'à l'étranger, annonçaient l'écroulement du système chinois, son « inévitable évolution » vers la démocratie, l'obligation pour elle d'ouvrir son marché intérieur, de réduire ses droits de douane, la fin de son système de soutien à l'exportation, à ses entreprises d'État... En réalité, la Chine, tirant le meilleur parti de son adhésion, ignorant ou contournant les règles établies et imposant les siennes, devint le plus grand bénéficiaire de la mondialisation, au détriment d'autres pays membres. Pékin peut de plus en plus difficilement jouer sur l'illusion qu'il sera bientôt possible à chacun d'accéder au « grand marché intérieur chinois », de même qu'est nettement relativisé le rôle de « sauveur » de l'économie mondiale naïvement attribué à la Chine.

Depuis plus de vingt ans, la plupart des observateurs et acteurs étrangers, y compris des responsables politiques, ont complaisamment ignoré la dimension politique de la stratégie de Pékin et insisté sur les avantages que procurerait à l'Occident le développement économique du pays, par le biais notamment de l'accès à son marché intérieur. Dans l'échange, tout en favorisant en priorité leurs propres intérêts géostratégiques, les Chinois ont largement conduit de nombreux pays industrialisés en pleine crise à oublier les leurs au nom d'urgences économiques, financières ou sociales exigeant des retombées à court terme. Et si les dirigeants chinois ne sont pas les seuls responsables de la crise mondiale, ils y ont largement participé, avec la complicité de leurs partenaires étrangers.

## Les effets pervers du legs de Deng Xiaoping

Les « adaptations » successives que nécessitaient les prouesses économiques n'ont pas eu que des résultats positifs. Les règles établies et les succès en matière de développement, legs de Deng Xiaoping, ont entraîné des effets pervers. Le pouvoir central, tout en renforçant son caractère autoritaire, s'est délité. En quarante ans, de Mao Zedong à Xi Jinping, comment en est-on arrivé là ?

Mao Zedong (mort en 1976), maître des luttes politiques, disposait d'un pouvoir incontesté sur un système totalitaire. Lui-même, comme ses contemporains, recherchaient avant tout le pouvoir politique tout en se contentant de contrôler les richesses d'un pays du tiers-monde, en espérant par la seule voie idéologique et par des raccourcis audacieux rattraper les puissances économiques occidentales.

Deng Xiaoping, après 1978, fut un dirigeant à l'autorité respectée. Il a souhaité mettre en place, à travers les « successeurs des générations suivantes », une direction du parti unie et stable. Cette volonté s'est encore affirmée davantage après le traumatisme de 1989, si ce n'est également avec le souvenir de « l'affaire Lin Biao » de 1971<sup>4</sup>.

Les deux dirigeants qui lui ont succédé, Jiang Zemin (de 1989 à 2002) et Hu Jintao (de 2002 à 2012), désignés et donc légitimés par Deng Xiaoping lui-même, ont bien tenu leur rôle. Devenus *primus inter pares* dans un système à direction de plus en plus collective, ils se sont assurés du consensus autour du *statu quo* politique, au prix du renforcement du système policier<sup>5</sup> et de l'allégeance du système judiciaire au parti, sans jamais faire passer aucune réforme digne de ce nom. Jiang Zemin et son Premier ministre, Zhu Rongji, s'en sont tenus à la ligne définie par Deng Xiaoping, en l'amplifiant. Avec la réforme des grandes entreprises, le plus grand succès de Zhu fut sans doute de reprendre à l'armée l'empire économique que cette dernière s'était constitué après avoir répondu à l'appel de Deng : « Chinois, enrichissez-vous ! » Mais ses tentatives pour réduire la corruption se soldèrent par un échec. En juillet 2002, Jiang, de son côté, fit introduire (lors du XVI<sup>e</sup> Congrès du PCC) la théorie des « trois représentations » – visant à l'admission dans le parti d'entrepreneurs et de personnalités issues de l'économie, hommes d'affaires et banquiers. Cette mesure, aussi pragmatique que déstabilisante, rapprocha les anciens ennemis idéologiques des décideurs politiques sous prétexte de les lier plus étroitement au régime. La collusion et les communautés d'intérêts entre entrepreneurs, classe émergente, et membres du parti (à l'échelon central comme au niveau local) n'en devinrent que plus évidentes. Non contentes de contrôler le pouvoir politique, les factions (en particulier celle des « princes ») se sont alors approprié d'énormes intérêts économiques générés par la croissance, au point de menacer de déstabiliser le système politique comme la société.

Hu Jintao, devenu secrétaire général du PCC après 2002, dans une situation sociale dégradée (inégalités sociales de plus en plus marquées), a tenté de rééquilibrer la situation (programme de « société harmonieuse »). À la

« nouvelle droite », tombée en défaveur, a succédé un rééquilibrage au profit des idées de la « nouvelle gauche » : égalité et « démocratie politique » face à « l'économie de marché ». Et de fait, depuis la nomination de l'équipe Hu Jintao et de Wen Jiabao (Premier ministre), on a constaté une volonté de ralentir un peu la croissance, plus d'attention portée aux inégalités, aux questions de santé, d'éducation, d'environnement, etc.

Le projet de « société harmonieuse » annonçait un meilleur équilibre entre l'économie de marché et les racines socialistes du régime sérieusement entamées. Dans cet esprit, fin 2005, Hu Jintao a fait inclure dans la Constitution le « concept de développement économique ». Au bout du compte, cette nouvelle politique a échoué et les inégalités ont persisté – voire augmenté.

Pourtant, les indéniables succès économiques ont amélioré le niveau de vie d'une partie de la population. Ils ont permis l'émergence d'une classe moyenne<sup>6</sup>, perçue initialement comme un terreau d'opposition politique à un régime autoritaire, et qui s'est révélée jusqu'à présent comme un de ses meilleurs soutiens. Plutôt marquée par un conservatisme favorable au pouvoir en place, méfiante à l'égard de tout système démocratique qui, inévitablement, procéderait à la redistribution des richesses au profit de la majorité rurale et pauvre de la population, elle ne manifeste aucun désir de changement politique. Bénéficiaire des progrès économiques, cette nouvelle classe moyenne se satisfait de ses avantages acquis sans revendiquer de pouvoir politique particulier. À elle seule, elle témoigne de la capacité du PCC à mettre sur pied un système de capitalisme autoritaire dégageant une certaine prospérité économique, sans pour autant céder à la tentation démocratique, tandis que, simultanément, se sont affirmées les inégalités de revenus. Du coup, la corruption, l'arbitraire, notamment au niveau des autorités locales, déclenchent de plus en plus de révoltes, celle du village de Wukan (sud du Guangdong) étant devenue en décembre 2011 la plus exemplaire<sup>7</sup>.

Tant que la croissance connaissait des taux égaux ou supérieurs à 10 %, il était aisé de trouver des compromis, de faire attendre et de laisser espérer. C'est ainsi qu'au cours des années 1990 et 2000, la société civile, qui espérait des améliorations à la hauteur du développement économique, a continué tant bien que mal à se développer tout en accusant ici et là des reculs. Mais, le maintien de la stabilité s'est accompagné d'une augmentation sensible des conflits sociaux provoqués par les expropriations arbitraires, la corruption, la pollution, et une multitude de petits conflits induits par le sentiment d'injustice. La crise mondiale a modifié la donne et mis à nu les difficultés internes. La Chine étant touchée à

son tour dans des domaines aussi variés que la politique, l'économie, la défense, la culture, les réformes, y compris politiques, s'imposent chaque jour davantage. C'est dans un tel contexte de situation intérieure fortement dégradée – et marquée par les rivalités entre factions – que s'est préparé le XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC.

## La préparation du XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC

Les congrès du PCC se tiennent en principe tous les cinq ans. C'est toujours un événement majeur, au cours duquel sont réaffirmées la primauté du parti, la pérennité de l'idéologie ou certaines réorientations stratégiques, effectuées les nominations au sein de la petite équipe dirigeante.

Dans sa phase de préparation, le XVIII<sup>e</sup> Congrès s'est pourtant distingué des précédents, d'abord par l'importance numérique des changements à venir dans l'équipe dirigeante au sommet de l'appareil du parti, le Comité permanent du Bureau politique (CPBP) du Comité central, dont les membres ont été réduits à sept (contre neuf précédemment). Ensuite par une donnée nouvelle : le futur numéro un, Xi Jinping, n'avait pas été « investi », comme ses deux prédécesseurs, par Deng Xiaoping.

Mais le contexte dans lequel s'est tenu ce congrès l'aura également marqué de bout en bout : celui d'une crise économique désormais mondiale. S'il a été beaucoup question de réformes au cours de ce congrès, de quelle nature seraient-elles : politique ou simplement économique ? Les factions, et en leur sein les différentes tendances, se sont opposées sur l'opportunité et sur l'ampleur des mesures à prendre.

Autre particularité du moment : une série de crises ou scandales accompagnés de rumeurs. Les plus importantes, « l'affaire Bo Xilai<sup>8</sup> », « le cas Chen Guangcheng<sup>9</sup> », « le scandale Ling Gu<sup>10</sup> », l'enrichissement de la famille du Premier ministre, non seulement dévoilèrent les rivalités au sommet de l'État, donc le manque d'unité (image pourtant entretenue), mais confirmèrent également la collusion entre pouvoir politique et pouvoirs économiques et financiers, ainsi que le caractère policier et arbitraire du régime.

S'ajouta à cela la question du rôle des militaires et de la place de l'armée dans la structure du pouvoir, lesquels avaient déjà bien évolué depuis 1978, dans un contexte régional marqué par la montée des tensions. La professionnalisation

des personnels et la modernisation des forces avaient, en effet, fait ressurgir la vieille interrogation : « Rouge ou expert<sup>11</sup> ? » L'armée devait-elle s'en tenir à sa tradition de bras armé et de défenseur du parti, ou devait-elle devenir une armée nationale ?

On oubliera vite les espoirs ou les craintes formulés pendant les mois qui ont précédé la convocation du congrès, lequel a sans doute marqué la fin de l'ère Deng Xiaoping et le début d'une nouvelle ère.

Trois factions principales, aux contours parfois incertains, se partagent alors le pouvoir, aux différents niveaux du parti et du gouvernement. La faction dite « des princes » (*taizigang*), constituée par les enfants (dont Xi Jinping) des chefs révolutionnaires des deux générations précédentes. Ils détenaient déjà de nombreux postes clés, combinant pouvoir politique et réseaux économiques tenus par des proches, notamment dans le secteur des grandes entreprises d'État. La faction dite de la « Ligue de la jeunesse communiste », à laquelle les membres (Hu Jintao, Wen Jiabao) qui en sont issus sont demeurés très liés. Ils sont partisans de réformes au sein du parti. Enfin le « clan de Shanghai », dont l'homme influent, Jiang Zemin, l'ancien numéro un de 1989 à 2002, a joué un rôle déterminant au profit des « princes » dans les tractations qui ont précédé la convocation du Congrès.

Cette présentation ne doit toutefois pas faire illusion. Les alliances et les combinaisons évoluent, et certains acteurs ont des connexions dans plusieurs factions. En outre, plusieurs courants ou « écoles » se manifestent dans tel ou tel institut ou centre de recherches, eux-mêmes en liaison avec les factions au sein du parti. Elles sont d'influence plus ou moins libérale, parfois carrément gauchiste radicale, voire néo-maoïste, sans compter que les intérêts locaux s'opposent parfois à ceux du Centre, dont les directives ne sont pas toujours respectées. Depuis quelques années, les relations au sein et entre les factions sont ainsi devenues plus floues, les luttes d'intérêts prenant le dessus et pouvant laisser place à des alliances inattendues.

Les libéraux au sein du parti, peu nombreux et affaiblis depuis les événements de 1989<sup>12</sup>, sont représentés par des intellectuels convaincus de la nécessité d'entreprendre des réformes politiques sur la base des valeurs occidentales et internationales. Leurs opposants les accusent de vouloir faire emprunter au PCC la voie que Gorbatchev a fait suivre au PCUS. Avant qu'éclate l'« affaire Bo Xilai », les thèses maoïstes avaient retrouvé une certaine faveur. Le courant avait accompagné la dégradation de la situation intérieure et la montée du mécontentement populaire. Il était même devenu un phénomène

majeur, entretenu par les plus radicaux et adopté comme un gage de loyauté envers le PCC, jusqu'au limogeage de Bo Xilai, donc.

Face à la déliquescence générale, qui aurait menacé la légitimité du PCC, de nombreux responsables politiques et une partie de la population avaient été prise dans l'idéologie maoïste des références morales, patriotiques et nationalistes. Autant de réactions à certains résultats négatifs apparus après trente ans de réformes lancées par Deng Xiaoping et à des décisions prises par ses successeurs, comme l'entrée du monde des affaires dans le parti et l'enrichissement de nombreux hauts cadres au détriment des classes populaires, l'apologie de l'économie de marché, l'aggravation des inégalités, de la corruption (mal culturel endémique et « activité à haut rendement et à faible risque<sup>13</sup> », « vice public mais vertu familiale<sup>14</sup> »), l'arbitraire pratiqué par les autorités locales – au point de faire de la Chine le pays le plus inégalitaire d'Asie. C'est ainsi que les thèses maoïstes avaient été reprises à des degrés divers, et plus ou moins ouvertement, aussi bien par des « princes » que par certains membres de la Ligue de la jeunesse communiste. D'autant qu'elles offraient l'avantage de s'opposer aux valeurs occidentales et à leur potentiel déstabilisateur et qu'elles prétendaient relancer une campagne de rééducation marxiste-léniniste et de la pensée de Mao Zedong.

Quoi qu'il en soit, ce qui prédominait avant même la convocation du Congrès, c'était la volonté d'unité : il s'agissait d'éviter toute remise en cause du *statu quo*, toujours susceptible de mener au chaos, aucun des principaux acteurs et bénéficiaires de la réussite économique ne tenant à partager le pouvoir politique. Les changements ne pourraient intervenir qu'au sein du parti ou engager la sphère économique.

En bref, dès avant la convocation du Congrès, l'idéologie du PCC était celle du pouvoir et de la défense du pouvoir au service des factions. L'organisation est toujours demeurée authentiquement marxiste-léniniste par le contrôle absolu qu'elle prétend exercer sur trois domaines : la nomination des dirigeants, à tous les niveaux et à tous les postes clés ; l'information, qu'on l'appelle propagande, formation des esprits, information par les médias ; l'armée, la police, la justice, tous instruments d'éradication de toute forme d'opposition.

Au même moment, les succès économiques de la Chine, comparés aux difficultés des pays occidentaux, États-Unis en tête, avaient de quoi soutenir la fierté et la fibre nationaliste du pays. Et le développement eût été incomplet s'il ne s'était accompagné d'une montée en puissance des militaires.

1. Elle avait été fortement ébranlée en mai-juin 1989 par les prises de position de Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, fort conciliant à l'endroit des manifestants.
2. Marie-Claire Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2000.
3. Qu Xing, président de l'Institut des études internationales de Chine (*China Watch*, supplément du *China Daily* dans l'*International Herald Tribune*, du 25 octobre 2012). Qu Xing, ancien diplomate en poste à Paris, est l'archétype de l'« universitaire » et diplomate offensif.
4. Le 13 septembre 1971, le vice-président Lin Biao, successeur désigné de Mao, s'enfuit avec des proches vers l'Union soviétique à bord d'un Trident qui s'écrasa en Mongolie. Ces événements, en une version officielle peu convaincante, seront présentés par Zhou Enlai en août 1973, lors du X<sup>e</sup> Congrès du PCC. Lin Biao fut accusé de complot contre Mao, et déclaré traître au parti et à la patrie.
5. Dans le domaine de la sécurité intérieure, après les interventions en juin 1989 de l'armée, non préparée à assumer un tel rôle, les moyens paramilitaires (police, sécurité publique armée) destinés à mieux contrôler la population furent « améliorés » et renforcés par l'augmentation des effectifs (jusqu'à 1,3 million d'hommes), mieux équipés et entraînés. Le budget pour la sécurité intérieure fut progressivement et sensiblement augmenté. De 15,9 % entre 2009 et 2010, de 13 % en 2011. Dès 2009, il était supérieur à celui de la défense. Pour 2012 : 111,5 milliards de dollars ont été consacrés à la sécurité publique, contre 106,5 milliards de dollars à la défense.
6. Selon le Boston Consulting Group, cette classe moyenne comptait 148 millions de personnes en 2012, ce chiffre devant passer à 280 millions en 2020, sur la base d'un revenu compris entre 20 000 et 1 million de dollars, dont 40 % entre 40 000 et 1 million de dollars en 2020.
7. Avec des réactions nouvelles (et récentes) émanant du secrétaire du parti du Guangdong, Wang Yang, qui laissent supposer que « le maintien de la stabilité par la force et la violence n'est soutenable ni économiquement ni politiquement » (Zhang Lifang, historien et ancien membre de l'Académie des sciences sociales).
8. Bo Xilai, fils de Bo Yibo (1908-2007), l'une des grandes figures du PCC, ancien ministre du Commerce (2004-2007), secrétaire général du PCC de la ville-province de Chongqing (2007-2012). Dans ce dernier poste, il se distingue en se lançant dans des campagnes politiques rappelant les méthodes maoïstes de la révolution culturelle, et élimine mafia et cadres corrompus par des méthodes radicales. Début 2012, son principal adjoint et chef de la police se réfugie au consulat américain de Chengdu, ce qui déclenche une cascade d'enquêtes financières, criminelles, impliquant notamment la femme de Bo, Gu Kailai, dans le meurtre d'un citoyen britannique, et sur des écoutes téléphoniques de plusieurs hauts dirigeants. Il est démis de ses fonctions en mars 2012, puis exclu du Comité central en avril et, enfin, exclu du PCC en octobre, avant la réunion du congrès.
9. Chen Guangcheng, militant chinois des droits de l'homme en milieu rural, aveugle depuis l'enfance, devenu l'un des plus célèbres dissidents chinois, « avocat (autodidacte) aux pieds nus », après quatre ans et trois mois de prison ferme, a été assigné à résidence en septembre 2010. Il s'évade en avril 2012 et trouve refuge auprès de l'ambassade des États-Unis à Pékin. Il est autorisé peu après à se rendre aux États-Unis pour y suivre des cours de droit.
10. Ling Gu, fils de Ling Jihua, chef du département organisation du PCC et proche de Hu Jingtao, meurt en mars dernier dans un accident de voiture, une Ferrari, en compagnie de jeunes femmes. L'identité de la victime est d'abord maquillée, finalement dévoilée en juillet. Vie dissolue, moyens luxueux, intervention douteuse de la police, tous les éléments sont rassemblés pour que l'affaire symbolise les abus de la classe dirigeante.
11. « Rouge » signifiant être qualifié politiquement, « expert » l'être professionnellement. Référence au principe maoïste selon lequel il faut être d'abord rouge et ensuite expert, c'est-à-dire avant tout fidèle au parti.

- [12.](#) Ils se situent dans la lignée de Hu Yaobang et de Zhao Ziyang, anciens secrétaires généraux du PCC, limogés pour leurs idées libérales – respectivement en 1987 et en 1989.
- [13.](#) Richard McGregor, *The Party, the Secret World of China's Communist Rulers*, Londres, Penguin Books, 2010. Entre 1982 et 2009, de 130 000 à 190 000 cadres ont été impliqués chaque année dans des affaires de corruption. 80 % ont reçu un avertissement, 6 % ont été poursuivis, 3 % ont été condamnés à une peine de prison.
- [14.](#) Lin Yutang, *La Chine et les Chinois*, Paris, Payot, 1997 (1<sup>re</sup> éd. en 1937).

## XIII

# Naissance d'une nouvelle puissance militaire

Tout au long de la révolution chinoise, l'Armée populaire de libération (APL), depuis sa fondation en 1927 jusqu'en 1976, soit pendant cinquante ans, a été le bras armé du Parti communiste chinois, avec pour règle « Le pouvoir est au bout du fusil et le parti commande au fusil », et pour principale mission la sauvegarde du régime<sup>1</sup>. Fondamentalement, la règle et la mission n'ont pas changé après la mort de Mao Zedong. Mais les nouvelles orientations définies par Deng Xiaoping à partir de 1978 ont eu des effets non seulement sur l'évolution du PCC, sur l'économie et sur la société, mais également sur l'armée et sur les militaires chinois, y compris sur les relations entre le parti et l'armée. Le centre de gravité du développement économique mondial s'est aujourd'hui déplacé vers l'Asie orientale, et avec lui les risques de conflits. La montée en puissance militaire de la Chine se poursuit donc logiquement, mais les militaires sont devenus plus exigeants. Les grandes étapes de la modernisation

Dans le programme des « quatre modernisations » tel qu'annoncé par Zhou Enlai en 1976, la défense nationale figurait en dernière position. La priorité revenant au développement économique, les militaires devraient attendre leur tour. Depuis 1979, en matière de sécurité et de défense, les dirigeants chinois ont pris comme modèle, exemple envié et adversaire, les États-Unis, au point d'envisager de les avoir un jour comme ennemi à combattre. L'actuelle doctrine d'emploi des forces en témoigne.

Le retard de l'APL – de sa doctrine d'emploi, de son organisation, de ses équipements et de la formation de ses personnels – fut particulièrement avéré dès

1979, lors de la « leçon » que la Chine prétendit donner au Viêt-nam. Par la suite, la guerre du Golfe contre l'Irak (1990-1991) et l'emploi d'armements de plus en plus sophistiqués par les États-Unis ébranlèrent les militaires chinois. Pour élever l'armée chinoise au niveau requis par la guerre moderne, les réformes entreprises ou envisagées se révélaient insuffisantes. Elles furent révisées pour préparer l'APL à livrer « des guerres limitées dans des conditions de haute technologie<sup>2</sup> ».

L'embargo sur les équipements militaires décidé par les pays occidentaux suite aux événements de Tian'anmen (1989), la dissolution de l'Union soviétique (1992) et les nouvelles relations marquées par un net rapprochement avec la Russie incitèrent d'abord Pékin à se tourner vers Moscou pour se fournir en matériels militaires.

La crise du détroit de Taiwan, de juillet 1995 à mars 1996, apporta à nouveau matière à réflexion<sup>3</sup>. S'interrogeant sur le risque d'une réaction de Washington en cas de reconquête de l'île par la force, les militaires chinois comprirent, s'ils en doutaient, qu'il leur faudrait tenir compte d'une intervention américaine. Leur volonté de poursuivre le programme de modernisation et de réforme s'en trouva accrue, affectée d'un nouveau coefficient d'urgence. Plus déterminant pour l'avenir : le programme se concentrerait non seulement sur le risque d'un conflit avec les États-Unis sur la question de Taiwan, mais plus largement avec la puissance américaine dans le Pacifique tout entier.

À la même époque, après la guerre du Golfe et surtout à partir du milieu des années 1990, les stratèges américains introduisirent la notion de « révolution des affaires militaires » (RAM), impliquant l'utilisation des technologies informatiques dans le champ de bataille – et plus généralement dans la conduite de la guerre. Les militaires chinois s'engouffrèrent rapidement dans la brèche. Ils étudièrent attentivement les innovations de l'armée américaine et l'usage qui en avait été fait pendant la guerre dans l'ancienne Yougoslavie (1999), y compris l'emploi des bombes guidées (GBU-28/B) lancées depuis les bombardiers stratégiques B-2, et qui avaient atteint « par erreur » l'ambassade de Chine à Belgrade. Les analystes de l'APL notèrent aussi l'importance nouvelle des armes à longue portée, notamment les missiles de croisière.

La décennie 2002-2012 aura constitué un âge d'or pour la modernisation de l'APL. Après trois décennies d'un développement économique rapide, les forces armées recueillirent les fruits de la recherche et du développement, et des nouvelles capacités de production des industries de défense. Sont ainsi récemment apparus – sans que leur dotation en unité soit avérée, et à plus forte

raison leur capacité opérationnelle confirmée – des chasseurs furtifs (J-20 et J-31), le premier porte-avions (*Liaoning*, dont la vocation serait l'entraînement) et un nouveau modèle de chasseur embarqué (J-15), un missile balistique contre porte-avions (DF-21D), un missile de portée intercontinentale (DF-41) à têtes multiples et à combustible solide.

Bien qu'ayant été réduit, l'écart du rapport de forces avec les autres puissances militaires, en particulier avec les États-Unis, reste grand. Les personnels sont, entre temps, devenus plus professionnels. La marine a dépêché des unités sur tous les océans. Des exercices conjoints ont également été réalisés avec des militaires américains, russes, turcs, entre autres. Mais en dépit de ces indéniables progrès, le niveau opérationnel de l'APL est encore limité, en particulier en vue d'actions combinées ; elle manque par ailleurs d'expérience au combat, quand sa modernisation est limitée à certains domaines et que la compétence de ses personnels est d'un niveau inégal d'une armée à l'autre.

Pendant cette décennie, Hu Jintao et Wen Jiabao auraient peu interféré dans le processus de modernisation de l'APL, par manque de compétence en la matière. Les militaires ne semblent pas avoir été épargnés par la corruption et la fraude. Les crédits destinés au maintien de la « stabilité intérieure » – « pour construire une société harmonieuse » –, supérieurs de 5 % au budget de la Défense depuis 2009, auraient été alloués au détriment de l'entraînement des unités. Malgré la publication successive de « Livres blancs », le domaine de la défense est entouré d'un plus grand secret que dans les années 1980, et ce manque de transparence contribue à l'accroissement des inquiétudes chez les voisins asiatiques.

Tandis que la crise mondiale affectait surtout les États-Unis et les autres pays industrialisés, les années 2009 et (surtout) 2010 furent marquées par des déclarations chinoises plus offensives et par des incidents graves en Asie orientale. À tel point que, prenant en compte la montée en puissance de la Chine et, notamment, le manque de coopération de Pékin pour faire pression sur la Corée du Nord, le président Obama annonça la nouvelle stratégie américaine à partir de 2011, avec un repositionnement des forces dans la zone Asie-Pacifique<sup>4</sup>. La décision fut justifiée par plusieurs considérations : l'échec des engagements américains au Moyen-Orient et en Asie centrale (Irak, Afghanistan), le faible risque de voir l'Europe devenir une zone de conflit dans un avenir proche, le développement économique et la montée des tensions en Asie orientale, les ambitions et les revendications chinoises, la crainte de voir apparaître une sphère d'influence chinoise en Asie d'où seraient exclus les États-

Unis. Pour Washington, la principale menace était désormais la montée en puissance non seulement économique, mais également militaire de la Chine. Cette nouvelle stratégie a été aussitôt dénoncée par Pékin comme destinée à contrer la Chine<sup>5</sup>.

Dans ce nouveau face-à-face, les deux puissances de la région Pacifique ont défini chacune leur stratégie : pour les Chinois, il s'agit d'interdire aux forces américaines l'accès aux voies maritimes stratégiques, en particulier aux mers proches des côtes chinoises (*anti-access, aera-denial*, ou 2A/AD)<sup>6</sup>. Pour les Américains, la mise en œuvre d'un concept de « *air-sea battle strategy* » (ASB) prévoit le redéploiement dans la zone Asie-Pacifique de forces aéronavales visant à défendre les États-Unis et leurs alliés.

En réalité, pour Pékin comme pour Washington, les espaces maritimes du Pacifique occidental sont devenus un enjeu et, potentiellement, une aire d'affrontement. Conséquence inévitable de la politique d'ouverture et de développement économiques menée depuis la fin des années 1970, les mers et les détroits qui donnent accès à la façade orientale de la Chine ont été déclarés d'intérêt vital par Pékin. Leur sécurité est essentielle aux approvisionnements en énergie, au passage des marchandises, et notamment des matières premières.

Encore loin de pouvoir égaler les forces américaines, les dirigeants chinois, depuis 1979 et toutes tendances confondues, ont accompli une grande prouesse en n'investissant que très progressivement dans les dépenses militaires et dans les industries d'armement<sup>7</sup>. Les résultats obtenus sont déjà manifestes, et la modernisation des forces s'accélère. Le 12<sup>e</sup> plan quinquennal (2011-2015) donne ainsi la priorité à plusieurs secteurs de la recherche et à des secteurs liés à la défense, dont ceux des technologies de pointe, de l'aéronautique ou de la marine.

Le dernier Livre blanc de la défense, publié le 31 mars 2011, a cherché à apaiser les craintes de plus en plus souvent exprimées, en Asie comme en Occident, y compris en accordant une importance nouvelle aux relations fondées sur la confiance mutuelle. Or, depuis 2010, la Chine a redoublé d'agressivité dans les limites de ses moyens actuels : en mer de Chine du Sud, envers le Japon, les Philippines, le Viêt-nam, et elle a soutenu les interventions armées de son voisin nord-coréen.

Le dernier rapport du FMI (publié avant le ralentissement de l'économie chinoise) estimait que le PIB chinois pourrait dépasser celui des États-Unis dès 2016. De son côté, l'International Institut of Strategic Studies de Londres prévoyait que, si la tendance actuelle se poursuivait, dans quinze ou vingt ans, la Chine parviendrait à la parité militaire avec les États-Unis.

## Les relations chaotiques entre le parti et l'armée

Mao Zedong et Deng Xiaoping, chefs révolutionnaires et militaires, entretenaient des liens étroits avec l'armée. Leur autorité était indiscutée, même s'il leur fallut réduire plusieurs tentatives de coup d'État (ainsi, l'affaire Lin Biao). Leurs successeurs, Jiang Zemin et Hu Jintao, dénués d'expérience militaire, ont dû convaincre les chefs de l'armée par des visites répétées dans leurs unités à partir des années 1990, par l'accroissement des budgets de la Défense par la suite.

Le principe de subordination et d'obéissance de l'armée au parti a été régulièrement rappelé par le pouvoir politique, mais jamais autant qu'avant la convocation du XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC, confirmant ainsi la vigilance du parti sur ce point.

C'est que les effets pervers du développement économique n'ont pas épargné les militaires, qui bénéficient depuis des années de budgets supérieurs à 10 % du budget national. Deux types de dérives ont été mentionnés dans les relations parti/armée. Dès le début des années 2000, on a d'abord relevé certaines déclarations d'officiers généraux appelant à « résister » aux courants de dépolitisation visant à faire de l'APL une armée nationale et non du parti, conséquence de la modernisation des forces et de la professionnalisation des personnels. Mais le pouvoir politique, entre 2009 et 2012, dut également prendre en compte les risques d'intervention des militaires en matière de politique étrangère. Il était alors fréquent d'entendre ces derniers demander l'expression d'une attitude plus ferme sur la question de Taiwan, sur les revendications territoriales, et à l'égard des États-Unis – sans renoncer à proférer des menaces d'intervention militaire.

En bref, la modernisation de l'armée a été une nécessité périlleuse pour le parti. Comment, alors, furent contenues les impatiences des militaires, et comment ceux-ci parvinrent-ils à exercer des pressions sur la direction du parti ? Durant les années 1980 et le début des années 1990, période de transition au cours de laquelle la Chine commençait seulement à se restructurer sur des bases nouvelles, les militaires manquaient des budgets nécessaires aux réformes et à la modernisation de l'APL. Sans doute, effets de l'ouverture du pays et « du manque d'éducation idéologique » qui aurait dû l'accompagner, selon Deng

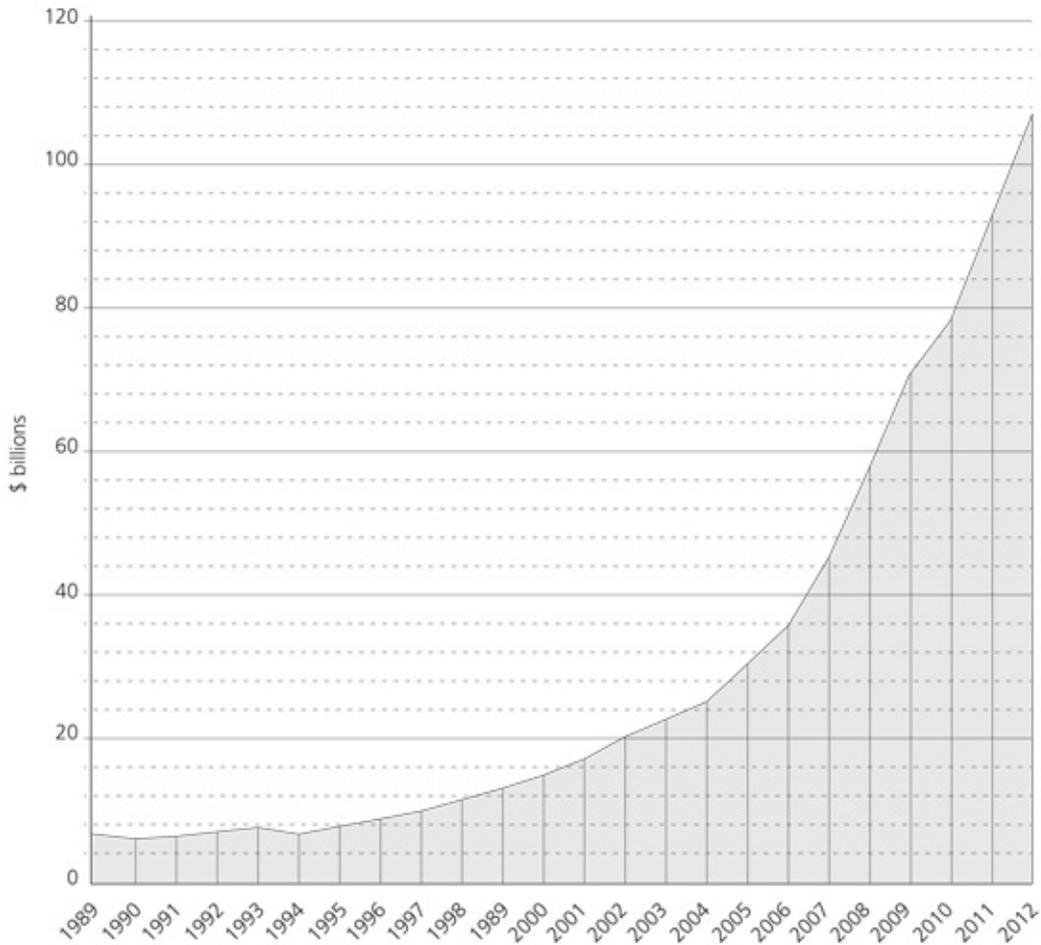
Xiaoping, les refus d'obéissance de certaines unités pour réprimer le mouvement de Tian'anmen en 1989 furent-ils l'occasion d'une première alerte, mais l'épuration et la rééducation par l'action des cellules du parti dans les unités y remédièrent partiellement.

Au début des années 1980, l'invitation à développer les activités économiques de l'armée mobilisa rapidement certaines de ses unités pour compenser le maigre budget alloué. En quelques années apparut un empire économique de plusieurs dizaines de milliers de sociétés et usines, échappant au contrôle du gouvernement, tandis que, se consacrant aux affaires, les cadres de l'APL perdaient de vue leur première mission, la défense du régime. Avec l'aide de Jiang Zemin, le Premier ministre Zhu Rongji parvint à mettre fin à cette dérive en 1998. Il subsiste cependant de cette époque certains liens tissés entre des cadres militaires aux plus hauts niveaux et les milieux économiques et financiers, avec la corruption qui va avec.

En 1995, lorsque le candidat à la présidence de Taiwan, Lee Teng-hui, se rendit aux États-Unis, les militaires du continent et Jiang Zemin se livrèrent à une surenchère de patriotisme pour dénoncer une telle « trahison ». Par des tirs de missiles à proximité de Taiwan, les dirigeants chinois procédèrent à une campagne d'intimidation. L'année suivante, avant les élections présidentielles dans l'île, Jiang autorisa une nouvelle série d'exercices et de nouveaux lancements de missiles. À titre d'avertissement et de rappel de l'opposition de Washington à toute solution de réunification par la force, le président Clinton fit envoyer un groupe aéronaval dans les parages. Cherchant à obtenir le soutien des militaires sur la question de Taiwan tout en les contrôlant, Jiang les associa à certaines décisions politiques et le budget de la Défense fut fortement augmenté. Par la suite, entre 2005 et 2012, le budget annuel officiel de la Défense est passé de 32 milliards de dollars environ à 106 milliards de dollars.

En 2002, Hu Jintao hérita d'une économie en plein développement et d'un parti maîtrisant le gouvernement et l'APL. Pour faire face à la question de Taiwan, il trouva une armée dotée de nouveaux moyens (sous-marins, bâtiments de surface, un millier de missiles déployés sur les côtes face à Taiwan) et disposée à reprendre l'île. En 2005, Hu, partisan d'une politique plus souple, au nom d'abord de la poursuite du développement économique, et voulant éviter les tensions internationales, proposa habilement la vote d'une loi antisécession n'autorisant l'usage de la force militaire qu'en cas de déclaration d'indépendance de Taiwan, mesure qui ferait obstacle à tout élan éventuel des militaires<sup>8</sup>. Peu après, il invitait le parti nationaliste taiwanais à reprendre le

dialogue avec le PCC. Ces mesures furent perçues par les tenants de la ligne dure du parti et par les militaires comme le signe d'un renoncement à l'objectif de réunification avec Taiwan<sup>9</sup>.



### *Chine : évolution du budget militaire*

En vertu de budgets en augmentation de plus de 10 % chaque année, la modernisation des forces a été poursuivie dans le cadre de la stratégie A2/AD. À partir de 2009, et lors de réunions internationales, les interventions des militaires sur les questions de sécurité se firent plus nombreuses et parfois plus agressives, ce qui a pu être interprété comme un affaiblissement du pouvoir politique, et en particulier de celui de Hu Jintao.

Pendant plus d'une année, de nouvelles surenchères ont précédé la tenue du XVIII<sup>e</sup> Congrès. Les dirigeants taiwanais ayant les mêmes revendications que

les dirigeants de la Chine continentale sur les îles de mers de Chine et de Chine du Sud, la question de Taiwan a été temporairement mise en sourdine. Les revendications se sont concentrées sur des îlots et autres espaces maritimes appartenant à des pays de l'ASEAN, et surtout sur le Japon, terrain idéal pour raviver les sentiments et manifestations nationalistes.

La nouvelle « crise » de 2012 autour des îles Senkaku/Diaoyu a permis aussi de masquer (partiellement) les difficultés intérieures : les scandales (affaires Bo Xilai, Gu Kailai, Cheng Guangchen, Ling Gu...), la situation économique et sociale, le débat sur les « réformes ». Les militaires se sont singularisés en se refusant à cesser d'intervenir, et en le faisant parfois au-delà des limites admises antérieurement, une attitude traduisant peut-être une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir politique<sup>10</sup>.

Effet du flottement, au niveau de la direction politique, avant la convocation du XVIII<sup>e</sup> Congrès ? Quoi qu'il en soit, les revendications territoriales et les démonstrations de force, devenues pratiques courantes depuis 2009, se sont révélées contre-productives pour Pékin, en accroissant l'inquiétude dans les pays voisins. Dès lors, certains alliés des États-Unis, dans la région Asie-Pacifique, pourraient voir le concept d'*air-sea battle* comme une réponse possible à une Chine de plus en plus offensive.

La prudence prédomine malgré tout parmi les membres de l'ASEAN, qui hésitent à s'impliquer dans la rivalité sino-américaine aux dépens de leurs relations économiques avec la Chine. Et cela alors que Pékin considère le repositionnement américain en Asie et le concept *air-sea battle* comme une provocation. Pour autant, en Chine même, les membres de la communauté de réflexion stratégique n'ont pas pris conscience que les stratégies de l'APL et la diplomatie chinoise de fermeté – qui ont parfois frôlé la bellicosité – étaient susceptibles d'inquiéter leurs voisins<sup>11</sup>.

Les fractures entre le parti et les militaires sont apparues à l'occasion plus profondes sur certains dossiers de politique intérieure et de société, comme en témoignent certains textes qui ne pourraient avoir été publiés si leurs auteurs n'avaient pas reçu l'autorisation de le faire et le soutien d'une partie de la hiérarchie, jusqu'au plus haut niveau.

L'exemple le plus flagrant a été donné en 2010 avec la publication d'un ouvrage signé du colonel Liu Mingfu, *Zhonguo meng* (« Rêve chinois »). L'auteur décrit comment la Chine pourrait parfaitement prendre la première place des puissances mondiales, actuellement occupée par les États-Unis, après la crise économique mondiale. Mais ses interrogations débordent largement sur

les responsabilités d'une élite politique corrompue, attribuant la responsabilité des difficultés intérieures à la dégénérescence du PCC. Le colonel Liu fait, à ce propos, référence à la disparition du PCUS après l'arrivée à sa tête d'un groupe de dirigeants ne pensant qu'à leurs intérêts privés. Il s'oppose, par ailleurs, à Zheng Bijian, auteur de la théorie de la « montée en puissance pacifique », et se déclare en faveur d'un pouvoir militaire fort, nécessaire à ses yeux si l'on veut assurer la sécurité du pays, préserver la paix mondiale et achever la réunification.

Les relations entre le parti et l'armée semblent avoir traversé une période difficile pendant le second mandat de Hu Jintao (2007-2012). Certains observateurs en attribuent la cause à la personnalité de ce dernier, à la priorité accordée au développement économique, à la poursuite d'une politique étrangère prudente. Il n'était donc pas surprenant que l'on s'interrogeât sur l'équipe dirigeante qui allait prendre la relève après le XVIII<sup>e</sup> Congrès, et sur la personnalité du nouveau numéro un, Xi Jinping, futur secrétaire général du parti et président de la Commission militaire centrale.

Son expérience et la nature de ses rapports avec les chefs militaires allaient-ils se révéler suffisants pour redonner la priorité à la diplomatie et à des négociations plus maîtrisées, dans la lignée des recommandations de prudence en politique étrangère formulées par Deng Xiaoping en 1989 ? Ou serait-il lui-même partisan d'une ligne dure, multipliant la liste des « intérêts vitaux » chinois et justifiant des interventions ? Dans le domaine de la sécurité et de la défense, il en va de l'avenir immédiat. Plus largement, et en tout état de cause, la nouvelle équipe devra compter avec les militaires dans d'autres domaines, surtout si, dans le contexte d'une économie moins dynamique, le pouvoir se révèle incapable de réduire les inégalités sociales et la corruption.

1. Par exemple, les structures du parti ayant été dissoutes par Mao Zedong lors de la révolution culturelle, les cadres limogés furent remplacés par des militaires dans la plupart des postes politiques, administratifs, économiques et même culturels.
2. Sur les enseignements tirés de la guerre du Golfe par les Chinois : voir Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Paris, Rivages, 2003.
3. Par des manœuvres navales à proximité de Taiwan et le lancement de missiles dans le détroit, à proximité des ports de Gaoxiong et de Chilong, Pékin manifesta son mécontentement après plusieurs prises de position contre la règle d'« une seule Chine » du candidat nationaliste aux élections, Lee Teng-hui. À titre de dissuasion, les États-Unis déployèrent alors une force aéronavale importante à l'est et au nord de l'île.
4. Ce retournement de l'attitude américaine remonterait à fin 2010 (cf. *International Herald Tribune* du 21 septembre 2012 : « A Turning Point in U.S.-China Relations », par Mark Landler).

5. Ce que le secrétaire d'État à la Défense, Leon Panetta, a démenti, en particulier lors de sa visite à Pékin en septembre 2012, sans que personne n'y croie vraiment.
6. En chinois : 反進入和區域封鎖. L'appellation américaine est devenue la plus courante pour désigner, dans la stratégie chinoise de défense active, les opérations de « contre-attaques stratégiques actives sur les lignes extérieures » ou « défense active des mers proches ».
7. La Chine, qui a été en 2006 et en 2007 le plus grand importateur d'armes, est passée à la quatrième place en 2011. Mais elle est devenue la même année le sixième plus grand exportateur (73 % rien qu'en Asie), signe également qu'en prenant cette place et en réduisant ses importations, elle a fortement augmenté les capacités de production de ses industries de défense et d'approvisionnement de ses forces.
8. L'une des missions majeures confiées par la loi antisécession de 2005 à la marine chinoise est de s'assurer d'une suprématie militaire dans le détroit de Taiwan afin de dissuader l'île de proclamer officiellement son indépendance.
9. Richard McGregor, *The Party, the Secret World of China's Communist Rulers*, *op. cit.*
10. Par exemple, le porte-parole du ministère de la Défense a évoqué le 11 septembre 2012 l'éventualité d'une réponse militaire, déclaration habituellement réservée à la direction politique. Le 18 septembre, le général Liang Guanglie, ministre de la Défense, a déclaré à l'occasion de la visite du secrétaire d'État Leon Panetta que la Chine se réservait le droit « d'agir plus avant » pour régler la dispute territoriale. (Willy Lam, The Jamestown Foundation, *China Brief*, 21 septembre 2012.)
11. Walter C. Ladwig III, « The Best Defense is Dialogue », *International Herald Tribune* du 26 septembre 2012.

## XIV

# Ce que veulent les dirigeants chinois

### Une nouvelle équipe

Précédé, on l'a vu, d'une longue lutte entre les factions, de révélations sur certains scandales impliquant des dirigeants ou leurs proches, de la disparition inexplicable pendant deux semaines du futur numéro un, du report de la date de convocation, le XVIII<sup>e</sup> Congrès du Comité central du PCC a finalement eu lieu du 8 au 15 novembre 2012.

Pendant la phase de préparation, la classe politique chinoise a été soumise à de fortes pressions, les unes issues des rivalités entre les factions au sein du parti, les autres venues d'une population mécontente de l'ampleur de la corruption, des inégalités de revenus et de la dégradation de l'environnement, le tout dans l'attente de réformes – et au risque de remettre en cause la légitimité du système. Quelles réformes et dans quels domaines, politiques et/ou économiques ? « Poursuivre le développement et l'ouverture », telle a été la seule réponse apportée par les dirigeants, qui ne laissent aucun doute sur leur intention de pérenniser le monopole du PCC sur la vie politique.

Mettant fin à quelques espoirs de libéralisation élevés avant sa convocation<sup>1</sup>, le Congrès s'est en effet achevé par la nomination d'une nouvelle direction conservatrice, nettement dominée par la faction des « fils de prince », premiers bénéficiaires du soutien apporté par d'anciens dirigeants conservateurs comme Jiang Zemin et Li Peng.

Le Comité permanent du Bureau politique compte donc désormais, une majorité de « fils de prince » : quatre membres (Zhang Dejiang, Yu Zhengsheng, Wang Qishan, Zhang Gaoli) relèvent de cette faction, sans compter son président Xi Jinping. Les deux autres membres, issus de la faction de la Ligue de la jeunesse communiste, sont Li Keqiang et Liu Yunshan. L'unité au sommet, la stabilité de la société, la poursuite du développement économique, l'extension de la puissance de la Chine à l'étranger sont les principaux objectifs proclamés. Et de fait, les nouvelles nominations indiquent clairement la nature des forces politiques qui vont désormais déterminer les choix de Pékin. Ramené à sept membres (au lieu de neuf, on l'a dit) et dominé à cinq contre deux par les « fils de prince », le Comité permanent (CP) devrait bénéficier d'une plus grande cohésion, facilitant les prises de décision et réduisant les risques de dissension.

Fruit d'un consensus destiné malgré tout à préserver les intérêts communs des factions rivales, toute réforme politique semble exclue, si ce n'est à l'intérieur du parti et sur des points limités, administratifs et de pure forme. Si réformes il y a, elles seront économiques. Les quelques tentatives annoncées ou amorcées par la précédente équipe risquent fort d'être enterrées ou freinées – afin de renforcer le pouvoir du parti et de l'État.

La lutte contre la corruption a été annoncée comme prioritaire. Hu Jintao, comme son successeur Xi Jinping lors de son premier discours après sa nomination comme secrétaire général du parti, tout comme d'autres dirigeants avant eux, avaient bien dénoncé la corruption, affirmant qu'il en allait de la crédibilité et de la survie du parti et du régime. Mais, puisé au patrimoine culturel, le thème de la corruption est depuis longtemps un instrument de gesticulation politique. L'actualité et le XVIII<sup>e</sup> Congrès lui ont donné un nouveau relief et un nouvel élan. Il faudra attendre un peu pour savoir quelles mesures exactement seront prises en ce domaine et si elles ne viseront pas d'abord à en finir, comme par le passé, avec tels ou tels opposants politiques.

La préservation du régime, confondu avec les intérêts de l'oligarchie au pouvoir, reste donc la priorité. Elle implique la poursuite de la croissance, à la fois moyen et enjeu. Elle dépend de la question de la stabilité intérieure, tout aussi prioritaire. S'y rattache la gestion de la montée en puissance militaire.

Le résultat du consensus ne fait que souligner les paradoxes d'un pouvoir où se retrouvent, au-delà du niveau du seul CP, des intérêts divers, tout en étant de nature léniniste, c'est-à-dire centralisé et exerçant la dictature du prolétariat ; où persistent des luttes entre quelques partisans d'une certaine libéralisation politique et une majorité de partisans d'un pouvoir oligarchique centralisé et

arbitraire (mal perçu à l'étranger au point d'être parfois qualifié de méritocratie). À noter à cet égard que deux personnalités considérées comme « libérales », Wang Yang et Li Yuanchao, membres du Bureau politique, n'ont pas été retenues au CP.

De Li Keqiang, membre du CP, qui sera nommé Premier ministre lors de la prochaine assemblée nationale, en mars 2013, on attend avant tout des réformes économiques et sociales. Le projet de réduction des pouvoirs monopolistiques des grandes entreprises d'État, annoncé par les dirigeants sortants, Hu Jintao et son Premier ministre Wen Jiabao, sera la première véritable mise à l'épreuve de l'équipe dirigeante. D'authentiques mesures dans ce sens iraient à l'encontre des intérêts des membres de la faction des « fils de princes », devenue la force dominante dans les affaires aussi. Leurs membres ont en commun le souvenir d'une difficile traversée de la révolution culturelle, durant laquelle ils ont appris que, finalement, seuls comptaient les liens familiaux. Des mesures propres à limiter le poids des grandes entreprises d'État ont donc peu de chance d'être prises – et encore moins d'être appliquées. À tous les niveaux, du national au local, les gouvernements dépendent des profits générés par ces entreprises, qui apportent un soutien aux factions du PCC et aux cadres du niveau inférieur, un soutien financier crucial et important pour tous dans l'environnement social difficile que l'on sait<sup>2</sup>.

Autre membre du CP, Liu Yunshan fut longtemps directeur du département de la propagande du PCC, où il a exercé un pouvoir remarqué : censure à l'égard de la presse et pression sur les intellectuels plus ou moins dissidents. Sa nomination à ce poste paraît bien indiquer que les réformes politiques et idéologiques ne sont pas une priorité, et qu'il n'y a rien à espérer de ce côté-là.

Wang Qishan, réputé habile et déterminé, n'était pas attendu au poste de secrétaire de la Commission centrale d'inspection de la discipline. Il est chargé, au niveau du CP, de la lutte contre la corruption. Son expérience et ses liens avec les milieux des affaires et de la finance, avec la faction des « fils de princes » dont il fait partie, vont rendre sa tâche contre la corruption bien délicate à mener à bien<sup>3</sup>.

Les relations de la Chine avec l'étranger s'intensifient et se complexifient, on s'attendait à la nomination au sein du CP d'une personnalité de haut rang en charge des affaires étrangères. Zhou Enlai n'avait-il pas été le représentant de la politique étrangère chinoise pendant plusieurs décennies ? Au cours des dernières années, le conseiller d'État Dai Bingguo et le ministre des Affaires étrangères, Yang Jiechi, sont restés cantonnés à un niveau hiérarchique qui ne

semble pas leur avoir permis de coordonner les différents acteurs ou intervenants en matière diplomatique, notamment les militaires. La nomination au BP de Wang Huning, un proche de Jiang Zemin, qui serait pressenti en mars prochain comme futur vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, apparaît donc comme un progrès.

## Un objectif : « le renouveau de la nation chinoise »

Le rapport du XVIII<sup>e</sup> CPCC, présenté le 8 novembre par Hu Jintao, indique les grandes lignes de la politique qu'entend suivre la nouvelle équipe dirigeante pendant les cinq prochaines années. Le thème principal porte sur la poursuite et le renforcement des fondations nationales et internationales susceptibles de faire de la Chine une grande puissance mondiale.

Il s'agit d'abord de mettre en œuvre des réformes économiques capables de soutenir une croissance équilibrée (le PIB devant être doublé entre 2010 et 2020, ce qui correspond à une croissance annuelle d'environ 7,5 %)<sup>4</sup>, et d'introduire des réformes politiques pour mieux asseoir la légitimité du parti. Ensuite, de mettre en place les conditions favorables à une réunification pacifique avec Taiwan. Enfin, de poursuivre les efforts entrepris pour établir un ordre international plus conforme aux intérêts et à la puissance de la Chine, et réaffirmer la détermination de Pékin à défendre ses intérêts grandissants.

Les dirigeants chinois estiment être sur la bonne voie pour atteindre, au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, les objectifs fixés, à savoir « le renouveau de la nation chinoise » (*zhongguo minzu fuxing*), 2049 étant l'année anniversaire du centenaire de la proclamation de la République populaire. Entre-temps, jusqu'en 2020, la consolidation des institutions (du parti, de l'État et de l'économie) permettra de poursuivre la montée en puissance de la nation.

Les différents domaines ou secteurs appelés à contribuer à cette montée en puissance sont les suivants :

- l'économie, jusqu'ici dominée par une politique d'exportations massives ; il s'agit d'encourager désormais la consommation intérieure, en élargissant le marché et la capacité des services ;

- les structures du gouvernement, de l'administration (avec une mention spéciale concernant la lutte contre la corruption), et en particulier les structures du parti ;

- la culture, il s’agit d’étendre son influence au niveau mondial ;
- les services sociaux, plusieurs programmes visant à en finir avec les causes de l’instabilité sociale ;
- l’environnement, qui doit contribuer à améliorer la qualité du cadre de vie ;
- la défense, les militaires étant tenus d’élever leurs capacités au combat ;
- Taiwan, avec le renforcement des « fondements politiques, culturels, sociaux en vue d’un développement pacifique devant faciliter l’unification finale ».

Une place inhabituelle est accordée, dans le rapport, aux relations internationales, aux influences et à la défense des intérêts de la Chine. Il s’agit d’abord d’instaurer un nouveau type de relation de grande puissance (un concept déjà exprimé en 1997), ce qui implique une stabilité de long terme, la consolidation de l’influence chinoise sur ses périphéries et une intégration progressive en Asie, le renforcement de l’unité et de la coopération avec les pays en voie de développement, une diplomatie multipolaire. Mais il s’agit aussi de réaffirmer la détermination de Pékin à défendre un ensemble grandissant d’intérêts de sécurité, de souveraineté et de développement (ce qui annonce la poursuite de budgets de la défense élevés). Pour la première fois, la Chine se définit comme une puissance qui « défend fermement ses droits et ses intérêts maritimes ».

Ce rapport se présente comme le fruit d’un consensus politique en faveur de réformes économiques devenues indispensables à la poursuite du développement, ainsi que de réformes politiques visant à renforcer le pouvoir du parti unique.

Le domaine des relations internationales est traité de manière très sensible, et dans le but de défendre un vaste éventail d’intérêts. Il ressort également de la lecture du rapport une certaine crainte des réactions américaines dans les prochaines années, quand le niveau de l’économie chinoise atteindra celui des États-Unis. Mais les diplomates chinois sont précisément chargés de chercher à modifier l’ordre mondial au profit de la puissance chinoise. Pour cela, ils tenteront de s’appuyer sur les pays en voie de développement dans l’attente de changements et de consolider leurs relations avec les autres pays d’Asie<sup>5</sup>.  
L’instrument des nouvelles ambitions militaires

L’un des événements parmi les plus remarquables survenus lors du Congrès a été la nomination de Xi Jinping, immédiatement après celle de secrétaire général du parti, à la présidence de la Commission militaire centrale (CMC),

poste auquel Jiang Zemin, prédécesseur de Hu Jintao, s'était maintenu pendant deux ans<sup>6</sup>.

Alors que la Chine connaît diverses difficultés, les enjeux de sécurité et de défense sont doubles. Les uns relèvent de la politique intérieure, la CMC étant l'organisme où se rejoignent le pouvoir politique civil et le pouvoir militaire. À ce niveau se décident les grandes orientations de la politique de défense et de sécurité, y compris de la sécurité intérieure, l'armée, comme la police et la police armée, pouvant être appelée à intervenir pour le maintien de l'ordre. La CMC exerce un pouvoir de commandement direct et dans tous les domaines sur les régions militaires, via l'état-major général, tout comme le Bureau politique exerce son pouvoir sur l'économie par le biais du gouvernement.

Les autres engagent le développement et la modernisation de l'armée, après une décennie de montée en puissance au cours de laquelle les forces ont commencé à recueillir les fruits des efforts de recherche et de production des industries de défense. En même temps, cette montée en puissance a suscité, on l'a dit, des inquiétudes dans le voisinage asiatique, d'autant qu'elle a été accompagnée de déclarations très offensives de la part de certains chefs militaires. Les ambitions stratégiques et le déploiement de certains systèmes d'armes (marine, nucléaire en particulier) impliquent toujours un peu plus les militaires dans le domaine des relations internationales, notamment avec les voisins asiatiques (principalement ceux qui entretiennent des différends territoriaux avec Pékin), et les États-Unis. Le secret qui entoure les relations entre le parti et l'armée étant le mieux gardé, il est impossible de mesurer le prix que le pouvoir politique s'est engagé à payer aux militaires pour leur allégeance : budget, poursuite de la modernisation, participation aux négociations internationales, pressions diplomatiques...

La nouvelle Commission compte sept nouveaux membres sur onze, un seul civil, le président Xi Jinping, et dix militaires : deux vice-présidents, les directeurs des trois départements généraux (armement, logistique, politique), les commandants des armes (terre, marine, air, missiles). L'armée de l'air et la marine sont fortement représentées pour la première fois. Tous sont connus pour leur rôle très actif dans la montée en puissance militaire de la Chine. Le seul commissaire politique du lot, Zhang Yang, a été préféré aux autres qui, à l'approche du XVIII<sup>e</sup> Congrès, s'étaient signalés par des déclarations ou des écrits favorables à une certaine démocratisation, ou dénonçant la corruption<sup>7</sup>.

Xi Jinping a pris ses fonctions de président de la CMC, avec la réputation d'entretenir de bons rapports avec les militaires, atout dont ne bénéficiaient pas

ses prédécesseurs. On en a déduit qu'il disposerait aussitôt des moyens lui permettant d'affirmer toujours d'avantage le pouvoir de décision de Pékin dans les affaires mondiales (régionales pour commencer), de protéger les intérêts chinois en Asie, au point sans doute de favoriser la mise en œuvre et l'extension des forces de projection.

Quoi qu'il en soit, tout indique que Pékin confirmera ses ambitions et ses revendications, poursuivra sa montée en puissance militaire. Si, dans le domaine de la défense et de la sécurité, l'avenir pouvait être projeté d'une manière linéaire – à la manière dont certains économistes procèdent pour annoncer la poursuite du développement économique de la Chine –, et en tenant compte dans ce cas de l'augmentation du budget de la Défense, des déclarations et des ambitions proclamées des chefs militaires, de la modernisation des forces, des progrès de l'industrie de défense, des doctrines d'emploi, des revendications territoriales, de l'évolution des relations sino-américaines, la trajectoire mènerait assurément à un conflit avec certains pays voisins de la Chine, et finalement avec les États-Unis.

Dans un contexte marqué par la modernisation et la montée en puissance de l'APL, face à des situations instables ou tendues (péninsule coréenne, mers de Chine et de Chine du Sud, Taiwan, risques d'incidents entre certaines unités chinoises et américaines), les décisions favorisant le maintien de la stabilité régionale ou conduisant à un conflit dépendront des membres de la CP et de la CMC. Or, nombreux sont les observateurs qui ont mentionné les risques de mauvaise évaluation des rapports de forces, y compris de la part de ces chefs militaires qui n'ont aucune expérience du feu, et dont les décisions pourraient conduire à l'affrontement plutôt qu'à une solution diplomatique<sup>8</sup>.

1. Au point d'espérer que l'on ôte le portrait de Mao Zedong de la place Tian'anmen et que l'on en finisse avec la référence à la « pensée Mao Zedong » dans les statuts du parti.
2. En 2011, ces grandes entreprises représentaient 35 % de l'activité et généraient 43 % des profits, lesquels profitent très peu au budget de l'État et demeurent dans les entreprises. Dans de nombreux cas, elles dégagent des profits car elles reçoivent des subventions ou ne paient pas le foncier... mais aussi parce qu'elles occupent des positions oligopolistiques sur le marché.
3. Wang Qishan est sans enfant, et sa femme est handicapée suite à des mauvais traitements infligés pendant la révolution culturelle.
4. Selon la Banque mondiale, en 2016, la Chine pourrait devenir la première puissance économique, devant les États-Unis.
5. Texte intégral du rapport présenté par Hu Jintao au XVIII<sup>e</sup> Congrès national du PCC (fr.cntv.cn du 19 novembre 2012). Timothy Heath, « The 18th Congress Work Report : Policy Blueprint for the Xi Administration », *China Brief*, 30 novembre 2012.

6. Hu Jintao aurait été contraint de quitter la présidence de la CMC dès le XVIII<sup>e</sup> Congrès sous la pression de Jiang Zemin et de Xi Jinping, suite au scandale qui avait impliqué son bras droit, Ling Jihua, directeur du Département de l'organisation du Comité central du PCC.
7. Ce fut le cas notamment de Liu Yuan, commissaire politique du Département général logistique, de Liu Xiaojang, commissaire politique de la marine, Liu Yazhou, commissaire politique de l'Université de la défense nationale (sans liens familiaux entre eux, malgré le même patronyme).
8. À tel point que le précédent de l'anéantissement de la marine impériale Qing en 1894 par le Japon a été rappelé à plusieurs reprises, y compris par le colonel Liu Mingfu.

# XV

## Deux mondes face à face

La personnalité de Xi Jinping était demeurée indéchiffrable au cours des années qui ont précédé sa nomination en novembre 2012 – comme il sied à un futur dirigeant en phase probatoire et qui doit rassurer sur sa fidélité au régime<sup>1</sup>.

Puis, très rapidement, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> Congrès, la nouvelle direction a adopté un style différent à bien des égards de celui de la précédente, plus assuré, manifestant le souci de mieux être comprise par la population et par les différents acteurs politiques et économiques. Évitant un langage pas trop idéologique, devenu un obstacle dans la communication, il tient compte des intérêts en jeu et de leur grande diversité, et des nombreuses et immenses contraintes qui pèsent sur les dirigeants. « Institutionnellement et dans les faits, la direction du parti est cernée. Si elle ne peut assurer une bonne croissance, sa légitimité est menacée. Si elle ne veut pas tenir compte des intérêts engagés et des réseaux des élites qui l'entourent, elle sera aussitôt attaquée. Que ce soit de la droite ou de la gauche, de devant ou de derrière, elle se trouve dans une situation étonnamment incertaine<sup>2</sup>. »

Pour atteindre les objectifs annoncés lors du XVIII<sup>e</sup> Congrès, les dirigeants devront affronter de nombreux défis et contradictions. Simultanément, ils auront à concilier la survie du parti, les aspirations et les intérêts de la société, le développement économique, la modernisation de l'armée, sans inquiéter leurs voisins asiatiques ou les autres pays du Pacifique, et tout en remettant en cause certaines des règles qui dominent aujourd'hui les relations internationales. La

Chine est d'autant plus touchée par « l'autisme des grands États<sup>3</sup> » que ses dirigeants sont plus mobilisés et sensibles à l'ampleur des problèmes intérieurs et des rivalités au sommet qu'aux affaires extérieures et aux effets de la montée en puissance militaire sur leur voisinage asiatique et pacifique.

La priorité à la cohésion intérieure par le recours à la fibre nationaliste a été clairement exprimée dès les premières déclarations en public (le 29 novembre 2012) du nouveau secrétaire général. Reprenant une expression déjà utilisée dans sa première allocution, le 15 novembre 2012, Xi Jinping, accompagné des six autres membres du Comité permanent du Bureau politique, a déclaré : « Tout le monde parle d'un rêve chinois. Je crois que l'actuel renouveau de la nation chinoise est le rêve le plus important que la nation ait connu dans les temps modernes. »

« Renouveau » ou « renaissance » (*Fuxing*) seront-ils mieux reçus que « montée en puissance » ? Les objectifs resteront les mêmes, car les dirigeants chinois, civils et militaires, semblent estimer qu'ils ont atteint un stade d'invulnérabilité qui leur permet de s'affranchir des recommandations de prudence de Deng Xiaoping.

Puisant à bon escient dans l'actualité internationale, le quotidien *Global Times*<sup>4</sup>, émanation du PCC, rapporte ainsi, à titre d'avertissement, les événements qui agitent l'Égypte. Ayant à sa tête « le premier président élu démocratiquement », le pays est « pris au piège dans la confrontation entre factions politiques et batailles de rue qui amplifient la division et le trouble. Personne ne sait combien de temps il faudra attendre avant que la démocratie occidentale puisse se reproduire avec succès sur le sol égyptien ». Et de conclure : « Le progrès social que la Chine a accompli par des réformes est bien plus palpable que ce que les révolutions ont apporté à nombres d'autres pays, la Chine ayant payé le prix le moins élevé. C'est ce dont nous devrions être fiers. Le soulèvement en Égypte doit servir de leçon gratuite à la Chine. »

Contrairement à une croyance largement répandue selon laquelle « les Chinois ont le temps » ou « prennent leur temps », les dirigeants chinois ont toujours montré une grande impatience dans la course au développement en vue d'accéder à la modernisation (*xiandaihua*). Mao Zedong, lui-même, avait lancé son pays et son peuple dans des raccourcis aussi audacieux que suicidaires (« Grand Bond en avant »), et les plus récents succès économiques ont été réalisés au prix d'impasses qu'il faudra un jour payer (notamment en matière d'environnement). La croissance très rapide s'est opérée, on l'a dit, au prix de déséquilibres sociaux très déstabilisants.

Au cœur de la problématique sur l'avenir du développement de la Chine et sur sa capacité à accéder au rang de grande puissance – fût-ce en se plaçant sur le long terme –, se pose depuis plusieurs décennies la question de son évolution politique interne. Fruit d'illusions réciproquement entretenues, de malentendus ou de complicités, on ne saurait trouver plus grande divergence que celle qui caractérise les interprétations et les attentes chinoises et occidentales. Pour les dirigeants chinois, fidèles à la ligne fixée par Deng Xiaoping parce qu'elle leur a parfaitement réussi, l'« ouverture » permet une forte croissance économique, laquelle doit assurer la stabilité du pays et renforcer la légitimité et le rôle du parti communiste, mais également servir ses ambitions de grande puissance. Pour certains Occidentaux, politiciens séduits par le modèle chinois ou hommes d'affaires impliqués par leurs activités, le développement économique devrait conduire au pluralisme politique et à la démocratisation. Les tentations impérialistes s'en trouveraient ainsi conjurées. Début décembre 2012, Xi Jinping réaffirmait que le « développement pacifique » de la Chine se poursuivrait selon la politique initiée par Deng Xiaoping trente ans auparavant, autrement dit, sans menacer les autres pays. Mais à l'évidence, l'annonce des mêmes objectifs économiques et les paroles apaisantes qui les explicitent sont faites pour convaincre les esprits hésitants et pour gagner du temps.

Plus simplement, les uns ont poursuivi leur objectif, le renforcement du PC chinois, et les autres ont continué à croire à la possibilité de l'évolution du système ou de son effacement. Les déclarations officielles qui ont suivi la répression de juin 1989, et qui sont reprises régulièrement par les autorités, ne laissent pourtant aucun doute sur la lucidité des dirigeants chinois quant aux objectifs ou espoirs occidentaux et sur leur détermination à s'en défendre.

Le rapport du XVIII<sup>e</sup> Congrès, comme on l'a dit, annonce une stratégie audacieuse, combinant la poursuite de la croissance économique, celle de la montée en puissance militaire, notamment de la marine, ainsi que l'accroissement de l'influence diplomatique, politique et culturelle de la Chine. Cette ambitieuse stratégie porte en elle bien des contradictions et se heurte déjà à des prises de conscience de la plupart des pays voisins dans les divers domaines concernés.

Dans ces conditions, comment envisager la poursuite ou la reprise de la croissance chinoise ? La crise mondiale, financière et économique, a déstabilisé plusieurs de ses grands clients et investisseurs étrangers, parmi lesquels les États-Unis, plusieurs pays de l'Union européenne, le Japon. À cet égard, le commissaire européen Michel Barnier a admis que l'Europe s'était montrée

« naïve » en signant des accords commerciaux avec certains pays comme la Chine, fondés sur « le jeu de l'idéologie ultra-libérale » : « Dans ce grand vent ultra-libéral, nous avons cru pouvoir ouvrir toutes nos portes et nos fenêtres, sans que les autres fassent la même chose. » Sous un autre angle, Henry M. Paulson Jr, ancien dirigeant de Goldman Sachs et ancien secrétaire au Trésor, qui mena à ce titre, avec beaucoup de complaisance envers la Chine et les milieux financiers américains, l'une des trois politiques chinoises de Washington<sup>5</sup>, déclarait : « La prospérité mondiale dépend de la capacité de la Chine à rester le moteur de la croissance. Nous avons tous besoin d'une Chine qui réinvente son modèle économique. »

En un certain sens, et en dépit de l'écart considérable entre les deux économies, les États-Unis et la Chine se sont lancés depuis trois décennies un défi, une compétition qui peut être comparée à celle qui opposa les États-Unis et l'Union soviétique, dans la course à la technologie et aux armements pendant la guerre froide. Jusqu'à une date récente (2008), la comparaison avait ses limites : les intérêts financiers et économiques des banques et des sociétés étrangères, attirées par la promesse d'un marché intérieur jugé prometteur si ce n'est fabuleux, faisaient écran à toute perspective de confrontation armée. Mais la compétition et les rivalités ne se limitent pas aux seuls États-Unis et Chine. L'ampleur de « l'usine chinoise » – matières premières à l'importation, produits finis à l'exportation, et désormais capacités d'investissements à l'étranger – entraîne irrésistiblement tous les pays dans la danse.

« Nous avons transformé le monde entier en un champ de bataille au sens large [...]. Face à une guerre au sens large, menée sur un champ de bataille sans frontières, il est désormais impossible d'assurer la sécurité d'un État et de garantir des intérêts nationaux de cet ordre en comptant seulement sur une armée et des armes militaires<sup>6</sup>. » La Chine a déjà bien mis à profit, et n'a pas fini de le faire, l'arme économique et financière, tout en en percevant les limites. Plus récemment et progressivement, les armes des militaires sont venues accroître la capacité de pression chinoise, au rythme permis par la croissance économique. La « puissance douce », le *soft power*, la culture tentent de séduire les autres États, et de convaincre qu'il en va aujourd'hui du modèle chinois comme il en fut du rayonnement de la civilisation chinoise avant le XIX<sup>e</sup> siècle.

De plus en plus assurés, les dirigeants chinois semblent emportés par « une foi inébranlable dans la sagesse stratégique véhiculée par les textes anciens<sup>7</sup> », dont ils ne paraissent pourtant pas avoir toujours suivi les enseignements. Décisions, démonstrations médiatisées, mesures diplomatiques se sont ainsi

succédé durant le dernier trimestre 2012 : élévation au grade de général (plein) d'un membre de la CMC, Wei Fenghe, commandant de la 2<sup>e</sup> artillerie (missiles), et visite de Xi Jinping dans une de ses unités ; démonstrations très médiatisées d'appontages et de décollages depuis le porte-avions *Liaoning* d'un chasseur embarqué de type nouveau (J-15) ; annonce d'exercice naval avec tirs de missiles après franchissement du détroit de Miyako, au sud d'Okinawa (chaîne des îles Rykyu) ; campagne et déclarations répétées de Xi Jinping sur le « renouveau de la nation chinoise » ; création d'un nouveau passeport avec apposition d'une carte englobant les territoires et espaces maritimes revendiqués par Pékin ; autorisation pour la police maritime d'aborder (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013) les navires se trouvant « illégalement » dans les espaces maritimes revendiqués, qui figurent dans une liste réputée incomplète ; multiplication de passages et de survols dans l'espace maritime et aérien des îles Senkaku/Diaoyu.

Après plusieurs mois de tension autour d'îlots et d'espaces maritimes disputés, ces démonstrations de souveraineté nationale ou de montée en puissance militaire ont déclenché de nombreuses réactions régionales, y compris de la part de la Russie, pourtant alliée de fait (ou de circonstance) de la Chine. Elles ne sont pas les premières et ont été déjà précédées de concertations, d'amorces d'alliances, formelles ou informelles, entre l'Australie, le Japon, le Viêt-nam, Singapour, l'Inde et les États-Unis. Début décembre 2012, la marine indienne se disait prête à envoyer des navires de guerre pour protéger ses intérêts sur les sites d'exploitation pétrolière proche des côtes vietnamiennes<sup>8</sup>.

Mais la tendance vers un alignement des forces est encore freinée par ces intérêts économiques des pays en difficulté et voisins de la Chine, le court terme continuant de prendre le pas sur les considérations et les intérêts géostratégiques à plus long terme, et cela au bénéfice de Pékin.

Quoi qu'il en soit, et à moins d'imaginer, dans la plus pure tradition impériale, la soumission des pays situés aux périphéries de la Chine, la résistance devrait se confirmer et s'organiser pour contrer l'ascension hégémonique chinoise. La tradition impériale, reprise par le PCC, et à terme la place première et unique revendiquée par les actuels dirigeants ne sont pas compatibles avec la situation internationale telle qu'elle s'est établie depuis plusieurs siècles. L'influence chinoise dans certains pays voisins a diminué, en dépit de leur dépendance économique. Sans compter que les intérêts des autres puissances, les recours possibles (qui n'existaient pas jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle) modifient les rapports de forces politiques, économiques, militaires.

Les dirigeants actuels voudraient s'imposer par le rayonnement de la

civilisation chinoise, renforcée par la puissance militaire. Ils jouent sur leurs nouvelles capacités économiques et sur un potentiel militaire en forte croissance, espérant compléter le dispositif par une activité diplomatique susceptible d'élargir leur influence politique et culturelle.

Les relations entre les États-Unis et la Chine, rivaux dans tous les domaines, continueront d'occuper une place essentielle dans l'évolution de la situation dans cette partie du monde, avec des conséquences sur toute la planète. Pékin revendique un partage du pouvoir et Washington celui des responsabilités, en vertu des règles internationales communes que chaque camp comprend et interprète différemment. Aucun domaine n'échappe à la rivalité ou à la coopération entre Pékin et Washington.

En matière politique, une puissance non démocratique montante se confronte à une puissance démocratique établie. Elles se montrent méfiantes l'une envers l'autre, chacune affichant son modèle ; la Chine continuera à compter parmi ses soutiens des États soumis à des régimes totalitaires. En économie, ils sont partenaires et concurrents, les États-Unis proposant un Trans Pacific Partnership, et la Chine, un Regional Comprehensive Economic Partnership. Ils sont par ailleurs tous deux confrontés à un jeu de contraintes économiques menaçant d'intensifier les tensions et d'accroître les difficultés dans les échanges.

La Chine est par ailleurs, le plus grand détenteur de bons du Trésor américain<sup>9</sup>, toujours considérés « sans risque », mais ce qui donne un caractère encore plus étrange aux relations entre les économies des deux pays. Sur le plan international, ils se retrouvent tantôt partenaires (lutte contre le terrorisme), tantôt opposés à propos de certaines mesures spécifiques (prolifération, environnement). Enfin, en matière de défense et de sécurité, ils sont adversaires en phase d'hostilité ascendante, avec la poursuite de la mise en place de stratégies perçues de part et d'autre comme offensives.

La Chine, puissance émergente, dispose d'un pouvoir difficile à estimer et ses intentions sont encore incertaines. En entretenant de telles interrogations, elle se fait reconnaître comme une quasi-grande puissance, mais suscite des inquiétudes. Pour poursuivre son ascension, elle compte sur d'importantes ressources, réelles ou surestimées, qui sont autant politiques qu'économiques, démographiques ou culturelles. Mais elle a encore un long chemin à parcourir avant d'égaliser les États-Unis, son rival. Il lui sera ainsi difficile de réaliser son potentiel au même rythme que celui qu'elle a connu au cours des dernières

décennies. Sa croissance reste encore très déséquilibrée, insoutenable sur le long terme, et menacée par des facteurs environnementaux, démographiques<sup>10</sup> et sociaux qui peuvent considérablement entraver son futur développement<sup>11</sup>.

L'instabilité de la situation internationale pourrait se révéler favorable à de grands changements, au profit de la Chine, à condition que celle-ci parvienne à instaurer des relations de confiance susceptibles d'assurer d'authentiques bénéfices mutuels entre partenaires. Or, tandis qu'elle a accédé à la puissance militaire pour faire face aux menaces pesant sur sa sécurité nationale, mais au point d'en paraître dangereuse à ses voisins, la Chine n'a pas encore su trouver la solution à la difficile intégration stratégique simultanée de l'économie, de la défense et de la diplomatie. Elle préconise ainsi le multilatéralisme, mais sans l'avoir jamais pratiqué au cours de son histoire, si ce n'est pour exploiter les divisions et les oppositions de ses partenaires.

C'est ainsi que l'histoire, dont on dit qu'elle ne se répète pas, semble être entrée dans une nouvelle époque de suspicion, de craintes et d'antagonismes entre deux mondes qui se découvrent sans se comprendre.

1. Sa prudence ne l'avait tout de même pas empêché, fin 2010, de se rendre à Chongqing, le fief de Bo Xilai, peu après avoir été nommé vice-président de la CMC et en tant que président de l'École centrale du parti. Il y avait alors fait l'éloge du « modèle de Chongqing » et rappelé les valeurs marxistes-léninistes et de la « Pensée Mao Zedong ». Ni Hu Jintao ni Wen Jiabao n'avaient effectué une telle visite, marquant ainsi leur distance avec Bo Xilai et son « modèle », limogé et condamné depuis le printemps 2012.
2. SCMP du 23 novembre 2012, Kerry Brown, Chinese Studies Center, professeur de politique chinoise à l'Université de Sydney.
3. Edward Luttwak, *La Montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*, op. cit.
4. Du 7 décembre 2012.
5. Selon E. Luttwak, « l'administration américaine n'a pas une politique chinoise, mais trois, dont deux vont dans des directions diamétralement opposées. La mieux connue est celle du Trésor américain. Les deux autres, qui se soutiennent, sont celles, d'une part, qui sont menées [conjointement] par le département de la Défense et les forces armées, et celle, d'autre part, du Département d'État, qui prônent la politique d'endiguement » (*La Montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*, op. cit.).
6. Qiao Liang, Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, traduit du chinois par Hervé Denès, Paris, Rivages, 2003.
7. A. Luttwak, *La Montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*, op. cit.
8. Un navire chinois avait sectionné un câble de détection sismique remorqué par un navire vietnamien à proximité d'une plate-forme de forage d'une compagnie indienne.
9. 1 170 milliards de dollars fin 2012, presque autant que le Japon (1 130 milliards), sur un total de 5 500 milliards détenus par des investisseurs étrangers, ce dernier montant représentant environ un quart du total de la dette américaine.

- [10.](#) À la question démographique (nombre d'habitants, vieillissement de la population, déséquilibre entre les sexes) est liée celle de la sécurité alimentaire. Hantée par une histoire jalonnée de famines, touchée par un fort développement urbain et des infrastructures réduisant toujours davantage une surface de terres arables déjà trop faible (7 % des terres arables de la planète pour un cinquième de la population mondiale), la Chine investit à l'étranger en achetant ou en louant des terres agricoles sur presque tous les continents (environ 7,5 millions d'hectares fin 2012).
- [11.](#) Pr Zhao Minghao, *The Predicaments of Chinese Power*, in *New York Times* du 12 juillet 2012. Le Pr Zhao est chercheur au Centre chinois d'études du monde contemporain, qui dépend du Département international du Comité central du PCC. Il est également directeur de la *China International Strategy Review*, revue du Centre d'études internationales et stratégiques de l'Université de Pékin.

# Conclusion

## Le déclin des États-Unis demeure relatif

L'endettement public des États-Unis a connu une croissance spectaculaire, et la dépendance à l'égard des créanciers étrangers s'est accrue. Le fardeau des engagements extérieurs (Irak, Afghanistan) a été considérable (près de 5 000 milliards de dollars) pour aboutir aux non-victoires militaires que l'on sait, c'est-à-dire à des échecs politiques.

La crise, en partie provoquée par les excès de la dérégulation, a conduit à l'enrichissement d'une petite minorité et à la paupérisation d'une importante partie de la population. Un Américain sur quatre est endetté sous l'effet des emprunts immobiliers. Les classes moyennes ont stagné sinon régressé, et la majorité des Américains est plus pauvre en 2010 qu'en 2000. L'Amérique, de surcroît, comme l'ont montré les élections de 2012, est profondément divisée. Sans doute, la responsabilité principale en revient-elle au monde financier qui a bien l'intention de résister aux réformes éventuelles visant à restreindre sa liberté d'action.

Nous vivons la crise du monde développé dans le contexte d'un nouvel équilibre largement ébauché où l'Asie, Chine en tête, suivie de l'Inde et des autres « émergents » comme le Brésil, l'Indonésie et, de façon plus générale, le G20, pèseront bientôt presque aussi lourd que le G7 d'hier, au monde auquel nous nous étions habitués. En 1993, le G7 produisait 68,5 % du PIB mondial, en 2010, 40 % au mieux. Le monde de l'après-Seconde Guerre mondiale, avec ses institutions, est en phase d'être progressivement contesté (le G20 réclame une meilleure représentativité au sein du FMI et de la Banque mondiale). L'architecture du monde d'hier, bâti par les

Occidentaux – et les Russes –, est battue en brèche. La mondialisation a largement profité aux « émergents » et les changements se font plus rapidement qu'autrefois, entre autres en raison du développement accéléré des nouveaux moyens de communication.



### *Le partage spatial des commandements militaires américains*

À peine vingt ans après l'effondrement de l'Union soviétique et du triomphalisme américain, qui s'est manifesté durant le premier mandat de George W. Bush, lorsque les États-Unis se considéraient comme tout-puissant, nous avons déjà le sentiment qu'une page est tournée. Plus personne ne prétendra que le *xxi*<sup>e</sup> siècle sera le siècle américain. Les néo-conservateurs comme les fondamentalistes du marché ont, sans le vouloir, précipité le déclin relatif des États-Unis, qui se sont vainement accrochés à leur façon de vivre, fondée sur la surconsommation, et ont négligé des pans essentiels de l'économie : infrastructures vétustes, éducation médiocre hors des collèges et des universités d'élite. Se libérer de la dette extérieure sera long et difficile.

Comme la plupart des pays industriels au cours de la décennie écoulée, les États-Unis ont perdu – à cause de la concurrence des « émergents » – quelque 5 millions d'emplois dans l'industrie. De fait, depuis une douzaine

d'années, les possibilités de promotions sociales qui, jadis, constituaient un attrait majeur pour les immigrants ont beaucoup diminué. Ivres d'eux-mêmes dans les années 1990 et au début de la décennie suivante, les États-Unis ont-ils même perçu l'avancée de la Chine avant le tournant du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle ?

Mais il est vrai qu'avec quelque 20 % de la production mondiale, les États-Unis demeurent la première puissance économique. Ils restent le pivot du système de sécurité comme du système financier. Les avancées militaires qu'ils ont réalisées au cours des trente dernières années, grâce à des budgets que l'Europe a refusé de consacrer à sa propre défense, leur permettent une projection globale, pour l'heure unique.

Les États-Unis sont une société dynamique, innovatrice, ouverte et adaptable. Dans les domaines de la recherche, des technologies de pointe, en termes de potentiel d'innovation aussi, le pays occupe toujours la première place. Comblés par la géographie, ils disposent de ressources considérables en hydrocarbures (gaz de schiste) et en minerais, d'une agriculture performante, d'une démographie confortée par l'immigration. Le pays conserve ainsi de très larges atouts pour affronter le quart de siècle à venir. Il peut même prétendre continuer à être perçu comme un modèle à succès et à user du pouvoir feutré<sup>1</sup> de sa culture de masse comme de celle de ses élites. Les États-Unis ont toujours le pouvoir de fasciner.

Pour conserver leur prééminence<sup>2</sup> aussi longtemps que possible, il leur faut toutefois renouer avec le dynamisme économique, rajeunir ou améliorer leurs infrastructures, entreprendre un effort éducatif qui ne soit pas réservé aux élites, en prévision des progrès considérables réalisés en ce domaine par des pays comme la Chine et l'Inde, à la démographie plus importante. Sans doute, certaines innovations technologiques sont-elles de nature (cybermenace) à permettre des avancées nouvelles dont nous ignorons toute à la portée.

Pour faire pièce, en Asie, à l'affirmation de la puissance chinoise, les États-Unis ont repris à leur compte, à l'échelle de la masse asiatique, le principe traditionnel de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Europe : soutenir ceux qui s'inquiètent de l'excessive montée en puissance d'un voisin, tout en demeurant l'arbitre d'un équilibre favorable. Cela suppose une situation intérieure socialement stable, une économie dynamique et une direction politique dotée d'une vision, mais aussi d'une volonté qui ne soit pas trop bridée par les diverses oppositions, les médias et l'opinion publique. Ces alliances, on l'a vu, s'articulent du Japon à l'Asie du Sud-Est et l'Australie

avec, pour relais, la Corée du Sud, Taiwan, les Philippines, le Viêt-nam, l'Indonésie, Singapour, la Thaïlande et l'Inde.

Fin 2014, 10 000 hommes au moins resteront postés en Afghanistan. Il s'en trouve davantage en Irak. Au Moyen-Orient, la présence américaine va être allégée. Les États-Unis vont continuer, comme par le passé, à freiner la prolifération nucléaire et à assurer la sécurité d'Israël (par des missiles de défense, de l'aviation de combat, etc.). La coopération avec l'Arabie Saoudite et les Émirats sera axée sur la défense et la liberté de navigation dans le Golfe, alors que la corne de l'Afrique comme le Sahel feront l'objet d'une surveillance particulière. Les États-Unis vont donc resserrer leur alliance avec l'Europe dans le cadre de l'Otan, tout en repositionnant leurs troupes dans des régions plus sensibles. Demeurent bien des inconnues, mais une chose est sûre : la capacité de projection et les moyens militaires des États-Unis garantissent la libre circulation des biens et la sécurité.

Dans l'aire Asie/Pacifique, le projet visant à créer un partenariat de libre-échange (FTAS), qui sera un partenariat transpacifique, devrait bientôt voir le jour. Déjà l'Australie, le Chili, Singapour, le Pérou, le Viêt-nam, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie, Brunei y sont favorables. Si le Japon<sup>3</sup> (dont la participation serait décisive), le Canada et le Mexique s'y joignaient, ce partenariat deviendrait très important pour les États-Unis (où il faudra vaincre quelques résistances internes), et d'autant plus qu'il serait assorti de garanties militaires.

## De quelques facteurs qui pèseront demain sur l'équilibre du monde

Outre les progrès technologiques et les avancées scientifiques (en biologie, physique, médecine, génétique et surtout en communications), les phénomènes les plus importants de notre époque tiennent au fait que la croissance démographique s'est ralentie, sauf en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Cependant, par comparaison avec le siècle dernier, le Nord a proportionnellement diminué de moitié par rapport au Sud. À noter que les États-Unis, tout au long du dernier siècle, ont fait infiniment mieux que l'Europe et sont dotés d'une population plus jeune.

Sur le plan politique, le droit à l'autodétermination est surtout resté limité aux peuples colonisés par l'Occident. On compte peu de sécession dans le monde afro-asiatique : l'Érythrée, qui fut annexée par l'Éthiopie, le Sud-Soudan après quarante années de lutte, le Bangladesh, grâce à l'Inde. En Europe, il faut rappeler l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Mais demain ?

Les totalitarismes européens se sont effondrés, bien que les dictatures, éclairées ou non, perdurent et, lorsqu'elles jouissent d'une croissance dynamique, se sentent justifiées par le développement économique. Au total, l'idéologie du XIX<sup>e</sup> siècle qui a le mieux traversé le XX<sup>e</sup> tout en conservant sa dynamique paraît bien être le nationalisme, souvent véhiculé aujourd'hui sous un masque religieux. Il est (et demeurera) concurrencé par des messianismes mobilisateurs et antagonistes qui recouvrent des intérêts bien terrestres, qu'ils soient prosélytes ou territoriaux.

Les acteurs non étatiques se sont multipliés, au premier rang desquels les réseaux de la drogue, beaucoup plus importants dans leurs effets que le phénomène terroriste. L'économie de marché, en dépit de ses crises, a démontré son dynamisme et sa capacité d'adaptation. Mais pour tempérer ses excès ou ses défaillances, l'État restera un agent indispensable. Les nouveaux moyens de communication contribueront cependant, plus encore sans doute qu'aujourd'hui, à aider le secteur financier à échapper à tout contrôle.

Dans l'ensemble, et contrairement aux prévisions alarmistes, la pauvreté a plutôt reculé, bien que la situation en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud reste d'une extrême précarité. Sans perspective d'emplois ni immigration massive possible, l'augmentation rapide de la démographie en Afrique subsaharienne augure cependant mal de l'avenir, bien que divers pays d'Afrique connaissent des croissances non négligeables (Ghana, Rwanda, par exemple). Les conflits dans certaines régions serviront d'exutoire. Dans l'indifférence générale, la Croix-Rouge annonçait qu'il y aurait eu 4 millions de morts consécutifs aux guerres en République démocratique du Congo, en 1996 et 2006. Celle du Kivu n'est pas terminée. Les mégalo-poles africaines, comme Lagos (12 millions d'habitants) ou Kinshasa (10 millions), seront d'une violente instabilité.

On est loin de l'époque (1909) où quatre femmes qui manifestaient devant la Maison-Blanche pour revendiquer le droit de vote étaient condamnées à six mois de prison. Depuis, en Occident, mais pas seulement là, la condition des femmes, à des degrés divers, a changé, bien que dans nombre de sociétés leur contrôle soit proclamé nécessaire pour garantir

l'ordre social, religieux ou non. Les femmes joueront un rôle de plus en plus grand dans les affaires du monde.

La massification est l'une des caractéristiques de notre époque, dans laquelle les opinions, au nom d'idéologies diverses, sont manipulées<sup>4</sup>. Les esprits et les volontés sont les enjeux de ces stratégies indirectes. Il aura ainsi fallu du temps pour que les problèmes écologiques, perçus comme lointains entre le premier sommet de la Terre à Stockholm, en 1992, et le protocole de Kyoto, en 1997, commencent à retenir l'attention des États et des opinions publiques. Les États-Unis avaient refusé à l'époque de signer un projet, approuvé par 38 pays, visant à réduire de 5,2 % leurs émissions de gaz à effet de serre. La Chine, l'Inde et le Brésil disaient ne pas se sentir concernés. Les temps changent sur ce plan aussi.

## Europe, dernière chance

Les sociétés se jugent à leurs capacités à faire face aux défis et aux crises. Par rapport à l'optimisme qu'on constate de Singapour à la Corée du Sud et en Chine, l'Europe, en rangs dispersés et bien que toujours première puissance commerciale, se montre timorée dans ses décisions. On note une différence nette entre celle du Nord et celle du Sud, en négligeant, en France, de signaler que les États dont les nationaux se comportent en citoyens plus qu'en administrés se trouvent être protestants. Quant aux États-Unis, toujours prééminents et désireux de le rester, ils paraissent trop souvent plus enclins à se livrer à une guerre civile froide, dont l'objectif majeur est de faire trébucher l'administration en place, plutôt que de concourir au redressement de la nation.

Pour ce qui concerne la France, afin de regagner de la compétitivité, on sait que les réformes nécessaires, envisagées depuis longtemps, font consensus, sur le papier, auprès des politiques : réduction des dépenses du secteur public, réforme de l'État, réforme de la législation du travail et, par la suite, allongement de l'âge du départ à la retraite et de la durée du travail. Elles ne seront sans doute qu'à demi entreprises, tant la résistance au changement de la population et des syndicats est forte depuis plusieurs décennies, et le personnel politique pusillanime, prisonnier des pesanteurs et

tenant obstinément à être réélu. Dans ces conditions, la France n'occupera pas longtemps le cinquième rang dans l'économie mondiale.

À moins que l'on assiste à l'émergence improbable d'une Europe aux institutions plus fédératrices, il nous faudra beaucoup de détermination pour figurer parmi les dix premiers d'ici 2020.

1. Apparaissent cependant, pour faire contrepoids : Al Jezirah, CCTV Beijing, NDTV Delhi, les télévisions turques, etc., sans compter la créativité culturelle des sociétés qui se développent.
2. Zbigniew Brzezinski, *Strategic Vision. America and the Crisis of Global Power*, New York, Basic Books, 2012. Comme à l'accoutumée, l'ancien secrétaire d'État de Jimmy Carter indique la stratégie la plus pertinente à cet égard.
3. À lui seul, le PIB du Japon, si l'on excepte celui des États-Unis, représente le double de l'ensemble des autres États concernés.
4. Wikileaks en aura, à cet égard, établi la démonstration.

# Bibliographie<sup>1</sup>

## *Ouvrages généraux*

Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, 1962, Paris, Calmann-Lévy, 2004.

Paul BAIROCH, *Victoires et déboires, histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours* (3 vol.), Paris, Gallimard, 1997.

Nicolas BAVEREZ, *Après le déluge*, Paris, Perrin, 2009.

John BAYLIS, Steve SMITH et Patricia OWENS, *Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, Oxford, OUP, 2010.

Jared DIAMOND, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, « Folio Essais », 2009.

Pierre GENTELLE, *Géopolitique du monde contemporain*, Paris, Nathan, 2008.

Paul KENNEDY, *The Rise and Fall of Great Powers, 1500-2000*, Londres, Random House, 1987.

Henry KISSINGER, *Diplomacy*, Simon and Schuster, 1995, Paris, Fayard, 1996.

Bernard KLEIN et Gesa MAKENTHUN (éd.), *Sea Changes Historicizing the Ocean*, Londres, Routledge, 2004.

Yves LACOSTE, *La Longue Histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse, 2008 (rééd.).

Hans MORGENTHAU, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, McGraw Hill Higher Education, 2005 (7<sup>e</sup> éd. rév.).

Karl POLANYI, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, « Tel », 2009.

Daryush SHAYEGAN, *Le Regard mutilé*, La Tour d'Aigues, L'Aube poche, 1998.

Hubert VÉDRINE, *Le Temps des chimères*, Paris, Fayard, 2009.

Fareed ZAKARIA, *The Post American World*, Penguin, 2009 (*Le Monde post-américain*, Paris, Tempus, Perrin, 2011).

### ***Sur les États-Unis***

William APPLEMAN, *The Tragedy of American Diplomacy*, New York, W. W. Norton and Company, 2009.

Andrew BACEVICH, *The Limits of Power*, New York, Metropolitan, 2009.

Zbigniew BRZEZINSKI, *Strategic Vision. America and the Crisis of Global Power*, New York, Basic Books, 2012.

Philippe GOLUB, *Une autre histoire de la puissance américaine*, Paris, éd. du Seuil, 2011.

Paul KRUGMAN, *L'Amérique que nous voulons*, Paris, Champs-Flammarion, 2008.

–, *The Conscience of a Liberal*, New York, Norton, 2007.

Joseph STIGLITZ, *Le Triomphe de la cupidité*, Arles, Actes Sud, « Babel », 2011.

Immanuel WALLERSTEIN, *The Decline of American Power. The US in a Chaotic World*, New York, The New Press, 2003. Sur l'Europe Georges CORM, *L'Europe et le mythe de l'Occident. La construction d'une histoire*, Paris, La Découverte, 2012 (rééd.).

Henri WESSELING, *Les Empires coloniaux européens (1815-1919)*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2009.

## ***Sur la Russie***

Isaiah BERLIN, *The Soviet Mind. Russian Culture under Communism*, Washington, D. C., Brookings Institution Press, 2004 (rééd.).

Michel HELLER, *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Calman-Levy, 1997.

Basile KERBLAY, *La Société soviétique contemporaine*, Paris, Armand Colin, 1977.

Martin MALIA, *La Tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, Paris, éd. du Seuil, 1995.

Emmanuel TODD, *La Chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Robert Laffont, 1976.

### ***Sur le Brésil***

Bartholomé BENNASSAR et Richard MARIN, *Histoire du Brésil, 1500-2000*, Paris, Fayard, 2000.

Alain ROUQUIÉ, *Le Brésil au <sup>xx</sup>e siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2010.

## ***Sur la Chine***

Marie-Claire BERGÈRE, *La Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2000.

Yan CHEN, *L'Éveil de la Chine*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, 2002.

Anne CHENG, *Histoire de la pensée chinoise*, Paris, éd. du Seuil, « Points », 1997.

David COSSANDEY, *Le Secret de l'Occident*, Paris, Flammarion, « Champs Essais », 2007.

Henri EYRAUD, *Chine : la réforme autoritaire*, Paris, Bleu de Chine, 2001.

Alain FRACHON et Daniel VERNET, *La Chine contre l'Amérique*, Paris, Grasset, 2012.

Aaron FRIEDBERG, *A Contest for Supremacy*, New York, W. W. Norton & Company, 2011.

Jacques GERNET, *Le Monde chinois*, Paris, Armand Colin, 1990.

Henry KISSINGER, *De la Chine*, Paris, Fayard, 2012.

Mark LEONARD, *What Does China Think ?*, New York, Fourth Estate, 2008.

Simon LEYS, *Essais sur la Chine*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1998.

Kuang-Sheng LIAO, *Antiforeignism and Modernisation in China (1860-1980)*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1984-1986.

Yutang LIN, *La Chine et les Chinois*, Paris, Payot, 1937 (rééd. 1997 et 2003).

Mingfu LIU (刘明福), *Le Rêve chinois*, Paris, éd. de l'Amitié, 2010 (en chinois, *Zhongguo meng*).

Xiaobo LIU, *No Enemies, No Hatred*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2012.

Edward LUTTWAK, *La Montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*, Paris, Odile Jacob, 2012.

Richard MCGREGOR, *The Party. The Secret World of China's Communist Rulers*, Londres, Penguin Books, 2010.

Liang QIAO, Xiangsui WANG, *La Guerre hors limites*, traduit du chinois par Hervé Denis, Paris, Rivages, 2003.

Ming RUAN, *Deng Xiaoping. Chronique d'un empire : 1978-1990*, Paris, Picquier, 1992.

David SHAMBAUGH, *Modernizing China's Military*, Los Angeles, University of California Press, 2002.

Anne de TINGUY, *The Fall of the Soviet Empire*, East European Monographs, New York, Columbia University Press, 1997.

Arnold TOYNBEE, *La Grande Aventure de l'humanité*, Paris, Payot, 1977.

*Asian Wall Street Journal*.

*China Daily*, et son supplément mensuel *Asia Watch* dans l'IHT.

*Global Times*, et sa version chinoise *Huanqiu Shibao*.

*International Herald Tribune*.

*The New York Times*.

*South China Morning Post*.

*The Jamestown Foundation (China Brief et Willy's Corner)*.

## ***Sur l'Asie***

Daniel BELL, *Beyond Liberal Democracy. Political Thinking for an East Asian Context*, Princeton, PUP, 2006.

K. N. CHAUDHURI, *Asia Before Europe. Economy and Civilization of the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Jacques DUPUIS, *Histoire de l'Inde et de la civilisation indienne*, Paris, Payot, 1963.

John K. FAIRBANK, Edwin O. REISCHAUER, Albert M. CRAIG, *A History of Asian Civilizations*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1965.

Christophe JAFFRELOT (dir.), *La Démocratie en Inde. Religions, castes et politique*, Paris, Fayard, 1998.

Rodolphe de KONINCK, *L'Asie du Sud-Est*, Paris, Armand Colin, 2012 (3<sup>e</sup> éd.).

Anatole LIEVEN, *Pakistan. A Hard Country*, New York, Public Affairs, 2012.

Jean-Luc RACINE, *L'Inde et l'Asie. Nouveaux équilibres, nouvel ordre mondial*, Paris, CNRS éditions, 2008.

Olivier ROY et Mariam ABOU ZAHAB, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakitanaise*, Paris, Hachette, « Pluriel », 2004. Sur le Moyen-Orient Michael BARRY, *Le Royaume de l'insolence. Afghanistan 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002 (rééd.).

Thomas BERFIELD, *Afghanistan. A Cultural and Political History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

Peter BERGEN, *The Longest War. The Enduring Conflict between America and Al-Qaïda*, New York, Free Press, 2011.

Gérard CHALIAND, *L'Impasse afghane*, La Tour d'Aigue, éd. de l'Aube, 2011.

Simon CHESTERMAN, *One Nation under Surveillance*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

Patrick COCKBURN, *The Occupation. War and Resistance in Iraq*, Londres, Verso, 2007.

Georges CORM, *Le Proche-Orient éclaté, 1965-2012*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2012 (2 vol.).

François DOPFFER, *L'Imbroglia turc*, Paris, Lignes de repères, 2008.

Gilles DORRONSORO, *Revolution Unending. Afghanistan 1979 to the Present*, New York, Columbia University Press, 2005.

Caret Vaughn FINDLEY, *Turkey, Islam, Nationalism and Modernity*, New Haven, Yale UP, 2010.

Peter GALBRAITH, *The End of Iraq*, Londres, Simon and Schuster, 2007.

A. GÖRALP (dir.), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*, Paris, Maisonneuve, 1986.

Fred HALLIDAY, *The Middle East in International Relations. Power, Politics and Ideology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Marshall G. S. HODGSON, *The Venture of Islam*, Chicago, The University of Chicago Press, 1977 (3 vol.).

Bernard HOURCADE, *L'Iran au XX<sup>e</sup> siècle. Entre nationalisme, islam et mondialisation*, Fayard, Paris, 2007.

Elie KEDHOURIE, *Democracy and Arab Political Culture*, Londres, Frank Cass, 1994.

H. L. KIESER et D. J. SCHALLER (dir.), *Der Völkermord an der Armeniern und die Shoah*, Bâle, Chronos, 2002.

Halil INALÇIK, *An Economic and Social History of the Ottoman Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

Pierre-Jean LUIZARD, *La Question irakienne*, Paris, Fayard, 2004.

R. MANTRAN (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.

Karl MEYER et Shareen Blair BRYSAK, *Kingmakers. The Invention of the Modern Middle East*, New York, W. W. Norton, 2008.

Xavier de PLANHOL, *Les Nations du prophète*, Paris, Fayard, 1983.

William POLK, *Understanding Iraq*, Londres, I. B. Tauris, 2005.

Ahmed RASHID, *Taliban. The Power of Militant Islam in Afghanistan and Beyond*, Londres, I. B. Tauris, 2010.

Thomas E. RICKS, *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, Londres, Penguin, 2006.

OLIVIER ROY, *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Paris, éd. du Seuil, 2008 (« Points », 2012).

–, *L'Afghanistan. Islam et modernité*, Paris, éd. du Seuil, 1987.

1. Certains ouvrages cités en note ne sont pas repris ici.

## Tables Table des cartes

Les comptoirs de l'océan Indien	14
Afghanistan : zones ethniques	52
Les oléoducs et gazoducs de l'Orient énergétique	75
Bases américaines au Moyen-Orient	78
Le pétrole en Irak	87
Principaux groupes ethniques et religieux en Irak	90
Bases américaines en Asie-Pacifique et points d'appui	106
Gisements et oléoducs en Russie	120
Pakistan : zones tribales	146
Gazoducs et oléoducs en Russie d'Europe	172
Les chiites au Moyen-Orient, y compris alaouites et alévis, pourcentages approximatifs	198
Le monde vu de Chine	216
Le partage spatial des commandements militaires américains	284

Toutes les cartes : © G. Chaliand/J.-P. et N. Rageau Avec les remerciements de l'éditeur.